





R E V U E
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
D U M A I N E

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

TOME SOIXANTE-DOUZIÈME

ANNÉE 1912. — SECOND SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, 11, GRANDE-RUE,
AU MANS

MAMERS

IMPRIMERIE FLEURY

28, Place de la République.

LE MANS

A. DE SAINT-DENIS

Libraire, Place Saint-Nicolas.

1912

100

1. 1. 1. 1. 1.

DC 611
M221 R5
V. 712

REVUE

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU MAINE

TOME LXXII. — PREMIÈRE LIVRAISON

ANNÉE 1912. — SECOND SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

MAMERS	LE MANS
IMPRIMERIE FLEURY	A. DE SAINT-DENIS
28, Place de la République.	Libraire, Place Saint-Nicolas.

1912

SOMMAIRE
DE LA
QUATRIÈME LIVRAISON DE 1912

- 1^{re} L'ABANDON DE LA VALTELINE, en 1637, par M. le V^{te} DE NOAILLES. Page 5
- 2^{re} MADAME DE VILLEDIEU INCONNUE, par M. le capitaine DEROME. Page 23
- 3^{re} LA FAMILLE DE COURTARVEL *(suite)*, par M. l'abbé TOUBLET. Page 51
- 4^{re} LES MÉSAVENTURES D'UN DUELLISTE MALGRÉ LUI, par M. Robert DESCHAMPS LA RIVIÈRE. Page 79
- 5^{re} CHRONIQUE : Note complémentaire sur le général Couin de Grandchamp, par M. Robert TRIGER. — Vœu du Congrès archéologique de France en faveur de l'acquisition, par la Ville du Mans, de la Maison de la Reine Bérengère. — Inauguration, à Poitiers, du monument du R. P. de la Croix. — Nécrologie : M. Joseph Morancé. Page 91
-

L'ABANDON DE LA VALTELINE

PAR LES FRANÇAIS, EN 1637 (1)

En date du 1^{er} avril 1637, le Roi ordonne au comte de Guébriant, qu'il vient de créer maréchal de ses camps et armées, d'aller rejoindre le duc de Rohan en Valteline, « où il y a présentement sujet d'agir » (2). Sitôt la présente lettre reçue, Guébriant devra partir en toute hâte, et les services qu'il rendra seront « tenus en particulière considération ». Les événements qui se déroulaient en Valteline prenaient une tournure singulièrement grave.

Jadis cette contrée faisait partie du Milanais ; mais les Grisons et les Suisses, s'étant unis pour chasser Louis XII puis François I^{er} d'Italie, et rétablir Maximilien Sforza, fils de Ludovic, dans le Milanais, avaient obtenu de ce prince, comme remboursement de leurs frais, la souveraineté de la Valteline. Les Espagnols, sous prétexte d'empêcher le luthéranisme de s'y implanter, s'en étaient alors emparés et y avaient élevé des forts. Les Grisons mécontents demandèrent secours au roi Louis XIII. Urbain VIII inter-

(1) Cet article est extrait du troisième et dernier volume que M. le V^{te} de Noailles va faire paraître en octobre prochain sur les *Épisodes de la Guerre de Trente Ans : Le maréchal de Guébriant*. Tous nos lecteurs, qui ont pu déjà apprécier le grand intérêt des deux premiers volumes, se joindront à nous pour remercier M. le V^{te} de Noailles d'avoir bien voulu réserver encore à notre *Revue* la primeur de ces pages inédites.
(Note de la Rédaction.)

(2) Henri, duc de Rohan, pair de France, prince de Léon (1579-1638).

vint, et reçut en dépôt les forts en questions. Louis XIII, voulant les faire restituer aux Grisons, envoya le marquis de Cœuvres les occuper avec une armée. Le pape, exaspéré du procédé, fit, en 1625, passer les monts à son neveu, le cardinal Barberini, pour demander la restitution des dits forts, et n'essuya qu'un refus. De Paris, Barberini se rendit en Espagne afin de tenter un accommodement sur cette épineuse question, et l'affaire ne se termina qu'en 1626, au traité de Monçon, signé par le comte duc d'Olivarès, premier ministre d'Espagne, et du Fargis, ambassadeur de France. On convint que les forts seraient rasés, et que les Grisons demeureraient souverains dans la Valteline. Cependant quelques troupes françaises y restèrent.

Pour se rendre du Milanais en Allemagne et aux Pays-Bas espagnols, la Valteline était le seul passage commode et naturel. On remontait le cours de l'Adda jusqu'à Bormio, puis on passait dans le Tyrol. Le cardinal Infant avait exécuté par là une marche célèbre depuis Milan jusqu'à Bruxelles, avec une vaillante armée de 15.000 hommes, dont le concours avait déterminé l'importante victoire des Impériaux à Nordlingue sur le feld-maréchal Horn et Bernard de Saxe-Weimar, le 6 septembre 1634. Aussi, dès que la guerre fut ouvertement déclarée par la France à la Maison d'Autriche en 1635, Louis XIII jugea nécessaire d'occuper fortement la Valteline, et d'en interdire dorénavant l'accès à toute armée sortant du Milanais. Pour cette opération délicate, il jeta les yeux sur le duc de Rohan. Nul en effet ne paraissait aussi capable que ce rude guerrier de mener à bonne fin une telle entreprise ; il avait déjà rempli une mission dans cette contrée en 1632, et connaissait, mieux que tout autre, l'état de la question et la disposition des lieux. Le projet de cette expédition devait rester momentanément secret. Henri de Rohan eut donc, sans explications précises, l'ordre d'hiverner en Alsace avec ses troupes. On lui recommandait seulement trois choses : avoir l'œil sur le

duc Charles, qui cherchait à franchir le Rhin vers Brisach ; ne s'engager dans aucune entreprise de longue haleine ; rester en communication avec la Franche-Comté et empêcher qu'elle n'envoyât du blé et des munitions aux Lorrains. Il était en conséquence prescrit au duc d'assiéger mollement Belfort, son attention devant rester toujours, attachée sur l'armée de Lorraine. Rohan agit en conformité de ces ordres, mais tandis qu'il investissait la place, tirait quelques volées de canon, et faisait d'inutiles sommations, Charles de Lorraine, trompant sa vigilance, contournait Belfort avec 6.000 chevaux et prenait une avance qui lui permettait de franchir peu après le Rhin en toute sécurité.

Le chancelier de Suède, Oxenstiern, craignant de voir arriver de Milan une nouvelle armée ennemie, et les princes d'Italie tremblant à l'idée que les Impériaux et les Espagnols pussent venir les troubler, Louis XIII précipita l'exécution de ses desseins sur la Valteline. Il commanda donc à Rohan de passer droit aux Grisons avec sept régiments de son armée et 4 cornettes de cavalerie, formant 4.000 hommes, pour occuper la Valteline, avec le concours des troupes que M. du Landays, maréchal de camp, avait encore au dit pays. On s'en rapportait à lui quant à l'accomplissement et aux particularités, sa « prudence et bonne conduite » étant connues ; en conséquence, il était prescrit à du Landays de prendre ses ordres.

Tout d'abord de grosses difficultés s'opposèrent à cette marche rapide vers les Grisons. Il était peu commode de franchir le territoire helvétique. Le faire sans autorisation déterminerait le soulèvement des Cantons ; avancer par petites fractions occasionnerait la perte d'une partie notable des troupes ; avancer en corps pourrait froisser les Suisses, la chose étant sans exemple. Et puis, le duc Charles n'était-il pas à proximité, établi près des villes forestières, dans des positions malaisées à forcer ? Être battu par lui serait l'effondrement du projet, et causerait préjudice aux intérêts

français, avec retentissement jusqu'au Milanais à travers la Valteline ; ce serait aussi la destruction probable des troupes du maréchal de camp du Landays. Rohan gagna cependant Bâle en mars 1635, résolu à combattre, au besoin, le duc Charles, et demanda la permission de traverser les terres qui dépendaient de la ville. A Bâle, il divisa ses troupes. Les unes sous le commandement du marquis de la Force et de François Thibault, seigneur de St-Euruge, maréchal de camp, demeurèrent en Alsace ; les autres le suivirent. Préalablement il avait eu soin d'expédier deux agents en Suisse, l'un vers les Grisons, l'autre à Berne (1). Celui de Berne devait expliquer au gouvernement fédéral que Rohan, trop pressé, ne pouvait donner le temps à la diète helvétique de se réunir, et que force lui était de demander simplement la permission de traverser rapidement le pays avec ses troupes, « en conformité des alliances ». Le tout fut mené rondement et accordé grâce à l'intervention de Blaise Méliand, seigneur d'Egligny, président au Parlement de Paris, alors ambassadeur du Roi en Suisse.

Averti le 24 mars, par l'émissaire du duc de Rohan, de l'entrée imminente de l'armée française dans les Grisons, M. du Landays, qui désormais allait être soutenu, rassembla ses troupes et prit l'offensive. Les uns, sous les colonels Bruker et Genatz furent chargés d'enlever Bormio, dans la vallée de l'Adda supérieur, et, à la tête des autres, lui-même passa le Splugen, atteignit Chiavenna sans donner l'éveil, et occupa la ville qui ne résista pas. De là, Landays courut à Riva, sur un roc avançant dans le petit lac de ce nom. Au pied de ce roc était une auberge, où buvaient à ce moment quatre bandits, qui, soupçonnant une attaque de leurs ennemis personnels, déchargèrent leurs carabines. A ce bruit, la faible garnison de Riva, surprise, ouvrit largement

(1) L'agent destiné aux Grisons partit de Bâle aussitôt que le duc y parvint.

ses portes. Bormio ne résista pas non plus. Les troupes françaises se trouvèrent ainsi rapidement maîtresses des deux débouchés de la Valteline, avec espoir de les conserver, grâce au renfort qui arrivait. En présence de ces actes d'hostilité, les Valtelins effrayés dépêchèrent vers du Landays, témoignant tous « prompte obéissance et dévotion envers la Couronne de France ».

Le duc de Rohan, en marche vers les Grisons, apprit à Aarau l'occupation de Bormio et de Riva. Au risque d'offenser les catholiques, aussi hostiles aux Français que les protestants l'étaient peu, il traversait la Suisse en corps. Dans le canton catholique d'Argovie, il faillit avoir de graves difficultés, les paysans s'étant armés pour en défendre le passage. Il fallut s'entendre. L'autorisation donnée *in extremis* par le bailli de Baden, Jean-Jacques de Fusli, parvint juste à temps pour empêcher un regrettable conflit. Rohan foula le territoire de Zurich, où toute facilité étant accordée depuis longtemps, l'accueil fut bienveillant, « avec les démonstrations de bonne volonté envers la France, qui sont particulières au dit canton », disent les *mémoires* concernant cette campagne.

Le duc de Rohan pénètre le 12 avril 1635 à Coire après avoir franchi la Suisse en douze étapes. Toujours à Riva, le sieur du Landays, craignant une attaque imminente des Milanais en train d'organiser leurs troupes, le presse d'avancer. Rohan entre dans la Valteline et s'y installe, ayant sous lui onze régiments et deux maréchaux de camp : du Landays et le marquis de Canisy (1). Nous ne raconterons pas les événements des années 1635 et 1636, l'histoire de l'occupation sortant de notre sujet.

Au printemps 1637, les choses allaient fort mal ; le mar-

(1) Ce sont les régiments de Lègues, Montausier, du Landays, Roquelaure, Serres, Cerny, La Frézelière (ci-devant La Poisse-Saint-Offange), Canisy, de Biès, Neuville-le-Grand, Vandy.

quis de Léganès, gouverneur du Milanais, excitait les Grisons, représentant la misère dans laquelle ils tomberaient en tolérant que leur pays devint le théâtre de la guerre. Comme l'occupation française les incommodait et créait mille désordres dans leurs paisibles montagnes, ceux-ci se laissèrent aisément persuader, et, sans bruit, envoyèrent des députés à Claudia de Médicis, archiduchesse d'Insbruck, afin de traiter avec l'Empereur par son intermédiaire, ne tenant pas plus à dépendre des Espagnols que des Français (1). Rohan averti, voulant faire rompre cette négociation, convoqua une assemblée générale à Coire. Les députés y arrivèrent, mais avec le traité par lequel l'Empereur assurait aux Grisons la possession de la Valteline. Enchantés de ce résultat, ils profitèrent de leur réunion pour demander tous ensemble à Rohan de se retirer au plus vite avec ses troupes. Nul secours ne pouvant lui venir, craignant, en cas de résistance, la perte totale de sa petite armée, Rohan fut contraint d'accepter, le 27 mars 1637, un traité désavantageux avec les Grisons, par lequel il leur restituait les places que les Français tenaient dans le pays.

La Cour de France s'occupait alors de remplacer en Valteline les maréchaux de camp marquis de Montausier et de Canisy, qui venaient d'être tués dans les opérations militaires dont nous n'avons pas parlé (2). Il s'agit de choisir deux officiers généraux, « qui aient dessein de correspondre (*sic*) à la réputation de ceux qui y sont morts », écrit Richelieu à Chavigny. « En faisant le tour de ceux qui peuvent utilement remplir ces charges eu égard au lieu où ils doivent servir », il ne voit pas de gens qui puissent mieux y faire et soient plus aises d'y aller... que Danneveux et Gué-

(1) Claudia de Médicis, veuve de Léopold d'Autriche, archiduc d'Insbruck, frère de l'empereur Ferdinand II.

(2) Hector de Sainte-Maure, marquis de Montausier, frère aîné de Charles, qui fut duc de Montausier. René de Carbonel, marquis de Canisy.

briant (auxquels cependant il n'en a pas encore parlé). Peut-être le Roi aura-t-il quelque aversion en ce qui regarde Guébriant ; mais, ajoute le cardinal duc, après y avoir réfléchi, il trouvera certainement qu'il est « fort bon à servir là, et qu'il a ambition pour cela ».

Le maréchal Banner vient de remporter une signalée victoire. Cet heureux événement retardera-t-il l'attaque de la Valteline par les Milanais ? En tous cas, il rend espoir au Roi et à son ministre. Cependant de mauvaises nouvelles arrivent bientôt à la Cour : les Grisons auraient traité avec l'Empire. Elles se confirment. M. Méliand prévoit même que le duc de Rohan devra soutenir un siège dans Fort de France. « Si on eust fourni l'argent pour l'accord qu'il falloit à temps, les gens de M. de Rohan croient que cela ne fust pas arrivé », écrit Richelieu au Roi, le 29 mars. Aussi court-il à Paris chez M. de Bullion, dont il veut obtenir les fonds nécessaires, tant il redoute la défection des troupes de la Valteline, faute de paiement. « Je n'oublieray rien de ce que je pourray pour persuader messieurs des finances de ne mesurer pas toutes les affaires à une mesme aune ». Dès le lendemain de sa visite à Bullion, Richelieu annonce au Roi que le secrétaire du duc de Rohan, Prioleau, part avec 200.000 livres pour son maître et autant pour les Suisses.

En remplacement de Montausier et de Canisy, Louis XIII nomma enfin le comte de Guébriant et le sieur de Neufville, qui reçoivent pour eux, leurs gens, chevaux et bagages, un passeport en date du 7 avril. On leur adjoint le sieur d'Estampes, maître des requêtes et conseiller d'Etat (1).

Guébriant se presse et franchit en 6 jours la distance qui sépare Paris de Ragatz, à quatre heures de Coire, où se

(1) Jean d'Estampes de Valençay, conseiller au Parlement de Paris, maître des requêtes ; président au grand Conseil ; Conseiller ordinaire du Roi ; ambassadeur. Mort en 1671 à 77 ans. Épousa Marie Gruel de Morville. Fils de Jean d'Estampes de Valençay et de Sara d'Applaincourt. Frère d'Achille, chevalier de Malte, cardinal de Valençay.

trouve Rohan, prisonnier des Grisons, qui réclament l'exécution immédiate et complète du traité obtenu par force. A Ragatz, Guébriant doit s'arrêter, parce qu'on lui refuse le passage du Rhin ; il parvient cependant à communiquer les ordres du Roi au duc de Rohan et au sieur de Lecques, maréchal de camp, encore dans la Valteline. « J'ai un contentement extrême de ce qu'il plaist au Roy que nous le servions ensemble, lui répond le duc, le 18 avril, mais bien fasché qu'à vostre advenement il se soit rencontré une conjoncture d'affaires telle qu'elle diffère nostre entrevüe. C'est chose du tout impossible de faire changer la résolution de ces peuples, ny de retarder d'une heure le partement des troupes du Roy de la Valteline, dont la première en sort demain, tellement que je juge vostre venüe icy non seulement inutile, mais nuisible pour ce que, quand bien on vous laisseroit passer (ce que je ne croy pas), vous leur donnerés telle jalousie que je ne croirois pas que vous ny moy fussions en seureté parmy eux, qui me faict vous prier instamment de ne hazarder point à venir, mais vouloir aller à Zurich attendre de mes nouvelles, vous conjurant aussy de supplier, de ma part, M. d'Estampes de ne passer point Zurich... » Le duc lui demande aussitôt de préparer le retour des troupes royales au travers de la Suisse, afin qu'on n'ait mécontentement d'elles, et de confier au porteur de la présente lettre celles qu'il pourrait avoir à lui transmettre, le colonel Schmid, précédemment envoyé à Ragatz, ne pouvant y retourner sans éveiller des soupçons.

En date du 20 avril, Rohan exprime à M. de Guébriant combien il est fâché de le savoir en « un si vilain séjour que celui de Ragatz » ; puis, en *post scriptum* : « Je ne puis croire que M. d'Estampes veuille hasarder de venir, veu ce que le sieur Prioleau luy aura dit de ma part » ; et, dès le lendemain, il écrit directement à d'Estampes « de ne passer point outre », étant sûr de l'approbation du Roi et de M. le cardinal en ce qu'il fait. Contrairement à toutes

les prévisions, les Grisons permettent à Guébriant de franchir le Rhin ; le duc de Rohan craignant de le voir « harassé du long voyage », lui envoie donc jusqu'à Ragatz un carrosse et une haquenée.

La marche du sieur d'Estampes fut autrement lente que celle de Guébriant. A Soleure, il rencontra Prioleau se dirigeant vers Paris. Prioleau le mit au courant de la triste situation : Il n'y a plus rien à espérer des Grisons ; Guébriant est arrêté au pont du Rhin ; lui-même s'en retourne à Paris après avoir vu Rohan. Désirant se rendre personnellement compte des choses, Estampes n'hésita pas cependant à continuer sa route et persuada même à Prioleau de rebrousser chemin. Celui-ci prit les devants. A Zurich, le ministre en cette ville, Ulrich, remit à d'Estampes une lettre de Rohan, qui, prévenu de son arrivée par Guébriant, le conjurait de ne pas avancer : il gâterait plutôt les affaires. Bien que perplexe quant à la portée des mots employés par Rohan, d'Estampes n'en poursuivit pas moins sa route. Lorsqu'il atteignit Wallenstadt, Prioleau, venu à sa rencontre, lui remit une nouvelle lettre du duc, qui le priait de s'arrêter dans cette ville. Le tenace homme n'en tint encore aucun compte ; il repartit aussitôt, et, à Ragatz enfin, trouva l'autorisation de pénétrer à Coire, que lui expédiait Rohan.

Durant quelques jours, Rohan, d'Estampes et Guébriant essayèrent de rétablir les affaires, mais en vain ; tous leurs efforts échouèrent devant l'obstination des révoltés, à la tête desquels se trouvaient les colonels Florin et Genatz, les sieurs Travers et Roserolle. Guébriant et d'Estampes s'appliquèrent à démontrer aux Grisons que le Roi tenait pour nul un traité arraché par la force au duc de Rohan, et que, s'il les abandonnait à leur caprice, ils retomberaient sous la domination autrichienne ; ce serait renoncer à l'alliance et à la protection françaises. Si les Grisons veulent leur liberté, n'ont-ils pas troupes et argent pour résister à

l'ennemi ? Mais ceux-ci, toujours excités, refusèrent de rien entendre. Finalement on leur promit d'exécuter le traité qu'avait signé Rohan si les Français continuaient à tenir leurs forts jusqu'à ce que l'archiduchesse d'Insbruck, au nom de l'Empereur, et le marquis de Leganès, au nom de l'Espagne, eussent juré solennellement de ne rien entreprendre contre la Valteline, dont les Grisons resteraient les maîtres, laissant au roi de France le soin de régler le différend lors de la paix. On se heurta à la même inflexibilité ; la faction espagnole triomphait ; la pression des autorités locales et de la population s'exerçait constante, systématique, intransigeante sur Rohan pour le retrait des troupes. Au plus vite il fallait quitter un pays inhospitalier, où l'animosité contre les Français allait grandissante, où des événements fâcheux étaient à redouter d'un instant à l'autre. Sur ces entrefaites le duc essayait de faire entrer Bernard de Saxe-Weimar en Suisse, ce qui lui permettrait d'agir par intimidation ; mais le prince avait d'autres vues.

Guébriant fut chargé par le duc de Rohan de rassembler les troupes françaises et d'organiser le départ ; aussi quitta-t-il le premier la ville de Coire. On lui adjoignit, pour cette triste et peu flatteuse besogne, l'aide de camp de Saint-André, le maréchal des logis et le prévôt général de l'armée. En même temps M. d'Estampes lui recommanda — peut-être à l'insu de Rohan — de ne pas laisser sortir de Suisse les troupes royales avant qu'elles n'eussent une destination, par crainte de les voir se débander toutes ; il s'agissait donc de trainer la retraite en longueur, afin de pouvoir, avant le passage de la frontière, recevoir les ordres de la Cour à ce sujet.

Le baron de Lecques, solidement installé en Valteline avec 3.000 hommes de pied et 6.000 chevaux dans des places bien munies, fut tout d'abord exaspéré au reçu des ordres lui prescrivant de remettre les forts aux Grisons et d'opérer sa retraite en Suisse ; il n'accepta d'obéir qu'après

s'être convaincu de la volonté expresse du Roi. Cependant le cœur gros à l'idée d'abandonner une région qu'il occupait depuis longtemps déjà, il offrit à Rohan de se rendre maître de la situation par un coup de force ; il enlèverait Coire, défendu par 500 paysans armés, à l'aide de 1.800 hommes de son régiment et de celui de Montausier ; il arrêterait les chefs de la Ligue, et l'agitation tomberait du fait même. Le duc refusa, redoutant des représailles contre 150 officiers restés à la merci des habitants.

Craignant que la retraite de la Valteline ne donnât trop de hardiesse aux ennemis en Italie ; ne pouvant, d'autre part, frustrer le duc de Savoie, son beau-frère, de renforts promis, le Roi jugea que le meilleur moyen d'utiliser les troupes et de les empêcher de fondre serait de les envoyer directement en Italie, sans mettre le pied en France (1). A ce sujet, il expédia, le 4 mai, au duc de Rohan, une lettre qui lui parvint à Zurich. L'armée se dirigera vers le Piémont, où Victor-Amédée en aura soin et lui procurera des vivres ; M. de la Court, chargé des affaires du Roi auprès de ce prince, s'occupera du détail de la subsistance, des étapes et des paiements. En même temps, Louis XIII écrivait à Guébriant et à Lecques : Les affaires de la Valteline étant sans remède, les troupes d'infanterie et de cavalerie passeront en Italie, menées par le duc de Rohan. « J'estime à propos qu'il les y conduise luy mesme. » Tous les deux continueront à servir avec lui ; mais si le duc voulait auparavant « faire un tour par deçà », Lecques et Guébriant auraient charge de la conduite jusqu'à destination. De Noyers précisait à son tour. Sa lettre, du 4 mai comme celle du Roi, commençait par une phrase hors texte invitant le comte de Guébriant à la discrétion : « Vous ne devez jamais lire mes lettres en présence de qui que ce soit ».

(1) Victor-Amédée I, prince de Piémont, puis duc de Savoie, marié à Christine (Chrestienne) de France, sœur de Louis XIII.

Puis : « Il faut... ramasser les restes du naufrage et en profiter, ce que nous espérons, si les troupes que vous ramassés sont conduites avec soing dans le Piedmont où Sa Majesté les destine. Cela dépend en partie de vous et de la peine que vous prendrés d'empescher qu'elles ne se desbandent. » On facilitera leur marche ; ordre est déjà donné pour que la montre se fasse ponctuellement. Quant à la route à suivre, elle dépendra de celle qu'on aura prise pour sortir de Suisse et jugée la plus commode étant sur les lieux. Le Roi en écrit à M. de Rohan, mais, ajoute de Noyers, « afin que vous puissiez prendre quelque conduite, je vous envoie copie de la depesche que je confie à votre prudence dans l'assurance que j'ai de votre secret inviolable... », afin d'éviter la jalousie qui entraîne des maux après elle.

Lecques et Guébriant mènent à travers la Suisse les troupes qui leur sont confiées. De Zurich, Rohan écrit à Guébriant de les conserver fortes et dans le meilleur état possible ; il leur promettra le paiement d'une montre. Du reste, le duc annonce qu'il se rendra incontinent à Genève pour tout régler de concert avec ses deux maréchaux de camp ; d'ici là, Prioleau sera peut-être revenu de Saint-Germain porteur de quelques ordres nouveaux.

Le duc de Rohan ne voulant pas être sous les ordres du maréchal de Créquy en Italie, racontent les *Mémoires* de Richelieu, le Roi décida que les troupes de la Valteline se fractionneraient. Les unes, avec le sieur de Lecques, iront en Piémont ; les autres, avec Rohan, rejoindront Longueville en Franche-Comté. Tombé malade à Genève, (« feignant d'être malade », dit Richelieu), le duc sollicita un congé de convalescence de plusieurs mois, confia son armée réduite au comte de Guébriant, puis attendit les commandements de la Cour. A travers le pays de Gex et le Bugey, Guébriant mena les troupes destinées à renforcer le duc de Longueville, dont la mission spéciale était de faire une puissante

diversion qui favoriserait les desseins de l'armée de Flandre, commandée par le cardinal de la Valette, et ceux de Bernard de Weimar, que l'on désirait tant voir entrer en Allemagne. Mais cette marche ne s'opéra pas aisément.

Les syndics et le Conseil de Genève insistent pour que les soldats ne logent pas dans les villages de leur fief, enclavé dans le bailliage de Gex. Guébriant accorde ; mais on contrevient à ses ordres, d'où naît l'émotion des syndics qui se croient joués, réclament par écrit et verbalement par un des leurs, nommé Dupan. En l'absence du prince de Condé, gouverneur de Bourgogne, alors aux eaux de Pougues, le marquis de Thianges, lieutenant général au pays de Bresse, Valromey et Gex, s'informe auprès de Guébriant s'il n'a pas enfin reçu les ordres de la Cour, et quelle route il compte prendre ; il n'a devant lui que le duc Charles et les Comtois, 8.000 hommes en tout (1). Troublé à son tour, envisageant des embarras, M. le Prince écrit, de Pougues, une lettre assez sèche. S'il avait su l'arrivée des troupes, il aurait « mis ordre près du Roy pour empêcher leur séjour au pays de Gex ». En son absence, le marquis de Thianges aurait dû être averti par Rohan ou Guébriant de leur entrée dans son gouvernement. « Je m'assure que maintenant vous avés les ordres du Roy pour en sortir et aller où ceste armée est destinée. Je vous prie les exécuter sans séjour ny délai si vous les avés. » On voit le genre d'ennuis qu'eut le subordonné de M. de Rohan avant sa jonction avec Longueville. Tout autre est l'attitude de ce dernier. Le 14 mai, il lui expédie un gentilhomme pour l'assurer de la joie qu'il a de son approche.

De Noyers semble alors ne plus vouloir connaître Rohan ;

(1) Charles de Damas, marquis de Thianges, comte de Chalencey, maréchal de camp ; mort en 1638 ; fils de François de Damas, seigneur de Thianges, et de Françoise Palatine de Dio ; marié à Jeanne de la Chambre, fille de Jean, comte de Montfort, et de Catherine de Nanton.

il affecte de considérer Guébriant comme le chef réel de la petite armée, et correspond directement avec lui au sujet des troupes.

« Je m'assure que vous ne serez pas longtemps en campagne, sans que nous ayons de vos nouvelles et de quoy faire valoir auprès du Roy et de son Eminence les services que vous rendrez au public... » Bien différente vis-à-vis de Rohan est la manière d'être de Bernard de Weimar, soldat de haute marque, s'y connaissant en hommes. Comme on lui rapporte qu'il s'est joint à Longueville, il tient à lui renouveler de suite, par un mot, « les assurances, dit-il, de mon très humble service, et puisque mon bonheur veult que je sois si proche de vous, je souhaiterais qu'il me donnât aussi l'honneur de vous voir et témoigner combien j'estime celui de vos bonnes grâces. » Le jour même, il passera la Saône vers Rey pour chercher le duc Charles. Rohan tâche malgré tout de garder la haute main sur les troupes, et ne voit en Guébriant qu'un lieutenant auquel il les a provisoirement confiées. Le 8 juin, il lui mande de prendre la peine de venir conférer à Genève, ayant reçu, par Prioleau, un courrier du Roi, et, le même jour, il l'avertit de se méfier de Gallas qui est passé dans la Bourgogne avec 4.000 fantassins et 700 dragons. Il est, du reste, sur le point de le rejoindre, lorsque, dans la nuit du 19 au 20 juin, un accès de fièvre l'en empêche ; ce ne sera qu'un retard de quatre à cinq jours, pense-t-il ; il ira par Nantua, et d'ores et déjà, donne mission de faire la montre de ses troupes au sieur d'Estampes qui s'empresse, d'après ses ordres, d'envoyer au comte de Guébriant le détail des fonds sur lesquels il peut compter. Le 21 juin survient un changement dans la résolution de Rohan. Il écrit à Guébriant d'exécuter ce que Longueville désire, c'est-à-dire prendre « tous les petits lieux qui empêchent la communication des vivres avant que de s'attacher à quelque chose qui nous amuse et où nous aurions de la difficulté de recouvrer

nostre pain. » Il a pris une purgation et ne sait s'il a besoin d'être saigné ; si la fièvre ne le reprend pas, il rejoindra bientôt l'armée.

Huit jours plus tard, toujours en médiocre santé, quoique le mal ne soit pas dangereux, Rohan demande au Roi de lui accorder un délai de plusieurs mois, qui lui permettra de se « remettre peu à peu en meilleur estat de servir cy après ». Ainsi Guébriant ne l'attendra pas davantage, et prendra des mesures sur toutes choses. « J'embrasseray, écrit le duc à ce dernier, avec affection toutes les occasions de vous faire paroistre l'estime que je fais de vostre vertu ; je vous demande la continuation de vostre amitié. » Mais, après quelque repos, le voilà déjà sur pied. Il dépêche aussitôt le capitaine Laurens vers Guébriant pour lui annoncer son arrivée avant une dizaine de jours, et un courrier pour en donner avis au Roi : « car, j'ay appris qu'on me rendoit de mauvois offices en court, sur mon retardement ». Guébriant lui dira quel chemin et quelle sorte d'escorte il devra prendre. « Qu'il vous plaise me mender le tout bien particulièrement, après quoy, je vous menderay précisément le jour que je partiray d'icy. »

Nommé intendant de la justice et des finances dans l'armée, d'Estampes en avertit de suite le duc de Rohan, et provoque ses ordres. « Ce sera un effet de mon malheur si votre maladie est de plus longue durée, puisque vous pouvez bien penser que j'ai beaucoup de choses à vous communiquer tant sur le sujet des entreprises au dit comté qu'aussi sur les premiers desseins que nous avons formés au sortir des Grisons, dont M. le cardinal, connaissant l'affection que vous avez au bien de l'État, celle particulière que vous lui portez et votre singulier mérite, se fie entièrement à vous ». En même temps, d'Estampes écrit au secrétaire du duc, Prioleau, au sujet de la santé de son maître. « Il me semble, faisant réflexion sur votre retour de Paris, qu'il ne lui a pas été heureux, n'ayant depuis ce temps-là

guère eu de santé » ; ses amis en souffrent, et ses ennemis s'en réjouissent. Rohan remercie le nouvel intendant d'avoir accepté cette charge auprès de lui, et l'avertit qu'il ne sait quand il paraîtra, attendant une réponse de la Cour au sujet des plaintes que M. le Prince a faites contre lui. Ceci réglé, il n'y aura pas d'indisposition qui puisse l'empêcher d'aller servir. A Guébriant le duc écrit dans le même sens. « M. le Prince a esclaté contre moy en telle sorte que M. le cardinal a esté contraint de luy dire qu'il falloit qu'il s'accommodast aux affaires du Roy. » Et dans une autre lettre : « J'attends de semaine en semaine la résolution de la court sur quelque dégoust que M. le Prince a tesmoigné avoir à l'occasion de mon employ en Borgoigne (Bourgogne). Aussy tost que j'auray receu les commandemens du Roy là-dessus, je m'acheminерay vers vous en diligence pour réparer le temps que j'ay perdu icy ». Jusque dans les premiers jours d'août, Rohan est arrêté par les mêmes considérations. M. le Prince s'étant vanté qu'il ne souffrirait pas de le voir commander dans son gouvernement, la duchesse de Rohan avait essayé d'obtenir, par l'entremise du Père Joseph, un ordre du Roi mettant les choses au point. L'Eminence grise ayant répondu qu'il fallait avoir patience, la duchesse, pleine d'une juste méfiance, en femme perspicace, donna le conseil à son mari de ne plus songer à aucun emploi, et, dès lors, celui-ci déclara qu'il n'irait pas à l'armée et ferait le malade. Bien lui en prit. Prioleau, revenant de Genève, expliquait à d'Estampes la situation du duc, et terminait son entretien par cette phrase : « Voulez-vous que je vous parle franchement puisque je suis venu ici exprès et qu'il faut conclure quelque chose : M. le duc ne passera pas le Rhône. » Sans plus attendre, se trouvant dévoilé, ne comptant plus arriver à son but, qui était de faire rentrer Rohan en France, d'Estampes se rendit auprès de Guébriant, pour y remplir les fonctions de sa charge, renonçant ainsi au

rôle abominable qu'on lui faisait jouer auprès du malheureux Rohan.

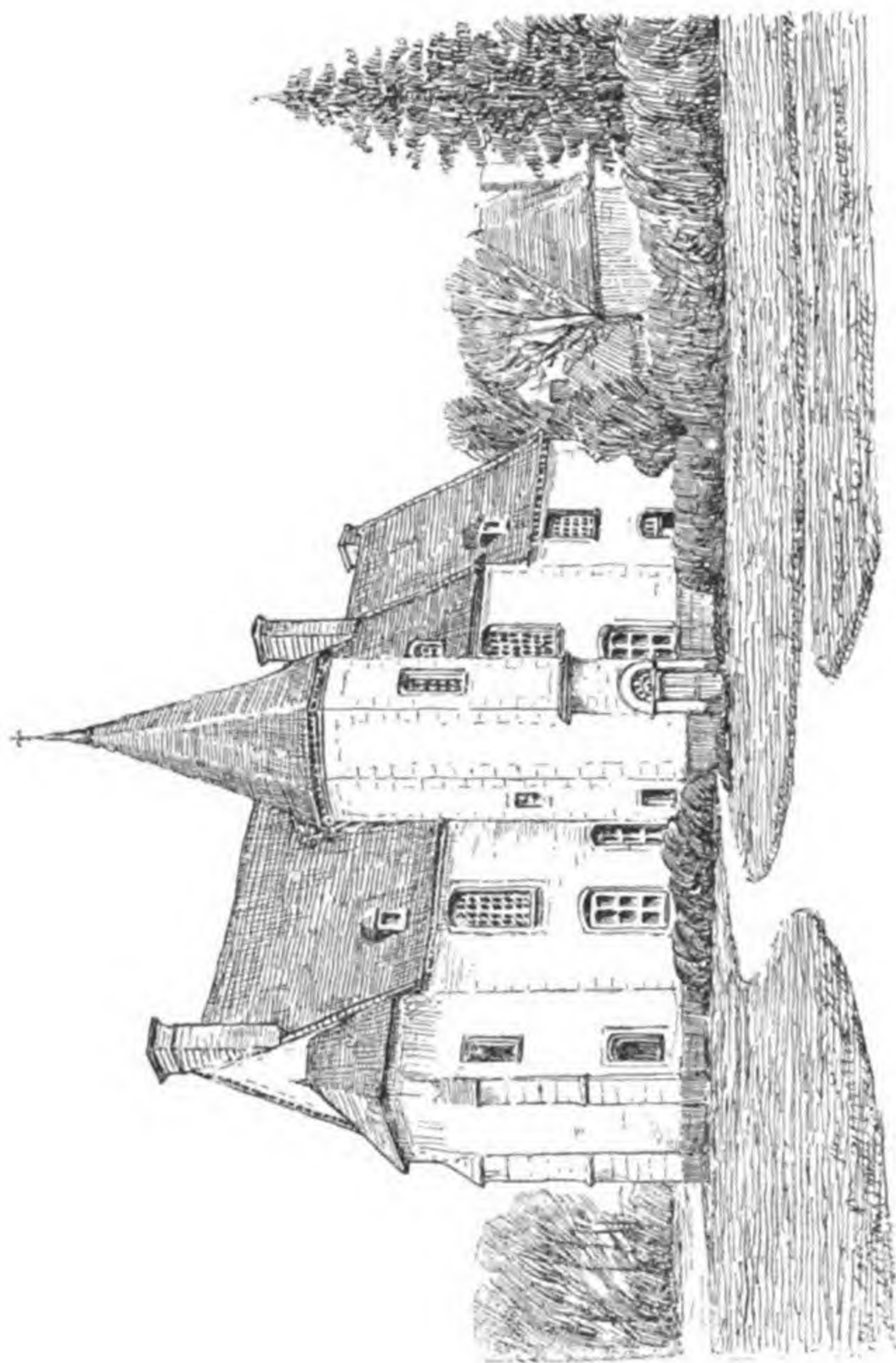
L'animosité du prince de Condé à son égard ne fut pas la seule raison qui poussa le duc à cette détermination. Par de secrets rapports, il avait su que Richelieu, laissant revivre une vieille haine mal éteinte, le tenait pour responsable de la tournure fâcheuse et humiliante des affaires de la Valteline et des Grisons. Il jugea donc qu'il y aurait grave imprudence, folie même, à dépasser Genève et à se jeter dans la gueule du lion pour aller vivre ensuite à la Bastille. Les événements prouvèrent qu'il n'eut pas tort d'agir avec circonspection. « Il est certain, dira Richelieu dans ses *Mémoires*, qu'il avoit jusques alors porté à un haut point glorieusement les affaires du Roy en la Valteline, mais sa dernière action, non seulement ruina en un instant tout ce qu'il avoit fait de bien ès années précédentes, mais apporta plus de deshonneur aux armes de Sa Majesté que tout le passé ne leur avoit causé de gloire. Cette honte étoit telle qu'elle ne pouvoit estre réparée, et quelque excuse qu'il pût donner à sa faute, et le plus favorable nom qu'elle pût recevoir de ceux mêmes qui seroient plus ses amis, étoit celui de manquer de cœur... » Guébriant, qui sut parfaitement à quoi s'en tenir pour avoir été dans les Grisons, défendit toujours énergiquement le duc de Rohan, ce qui, à cette époque de parti pris et de haine, n'était pas sans courage de sa part ; mais, chez Guébriant, la droiture de caractère l'emportait sur l'intérêt personnel.

Un ordre avait été lancé contre Rohan, ainsi que le dévoile l'*Instruction pour le sieur d'Estampes, que le Roi veut estre tenue secrète, pour arrester M. le duc de Rohan, faite à Crosne, le 29 juin 1637*. Le sieur d'Estampes, dit en substance ce curieux document, ira en diligence trouver M. de Rohan, et servira dans l'armée qu'il commandera, en qualité d'intendant. Si le duc n'a pas encore rejoint M. de Longueville, il l'attendra sur le chemin qu'il devra prendre.

(Car on suppose que Rohan ira sans opposition là où Sa Majesté l'envoie servir). D'Estampes le fera arrêter. « En quoy il se conduira avec sa prudence ordinaire et la fidélité qu'on se promet de luy. » Il connaît les raisons faisant agir le Roi. « On estime qu'il est nécessaire d'apporter un grand secret dans la conduite de cette affaire... Cela est remis à la discrétion du dit sieur d'Estampes... » Il saura, en outre, que Sa Majesté a une particulière confiance en MM. de Thianges et de Guébriant, et que M. le Prince exécutera fidèlement les ordres du Roi, « tant par l'affection qu'il a à son service que par la haine qu'il porte audit sieur duc... » Estampes ne s'en ouvrira pas au duc de Longueville, sauf en cas de nécessité, et prendra garde de ne pas arrêter Rohan « s'il ne croit certainement en pouvoir venir à bout ; car il peut bien juger de quelle conséquence serait au service du Roy une telle faute... » Enfin il pourra découvrir beaucoup de choses de Prioleau « en le flattant et le faisant parler. »

Voilà dans quelle impasse se trouvait alors Henri de Rohan, cet homme de grand caractère, dont Richelieu ne sut pas utiliser les hautes qualités ; voilà dans quelle basse intrigue se traînait un personnage de valeur comme le sieur d'Estampes.

Vicomte DE NOAILLES.



CHATEAU DE DEHAULT

(Dessin de M. Paul Verdier)

MADAME DE VILLEDIEU

INCONNUE

LA FAMILLE DES DE BOESSET

SES RELATIONS AVEC LE MAINE

Les deux premiers biographes (1) de Marie-Catherine des Jardins, Richelet, en 1689, et François Barbin, fils du célèbre libraire Claude, en 1692, lui donnent pour mari un M. de Villedieu « qui mourut peu après ».

Il nous faut aller jusqu'à Titon du Tillet, en 1727, pour savoir que ce M. de Villedieu est le fils de Boesset, maître de musique de la Chambre du Roi, et qu'il est capitaine au régiment du Dauphin (2). Et enfin, en 1746, les frères Parfaict nous indiquent, comme sœur de Villedieu, une dame de Saint-Romain.

Ce seront-là les seuls renseignements que l'on rencontrera sur ces noms de Boesset et de Villedieu, jusqu'au jour où, en 1834, paraîtront « *Les Historiettes*, livre posthume de Gédéon Tallemant, sieur des Réaux ».

(1) De 1689 à 1911, il existe 48 biographies sans grande valeur.

(2) Ce n'était point Dauphin qui ne fut créé que le 15 juin 1667 ; et Antoine de Villedieu était capitaine de compagnie le 14 juin 1663, en Picardie. Antoine a été aussi confondu avec Gilliers de la Villedieu qui prit rang de capitaine en Picardie, le 25 juin 1663, mais ne fut pourvu d'une compagnie que le 12 décembre 1664.

Tallemant, quoique porté à la médisance, est un historien scrupuleusement consciencieux ; il n'a écrit que ce qu'il savait pertinemment, et l'*Historiette de M^{lle} des Jardins* (446^e. 3^e édition, Techener, 1862) est absolument exacte dans ses indications de famille et autres.

Je ne puis, à cette place, donner toutes les preuves de ces allégations, on les trouvera dans l'ouvrage où j'étudie la vie de Marie-Catherine, sur laquelle j'ai à fournir plus d'une curieuse révélation.

Quoique je ne veuille point, non plus, donner à présent toutes les dates précises, qui remettront à leur place un ensemble d'événements mal connus jusqu'à ce jour, souvent transposés au gré de la fantaisie, et dont on n'a réussi qu'à tirer des romans, je serai obligé de préciser plusieurs faits un peu étrangers aux relations de la famille de Boesset avec le Maine, et ce, touchant à la famille des Jardins, sieur des Jardins, et à la bibliographie de M^{me} de Villedieu.

J'ajouterai qu'en publiant plusieurs articles sur madame de Villedieu, avant de mettre la dernière main à mon ouvrage, j'ai comme but d'obtenir des renseignements plus complets sur les points que je présente ainsi un peu en dehors de chaque sujet. Je serai, d'ailleurs, fort heureux de les recevoir.

Voyons tout d'abord ce qu'écrivait Tallemant :

« L'hiver de 1660, à un bal où elle (Marie-Catherine) était,
» il y avait un garçon appelé la Villedieu, il porte l'épée. Ce
» garçon sortit du bal, et puis revint en disant qu'on n'avait
» jamais voulu lui ouvrir la porte chez lui, et qu'il ne savait
» où aller coucher. Notre rimeuse lui offrit son lit, et, tout en
» riant, il va avec elle et demeure à coucher. La mère, je
» pense, ou le père, était ici ; elle alla coucher avec sa
» sœur. Ce garçon tomba malade cette nuit-là, et si malade,
» qu'il fut six semaines avant que de pouvoir être trans-
» porté. »

Cette invitation à coucher a troublé bien des biographes ;

il s'agirait de savoir ce qu'étaient à cette époque les mœurs bien plus patriarcales qu'à présent. Au commencement du XVII^e siècle, il était encore dans les habitudes sociales de recevoir chez soi les personnes que l'on connaissait, de leur donner l'hospitalité, et même pour leur faire honneur de leur offrir de partager le même lit. J'ajouterai encore, et, pour ne pas y revenir plus tard, que la chemise de nuit n'était pas encore inventée, et que l'on se couchait sans chemise.

Nous sommes à l'époque des Précieuses, qui amena moins de rudesse et de sans-gêne dans les habitudes, et qui poliça les relations qu'un siècle presque de guerres civiles avait rendues très grossières. Les ruelles venaient de se créer, mais le salon n'apparaîtra que beaucoup plus tard, sous Louis XV.

Ceci dit, comment la famille des Jardins avait-elle pu connaître la famille de Boesset ?

Tallemant nous raconte que Marie-Catherine, étant enfant, habitait le même logis que Voiture ; or, Voiture mourut le 25 mai 1648, rue Saint-Thomas-du-Louvre (1). A cette époque, M^{lle} des Jardins avait environ une dizaine d'années, et était née dans le dit logis, ainsi qu'Aymée, sa sœur.

Guillaume des Jardins, son père, quoique né à Alençon, habitait Paris depuis 1625 et avait épousé en 1637, à Paris, Catherine Ferrand. Il était alors avocat en Parlement.

En 1649, nous trouvons noble Guillaume des Jardins, chargé par ordres et arrêts du Conseil du Roi, de la direction des coupes, revenus, amendes et confiscations de la forêt de Perseigne, dont l'adjudicataire des revenus était un sieur Etienne Paulin.

Dans de nombreux actes notariés qu'il passe de 1649 à

(1) Bibl. nat., ms. français 9474. Registres de la maison du Roy.
« Mercredi 26 mai 1648. Convoi de Voiture mort avant, demeurant rue
» Saint-Thomas-du-Louvre, apporté de Saint-Germain-l'Auxerrois et
» inhumé en Saint-Eustache. »

1658, il s'intitule : « Conseiller du Roy, commissaire de ses guerres, demeurant à Paris, rue Saint-Thomas-du-Louvre (1); paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois de présent à Alençon, forbourg de Montsort pour ses affaires ».

Sa femme, Catherine Ferrand, viendra habiter quelque temps, et ce, par intervalles, avec son mari.

Le mercredi 22 décembre 1649, Catherine est marraine à Alençon. François des Jardins, le troisième et dernier enfant de Guillaume, naîtra à Alençon le 6 février 1651.

En 1652, Catherine Ferrand est marraine le 11 janvier, à Montsort, et les 15 février et 23 novembre, à Alençon.

En 1653, Marie-Catherine des Jardins est marraine les 15 avril et 15 novembre, à Alençon, et le 1^{er} septembre, à Villaines-la-Carelle, où elle est dite « fille de Guillaume des Jardins, de la ville d'Alençon ».

En 1654, Marie-Catherine sera encore marraine, à Alençon, le 16 janvier.

Au commencement de l'année 1655, le 22 février, Guillaume et sa femme « portent plainte pour faire pour- » suivre en justice François des Jardins de Saint-Val, leur » neveu, qui avait extorqué par violence, indiction ou » autres pernicieuses voies, à leur fille à présent âgée seulement de 15 ans, un consentement pour céder mariage, » nonobstant leur consanguinité ; ce qui est une criminelle » désobéissance de la dite fille aux intentions et volontés » de ses père et mère ».

François de Saint-Val, né à Alençon le 26 août 1628, de François (2^e frère de Guillaume) et de Renée du Cléré, était entré au service en 1647, à la Compagnie d'hommes d'armes

(1) Voiture demeurait vis-à-vis l'hôtel de Rambouillet. (Tallemant des Réaux, *Historiettes*, tome II, p. 351.) Le propriétaire de cette maison était un manceau, Paul Fréart, sieur des Pommerais jusqu'en 1636 où il vendit sa terre des Pommerais, et ensuite sieur de Chanteloup, commis de Monseigneur Sublet des Noyers.

de M^{sr} le Prince de Savoie (1). Le 22 mai 1651, il était premier gendarme, et le 15 janvier 1655, il était lieutenant de cavalerie au régiment de M^{sr} le duc de la Vieuville (2).

Peu fortuné, François croyait que sa cousine aurait une grosse dot, comme aînée de famille noble, et ce faisant, il amena de grandes complications dans la vie de son oncle, Guillaume.

A ce moment, le mari de Catherine Ferrand avait dilapidé la fortune de sa femme, soit 29.587 livres qu'elle lui avait apportées en se mariant.

Soit 6.000 livres de dot, 9.000 livres données peu après par les seigneurs duc et duchesse de Montbazou et leurs enfants, 12.600 livres provenant de la succession de son père, André Ferrand, sieur de Rambures, capitaine de navire, et 1987 livres provenant de la vente des perles, bagues et bijoux de Catherine. En somme, près de 200.000 francs de notre époque.

Ni le père, ni la mère, dans ces conditions, ne voulurent entendre parler de mariage, et, le mercredi 7 juillet 1655, Catherine Ferrand obtenait, au Châtelet de Paris, une sentence de séparation de biens.

François de Saint-Val est « le cavalier (3) de profession » attaché au service du Grand Alexandre, qui a été troublé » en ses amours par une prison dont on ignore la cause, » et qui a donné lieu à des billets doux, à des vers, à des » plaintes faites à ce sujet ».

Il se consola fort vite ; c'était la dot qu'il cherchait sur-

(1) Le régiment du prince Maurice de Savoie avait été levé le 14 juillet 1645. Il fut licencié en février 1652. (Susane, *Histoire de la Cavalerie*, tome III, p. 173.)

(2) Le régiment de La Vieuville fut levé le 24 septembre 1651 et fit partie de l'armée de Turenne, combat d'Etampes, 1652 ; du faubourg Saint-Antoine etc. Il fut licencié en Champagne, fin 1655. (Susane, *Histoire de la Cavalerie*, tome III, p. 192.)

(3) *Grand Dictionnaire des Précieuses*. Paris, Ribou, 1661. Article *Dinamise*.

tout, et au milieu de l'année 1656, il se maria avec l'unique héritière d'une famille célèbre du Perche.

A la suite de cette plainte en justice, Catherine Ferrand quitta Alençon avec sa fille et retourna à Paris. C'est alors qu'elle a recours à la famille des Rohan-Montbazon. « Catherine, dit Tallemant, a été femme à feu madame de Montbazon (Marie de Bretagne) ».

Guillaume est le troisième fils de François Jardin, secrétaire de M^{gr} de Hertré, gouverneur du château d'Alençon puis curateur aux causes de Marthe de Saint-Denis, fille dudit Odet et de Jeanne de Tournemine. François a été assassiné en Poitou dans l'année 1617 ; il était alors au service du duc de Rohan, gouverneur du Poitou.

Guillaume a été de fort bonne heure à Paris ; en 1625, nous l'y voyons, et c'est sûrement Lucrece de Rohan, sœur d'Hercule de Montbazon et mère de Jeanne de Tournemine, qui s'est intéressée au père de Marie-Catherine, lorsque François Jardin a été assassiné, ne laissant presque rien à ses enfants. Guillaume, en effet, ne toucha pour sa part d'héritage paternel que 650 livres, et seulement le 22 août 1650.

C'est à ce moment que la vieille duchesse de Rohan, Marguerite de Béthune-Sully dont Tallemant dit ceci : « Elle est fort inquiète (neurasthénique) ; elle fut deux ou » trois ans, tantôt à Alençon, tantôt ailleurs ; une fois, elle » ne savait lequel prendre de Caen, d'Alençon et de Blois », c'est à ce moment, dis-je, que la duchesse de Rohan dut recueillir près d'elle Marie-Catherine.

Pour l'éloigner du jeune François, la duchesse dut l'emmener dans ses voyages, et c'est ainsi, qu'en 1656, M^{lle} des Jardins a dû se trouver à Narbonne, soit en février soit en mai. L'anecdote de Tallemant sur le parti pris de Molière de ne point vouloir reconnaître Marie-Catherine, un jour qu'il s'était rendu chez elle, à Paris, se trouve ainsi tout expliquée.

« Est-il possible que M. de Molière ne me reconnaisse
» point ?

» Allez, (M. de Molière), vous êtes un ingrat ; quand vous
» jouiez à Narbonne, on n'allait à votre théâtre que pour
» me voir ».

Le jeune âge de Marie-Catherine, la prison de François de Saint-Val, le jugement de séparation de biens, la compagnie de la duchesse douairière de Rohan, tout cela réuni avait fait grand bruit et les gens de la cour durent venir en foule admirer notre jeune héroïne (1).

En 1657, Guillaume est à Paris et y passe un acte pour le bail du quart du tabellionage du Sonnois.

En 1658, le 20 janvier, il est désigné comme sieur de Clinchemore, paroisse de Saint-Rémy-du-Plain, au Maine. L'achat de cette terre avait eu lieu en 1656.

En 1659, le 7 avril, Guillaume traite avec Jean-Baptiste le Paulmier, sieur des Touches et de la Moysièrre, de la charge de vibailly d'Alençon, pour la somme de 12.000 livres.

Il est à Paris en mai et en juin, pour obtenir ses Lettres de nomination, provision et réception (2). Le vendredi 26 juin, il sera installé dans cette charge au Présidial où il siègera jusqu'en février 1660.

Pendant le restant de l'année 1660, il ne siège pas, et, le

(1) C'est à ce sujet que je désirerais connaître la vie de Marguerite de Béthune, duchesse de Rohan. J'ai déjà dû refaire la vie de Hertré de Saint-Denis, pour retrouver l'origine de la famille Jardin des Jardins, et je serais heureux de recueillir tous les renseignements qui pourraient m'être donnés sur cet épisode que les Moliéristes n'ont encore pu éclaircir puisque les relations des Montbazon avec la famille des Jardins et l'aventure de François de Saint-Val leur étaient inconnues jusqu'à aujourd'hui. Les paroles dites par M^{lle} des Jardins sont exactes : « Lorsque vous jouiez », elle n'a jamais dit quand je jouais.

(2) M. Emile Magne est le premier qui ait fait connaître ces Lettres. Je lui en laisse tout l'honneur.

21 juin 1660, aux Assises mercuriales d'Alençon, il est porté comme étant en congé pour maladie.

Pendant cette longue absence, il résidera à Paris, pour suivre deux procès. Le 7 juin 1661, il sera condamné à restituer la dot de sa femme avec les intérêts courants. Par arrêt du grand Conseil de septembre 1661, le prix de vente de sa charge de vibailly restera fixé à la somme de 12.000 livres.

Pendant les douze années qui s'écoulèrent de 1649 à 1661, ayant toujours gardé leur domicile à Paris, Guillaume et sa femme durent se rendre bien des fois à Paris. A cette époque, on allait d'Alençon à Paris par la route de Mortagne, puis par Nogent-le-Rotrou, Châteauneuf-en-Thymerrais, Dreux et Versailles ; soit 45 lieues de mauvaises routes.

Les coches n'étaient pas encore très employés. La première mention du courrier ou préposé aux lettres, d'Alençon, date du 21 janvier 1648 (1). Il fallait voyager à cheval, comme le courrier, ou en carrosse. L'on ne faisait guère plus de 7 à 8 lieues par jour, et le voyage durait une semaine, en coûtant fort cher. Certainement, pour ces déplacements, l'on cherchait les occasions et l'on devait s'entendre avec des personnes connues, pour effectuer un tel trajet.

Le 25 juin 1647, à Saint-Aubin-des-Coudrais, dans le Maine, M^{re} Blaise Delaborde, notaire royal audit lieu, dressait le contrat de mariage de Jean-Baptiste Boesset, sieur de la Villedieu, avec Marie Boisseau de Courtermont.

Jean-Baptiste, fils d'Antoine et de Jeanne de Guesdron (2), avait trente-trois ans passés. Il demeurait alors à Paris, rue

(1) Louis Duval, *La Poste à Alençon. Bul. de la soc. hist. et arch. de l'Orne*, 19 octobre 1911.

(2) Voir tableau généalogique ci-contre. — Cette généalogie est entièrement inédite, et n'a été établie qu'à la suite de très longues et difficiles recherches, pendant dix années. Les dates non indiquées resteront manquantes car il n'y a trace d'anciens documents sur les

RT ET D'ARVILLE

ANTOINE, sieur de VILLEDIEU,

né le 23 avril 1635 à Paris, mort au siège de Lille le 25 août 1667.

Villedieu, 1648. — Enseigne dans la compagnie de Vaudray, Régiment de Picardie, 1650.

Compagnie de Picardie, 8 juin 1656. — Capitaine au régiment de Picardie, 14 juin 1663.

Epouse MARIE-CATHERINE des JARDINS. 1667.

la Demi-Lune entre le bastion de la Noble-Tour et la porte de Fives, à 5 heures du matin.

Sans postérité.

Troisièmes noces.

AURENCE LE HAGUAIS, 31 juillet 1673.

AUGUSTIN-HIÉROSME, chevalier, sieur d'ARVILLE,

né à Paris en 1679, baptisé le 17 janvier 1682, mort à Paris le 23 septembre 1744.

Volontaire sur mer, 1695. Garde-marine, 1697-1702.

Sous-lieutenant au Régiment de dragons Colonel-Général, février 1703.

Capitaine, 10 février 1704. Colonel du Régiment de Montfort-Infanterie, 3 février 1706.

Colonel de Cambresis, 11 janvier 1708. Brigadier, 1^{er} février 1719.

Gouverneur de Roye, janvier 1725. Quitte le service, 1732.

Epouse Barbe de Jeumont, 1706.

AUGUSTINE-CATHERINE,

née à Paris le 23 août 1708.

Epouse le 24 avril 1746, ANTOINE d'ALBERT, marquis de FOZ.

Capitaine des Vaisseaux du Roi.

Neuve et paroisse Saint-Eustache. Il était gentilhomme ordinaire du roi et maître de la musique de la chambre de la reine dont son père, Antoine Boesset, sieur de Villedieu, l'avait avantagé (1), ainsi que maître de la musique du roi que « son père lui avait vendu à très bon marché, en considération des peines que son dit fils a prises pour lui, » et, des services qu'en aurait reçu sa Majesté en l'absence de son père, et, dans tous les voyages que feue sa Majesté a ci-devant fait ».

La fiancée apportait en dot la terre et château de Dehault telle qu'elle se comporte, circonstances et dépendances, sise dans le bourg de Dehault, au bailliage des Chapelles, baronnie de La Ferté-Bernard.

Marie Boisseau de Courtermont, née le 6 décembre 1621 à La Ferté-Bernard, était fille d'honorable homme Michel Boisseau, sieur de Courtermont, contrôleur du grenier à sel de La Ferté-Bernard et receveur général des entrées à Paris, où il demeurait, en son bureau de la rue des Petits-Champs, et de demoiselle Guillemine Lamé.

Des deux sœurs de la mariée, l'une, Jehanne, née le 18 mars 1616, avait épousé Jean Nepveu, sieur des Chalonges, bailly de Saint-Aubin-des-Coudrais ; et l'autre, Gabrielle, née le 23 avril 1620, avait épousé noble Philippe Guestre, sieur de Préval, receveur des entrées du port Saint-Paul, à Paris.

La terre de Dehault était une seigneurie assez importante, composée du château, entouré d'un grand parc, avec une métairie ; des trois moulins du bourg, de la Roberie et de

Boesset que, dans Jal et dans le Cabinet des Titres, Bibl. nat., savoir : Pièces originales, vol. 394. Dossier 8603. — Dossiers bleus, vol. 108. Dossier 2632 et Cabinet d'Hozier, vol. 51. Dossier 1294. — Rien dans Rochebilière et autres manuscrits indiqués par Maurice Barroux sur l'ancien État-Civil de Paris.

(1) Codicile au testament d'Antoine Boesset, en date du 20 novembre 1643.

la Folletière ; de deux maisons dans le bourg dont la maison de la Corne ; des lieux du Bignon, de la Grande-Chenollerye, de la Boisnerie, des Brières et des bordages du Pré et de la Blairie. Elle donnait un revenu de 3.500 livres (1).

Jean-Baptiste de Boisset s'y trouva bien des fois avec sa famille.

Le 27 juillet 1648, la dame de Dehault est marraine, à La Ferté-Bernard.

Cette même année, le 23 septembre, Marie Boisseau est marraine, à Dehault, et Jean-Baptiste de Boisset est parrain, le 5 octobre, à Saint-Aubin-des-Coudrais.

En 1650, Jean-Baptiste est parrain, à Dehault, le 24 février.

En 1651, le 15 janvier, Marie Boisseau est marraine, à Dehault.

En 1654, le dimanche 19 avril, Jean-Baptiste, seigneur de Dehault, est parrain à La Ferté-Bernard. Puis, en 1660, nous voyons Jacques de Guesdron, sieur de Saint-Aubin (2), cousin maternel de Jean-Baptiste, parrain le 10 avril, à Dehault, ayant pour commère Marie Boisseau, dame de Dehault ; Marie sera encore marraine, le 16 avril, avec M^e Claude Pousset, curé de céans.

Le 3 septembre de cette année, Marie Boisseau, gisante au lit malade, dicte son testament à Jean Le Gay, notaire à Dehault. Le château demandait un grand domestique, ce

(1) Acte du 20 juin 1656. Emprunt fait par J.-B. de Boisset pour payer la charge de lieutenant d'Antoine de Villedieu.

4.100 livres pour de Bissetz et 1900 livres pour se mettre en équipage de lieutenant.

(2) Saint-Aubin, paroisse de Civry-en-Dunois, *alias* les Grandes Cours. Jacques de Guesdron avait épousé Marguerite Caillet, fille de François, sieur du Vivier. Sa sœur, Catherine de Guesdron, était religieuse de l'abbaye de Saint-Avit. Son autre sœur, Marguerite, avait épousé Claude Maslon, sieur de Mourieux, paroisse de Naveil. Pierre de Guesdron, superintendant de la musique de la chambre du Roi, mourut en 1650 et le partage de sa succession eut lieu au mois de juin 1650.

testament en fait foi ; il n'est point parlé, dans ce document, de Jean-Baptiste Boesset, mais nombreux sont les legs y mentionnés, faits à tous les serviteurs, tant sur les plus clairs deniers de la donatrice, que sur ses biens meubles et immeubles.

Madame de Hault désigne M^e Jean Roger, sieur du Val, avocat en Parlement, demeurant à La Ferté-Bernard, pour son exécuteur testamentaire. Les obsèques seront faites modestement, sans aucune pompe ni armoiries. Elle demande trois messes de Requiem avec vigiles et notes pendant les quarante jours suivants des funérailles, une messe basse chaque jour de l'année et une messe de bout de l'an.

Elle veut et entend que toutes ses dettes soient payées par le dit sieur de Boesset, son mari, dettes que connaît son cousin, M. de l'Étang, et ses serviteurs de la maison.

Elle lègue 16 livres de rente à l'église de Saint-Sulpice de Dehault, dont 6 livres au curé et 10 livres à la Fabrice pour dire un « Stabat Mater » aux vêpres de fête Notre-Dame, chaque année ; la Fabrice paiera chaque fois 20 sols au sieur curé, sur les 10 livres. Elle donne 80 livres une fois payées, pour une fondation de « Subvenite » le jour de Sainte-Anne (1).

Il sera dispersé 50 livres tournois aux pauvres de Dehault, le jour des obsèques. Le sacriste Germain Fleuriau reçoit 20 livres. Sa première fille servante, demoiselle Marie Dupont, recevra 1000 livres, et la jouissance pendant dix années, du Grand-Pré, avec four, situé proche l'Hôtel-Dieu de La Ferté-Bernard. Sa deuxième fille servante, Anne Dupont, reçoit 300 livres.

(1) Ces fondations duraient encore en 1835, époque où elles furent remboursées par la Fabrique qui agrandissait alors le presbytère nouveau. Les rentes primitivement assignées sur le lieu des Brières, avaient été transportées par Roger de Gast sur la maison de la Corne, au bourg.

Son cocher, Pierre Lapoutoire, 300 livres, outre ses gages de l'année, 45 livres. Son laquais, René Lapoutoire, 200 livres. Marie Ridoué, servante, reçoit trente livres, plus 60 livres d'une année de ses gages passés.

Marie Legay, domestique, 30 livres, plus 26 livres de gages pour l'année. Renée Baugé, fille à son service, 26 livres pour ses gages de l'année.

Ces dons faits pour récompenser et obliger aussi ses domestiques à prier pour le repos de l'âme de la dite testatrice.

François le Pays, Noël Barthe, Léonard Barthe et Philippe Butet, domestiques au service du seigneur de Dehault et de la dame testatrice, touchent chacun 25 ou 26 livres pour les gages d'une année échue au 3 juin prochain. Marin Baubusson, vicaire de Dehault, reçoit 100 livres pour l'obliger à prier pour le repos de l'âme de la testatrice, après son décès. Philippe Poisson, naguère son laquais, reçoit 105 livres à prendre sur le moulin de la Roberie, en récompense de ses services dans la maison.

Le 9 septembre, le corps de Marie Boisseau fut inhumé, par le curé de Gastineau, dans le chœur de l'église de Dehault.

Le 3 novembre, Jean-Baptiste de Boesset est parrain à Dehault, de la fille du notaire, Jean Le Gay.

Au moment où Jean de Boesset épousait Marie de Courtermont, il était l'aîné de cinq enfants ; mais sa sœur, Claire, mariée à Nicolas Beaufile, sieur des Jumeaux, décédait en 1649, et son autre sœur, Françoise, mourait fille, peu après.

Son frère, Jacques, sieur de Saint-Romain, avait alors dix-sept ans et était nu-propriétaire jusqu'à l'âge de vingt-deux ans, de la charge de surintendant de la musique de la chambre du Roi dont sa mère, Jeanne de Guesdron, devait toucher les revenus jusqu'en 1652.

D'après une clause du testament d'Antoine de Boesset, « Jeanne était tenue de faire instruire et entretenir son fils,

» Jacques, selon sa condition ; et, si en 1652, ledit Jacques
» se trouvait capable d'exercer la charge de maître de la
» musique du Roi, il était loisible à Jehan-Baptiste, le frère
» aîné, de prendre la charge de surintendant de la musique
» de la chambre du Roi, réservée audit Jacques, qui, lui,
» sera tenu d'en faire démission à la condition que Jean-
» Baptiste, à son tour, se démettra au profit de Jacques de
» ladite charge de la musique de la Chambre ».

En 1652, Jacques de Saint-Romain ne prit point la charge de maître de la musique du Roi, et JeanBaptiste en hérita.

Cette charge valait 6.000 livres.

Quant au plus jeune frère du sieur de Hault, Antoine, il prit, fin 1647, le titre de sieur de Villedieu. Il demeurait alors avec sa mère et son frère Jacques, rue du Mail, paroisse Saint-Eustache.

En 1651, sur l'avis de leurs parents et de leur curateur, Jacques Borace, conseiller du Roi et secrétaire de ses finances, homologué au Châtelet le 23 décembre, les deux jeunes de Boesset furent émancipés.

Le lendemain, 24 décembre, Jeanne de Guesdron fit donation irrévocable par entre-vifs, de tous ses biens à ses trois enfants. Elle se réservait seulement une pension viagère de 1200 livres qui devait être constituée avant toute liquidation. Jean-Baptiste devait liquider la situation de sa mère et ses deux frères devaient toucher chacun 11.790 livres nettes, soit 9.000 livres en argent à chacun et 2.790 livres avancées à chacun desdits Jacques et Antoine.

En effet, en 1650, Antoine de Villedieu avait acheté, pour le prix de 1056 livres, une charge d'enseigne (1) dans la

(1) Bien que le 14 mars 1648 (*), Louis XIII eut réformé les enseignes de tous les régiments d'infanterie, il en existait encore en 1650 dans les « Viels régiments ». Ces enseignes étaient établies par les capitaines dans leurs compagnies, pour en tirer profit, d'abord, et, ensuite pour les mettre en passe de parvenir aux lieutenances vacantes. La compa-

(*) Bibl. nat., ms. français 4203, f^{os} 138 et 139.

compagnie du sieur de Vaudray, capitaine au régiment de Picardie, et il avait dépensé 944 livres, en outre, pour se mettre en équipage pour la campagne de 1650.

Jacques, lui, avait fait 400 livres de dettes personnelles envers Jean-Baptiste qui devait en être remboursé.

« Quant aux 700 livres et 2.390 livres restantes, elles
» devaient être placées à rente pour leur être délivrées,
» lorsque, par consentement par écrit, de leurs parents et
» amis, le susdit sieur de Villedieu aura une charge de
» lieutenant au lieu de celle d'enseigne, et, que ledit sieur
» de Saint-Romain aura une charge dans la suite des
» Armées. »

Le 23 avril 1660, Antoine de Villedieu (1), lieutenant d'une compagnie dans le régiment de Picardie, à présent majeur de vingt-cinq ans, déclare par devant notaire, après avoir entendu lecture de l'acte de partage des biens de son père, passé le 15 septembre 1651, qu'il l'a bien entendu et l'a pour agréable ; qu'il le ratifie et l'approuve, et que, pour l'exécution dudit partage, il élit domicile en la maison où il demeure, rue des Viels-Augustins, paroisse Saint-Eustache. Le lendemain, 24 avril, il vend à Antoine Martine, avocat en Parlement, demeurant rue du Martelier, paroisse Saint-Jean-ès-Grève, la somme de 320 livres de rentes sur les tailles, pour la somme et prix d'argent de 5.769 l. 10 s.

Pendant les treize années, qui s'écoulèrent du jour du contrat de mariage passé à Saint-Aubin-des-Coudrais, jusqu'au soir de bal de l'hiver 1660, nous venons de voir que Jean-Baptiste de Boesset et Marie Boisseau de Courtermont séjournèrent bien des fois en leur terre de Dehault. Il est à croire que Jacques et Antoine de Boesset durent s'y trouver

gnie d'infanterie comptait alors quarante hommes, officiers compris, soit : 27 soldats, 5 appointés, 3 caporaux, 2 sergents, 1 enseigne, 1 lieutenant et 1 capitaine.

(1) Lieutenant du 8 juin 1656, dans la compagnie de Previgny, charge achetée à Claude Musnier, sieur de Bissetz.

à plusieurs reprises avec leur frère aîné et même avec Jeanne de Guesdron, leur mère.

Il est donc tout-à-fait vraisemblable que dans cette période de 1649 à 1660, où nous comptons les nombreux déplacements des deux familles de Boesset et des Jardins, il se soit produit, à plusieurs reprises, des rencontres de plusieurs des membres de ces familles. Ils eurent donc l'occasion de se connaître, et même de voyager ensemble ; et des relations suivies se créèrent ainsi entre Marie-Catherine, toute jeune fille, et les jeunes de Boesset, Jacques et Antoine, et leurs parents.

Quoi d'étonnant, alors, que M^{lle} des Jardins offre à de Villedieu, ce soir de bal de 1660, l'hospitalité chez elle, puisque son père et sa mère, qui sont au logis, connaissent Antoine depuis longtemps. A ce moment-là, Villedieu demeurait rue des Viels-Augustins, et la famille des Jardins demeurait rue Saint-Thomas-du-Louvre (1). Aymée des Jardins, la sœur, était également présente.

Cette invitation se comprend, naturellement.

D'autre part, il est possible et même, il est exact, que Marie-Catherine et de Villedieu s'étaient déjà rencontrés à Paris auparavant. Tallemant nous dit : « Il y a trois ans » environ (1657) qu'elle est à Paris, car elle a fait un long » séjour à la province. Madame de Chevreuse et mademoi- » selle de Montbazou s'en divertissent. Elle a une facilité » étrange à produire, les choses ne lui coûtent rien et quel- » quefois elle rencontre heureusement. »

Marie-Catherine, en effet, voyant son peu de bien, s'est décidée à se faire connaître, et à changer de fortune.

(1) Cette maison était en face de l'Hôtel de Rambouillet et appartint de 1638 à 1673 à Paul Fréart de Chantelou, né au Mans, paroisse du Crucifix, le 25 mars 1609. (*Bul. de la soc. d'agriculture*, tome XIX, pp. 91, 131, 158, 239.) En 1636, noble Paul Fréart, sieur des Pommerais, commis de M^{sr} des Noyers, secrétaire d'Etat demeurait en l'hôtel dudit secrétaire, rue du Faubourg Saint-Honoré.

Tallemant ajoute encore « qu'elle est à Paris sous sa » bonne foi ». Mademoiselle des Jardins sait qu'elle est pauvre, le mariage manqué à Alençon, le jugement de séparation de biens de ses parents, le procès pour le paiement en litige de la charge de vibailly, sont autant de motifs qui la poussent à se servir de son esprit naturel et de sa fort grande fierté pour se soutenir dans le monde. Elle a voyagé avec la duchesse de Rohan, plus d'une année ; elle vit en familiarité amicale « avec des femmes de qualité (1) » en qui une grande noblesse brille ». Elle veut garder son rang.

Je dis sa fort grande fierté, comme elle-même l'a écrit dans son auto-portrait, et j'appuie sur cette qualité que ses divers biographes ont laissée de côté (2). Devenue célèbre, Marie-Catherine n'a pas oublié l'humiliation de 1655, en la ville d'Alençon ; bien que son père y soit resté jusqu'au 13 mai 1664 comme vibailly, elle n'y est jamais retournée. Elle viendra à Mamers, elle ira à Clinchemore, mais elle ne se montrera point à Alençon. Cette fierté, elle la montrera dans les dédicaces de ses ouvrages, dans ses lettres, et elle la montrera aussi dans son existence.

Pour se faire connaître, elle va suivre « cette sotte mode » de faire des portraits qui commence à ennuyer fortement » les gens, en 1658 » (3) ; elle va suivre également la mode des sonnets de jouissance.

Dès 1657, ses vers circulent dans les ruelles. Son sonnet *Être en une maison charmante et solitaire* (4) a fait grand bruit ; son *Épigramme sur la mort du président Pomponne de Bellièvre* a été fort prisee.

(1) Loret, *Muse historique*, livre XI, lettre 25 du samedi 26 juin 1660.

(2) M. Emile Magne, seul, l'a reconnue le premier. Voir son ouvrage, *Madame de Villegieu*, note 1 de la page 94.

(3) Tallemant, 3^e édition Techener, tome V, p. 400. *Mademoiselle de Scudéry*.

(4) Colletet François, *Les Muses illustres*. Privilège du 8 avril 1658.



Avant 1658, elle s'est essayée dans un genre nouveau et chacun a pris copie de son auto-portrait et des portraits de Daphnis et de M^{lle} Gabourg (1). Son roman d'Alcidamie est connu par la lecture de quelques passages (2). Tallemant rapporte « qu'elle a fait un roman, même elle en a traité » avec je ne sais quel libraire. On lui demande : Où est le » plan de votre roman ? Je ne sais s'il y en a, répondit-elle ; » mais s'il y en a un, il faut qu'il soit dans ma tête ». Mademoiselle de Montbazon a dû la pousser à raconter les aventures de Ruvigny, qu'elle connaissait fort bien.

Il devait y avoir cinq parties en dix volumes (3). La duchesse douairière de Rohan, Marguerite de Béthune, a dû aussi fournir à Marie-Catherine bien des renseignements pendant le temps où elles ont voyagé toutes deux. Elle n'aimait pas sa fille (4).

La facilité étrange à produire, de M^{lle} des Jardins, l'amène à faire le récit, en prose et en vers, de la *Farce des Précieuses* (5), pour faire plaisir à une personne de qualité, Madame de Morangis, « dans un temps où elle n'avait pas » encore vu sur le théâtre *Les Précieuses*, de sorte que la » lettre qu'elle a écrite n'est faite que sur le rapport d'au- » trui. Elle croit qu'il est aisé de connaître cette vérité par » l'ordre qu'elle tient dans son récit, car il est un peu diffé- » rent de celui de cette Farce. Elle espère que le Public,

(1) Le portrait de M^{lle} des Jardins n'est pas dans la 1^{re} édition sans privilège ; il se trouve dans la 2^e édition du *Recueil des Portraits et Eloges* etc. Privilège du 12 octobre 1658.

(2) *Les règles de service pour Lisicrate*, tome II, pp. 248 et 249. La page 250 où est le vers « quand on voudra changer d'amant » est interpolée après la page 253.

(3) L'édition originale que je possède, renferme plusieurs notes manuscrites et l'une de ces notes donne les titres de ces diverses parties.

(4) Marguerite de Béthune-Sully, duchesse de Rohan, mourut à Paris le 21 octobre 1660.

(5) La première représentation des *Précieuses* est du mardi 18 novembre 1659.

» s'il connaissait son âge et sa façon d'agir, la jugerait plus favorablement que cette lettre ne semble le mériter » (1).

Ainsi dès le commencement de l'année 1660, Marie-Catherine s'est fait connaître, et sa célébrité s'impose. Elle a vingt-deux ans. « Tous les gens emportés, dit Tallemant, y ont donné tête baissée, et d'abord, ils l'ont mise au-dessus de M^{lle} de Scudéry et de tout le reste des femmes ».

Nous passerons rapidement sur cette renommée qui va encore grandir ; nous en parlerons une autre fois.

Antoine de Villegieu, en revenant à Paris entre deux campagnes, entend parler de la célébrité naissante du jeune auteur qu'il a connu enfant, il prend plaisir à le revoir. Il est depuis 1656 lieutenant au régiment de Picardie.

A cette époque, dès que les troupes prenaient leurs quartiers d'hiver pour ne recommencer la guerre qu'au printemps (2), presque tous les officiers, et même bien des soldats quittaient leurs quartiers et venaient à Paris passer joyeusement l'intervalle entre deux campagnes (3)

(1) Préface du *Récit en prose et en vers* de la *Farce des Précieuses*. Barbin, 1660. Elle n'avait que vingt ans.

(2) L'infanterie composée d'un tiers de piquiers et de deux tiers de mousquetaires, ne pouvait marcher et se former que sous la protection d'une nombreuse cavalerie. Il lui était impossible de manœuvrer en se couvrant par son feu. Nous avons vu que les routes royales n'étaient pas bonnes, que dire des autres routes et chemins.

La cavalerie, protectrice de l'infanterie, devait attendre que les routes fussent à peu près asséchées, et que le fourrage commençât à pousser pour pouvoir être utile. Quant à l'approvisionnement en foin, personne ne l'avait encore créé. Aussi les fourrages avaient alors une extrême importance. (Voir Turpin de Crissé, *Art de la guerre*, tome I, chapitre VIII, page 126.) Même lorsque l'armée était formée en bataille sur deux lignes, la cavalerie était placée entre les troupes d'infanterie, au centre et aux ailes.

(3) *Journal d'Olivier d'Ormesson*, tome I, p. 382. Edition Chéruel. — Le 9 mai 1647, le bruit courut du siège d'Armentières. Cette nouvelle fit partir toute la noblesse et tous les officiers qui étaient à Paris à se divertir. De fait, dans Armentières, de six compagnies de gardes, il n'y avait que Renouard, enseigne, pour les commander. Duplessis-

ou rentraient dans leurs familles par nécessité (1).

Tallemant dit de Gassion, qu'il restait tout l'hiver en Flandres, et ne venait pas comme les autres à la foire de Saint-Germain-des-Prés (2), et « lorsque Bougis, son lieutenant de gendarmes, demeurerait trop longtemps à Paris » l'hiver, il lui écrivait : Quel diable de plaisir d'aller au » Cours (3) et de faire l'amour ! Cela est bien comparable » au plaisir d'enlever un quartier ! »

Le Roi et le Parlement intervenaient chaque année pour faire rentrer dans leurs quartiers, chefs, officiers et soldats. Les ordonnances du Roi et les arrêts du Parlement (4) pour

Bellière, gouverneur d'Armentières, ne se rendit que le jeudi 30 mai à composition pour 8 officiers et les autres soldats prisonniers. Renouard se rendit volontairement prisonnier pour ne pas abandonner sa compagnie.

(1) Lettre de Turenne. Rhuminghem, ce 25 octobre 1657. Archives historiques, ministère de la Guerre.

(2) Foire créée par Louis XI, en mars 1482, devant être franche du 1^{er} au 8 octobre. La date en fut portée du 3 février, lendemain de la Chandeleur, au 10 février, dès le 12 mars 1484. En réalité, elle durait jusqu'au dimanche de la Passion, mais elle n'était franche que les premiers huit jours. Il y avait 340 loges dans les deux halles, accolées, longues de 130 pas et larges de 100 pas. C'était un des plus curieux et des plus remarquables spectacles que l'on put voir. Les princes et princesses, toute la haute noblesse s'y rendaient tous les soirs. Les loges étaient toutes illuminées et l'on y jouait aux dés, les nippes, bijoux et tous les objets qui y étaient étalés, sans compter qu'il y avait une foule de bateleurs, farceurs, danseurs de cordes, marionnettes et jongleurs.

(3) Le Cours la Reine, ouvert aux Champs Élysées en 1628, par Marie de Médicis.

(4) La première ordonnance faite à ce sujet, par Le Tellier, est du vendredi 15 mai 1643 et presque chaque année il va la renouveler à peu près identiquement.

Le samedi 3 mars 1657, une ordonnance du Roi est publiée dans Paris, commandant à tous, chefs et officiers des troupes tant d'infanterie que de cavalerie, étant en cette ville de Paris, au-delà du temps porté par celui qui leur a été donné, d'en partir trois jours après la publication des présentes.

Le jeudi 10 mai 1657, nouvelle ordonnance du Roi portant comman-

le rappel des officiers se firent, sous Le Tellier, de plus en plus rigoureuses.

Il était temps que Louvois, son fils, prit en survivance, en 1662, la place de secrétaire d'État à la Guerre, et vint mettre ordre, dès 1666, à cette habitude de venir malgré tout à la foire de Saint-Germain.

En 1656, lorsque dans la nuit du 15 au 16 juillet, Condé eut forcé les lignes de circonvallation de Valenciennes, Turenne se retira sur le Quesnoy. Le 10 octobre, il campe avec toute son armée à Busigny, et prend aux alentours ses quartiers d'hiver à Le Quesnoy, Landrecies, Guise et Aymeri (1). Le Régiment de Picardie faisait partie de l'armée de Turenne, et Antoine de Villedieu ne manqua point de se rendre à Paris.

En 1657, Turenne, après la prise de Mardyck, le 3 octobre, fit camper assez longtemps ses troupes sur le petit plateau de Rumingham pour remettre en état les fortifications de Mardyck. Aussi cette année-là, les quartiers

dement aux officiers se trouvant à Paris, d'en partir dans les vingt-quatre heures et de rejoindre leurs corps.

En 1658, le samedi 24 mars, ordonnance du Roi portant commandement à tous chefs et officiers des troupes des Armées de partir de Paris trois jours après la publication d'icelle, pour se rendre à leur charge, à peine d'être arrêté.

Le 22 mai 1658, ordonnance du Roi portant commandement à tous officiers se trouvant à Paris, d'en sortir dans les vingt-quatre heures pour aller remplir leurs charges.

En 1659, le mercredi 9 avril, ordonnance du Roi portant commandement aux officiers des troupes de ses Armées, de se rendre en leurs charges et de tenir leurs compagnies prêtes à marcher, le 29 dudit mois, sous les peines y contenues.

Le mercredi 13 août 1659, arrêt du Parlement ordonnant à tous officiers et soldats d'Armée et autres, à la solde du Roi, présents à Paris, sans le congé exprès de leur général d'Armée, d'en partir dans les vingt-quatre heures, à peine d'être procédé contre eux comme déserteurs suivant la rigueur des Ordonnances. (Dom Félibien, *Histoire de Paris*, tome V.)

(1) Etat du 7 mars 1657, sur les dépenses des garnisons. (Bibl. nat., ms. français 4192, f^{os} 72 et 73.)

d'hiver furent pris tardivement (1). Un certain nombre de régiments quittèrent les campements de Ruminghem vers fin novembre et furent répartis dans le Boulonnais. Ce fut seulement au commencement de janvier 1658 que les autres régiments de l'armée de Turenne vinrent camper sur les bords de l'Authie. Picardie fut un de ces régiments qui s'acheminèrent vers leur destination définitive en ce mois de janvier. Picardie s'installa à Abbeville où son commissaire de guerre toucha du trésorier de l'Extraordinaire 8.000 livres pour le régiment.

En 1658, Turenne travailla avec le plus grand soin à assurer les besoins de ses troupes pendant leurs quartiers d'hiver ; il désirait les tenir en état de marcher à la première occasion (2) et se préoccupait du voyage de Louis XIV à Lyon (3). La plus grande partie des troupes fut placée en quartiers d'hiver dans les places des Flandres qui venaient d'être conquises. Le reste fut renvoyé en France, et Picardie eut vingt compagnies réparties dans l'élection de Caudebec. Chaque compagnie toucha la Monstre pour soixante hommes (4).

Au printemps de 1659, les hostilités ne recommencèrent point. Des négociations avaient été entamées pour terminer cette guerre d'Espagne qui durait depuis vingt-quatre années. Le 7 mai on conclut une trêve de deux mois et les préliminaires d'un traité furent établis le 7 juin. Ce traité qui porta le nom de Paix des Pyrénées, contenait 124 arti-

(1) Les quartiers d'hiver duraient d'ordinaire du 1^{er} décembre au 1^{er} mai. Pendant ces cinq mois, les capitaines devaient remettre sur pied leurs compagnies, dresser, instruire et armer leurs recrues.

(2) Lettres du camp de Mersele, 29 novembre, et du camp d'Ilansbeke, 30 novembre. (Arch. hist. dépôt de la Guerre.)

(3) *Idem*.

(4) Arch. hist. dépôt de la Guerre, vol. 154, nouveau 3786 bis. J'ajouterai que pendant toutes ces guerres de la Fronde, il y eut à Metz des compagnies anciennes (*sic*) de Picardie, d'où l'origine du Mestre de Camp de garnison qui exista à Metz, et ce jusqu'en 1739.

cles dont le 23^e stipulait que S. M. T. C. épouserait l'infante Marie-Thérèse, fille aînée de S. M. C., à condition que Marie-Thérèse renoncerait, comme avait fait Anne d'Autriche, à la couronne d'Espagne. Il fut signé en même temps que le contrat de mariage, le 7 novembre.

Peu après, le Régiment de Picardie prit ses quartiers d'hiver sur la Somme. Le 5 mars 1660, l'intendant d'Ormesson occupa Hesdin en vertu d'un des articles du traité de Paix « Article des Révoltés d'Hesdin » avec le Régiment de Picardie. Le régiment se rendit à l'église où l'on chanta le *Te Deum* au bruit de l'artillerie et de la mousqueterie.

Pendant les quartiers d'hiver des trois dernières années de la guerre d'Espagne, Antoine de Villedieu vint à Paris et y séjourna longuement chaque fois. Il y rencontra la famille des Jardins qu'il connaissait déjà et commença à s'éprendre de Marie-Catherine.

Ces déplacements lui étaient fort faciles. Dès sa majorité il possédait une belle fortune, 95.000 livres, tant en argent comptant, qu'en deux rentes, l'une de 1715 livres sur une maison de la rue Richelieu, l'autre de 1960 livres sur les Tailles. D'autre part, comme lieutenant d'infanterie, il avait droit, d'après le règlement du 4 novembre 1651 (1) sur l'Ustensile, à trois chevaux : un pour lui, un pour son varlet et le troisième pour ses bagages ; ce qui lui facilitait ses voyages de Busigny, d'Abbeville et de Caudebec sur Paris.

Marie-Catherine des Jardins et Antoine de Villedieu s'étaient sentis attirés l'un vers l'autre ; et, chose curieuse, ce sentiment qui se manifestera par une dizaine de pièces de vers se rapportant à Antoine (pièces de vers que le remarquable ouvrage de M. Lachèvre (2) me permet d'identifier aisément et de leur assigner une date exacte), ce sen-

(1) Manuscrits français, Bibl. nat. 4183, f^{os} 126 à 147, paragr. XXVIII.

(2) *Bibliographie des Recueils collectifs de poésie publiés de 1597 à 1700*. Paris, Leclerc, 1901-1906.

timent, dis-je, était si sincère que, si Marie-Catherine a fait le portrait de Daphnis (Sauval), elle n'a point, par pudeur intime, fait celui de « son tendre » de Villedieu.

Ces pièces de vers ont paru pour la première fois dans le tome V du *Recueil de Sercy* (1).

Le sonnet de jouissance doit être d'octobre 1659. Tallemant l'avait conservé dans ses portefeuilles et dans une note qui l'accompagne, il ajoute : « Ce sonnet a été fait à » Dampierre où Madame de Chevreuse et M^{lle} de Montbazon » reprochaient à Marie des Jardins, qu'on ne savait plus ce » que son tendre était devenu (2), depuis deux mois qu'elle » était à la campagne ». Elle l'avait fait par gageure, bien qu'elle ait dit qu'elle l'avait composé à la prière de la dévote Madame de Morangis. D'après Tallemant, ce sonnet parut en suite de la copie manuscrite du récit de la *Farce des Précieuses* ; ce récit lui-même doit avoir été fait entre le mardi 18 novembre 1659, première représentation des *Précieuses*, et le mardi 2 décembre 1659, deuxième représentation des *Précieuses*.

A cette preuve que Marie-Catherine et de Villedieu s'étaient déjà rencontrés avant la soirée du bal de 1660, j'en ajouterai une autre tirée de la lettre du 26 juin 1660.

Le gaillard quidam qui, étant ce jeudi-là au Cours dans son carrosse, avait cru voir dans un autre carrosse, l'onyme beauté qui régnait alors dans sa pensée, en compa-

(1) *Poésies choisies des meilleurs auteurs du XVII^e siècle*. Paris, de Sercy, 1660, 5 vol. in-12. — La première édition est de 1655 et le privilège du 19 janvier 1653. — La deuxième édition de 1660 a le même privilège ; mais le tome V porte : Achevé d'imprimer le 18 août 1660. Le sonnet de jouissance et les dix pièces de vers qui y sont imprimées sont donc antérieures à août 1660.

(2) De Villedieu qui était à Paris, avait dû obéir à l'arrêt du Parlement du 13 août 1659 et rejoindre Picardie à l'improviste, sans pouvoir revoir Marie-Catherine à Dampierre. C'est cet épisode que Clogenson, dans son élucubration abracadabrante, a transformé en un duel entre Villedieu et Marie-Catherine. Où diable a-t-il pu trouver cette légende ? *M. de Villedieu*, 1853, pages 24 et 25.

gnie de trois autres dames masquées comme elle-même (1), n'était autre que de Villedieu. Il se mit à conter fleurette à Marie des Jardins, bien qu'elle fut accompagnée de trois femmes de qualité en qui grande noblesse brille. Pour s'amuser, ces dames entrèrent chez l'une d'elles, l'aimable des Jardins, qui plaît à bien des citadins. Villedieu qui avait entretenu Marie-Catherine de son feu, bien qu'elle s'en défendit un peu en lui disant : « Ne me prenez-vous point » pour une autre », n'hésita pas à suivre, vaille que vaille, ces dames lorsqu'elles quittèrent le Cours. Il fut introduit bénévolement au logis et on lui offrit un fauteuil ou chaise.

La duchesse de Chevreuse se démasquant la première lui demanda si elle était bien l'objet charmant et angélique qui lui en avait donné dans l'aile, et le pria de rester à souper. Une autre qui était Mademoiselle de Montbazou se démasquant, lui demanda si c'était pour elle qu'il était si sensible. Madame de Morangis en dit autant, et Marie-Catherine levant son masque : « C'est peut-être, dit-elle, moi qui » produis votre ardent émoi. Ah ! si cette chose était vraie, » que j'en serais contente et gaie ».

De Villedieu, surpris en reconnaissant ces dames, jugea bien qu'il fallait driller (s'enfuir) et se retira en silence, après profonde révérence.

Les relations qui existaient entre Antoine de Villedieu et Marie-Catherine des Jardins, avant la soirée du bal de l'hiver 1660, se trouvant ainsi établies, la suite du récit de Talle-

(1) L'usage familial du masque fut introduit en France par Catherine de Médicis, à la Cour, et de là se répandit parmi les femmes de la bourgeoisie. A la rue, les dames, soit pour se garantir du hâle, ou par modestie, pour n'être pas vues, portaient le masque de velours noir qu'on appelait *Loup* ou *Cachelaid* ; mais c'était plutôt pour faire ressortir la blancheur de la gorge, qui était toujours découverte. Ces masques qui, primitivement, étaient carrés, prirent ensuite la forme de loup prenant du front au menton ; on les tenait dans la bouche au moyen d'un bouton. On se démasquait en entrant dans les appartements.

mant des Réaux apparaîtra beaucoup plus explicable et moins romantique.

« Elle (Marie-Catherine) eut tant de soin de lui (Villedieu) » durant son grand mal, que, ne croyant pas en réchapper, » il pensa être obligé de lui dire qu'il l'épouserait s'il en » revenait.

» Il en revint, il coucha avec elle trois mois durant, assez » publiquement... l'été dernier (1661) ».

Tallemant a dit d'elle qu'elle était à Paris sous sa bonne foi. Le 23 mars 1661, Guillaume des Jardins est à Saint-Germain-de-la-Coudre, dans le Perche. Comme procureur de son neveu, François des Jardins de Saint-Val, il passe un acte avec maître Jean Huette, curé *pro majori* dudit lieu. François des Jardins, par son mariage avec Esther de Fontenay, dernière héritière du fief de Saint-Germain, était le patron de l'église dudit lieu. Le dimanche premier mai 1661, Aymée des Jardins est marraine à Alençon ; Catherine Ferrand est avec sa fille et son fils François, à Alençon également.

Ainsi, Marie-Catherine est seule à Paris et, bien que n'étant pas majeure de vingt-cinq ans, elle est libre de ses actes. La promesse de mariage faite à sa garde-malade par de Villedieu existe. Nous la reverrons réapparaître bientôt. Elle sera tenue.

Jean-Baptiste de Boesset s'est remarié dans le courant de l'année 1662 avec Marguerite Loret. Son fils, Claude-Jean-Baptiste est baptisé le 3 août 1663, à Saint-Germain-l'Auxerrois ; son grand-père, Claude Loret, bourgeois de Paris, est le parrain, et dame Jeanne de Guesdron, sa grand'mère, est la marraine. Il est né rue Jean-Tison.

L'an d'auparavant, le 2 juillet 1662, les trois frères de Boesset avaient échangé leur maison de la rue Royale, autrement de Richelieu, contre une rente de 5.650 livres tournois gagée sur 6.000 livres de rente appartenant à

Marguerite Bossuet, dame de Meliand d'Esgligny. Cette maison était louée 4.200 livres par an à M^{sr} le duc de Beaufort.

Jacques et Antoine de Boesset devaient avoir de grands besoins d'argent, car les 11 et 15 juillet 1662 ils vendirent 577 livres 10 sols de rente pour 9.550 livres d'argent à prendre sur les 3.766 livres 10 sols de la rente qui leur appartenait sur la maison de M^{sr} le duc de Beaufort.

Antoine profita de cette occasion pour se libérer de la pension viagère qu'il devait faire à sa mère, Jeanne de Guesdron, par le contrat de 1651. Il versa 2.700 livres tournois à Jean-Baptiste qui s'engagea à payer la rente pour lui, dès le 15 juillet 1662, soit 300 livres par an.

Le 19 avril 1663, Antoine de Villedieu, lieutenant réformé dans le Régiment de Picardie, obtient par acte notarié, la promesse d'une charge de capitaine au Régiment de Picardie.

Alexandre d'Estorg (1), écuyer, sieur d'Aubarède, premier capitaine au Régiment de Picardie et maréchal des Camps et Armées du Roi, promet à de Villedieu de lui vendre sa charge de capitaine et sa compagnie, avec toutes les armes qui en dépendent. Il donnera sa démission dès que le sieur de Villedieu aura obtenu l'agrément de sa Majesté aux charges, clauses et conditions ordinaires, et moyennant la somme de 22.750 livres tournois. Savoir 20.000 livres comptant et 2.750 livres dans neuf mois.

Le 13 juin, Antoine vend à son frère Jacques, ses rentes sur les Tailles, pour la somme de 9.839 l. 7 s. 6 d., et le lendemain 14 juin, Antoine reçoit des mains du sieur

(1) La charge de mestre de camp de la garnison de Metz, dont j'ai déjà parlé, semble s'être perpétuée jusqu'au milieu du XVIII^e siècle et semble être devenue la propriété de la famille d'Estorg d'Aubarède.

Alexandre, comte d'Aubarède, obtint cette charge en 1671, sur la démission de son oncle ; et ce sera encore un d'Aubarède qui exercera cette charge en 1739. Le nom est d'Astorg ou d'Estorg.

d'Estorg d'Aubarède, la démission de sa charge de capitaine, remplie au nom dudit sieur de Villedieu pour se faire pourvoir, agréer et recevoir en icelle, sous le bon plaisir de sa Majesté : aux profits, gages, droits et émoluments y appartenant, tout ainsi et de même qu'en jouit à présent le sieur d'Aubarède. Antoine verse 19.500 livres en argent comptant. Pour le surplus des 3.250 livres dues, il s'engage à les payer dans six mois avec intérêt au denier 20. Ce même jour, les deux frères Antoine et Jacques empruntent 10.500 livres à Alexandre d'Estorg d'Aubarède, qu'ils rembourseront dans un an audit sieur créancier, en la maison de Jean de Forcade, sieur de la Vallière, demeurant rue Coq-Héron, paroisse Saint-Eustache. Antoine revend alors à Jacques de Saint-Romain, sa charge de lieutenant au Régiment de Picardie.

Le 23 juin 1663, les trois frères de Boesset désirant jouir à part et diviser les rentes qu'ils possèdent en indivision, font trois lots égaux des 1676 livres 10 sols de rente sur les Gabelles et des 813 livres 2 sols de rente sur les Tailles et tirent au sort leurs lots.

Le lendemain 24 juin, Antoine vend 271 livres de rente sur les Tailles à noble homme Adam-Simon Lescuyer, conseiller du Roi, contrôleur général des rentes de l'Hôtel de Ville de Paris, pour la somme de 3.794 livres.

Chose curieuse, le 13 juin 1663, Marie-Catherine des Jardins demeurant rue Mauconseil, paroisse Saint-Eustache, « a affirmé par devant notaire et certifié véritable en son » âme, qu'elle n'a passé aucun contrat de mariage, ni con- » tracté icelui, ou célébré en la Sainte Église, avec Anthoine » de Boesset, écuyer, sieur de Villedieu ; et pour faire » pareille affirmation en justice, constitue son procureur le » porteur des présentes ; dont de quoi le sieur de Villedieu » demeurant rue du Mail, paroisse Saint-Eustache, a requis

» acte ». C'est le 23 septembre qu'elle obtint pour sept années le privilège de Lisandre (1).

Le 25 novembre 1663, Louis XIV, par ordonnance (2) décidait que les viels régiments auraient dorénavant quarante compagnies au lieu de vingt, et que leur effectif serait de cent hommes non compris les officiers. Les anciens capitaines gardèrent leur rang et les nouveaux tirèrent au sort le rang qu'ils devaient occuper. Le 5 février 1664, Jean-Baptiste était père d'une fille, Françoise. Peu après, en avril 1664, Louis XIV anoblit par lettres-patentes en forme de chartes, données à Paris, la famille de Boesset (3).

« En reconnaissance des services que Jean Boesset, seigneur de Dehault, au pays du Maine, lui avait rendu depuis longtemps, tant dans sa charge de surintendant de sa Musique et de celle de la Reine, que dans les années où il avait servi en qualité de volontaire, et où il avait donné en plusieurs rencontres, des marques de sa valeur, et aussi en considération des services qu'il avait reçus de feu Antoine Boesset son père, de son aïeul, et même de Pierre de Guesdron, son aïeul maternel ; sa Majesté l'annoblit lui et sa postérité mâle et femelle ; née et à naître en légitime mariage ; le décore du titre et de la qualité de noblesse et gentillesse ; veut qu'ils jouissent de tous les privilèges accordés aux autres nobles du royaume et leur permet de porter des armoiries timbrées telles qu'elles seraient réglées par le 1^{er} hérault d'armes :

» *D'argent à un chevron de gueules accompagné de 3 vols d'aigles de sable, posés 2 en chef et 1 en pointe.* »

Capitaine DEROME.

(A suivre).

(1) Bibl. de l'Arsenal, BL 15939.

(2) Bibl. nat., ms. français, n^o 4256, f^o 44.

(3) Bibl. nat., ms. français. Cabinet d'Hozier, vol. 51, dossier 1294.

LA FAMILLE DE COURTARVEL

RENÉ I DE COURTARVEL DE PÉZÉ, 1610-1630

Après la mort de Charles de Courtarvel, ses enfants firent dresser un inventaire du mobilier de leurs parents. Pour nous donner une idée des usages et du luxe des familles nobles du temps nous en reproduirons quelques détails :

« Six perles rondes enfilées.

Une enseigne d'or émaillé où sont enchassés quatre diamants et 15 rubis.

Un lys de tête où il y a 8 chatons de perles et 7 couverts de diamants.

Une grande rose de diamants en forme de bague, 10 diamants.

Une autre petite rose de diamants en bague d'or, 7 diamants.

Un saphir en bague d'or ; un diamant en bague d'or ; plusieurs bagues d'or et d'argent ; deux cachets d'or.

Une grosse montre ronde et une plus petite.

Une douzaine de cuillers d'argent, 6 grandes, 6 moindres.

15 assiettes d'argent armoriées.

4 flambeaux d'argent armoriés aux armes du défunt.

2 bassins d'argent armoriés.

2 aiguières d'argent.

Un vinaigrier d'argent, un service d'argent, deux réchauds d'argent armoriés.

Un carousse doublé de serge verte, trois chevaux sous poil bay, un traquenard, appartenant à la dame de Pézé.

7 nappes, 4 douzaines de serviettes, 6 taves d'oreiller, de toile de Hollande ; 20 draps, 6 nappes, 8 douzaines de serviettes, de toile commune.

Un ciel et des rideaux de serge verte, 4 tapis verts ; un petit manteau de drap noir ; un grand manteau de drap noir ; une paire de chausses drap gris brun ; un manteau de chambre, couleur de noisette.

Une robe de chambre de damas vert doublé de pelisse aux boutons, deux gants à porter l'oiseau, etc... (1) ».

René de Courtarvel fit les partages de la succession de Charles de Courtarvel et de Guyonne de Trémigon, en 1617. Comme aîné il avait les deux tiers des biens dans la province du Maine.

Il eut pour sa part les fiefs de Courtarvel, la Lucazière, la Bouteveillère, Peschelochère, la Motte-Pichart, Mondan, Quinquampoix, et la fondation des églises de Mont-Saint-Jean, Pézé et Saint-Germain.

Le domaine de la Lucazière et le moulin, les métairies de la Guyonnière, la Rainerie, la Voye ou Jouaffrière, la Buglère, la Chalousière, la Mouardière, la Turillière, la Pitière, les Alleux, le fief du Haut-Combran, les moulins de Courtarvel, du Mesnil et de Combran, les moulins à draps, à tan et à papier.

Les fiefs et métairies de Saint-Germain, du Plessis-Janvier, la Suhardière, l'étang et le moulin de Classé, la

(1) Inventaire des meubles de la communauté entre Charles de Courtarvel et Guyonne de Trémigon, 28 juin 1610.

châtellenie de Pézé, les fiefs de Courteille, droit de présentation à la chapelle Saint-Jean, les métairies de la Roussardièrre, Vautorte, la Mazure, le Vieil-Moulin, la Chauvinière, Pommereuil, Pézereuil, Moulin de Pontor, la Devise.

Dans le tiers revenant aux puinés, étaient compris :

Le domaine de Pont-de-Varennés, la Coursure, la Paillerie, le Chalonge, Trémigon, les bois de la Foutelaye et de la Moussaye ; le bois du Breil ; 97 arpents au bout de la forêt de Pézé : le tiers de la Grosse-Tasse, appelée le Tiers et le Danger.

N'était pas compris dans le partage le bois de la Lucazièrre ou du Débat à cause de la contestation avec le maréchal de Brissac.

Ces partages donnèrent lieu à de nombreux procès entre les héritiers : René de Courtarvel finit par rentrer en possession du Pont-de-Varennés et de Trémigon, moyennant des indemnités convenables. Il augmenta ses propriétés de Mont-Saint-Jean par l'acquisition des deux métairies du Grand-Pin et du Petit-Pin, en 1615.

Il contracta mariage en 1621 avec Marie de Lusignan de Saint-Gelais, fille d'Arthur de Lusignan, chevalier, seigneur de Lansac et de Mondon, et de Françoise de Souvré (1). C'était une brillante alliance qui le faisait entrer dans une famille apparentée avec la plus haute noblesse de l'époque.

Les articles du contrat de mariage furent signés le 3 septembre 1621 par la reine mère, Marie de Médicis, M. et M^{me} de Lansac, dame Antoinette de Raffin-Poton, aïeule, dame de Lansac, Ballon, Azay-le-Rideau, Puycalary, La Touche d'Avrigny, les Murs, etc., M^e Gilles de Souvré, chevalier, conseiller d'Etat, premier gentilhomme de la Chambre du roi, capitaine de cent hommes d'armes, maréchal de France,

(1) Arthur de Lusignan de Saint-Gelais, était fils de Louis de Lansac, chef de la Ligue dans le Maine, et d'Antoinette de Raffin-Poton. Françoise de Souvré, sœur du marquis de Courtanvaux, devint gouvernante du roi Louis XIV.

M. Jean de Souvré, chevalier, conseiller d'Etat, marquis de Courtanvaux, premier gentilhomme de la Chambre, gouverneur lieutenant-général de Touraine, T. P. P. en Dieu, M^e Jean-Armand du Plessis de Richelieu, conseiller du roi en ses conseils, grand aumônier de la reine, évêque de Luçon, etc...

Le mariage eut lieu le 17 octobre 1621, à Plessis-les-Tours, où M. de Lansac était gouverneur.

La bénédiction nuptiale fut donnée par M^{sr} Gilles de Souvré, évêque de Comminges, en présence des membres de la famille de Lusignan et de Souvré, de Honorat de Beauvilliers, comte de Saint-Aignan, Martin du Bellay, marquis de Suavray, maréchal de camp, Charles Fouquet, seigneur de Marcilly, Charles Boutault, s. de Beauregard, de la Roche-Dumay, Paul de Sardiny, Le Bouthillier, etc.

René de Courtarvel avait pris du service sous le maréchal de Brissac et devint gentilhomme ordinaire de la Chambre du roi (1). Aussitôt après son mariage, en 1622, il fut convoqué par le roi Louis XIII pour l'expédition qu'il projetait contre les protestants de l'ouest et du midi qui s'étaient soulevés. Il se distingua particulièrement au siège de Montpellier, qui mit fin à la révolte.

En 1627 et 1628, il commandait une compagnie au siège de la Rochelle ; les fatigues de cette longue campagne lui causèrent une maladie dont il ne put se guérir complètement et les dépenses qu'il fut obligé de faire firent une grande brèche à sa fortune, comme on le voit par les dettes que sa veuve eut à acquitter.

(1) Nous ne savons par quel concours de circonstances René de Courtarvel fut fait prisonnier ; le fait est qu'il obtint son élargissement des prisons de Fougères, le 28 janvier 1617, au moment où Louis XIII se préparait à entrer en campagne pour soumettre la Normandie et la Bretagne où les protestants s'étaient soulevés.

Il mourut le 18 janvier 1630 et fut inhumé le 21 dans le chœur de l'église de Mont-Saint-Jean (1).

Enfants de René I de Courtarvel :

1^o René II de Courtarvel ;

2^o Marie de Courtarvel, née le 9 novembre 1621, abbesse du Pré ;

3^o Jacques de Courtarvel, abbé de Pézé.

LES MARQUIS DE COURTARVEL DE PÉZÉ

RENÉ II DE COURTARVEL, MARQUIS DE COURTARVEL DE PÉZÉ

René, né le 31 août 1622 (2), fut placé sous la tutelle de sa mère, Marie de Lusignan de Saint-Gelais, jusqu'à son émancipation à l'âge de 18 ans.

En 1640, il s'engagea comme volontaire pendant la campagne de Flandre, qui aboutit à la conquête de l'Artois ; il s'y comporta si bravement qu'il fut gratifié du brevet de lieutenant dans une compagnie royale sous le commandement du duc de Brissac.

Le 24 juin 1641, il se maria avec Jacqueline Legros, fille de M^e Charles Legros, seigneur de Princé et du Bouchat, conseiller du roi et lieutenant-général de Beaufort, en Anjou, et de feu Claude Lepelletier.

L'année suivante il fit la campagne du Roussillon, sous le commandement de M^e Charles de la Porte, duc de la Meilleraye, maréchal de France, baron de Sillé et se distingua par

(1) « Le 16 janvier 1630, sur le soir, fut confessé H. et P. seigneur messire René de Courtarvel, le lendemain reçut son Créateur, et le soir du lendemain reçut l'extrême-onction, et une heure après, rendit son âme à Dieu, et le 21, fut inhumé au chœur de l'église de Mont-Saint-Jean. Guillaume André, curé ». (Registres de l'état-civil.)

(2) « Le dernier jour d'août 1622, sur les trois heures après minuit, vint sur la terre messire de Courtarvel, fils aîné de M. de Pézé et de dame Marie de Lusignan, et a été baptisé dans l'église Saint-Etienne, à Sillé, et nommé René. » (Registres de l'état-civil.)

des prodiges de valeur au siège de Perpignan, comme l'attestent les lettres-patentes pour l'érection du Marquisat. Il fit aussi la campagne d'Allemagne sous les ordres de Turenne et de Condé, jusqu'à la paix de Westphalie, en 1648.

En 1642, le 8 novembre, René de Courtarvel concluait avec sa mère une transaction au sujet de la somme de 20.000 livres qu'elle lui avait promise en mariage. Marie de Lusignan n'avait pu lui fournir cette somme, car elle se trouvait très endettée depuis la mort de son mari. Elle prit à sa charge une somme de 9.000 livres que René avait empruntée à l'âge de 20 ans pour s'équiper en guerre. Elle ajoutait :

« Désirant toujours de plus en plus témoigner l'affection qu'elle porte au seigneur marquis son fils, elle accorde que lorsqu'il lui plaira de faire sa demeure dans une autre maison qu'au château de la Lucazière, elle lui donnera une douzaine d'assiettes, une douzaine de plats, un bassin, deux aiguières, une soucoupe, un pot de chambre, le tout d'argent, trois tapisseries, l'une l'Histoire de Judith, l'autre l'Histoire de Lanferneau, et une de verdure ; quatre ciels de lit, l'un d'écarlate avec bandes de petit point doublé de taffetas vert ; un autre rouge avec des bandes d'ouvrage par dessus ; un autre de serge seigneur rouge chamaillé de passementeries d'or et d'argent fin, doublé de taffetas incarnat ; le quatrième rouge avec une frange de soie rouge.

Ce qui a été accepté par led. seigneur marquis et en a remercié lad. dame sa mère. »

Marie de Courtarvel, fille de René I et de Marie de Lusignan, se destinait à la vie religieuse et fut confiée aux soins de sa tante Anne de Souvré, abbesse de Saint-Amand de Rouen. Elle fit profession dans cette abbaye en 1640. Sa

mère lui constitua une dot de 6.000 livres. Marie de Courtarvel devint abbesse du Pré en 1650 (1).

Marie de Lusignan de Saint-Gelais, marquise de Pézé, mourut au château de la Lucazière, le 31 décembre 1651 et fut inhumée dans l'église de Mont-Saint-Jean (2). Sa succession était obérée par de nombreuses dettes contractées soit du vivant de son mari, soit pendant son veuvage (3). René de Courtarvel ne voulut l'accepter que sous bénéfice d'inventaire. Les meubles du château de la Lucazière furent vendus à l'enchère le 23 août 1652. Le pays était alors occupé par les troupes du parti de la Fronde, sous le commandement du duc de Beaufort. Malgré la publicité de la vente, il se trouva peu d'acquéreurs, car ce n'était pas le moment de faire des acquisitions qui auraient pu devenir la proie des maraudeurs.

M. René de Courtarvel racheta tout à un prix très avantageux ; de là le mécontentement des créanciers qui entamèrent une longue procédure qui en fin de compte tourna au profit du marquis de Pézé.

Le 1^{er} janvier 1651, M. René de Courtarvel et son frère Jacques, seigneur de Trémigon, clerc tonsuré et étudiant à Paris (4), firent le partage de la succession de leur père et

(1) Madame la marquise de Pézé était une des bienfaitrices du couvent des Minimes fondé à Sillé, par François de Cossé, duc de Brissac. Le 15 juin 1635, elle obtenait du général des Minimes, pour elle et ses enfants René, Jacques et Marie, un indult qui lui accordait participation aux bonnes œuvres de l'ordre.

(2) « Le 31 décembre 1651, décéda noble dame Marie de Lusignan de Saint-Gelais, marquise de Pézé, et le 3 janvier 1652 fut transportée de la Lucazière en l'église de Mont-Saint-Jean et inhumée le 8 février. M. Jary. » (Etat-civil.)

(3) Madame la marquise de Pézé jouissait d'une certaine réputation parmi les beaux esprits du temps et acceptait volontiers les dédicaces des auteurs. Elle avait de l'influence à la Cour où sa mère occupait l'importante fonction de gouvernante du roi Louis XIV.

(4) Jacques de Courtarvel, né en 1630, après la mort de son père, entra dans l'état ecclésiastique ; il devint abbé de Saint-Martial de

de celle de leur sœur Marie, qui venait d'être pourvue de la riche abbaye du Pré ; le 10 novembre 1652, ils firent le partage de la succession de leur mère ; René donna à l'abbé Jacques l'usufruit de la terre de Pézé estimée 2.200 livres de revenu, et deux pensions viagères de chacune 800 livres pour sa part des successions de leurs père et mère et de Marie de Courtarvel, leur sœur.

René de Courtarvel portait le titre de marquis de Pézé sans avoir fait ériger Pézé en marquisat. Depuis 1606, ce n'était plus la seigneurie de Pézé que la famille ambitionnait de faire ériger en marquisat. Le château de Pézé était devenu inhabitable ; celui de la Lucazière, par sa belle architecture, par ses proportions grandioses, était devenu le logis seigneurial et la somptueuse demeure des riches seigneurs de Courtarvel. Avant d'obtenir l'érection en marquisat, il fallait d'abord faire ériger Courtarvel, La Lucazière et Mondan en châtellenie pour donner à ces seigneuries les privilèges de haute justice et les droits honorifiques attachés aux châtellenies. Charles de Courtarvel avait obtenu l'assentiment du baron de Sillé, moyennant la cession de la moitié des Bois du Débat, et celui de Charles de Lorraine, duc de Mayenne en 1608. René I de Courtarvel avait ensuite porté sa demande au Parlement. L'affaire ne marcha pas d'abord selon les désirs des seigneurs de Courtarvel. La cour de Sillé refusa de ratifier la transaction de 1606 entre le baron de Sillé et Charles de Courtarvel. Le maréchal de la Meilleraye, baron de Sillé et le duc de Mayenne, s'opposèrent à la création de la châtellenie et au droit de haute justice.

René de Courtarvel fit agir en sa faveur les plus hautes influences, et malgré l'opposition du baron de Sillé et du duc de Mayenne, il obtint un décret qui érigeait les terres

Limoges. Il habitait ordinairement à Paris et à Trémigon. Le château de Pézé, dont il avait la jouissance, était abandonné à cause des réparations considérables que son état exigeait.

de Courtarvel, la Lucazière et Mondan en châtellenie, le 27 juin 1657.

« Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous présens et advenir, salut. René de Courtarvel, chevalier, seigneur de Pézé, gentilhomme ordinaire de notre Chambre, nous a fait très humblement remonstrer qu'il est propriétaire de trois terres et seigneuries qualifiées savoir : Courtarvel, la Lucazière et Mondan et des fiefs notables qui y sont joints et annexés, les services qui ont été rendus aux Rois, nos prédécesseurs, et à nous, par le dit de Courtarvel, sieur de Pézé, et par ses ancestres, nous obligent de les reconnaistre en sa personne par des marques et prérogatives d'honneur, dignes de leur vertu et de leur fidélité ; Jacques de Courtarvel, bisaïeul dud. René, aurait servi avec grande affection et fidélité le roi Charles neuvième qui l'aurait élevé à la dignité de chevalier de son ordre, Charles de Courtarvel, son aïeul, aurait été gratifié de la charge de gentilhomme ordinaire du duc d'Alençon, fils et frère du roy, et ensuite à la charge de la compagnie d'ordonnance du marquis de Lavardin, dont il s'acquitta si dignement et des autres emplois qui lui furent confiés, que le roy Henry-le-Grand le voulut bien reconnaître par un don qui lui fut plus honorable qu'utile, le sieur de Courtarvel, père dud. René, auroit suivi l'exemple de ses devanciers, ayant servi le feu roy notre Père, dans les guerres de religion et sièges de Montpellier et de la Rochelle avec une si grande dépense qu'il en auroit été notablement incommodé, le d. seigneur de Pézé, son fils, ayant continué les mêmes services au défunt Roy notre père et à nous, où il aurait servi volontaire dans l'armée de Flandres, en 1641, et s'en serait acquitté si dignement qu'il aurait été gratifié par le Roy, notre père, de la lieutenance d'une compagnie royale sous le commandement de notre cousin le duc de Brissac, et en cette qua-

lité auroit rendu des services notables au siège et prise de Perpignan, en 1642, et auroit toujours continué depuis, et ayant été informé qu'il est propriétaire des trois seigneuries qualifiées : de Courtarvel, la Lucazière et Mondan, et d'autres fiefs qui y sont unis et annexés, d'un beau château, garennes, bois de haute futaye, vassaux et sujets qui tiennent de luy, lesquels il désirerait être érigées en titre de châtellenie, tant pour la décoration, honneur et dignité de sa maison, que de ses successeurs, ce qu'il nous auroit très humblement fait supplier et réquerir de lui accorder, attendu même qu'il est seigneur fondateur de la paroisse du Mont-Saint-Jean.

» A ces causes, et pour autres bonnes considérations, de l'avis de notre très-honorée dame et mère, avons créé et érigé, créons et érigeons par ces présentes chacune des dites terres de Courtarvel, la Lucazière et Mondan en titre, dignité et prééminence de châtellenie, pour en jouir par led. sieur de Pézé et ses successeurs perpétuellement et à toujours à titre de seigneur châtelain, selon la disposition de la coutume du Maine.

» Si donnons en mandement à nos amés et féaux les gens tenant notre Cour de Parlement, et gens de nos Comptes, sénéchal du Mans ou son lieutenant, que nos présentes lettres de création érection et établissement desd. trois châtellenies, ils fassent publier et registrer et du contenu d'icelles en fassent jouir led. sieur de Pézé, ses hoirs et ayant cause, mesme luy permettre de faire lire et publier à son de trompe et cry public aux villes, bourgs et villages circonvoisins, ainsi qu'il advisera bon être. Car tel est notre plaisir.

» Donné à la Fère, le vingt-septième jour de juin de l'an de grâce 1657, et de notre règne le quinzième. Signé : Louis. Et sur le reply, par le Roy, Le Telhier, visa, et scellées de cire verte en lacs de soye (1). »

(1) Titre sur parchemin du chartrier de la Lucazière.

Le roi Louis XIV donna au mois d'avril 1658 de nouvelles lettres patentes pour l'érection du marquisat de Courtarvel en reproduisant les mêmes considérations qu'en 1657.

Le Parlement les enregistra le 3 août 1663.

« Vu par la Cour les lettres-patentes du Roy données à Paris au mois d'avril 1658, par lesquelles et pour les causes y contenues, le dit seigneur avait créé et érigé en dignité, titre, nom et prééminence de marquisat à M^{re} René de Courtarvel, chevalier, seigneur dud. lieu, la Lucazière, Mondan, Pézé et autres fiefs et seigneuries, les dites châtellemies de Pézé, Courtarvel, la Lucazière, Mondan et leurs appartenances, pour dud. nom de marquis de Courtarvel, jouir par l'impétrant, ses hoirs masles, successeurs et descendants en loyal mariage, selon l'ordre de primogéniture, qui seraient appelés marquis dud. marquisat de Courtarvel à pareils droits de noblesse, privilèges et prérogatives qu'en jouissent les autres marquis du royaume, et pour décorer lad. terre, led. seigneur Roy auroit créé et érigé aud. bourg de Mont-Saint-Jean, qui est au milieu dud. marquisat, deux foires par an, l'une le jour de Saint-Jean-Baptiste, l'autre le douze novembre, lendemain de la Saint-Martin.

» Requête présentée à lad. Cour par led. impétrant à ce que procédant à la vérification des lettres du 27 juin 1657, il fut ordonné que les officiers de la justice desd. châtellemies qui seront au bourg de Mont-Saint-Jean, serviront à l'avenir aud. lieu sous le titre de Bailly et officiers de la justice du marquisat de Courtarvel.

» La cour en ce qui touche l'érection des terres de Courtarvel, la Lucazière, Mondan, Pézé et Saint-Germain en marquisat, ordonne que lesd. lettres soient enregistrées le 3 août 1663. »

L'exercice de la justice haute, moyenne et basse de Cour-

tarvel était contestée par les officiers de la baronnie de Sillé et par ceux du duché de Mayenne, sous le prétexte que le bailli de Courtarvel était un juge sans possession ni caractère et n'avait pas produit des pièces valables justifiant son droit de justice.

Plusieurs condamnations avaient été déclarées nulles à Sillé et à Mayenne. Un arrêt de la cour de Mayenne, en 1667, avait refusé de reconnaître le droit de haute justice de Courtarvel. Le Marquis en appela au Parlement qui, le 27 janvier 1673, le maintenait contre M^e Charles-Armand de la Porte, duc de Mazarin et de Mayenne, dans la possession d'exercer la justice haute, moyenne et basse dans les terres de Courtarvel, la Lucazière et Mondan, au Mont-Saint-Jean, et défendait au duc et à ses officiers de troubler ledit de Courtarvel, à peine de 1.500 livres d'amende, et réformait le jugement de 1667.

René de Courtarvel voulut annexer à ses propriétés de la Lucazière le fief du Mesnil qui s'étendait sur une grande partie de la paroisse de Mont-Saint-Jean. Il crut l'occasion favorable en 1667, et se rendit acquéreur d'une rente de 510 livres constituée par les enfants et héritiers de Pierre Leboucher, seigneur de Groigné et du Mesnil, et de Marie Lelarge. Cette vente avait été faite en l'absence de François Leboucher, fils aîné, qui avait disparu du pays en 1654, après un assassinat et qui était supposé mort.

Mais en 1670, François Leboucher reparut après 14 ans d'absence, et comme fils aîné il réclama les deux tiers dans la succession de Marie Lelarge, sa mère, ainsi que les fruits perçus sur les terres depuis au moins cinq ans.

Les tribunaux lui donnèrent gain de cause. Il reprit la jouissance du Mesnil et fit déclarer nulle la vente faite au marquis de Courtarvel. Celui-ci actionna alors les vendeurs, il s'en suivit un procès qui ne fut terminé que le 31 mars 1694 par l'adjudication au siège de Mayenne de la terre du

Mesnil à René de Courtarvel. Le Mesnil fut définitivement annexé aux propriétés de la Lucazière.

Dame Jacqueline Legros, marquise de Courtarvel, mourut le 3 avril 1673. Depuis ce temps, jusqu'à sa mort en 1697, René II de Courtarvel vécut au château de la Lucazière, laissant l'administration de ses biens à son fils aîné, Charles de Courtarvel.

Ses autres enfants étaient :

Marie-Jacquine de Courtarvel, née le 20 juillet 1646 ;

Marie-Charlotte, née en 1661, épousa, en 1679, M^e Pierre de Faudoas, chevalier, comte de Sérillac, seigneur de Courteilles, Juillé, Doucelles, Sérillac, etc., fils de feu Jean de Faudoas, comte de Sérillac, et de Marguerite de Piédefert (1) ;

Marie-Madeleine, prieure des Filles-Dieu, du Mans, morte en 1731.

CHARLES II DE COURTARVEL, MARQUIS DE PÉZÉ

Charles II de Courtarvel, né en 1645, de René II et de Jacqueline Legros, fit ses premières armes en 1667, sous le

(1) 7 septembre 1679, mariage de M. Pierre de Faudoas, chevalier, comte de Sérillac, seigneur de Courteille, Juillé, Doucelles, Sérillac, fils de feu Jean de Faudoas et de Marguerite de Piédefert, et de Marie-Charlotte de Courtarvel, fille de René de Courtarvel, marquis de Pézé, et de feu Jacqueline Legros.

Présents : M. Joseph de Bellemare, ch. s. de Taillevis ; M^e Roger des Fougerais, prêtre, chevalier, sieur des Fougerais ; Louis-Charles de Moré, sieur de Chauffour ; Arnoul Pillon, avocat au siège présidial ; Guillaume Ménard, le jeune, avocat au Mans.

De ce mariage naquirent :

1^o Jacques-Antoine-Pierre de Faudoas, comte de Sérillac, marié en 1707 à Dorothee Le Maire de Millières, et en 1709, à Marie Hervé de Carbonnet ;

2^o Louise-Catherine de Faudoas, mariée 1^o à Emmanuel-Jacques Le Silleur, seigneur de Soulgé-le-Ganelon ; 2^o en 1746, à Jacques d'Anthenaise ;

3^o Françoise-Charlotte de Faudoas, femme de Charles-Louis de Villejean, sieur de la Girardière.

commandement de Turenne, en Flandre, et prit part aux grandes guerres de Louis XIV en Franche-Comté et en Alsace. Il épousa, en 1673, Marie-Madeleine de Vassan.

Les articles du contrat furent stipulés, le 2 juillet 1673, par René de Courtarvel, chevalier, marquis dudit lieu, sieur de la Lucazière, Pézé, Mondan, Saint-Germain, Pont-de-Varennes et Trémigon, père de Charles, et par M^e Charles de Vassan, seigneur de Morsan-sur-Orge, Esmenonville, la Tournelle, Cuvergnon, Grand-Champ, Germaincourt, etc..., conseiller au Parlement de Paris, et dame Marie Mouet, son épouse.

Il mit opposition à la vente par décret de la baronnie de Sillé à la princesse de Conti et fit alors le retrait féodal de la moitié des bois du Débat. Il avait droit de prendre dans ces bois, tout ce qui était nécessaire à son chauffage et aux réparations de ses propriétés, le baron de Sillé y avait le tiers et le danger, c'est-à-dire le tiers du prix de vente lorsque les bois étaient vendus. Les officiers de Sillé lui cherchaient à chaque instant chicane à ce sujet : en 1686, ils firent saisir le garde et jeter en prison, et condamnèrent plusieurs chartiers à de fortes amendes pour avoir enlevé le bois en litige.

Charles de Courtarvel en appela au Parlement.

L'affaire ne fut jugée que le 12 août 1693, en faveur de Marie-Madeleine de Vassan et de Jacques de Courtarvel, abbé de Pézé ; les agents de la princesse de Conti furent condamnés à restituer les amendes avec les intérêts depuis 1686 et défense leur fut faite d'user de nouveau de voies de fait envers les gardes de la dame de Pézé.

Charles de Courtarvel, comme ses prédécesseurs, avait cherché à se faire une situation à la cour. En 1673, il acheta d'Anne de Balaine une charge de gentilhomme de la chambre du duc d'Orléans (1).

(1) 11 décembre 1673. Démission d'office, dans la maison du duc d'Alençon, par Anne de Balaine, en faveur de Charles de Courtarvel.

Charles II de Courtarvel, marquis de Pézé, mourut le 1^{er} février 1689, à l'âge de 44 ans et ne porta jamais le titre de marquis de Courtarvel ; son père lui survécut jusqu'en 1697.

Il laissait un grand nombre d'enfants mineurs :

1^o Louis-René I, marquis de Courtarvel ;

2^o Jacqueline-Françoise, née en 1674, épouse de Louis de Bresseau, marquis de Montfort (1) ;

3^o Charlotte-Madeleine, née en 1677, abbesse d'Etival ;

4^o Françoise, née en 1678, mariée à Louis de Biards, seigneur de Saint-Georges ;

5^o Henri-Hubert ou Louis-Hubert, abbé de Pézé, né en 1679 (2) ;

6^o Hubert de Courtarvel, dit le chevalier de Pézé, puis le marquis de Pézé, né en 1682 (3) ;

7^o Cécile, née en 1685, prieure des Filles - Dieu, du Mans ;

— 25 décembre. Commission de charge de gentilhomme de la chambre du duc d'Orléans, pour Charles de Courtarvel. — 7 mars 1674. Réception dans la charge d'officier de la maison du duc d'Orléans.

(1) Louis de Bresseau, marquis de Montfort, était fils de Louis-Anne de Bresseau, chevalier, seigneur de Méaussé, marquis de Montfort, et de Prudence de Halot. Il eut de Jacqueline-Françoise de Courtarvel :

1^o François de Bresseau, marquis de Montfort, décédé en 1733 ;

2^o Renée-Françoise de Bresseau, femme de Claude-Jacques-César, comte de Murat ;

3^o Madeleine-Henriette de Bresseau, femme de M^e Michel Procoppe, comte, docteur régent de la Faculté de Médecine de Paris.

(2) 22 décembre 1681. « A reçu les cérémonies du baptême, le second fils de M^e Charles de Courtarvel et de Marie-Madeleine de Vassan, ondoyé le 4 novembre 1679, et nommé Henri-Hubert, par M. Henri de Groignet, marquis de Vassé, et par Jacqueline-Françoise de Courtarvel, au nom de Catherine de Vassan. » (État-civil.)

(3) Le 5 décembre 1682. A été baptisé Hubert, fils de M. Charles de Courtarvel, chevalier, marquis de Pézé, seigneur dudit lieu, Mont-Saint-Jean, Saint-Germain de Courtlamer, et de Marie-Madeleine de Vassan. Parrain : René Duval, prêtre vicaire, et marraine demoiselle Françoise de Courtarvel, sœur dud. sieur Hubert. Guillaume Chaillou, curé.

8^e Marguerite, née en 1681, qui épousa, en 1713, Guillaume de Vallée, vicomte de Champfleurs (1).

LOUIS-RENÉ I, MARQUIS DE COURTARVEL DE PÉZÉ

Marie-Madeleine de Vassan fut instituée bail et gardien noble de ses enfants mineurs par le conseil de famille, le 7 juin 1689. C'était une lourde responsabilité que la charge de huit enfants mineurs qu'il fallait élever selon leur rang dans le monde.

Elle fut aidée par son beau-père, le marquis de Courtarvel, qui habitait avec elle le château de la Lucazière.

Louis-René fut émancipé par justice le 28 avril 1695, mais occupé à l'armée, il laissa sa mère administrer ses biens jusqu'à Pâques 1698. Il portait alors le titre de marquis de la Lucazière, il ne prit le titre de marquis de Courtarvel qu'après la mort de son grand-père, en 1697.

Marie-Madeleine de Vassan rendit compte à son fils de sa gestion en 1701. Nous y trouvons des détails très intéressants sur les dépenses qu'étaient obligés de faire les nobles pour le service du roi. Si la noblesse avait des privilèges, elle avait aussi des charges souvent écrasantes ; car les seigneurs étaient astreints au service militaire, et chaque fois que le roi les appelait, ils devaient se rendre à l'armée avec armes, chevaux, équipages, valets, et faire bonne figure selon l'importance du grade.

Le règne de Louis XIV, surtout pendant les vingt dernières années, furent une suite presque continuelle de

(1) « Le 11 mai 1713, la bénédiction nuptiale a été donnée par nous soussigné, à messire Guillaume de Vallée, chevalier, vicomte de Champfleurs, seigneur de la paroisse de Fyé, et à d^{lle} Marguerite de Courtarvel de Pézé, en la chapelle de la Lucazière, par permission de M^{or} l'évêque du Mans, et dispense de deux bans, en présence de la marquise de Pézé, douairière, de M. le marquis et la marquise de Pézé. » (État-civil.)

campagnes où les défaites furent plus fréquentes que les victoires.

Louis-René de Courtarvel fit son apprentissage militaire ; dès 1692, il était reçu page à la petite écurie du roi, après avoir présenté les preuves de la noblesse de sa famille.

A l'âge de 18 ans, 1694, il entra dans les mousquetaires du roi. Sa mère lui fournissait l'équipage : 400 livres pour entrer dans les mousquetaires, 75 livres pour un habit. Elle achetait du marquis de Rosen, le 13 mars 1694, une charge de capitaine ou cornette dans le régiment de mestre de camp de la cavalerie légère de France, pour 5.100 livres et dépensait une pareille somme pour le mettre en équipage et l'entretenir de Pâques 1694 à 1695 :

400 livres pour deux chevaux bays ;

196 livres lors de son départ pour l'armée ;

100 livres envoyées en Flandre ;

100 livres avancées par l'abbé de Pézé, son oncle.

Louis-René revint à la Lucazière au mois de novembre 1694 avec deux chevaux et deux valets, il en repartit à la fin de janvier avec le même équipage.

Sa mère lui donna 60 livres pour un cheval de bast, 200 l. à son départ, 1154 l. pour payer des équipages et des marchandises qu'il avait achetées à Paris, 583 l. pour marchandises, 42 l. pour une housse de bast, 80 l. pour faire des tentes, 135 l. de serge pour habiller 4 valets, 200 l. d'argent, 250 l. pour aller se faire recevoir dans la compagnie que le roi lui avait donnée, 300 l. au brigadier pour une revue.

Le 3 octobre 1695, étant revenu de l'armée avec neuf chevaux et cinq valets, il partit du château de la Lucazière le 22 décembre, revint au mois d'avril et le 8 mai emmena tout son équipage, 10 chevaux et 6 valets ; dépenses : 1.817 livres.

Le 8 novembre 1696, il revenait avec 11 chevaux et 4 valets, il en repartit le 8 mai 1697.

Le 17 novembre 1697, il ramenait à la Lucazière 8 chevaux et 5 valets ; le 20 mai 1698, il repartait avec tout son équipage pour Saint-Quentin. Sa mère comptait une dépense de 8.788 livres pour les cinq années ; elle lui faisait gracieusement remise de moitié de la somme jusqu'à l'époque de son mariage (1).

Louis-René de Courtarvel, sans cesse occupé avec sa compagnie dans les guerres désastreuses que Louis XIV eut à soutenir contre toute l'Europe, dans les quinze dernières années de sa vie, n'avait pas encore eu le temps de choisir une épouse.

Il se maria le 19 janvier 1708 avec Éléonore-Charlotte de la Hautonnière, fille de Charles de la Hautonnière, seigneur comte de la Hautonnière et de la Pihoraie, gouverneur de la ville et château de Rennes, et de Guyonne de Miniac (2). Cette alliance fut stérile ; le 30 janvier 1719, M. et M^{me} de Pézé dictaient leur testament par lequel ils faisaient donation mutuelle de leurs biens au survivant.

Après la mort du marquis Joseph de la Hautonnière, gouverneur de Rennes, sa sœur, Françoise de la Hautonnière, demeurant au château de la Pihoraie, paroisse de Saint-Ellier, avait eu dans ses partages la charge héréditaire de gouverneur de Rennes.

Elle céda ses droits, le 25 janvier 1722, à son beau-frère Louis-René de Courtarvel, pour la somme de 10.000 livres, en présence de M^e Gilbert des Vaux, marquis de Lévaré, et de M. René Tanquerel, conseiller du roi, rapporteur du point d'honneur de MM. les Maréchaux de France, procureur général du duché de Mayenne.

Le 13 juin 1722, Louis-René de Courtarvel rétrocédait le

(1) 21 avril 1701. Règlement entre Marie-Madeleine de Vassan et Louis-René de Courtarvel, son fils aîné, sur le compte rendu par la dame de Pézé au marquis de Pézé, son fils.

(2) Voir *Dictionnaire de la Mayenne*, art. *La Hautonnière* et *La Pihoraie*.

gouvernement héréditaire de Rennes à son frère, Hubert de Courtarvel, chevalier de Pézé, brigadier des armées du roi, mestre de camp, lieutenant du régiment du roi-gentilhomme, gouverneur du château de la Muette, demeurant aux Tuileries, paroisse de Saint-Germain-l'Auxerrois, à la condition que si Hubert venait à mourir sans enfant mâle, la charge reviendrait au marquis de Pézé. Le 3 juillet suivant, Hubert donnait procuration à Louis-René pour prendre possession en son nom, de la charge de gouverneur de Rennes.

M. Hubert de Courtarvel, dit le marquis de Pézé, avait épousé Nicole-Lydie de Beringhen, fille de Jacques-Louis, marquis de Beringhen, comte de Châteauneuf, seigneur d'Assé-le-Boisne, et de Marie-Élisabeth-Fare d'Aumont de Villequier.

Il devint colonel du régiment du roi, maréchal de camp, lieutenant-général, et mourut des suites des blessures qu'il avait reçues à la bataille de Guastalla, en 1734 (1).

(1) Cauvin, dans son *Essai de statistique sur l'arrondissement du Mans*, article *Pézé*, dit que Hubert de Courtarvel, marquis de Pézé, lieutenant-général des armées du roi, fut promu à la dignité de maréchal de France, le 28 octobre 1734, peu de temps avant sa mort à la bataille de Guastalla, le 29 novembre suivant. Dans les titres nous n'avons pas trouvé confirmation de cette promotion au maréchalat.

Voici les états de services de Hubert de Courtarvel, tirés de la *Chronologie historique et militaire*, de Pinard, t. V, pp. 179 et 180.

Hubert de Courtalvert, marquis de Pézé, d'abord connu comme chevalier de Pézé, servit comme aide-de-camp du comte de Tessé, 1700.

Aide-major, puis capitaine au régiment de Bozelli-Dragons, 1702-1706.

Enseigne, sous-lieutenant, lieutenant puis capitaine au régiment des Gardes-Françaises, 1707-1711.

Gentilhomme de la chambre du roi, 1716.

Gouverneur de la Muette, 1719.

Lieutenant-colonel au régiment du Roi-Infanterie, 1719.

Brigadier, 1720.

Prit le nom de marquis de Pézé en se mariant, le 22 novembre 1722.

Il laissait deux filles, Marie, qui mourut jeune, et Louise-Madeleine de Courtarvel, qui épousa en 1743 son cousin-germain, Mathurin-Armand, marquis de Vassé, baron de la Roche-Mabille, vidame du Mans, fils d'Emmanuel-Armand Grognet de Vassé et d'Anne-Bénigne-Fare de Beringhen (1).

Éléonore-Charlotte de la Hautonnière mourut au château de la Lucazière, le 30 octobre 1730 (2).

Le marquis de Courtarvel contracta une nouvelle alliance avec Louise-Charlotte de Thibault de la Roche-Tullon, veuve en premières nocces de Jean Barthelemy de Montiffault (3).

Obtint le gouvernement de Rennes et de Madrid près de Boulogne, et le grade de maréchal de camp, 1727.

Lieutenant-général des Armées du Roi, 1^{er} août 1734.

Blessé mortellement à la bataille de Guastalla le 19 septembre 1734, mort le 23 novembre suivant, à l'âge de 54 ans.

(1) 23 mai 1743. « Contrat de mariage de M^e Armand-Mathurin, marquis de Vassé, baron de la Roche-Mabille et de la Touchée-d'Avrigny, seigneur de Ballon, Sumeraine, Favières, Brécé, du Parc-d'Avaugour, d'Azay-le-Rideau, vidame du Mans, gouverneur du château royal de Plessis-les-Tours, colonel du régiment de Picardie, brigadier des armées du roi, fils de Anne-Bénigne-Fare-Thérèse de Beringhen, veuve de Emmanuel-Armand, marquis de Vassé, et de Louise-Madeleine de Courtarvel de Pézé, marquise de Mézières, dame de l'Isle et Marteau, Bonaban et la Gouennière en Bretagne, Linthe et Fyé, fille mineure de feu M^e Hubert de Courtarvel, chevalier, marquis de Pézé, maréchal de camp, colonel du régiment du roi et commandeur des ordres du roi, et de Nicole-Lydie de Beringhen, en présence de M^e Henri-Hubert de Courtarvel de Pézé, aumônier du roi, abbé commendataire de Beaupré et de Saint-Jean-d'Angély, oncle paternel, et de M^e Henri-Camille, marquis de Beringhen, chevalier, premier écuyer de sa Majesté, gouverneur de Chalons-sur-Saône, des ville et château de Rennes, des châteaux de la Muette et de Madrid, capitaine des classes du parc et bois de Boulogne et gruyer desd. lieux, marquis d'Huxelles, comte d'Armauvillers, seigneur d'Yvry-sur-Seine, Cormatin, oncle maternel. »

Au contrat on voit les signatures du roi Louis XV, des princes et princesses du sang, et des représentants de la plus haute noblesse de France. (Chartrier de la Lucazière.)

(2) Le 30 octobre 1730, a été inhumé le corps de H. et P. dame Charlotte-Éléonore de la Hautonnière, marquise de Pézé, Mont-Saint-Jean et autres lieux, âgée de 63 ans, par nous curé soussigné, dans l'église de cette paroisse. Mauboussin.

(3) 13 août 1722. Mariage de Jean Barthelemy, écuyer, seigneur de

Le contrat de mariage fut signé le 3 juin 1732 au château de Mayet, par M^e Louis-René de Courtarvel, chevalier, marquis de Courtarvel, la Lucazière, Mondan, Pézé, Saint-Germain, Trémigon, et par M^e Jean-Baptiste de Thibault de Noblet des Prés, comte de la Roche-Tullon, chevalier de Saint-Louis, ancien colonel d'infanterie, et Françoise-Marguerite-Antoinette de Thibault de la Roche-Tullon, père et mère de la future (1).

M. le marquis de Courtarvel agrandit considérablement son domaine à Mont-Saint-Jean et dans les environs.

En 1709 il se porta acquéreur des fiefs et seigneuries de Cordé et de Bures ; mais la princesse de Conti, baronne de Sillé fit le retrait féodal de ces fiefs et les réunit à Sillé.

En 1719, il achète de François de Loubat-Carles et de sa femme Françoise de Courtarvel, les fermes de la Bouteveillère, la Bouglière, le Bignon, le Cormier, à Douillet, et Cornillé, à Saint-Georges (2).

Montiffault, fils de Jean Barthelemy, conseiller à la Cour des Comptes, et de Geneviève Legrain, et de Louise-Charlotte de Thibault de la Roche-Tullon, fille de Jean-Baptiste de Thibault, comte de la Roche-Tullon, chevalier de Saint-Louis, ancien colonel d'infanterie, et de Françoise-Marguerite-Antoinette de Thibault de la Roche-Tullon, demeurant au château de Beaudiment, près Poitiers. Le futur apportait en mariage 150.000 livres, et le moulin de Meulan.

(1) 7 juin 1732. Contrat de mariage de Louis-René, marquis de Courtarvel, seigneur de Pézé, la Lucazière, Mondan, Mont-Saint-Jean, Saint-Germain, Trémigon, et de Louise-Charlotte de Thibault de la Roche-Tullon, veuve de J. Barthelemy de Montiffault, fille de M. Jean-Baptiste Thibault de Noblet des Prés, comte de la Roche-Tullon, chevalier, ancien colonel d'infanterie, et de Françoise-Marguerite-Antoinette de Thibault de la Roche-Tullon, baronne de Varennes-l'Enfant, la Troussière, la Guenaudière, châtelaine de Beaumont et de Beaudiment, dame de Chenesru et du château de Mayet, demeurant au château de Mayet.

Celle-ci prenait ces titres de dame de Varennes et Chenesru comme héritière du marquis Claude de Beaumanoir, par sa mère Marie-Claude de Beaumanoir, et de Pierre-Emmanuel de Thibault de la Roche-Tullon, ses parents.

(2) Françoise de Courtarvel, femme de François de Loubat-Carles,

En 1710, il achète le fief du Grand-Timont et la Rogerie, de François Rivault de Beauvais.

En 1711, Hubert de Courtarvel lui cède le Grand-Mesnil qui était dans ses partages.

En 1737, dame Eustelle-Thérèse de la Roche-Corbon, femme séparée de biens de Louis-Charles, comte de la Mothe-Houdancourt, grand d'Espagne, lieutenant-général, gouverneur de Mézières, vend au marquis de Courtarvel la terre noble, fief et seigneurie de Vaux, château, les Rablais, la Houssaye, Launay, la Guenillère, les Rablais du Douet, la Rabonnière et la seigneurie de Bérus et de Gesnes-le-Gandelin, pour 100.000 livres.

En 1740, il achète la Voierie, l'Avrillerie et la Beudinière, de Catherine Favry, veuve de Louis Sévin des Après.

En 1745, il achète encore la Lorie et le Petit-Tertre, de Grégoire Billard et de Marie Vergnaud.

La même année, il se rend acquéreur de la seigneurie de Saint-Georges-le-Gaultier, des fiefs de Touchamps, Niaufle, Soucelles et Courtimont (1).

En 1746, il achète la métairie de la Foubayère, à Douillet.

En 1748, il fait le retrait féodal d'une rente de 500 livres sur la Droulinière, avec l'intention d'acquérir le domaine sur les héritiers de Herbelin.

était fille de Charles de Courtarvel, sieur de Coulombiers, et de Françoise Piau. En 1591, Françoise Piau, demeurant à la Boutteveillère, fait un acte de cession de ses biens à ses petits-enfants, attendu le mauvais ménage et conduite de François Loubat, sieur de Carles et de Françoise de Courtarvel, sa fille unique.

En 1619, Camille de Loubat-Carles et Marie-Anne de Sirard, vendent leurs biens de Douillet au marquis de Courtarvel.

André Charles de Fourcroy, sieur de Varipont, second mari de Françoise de Courtarvel, entama une longue procédure au sujet de l'héritage de Françoise Piau. Le 27 mars 1740, sa veuve céda tous ses droits pour 16.000 livres au marquis.

(1) La vente de Saint-Georges fut faite le 17 septembre 1745, par MM. de Biards, seigneurs de Saint-Georges-le-Gaultier, petits-fils de Louis de Biards et de Françoise de Courtarvel.

Enfin il achète les seigneuries de Sallaines et du Boulay, à Crissé, de Louis-François de Sallaines. (4 novembre 1749).

Il ne lui restait plus à acquérir que le fief de la Bermondière pour avoir la paroisse tout entière de Mont-Saint-Jean sous sa domination seigneuriale. Ses successeurs y parviendront avant la fin du siècle.

Louis-René de Courtarvel perdit sa mère Marie-Madelaine de Vassan, qui s'était retirée au Mans chez sa fille Cécile, prieure des Filles-Dieu, et qui y mourut en 1739. Marguerite de Courtarvel, veuve de Guillaume de Vallée, s. de Champfleurs, et l'abbé de Pézé se désistèrent de sa succession en faveur du marquis leur frère, moyennant une rente de 300 l. à M^e de Champfleurs et de 200 l. à l'abbé, en 1746.

Louis-René I, marquis de Courtarvel, mourut à la Lucazière le 1^{er} octobre 1752 à l'âge de 76 ans (1).

Il laissait de son mariage avec Louise-Charlotte de Thibault de la Roche-Tullon trois enfants :

1^o Louis-René II François de Courtarvel, né le 22 juin 1740 ;

2^o Louise-Jeanne-Marie de Courtarvel, née le 15 avril 1733 ;

3^o Henriette-Marie-Charlotte de Courtarvel, née le 2 juillet 1735.

LOUIS-RENÉ II, MARQUIS DE COURTARVEL ET DE PÉZÉ,
1752-1759

Louise-Charlotte de Thibault de la Roche-Tullon restait veuve avec trois enfants mineurs, dont elle eut le bail et garde noble.

(1) 1^{er} octobre 1752. « A été inhumé dans le chœur de l'église de Mont-Saint-Jean messire Louis-René de Courtarvel, marquis de Pézé, seigneur dud. lieu, Mont-Saint-Jean, Saint-Germain, Saint-Georges, Fyé, Gesnes, Bérus et autres lieux, âgé de 76 ans. » (Etat-civil.)

Le 29 décembre 1752 on réunissait le conseil de famille pour nommer un subrogé-tuteur aux enfants : MM. Henri-Hubert de Courtarvel, abbé de Pézé, oncle ; Louis, marquis de Mascrani, oncle, François de Mascrani, comte de Château-Chinon, président de la Chambre des Comptes, oncle, Claude-Jacques César, marquis de Murat et Montfort, comte de Gibertier, colonel, mari de Louise-Françoise-Renée de Bresseau, cousin germain ; Guillaume-François Jolly de Fleury, procureur général au Parlement, cousin ; Claude-Philippe-Anne de Thibault, marquis de Tullon et de Mayet, oncle ; Alexandre de la Martellière, capitaine de dragons, oncle ; Henri-François de Biards, s. de l'Hommois. Ils choisirent M. Henri-Hubert de Courtarvel, abbé de Pézé. On fit l'inventaire de la fortune du marquis de Courtarvel, en biens propres et en biens d'acquêts en communauté avec Louise-Charlotte de Thibault de la Roche-Tullon.

En Mont-Saint-Jean

Les anciens propres du marquis étaient :

Le marquisat de Courtarvel, la Lucazière et Mondan, le fief de la Motte-Pichart, les bois de haute futaie de Courtarvel, les bois taillis des Brosses, les Layées, le bois du Débat ou de la Lucazière, la Foutelaye, l'Etang-Rompu ;

Les moulins de la Cour de la Lucazière, de Courtarvel, du Petit-Mesnil ;

Le moulin à foulon de la Bouffayère, place du moulin de Combran, ruiné ;

Les métairies ou bordages suivants : la Guyonnière, la Maisonnnette, la Pitière, la Buglaire, la Haute-Chalousière, la Voye, la Rainerie ;

Le fief et domaine du Grand-Mesnil, la Grande-Mouardière, la Turillère ;

Le fief et domaine du Grand-Timont, la Rogerie ; le fief et domaine de Combran, le Grand-Pin, le Petit-Pin, les

Alleux, l'Éperonnière, la Barbière, Yvray, la Goumellerie, le Breil ;

Les biens d'acquêt : la Voierie, l'Avrillerie, la Beudinière, la Lorie, le Petit-Tertre.

En Saint-Germain de Coulamer

Le fief de Saint-Germain et la dime inféodée, la Grande-Métairie, Boufource, la Suhardière, rente sur le moulin de Classé.

En Saint-Pierre-la-Cour

Bois taillis de la Moussaie et du Breuil.

En Pézé

Fief, seigneurie et domaine de Pézé, les métairies de Vieux-Moulin, la Troussardière, la Chauvinière, Vastorte, Haute-follie, Courteilles ; bois taillis de Pézé, Grosse-Tasse où le baron de Sillé a le tiers et le danger.

En Ségrie

La Devise, Pommereuil, bois taillis, maison de garde.

En Vernie

Quatre quartiers de vignes.

En Grissé

La métairie de la Mazure, le moulin de Ponthor ;

Biens d'acquêts : Le château, fief et domaine de Sallaines ; le fief du Boulay, la Vigne, la Maisonneuve, le Moulinneuf, la Grouas, la Riverie, l'Épinay, Haut-Hercé, Gruon.

En Douillet

La Bouteveillère, la Bouglière, le Cormier, le Bignon ;
Acquêts : La Foubayère, rente sur la Droulinière.

En Saint-Georges

La Rivière et Cornillé ;

Acquêts : Le fief et château de Saint-Georges, les fiefs de Niaufle et Soucelles, domaine et fief de Courtrain, le Plessis, le moulin de Cheveillon, la Grande-Métairie ; les bordages du Haut-du-Bourg, du Bas-du-Bourg, la Chatellerie, la Massuère, la Morinière ; carrière d'ardoise ; rente sur le moulin à papier.

En Gesnes-le-Gandelin

Acquêts : La seigneurie, fief et château de Vaux ; moulin, étang, le Douet, les Rablais, Launay, la Rabonnière, bois taillis, le fief de Bérus ;

Le grand moulin et péage de Meulan, dans l'Ile de France ;

En Bretagne, les fiefs, seigneurie et château de Trémigon, paroisse de Combourg, étangs, métairies et bordages.

La fortune du marquis de Courtarvel était estimée, par les hommes d'affaires, à 1.617.070 livres.

La marquise de Courtarvel fit faire par François Boistard, notaire à Mont-Saint-Jean, l'inventaire détaillé des meubles du château de la Lucazière, et en particulier des archives contenues dans deux vieilles armoires, couvertes de cuivre et dans un vieux bahut.

Les titres et les papiers de famille étaient rangés soigneusement en 88 liasses, qui rendaient les recherches faciles.

Malheureusement un grand nombre des pièces énumérées dans l'inventaire ont disparu du chartrier, soit qu'elles aient été brûlées à l'époque de la Révolution, soit qu'elles

aient été rejetées par les feudistes comme papiers inutiles et bons à mettre en layettes. On a conservé les titres honorifiques, les titres de propriété, de partages et de procédure. Mais les aveux, les déclarations et les remembrances des fiefs, au nombre de plus de 4.500 pièces, ont été détruits (1).

Le 5 avril 1753, un conseil de famille auquel prirent part MM. Henri-Hubert de Courtarvel, abbé de Pézé ; M^{sr} Charles-Louis de Froulay, évêque du Mans ; Victor de Riquety, marquis de Mirabeau ; Charles, marquis de Vassan ; Claude J. C., marquis de Murat et Montfort ; le marquis de la Roche-Tullon, oncle ; Claude de Thibault de Noblet, cousin, émit son avis pour l'émancipation de Louise-Jeanne-Marie, âgée de 20 ans, et de Charlotte-Henriette-Marie, âgée de 18 ans. Le jeune marquis n'avait alors que 13 ans.

Le 15 mai il était procédé au partage provisoire des deux tiers au tiers des immeubles de la succession de Louis-René de Courtarvel ; en même temps on établissait un projet de règlement de succession entre Louise-Charlotte de la Roche-Tullon et ses enfants.

Jacques-Nicolas Meslier, bailli de Courtarvel, fit un état de la fortune du marquis de Courtarvel et le soumit le 29 août 1754 au conseil de famille réuni pour choisir des tuteurs aux enfants de Courtarvel, à l'effet de procéder en leur nom au partage des immeubles de la succession de leur père, aux subdivisions qui pourraient se faire entre les trois enfants, et aussi avec leur mère, au partage des conquêts, immeubles de la communauté établie par le contrat de mariage.

Le conseil de famille se composait de : H. et P. Messire Henri Hubert de Courtarvel de Pézé, aumônier du roi, abbé commendataire de Saint-Jean-d'Angély et de Beaupré,

(1) 29 décembre 1752. Inventaire des meubles, titres et papiers de la succession de M. Louis-René de Courtarvel, à la requête de dame Louise-Charlotte de Thibault de la Roche-Tullon, sa veuve.

oncle paternel ; Victor de Riquety, marquis de Mirabeau, oncle paternel ; François-Charles-Xavier de Coriolis, marquis d'Espinouse, président à mortier au Parlement de Provence, cousin paternel ; Amable-Pierre-Thomas de Bérulle, président au Grand-Conseil, cousin paternel ; Charles, comte de Montesson, lieutenant-général des armées du roi, cousin paternel ; Guillaume-François-Louis Jolly de Fleury, procureur général au Parlement de Paris, cousin paternel ; Nicolas-Antoine Mougin, chanoine de l'église de Paris ; Etienne-François-Xavier de Champorien, chanoine théologal de l'église d'Arles ; Pierre-Auguste de Beaulieu, écuyer, chevalier de Saint-Louis et contrôleur dud. ordre.

Ils choisirent pour tuteur de Louis-René-François de Sales, marquis de Courtarvel, âgé de 14 ans, le seigneur abbé de Pézé, son oncle ; de Louise-Jeanne-Marie de Courtarvel, âgée de 21 ans, émancipée par justice, Pierre-Auguste de Beaulieu ; de Henriette-Charlotte-Marie de Courtarvel, âgée de 18 ans, émancipée par justice, Jacques-Nicolas Meslier, bailli de Courtarvel. Le partage définitif fut fait le 14 mai 1755.

Mais au commencement de 1759 Louis-René-François de Sales, marquis de Courtarvel, seigneur de la Lucazière, Mondan, Pézé, Saint-Germain, Mont-Saint-Jean, Saint-Georges, Gesnes, Bérus, Trémigon, mourut à l'âge de 19 ans ; avec lui s'éteignait la branche aînée de Courtarvel, et le titre de marquis de Courtarvel passa à M. Jean-Louis-Hubert de Courtarvel, de Baillou, représentant de la branche cadette qui remontait à Pierre de Courtarvel, seigneur du Grand-Bouchet, fils de Jacques de Courtarvel et de Suzanne de Thoinon (1).

E. TOUBLET.

(A suivre).

(1) Armoiries de la famille de Courtarvel : *D'azur au sautoir d'or, cantonné de 16 losanges de même.*

LES MÉSAVENTURES

D'UN

DUELLISTE MALGRÉ LUI

Il existe des gens malencontreux pour qui la vie est semée d'embûches et d'accidents qui s'abattent sur eux, à l'improviste, comme un aérolithe tombe du ciel.

Le héros de cette véridique histoire, empruntée aux archives de la Sénéchaussée du Mans, en fournira une nouvelle preuve, si besoin est (1).

« Sébastien-René Posté, majeur de 25 ans, ci-devant cavalier dans le régiment de la Reine, après avoir obtenu son congé absolu du régiment, était venu au Mans dans le courant d'août 1763, pour se régler avec sa famille des droits maternels qui lui appartenaient par suite du décès de défunte damoiselle Marguerite Renault, sa mère. » Son père, Augustin Posté, praticien, c'est-à-dire agent d'affaires, demeurait rue du Crucifix. Sébastien-René Posté était donc une manière de fils de famille ; sans être aussi cousu d'or que les uniformes des officiers de son ancien régiment, il jouissait de quoi frire. Affable, franc, généreux, on l'estimait dans son quartier ; au surplus, plus naïf et plus finassier que décidé et courageux, et, quoique ci-devant militaire, ne montrant pas de diable au corps pour un liard.

(1) Archives de la Sarthe, série B, 1366.

Donc, ce bon garçon, aussi désireux que personne de se divertir, songea, dans l'après-midi du 29 août, à visiter la foire aux oignons, ce fameux et traditionnel marché qui se tient toujours à Saint-Gilles (avenue de la République) et qui, en 1763, se tenait un peu plus haut « près la chapelle Saint-Lazare ».

Le spectacle qu'offrait alors aux ménagères et aux flâneurs la foire aux oignons ne consistait pas seulement en des pyramides de ce précieux légume si recherché des héritiers aux yeux secs, en tas d'aulx ou d'échalottes : nombre d'attractions s'efforçaient à retenir leur curiosité. On y rencontrait des boutiques de bimbeloterie, de petite et de grande quincaillerie, de confiserie ; des diseurs de bonne aventure, des charlatans, des bateleurs, des cabarets rustiques où se débitaient les crûs du Mans ou d'alentour, des chanteurs de complaintes, des salles de danse, car nous allons voir paraître deux violonistes.

Après avoir pris sa part des réjouissances foraines, Sébastien-René Posté reprenait paisiblement le chemin du logis paternel, vers cinq heures environ, quand il croisa un vieux joueur de violon, aveugle, appelé le père Laurent. Ému de compassion à la vue de ce pauvre homme excédé de fatigue, qu'il connaissait, il lui offrit généreusement de se rafraîchir. Accompagné de Laurent, il se disposait à entrer dans un cabaret « proche le Puits de la Chaîne », tenu par un sieur Moriceau, « cabaretier et jardinier, paroisse de Saint-Jean-de-la-Chèverie », lorsque, « pour son malheur », il tomba sur les nommés Toupin, commis à la marque des fers, et Séraphin Pasquier, ci-devant commis aux aides de la ville de Tours. Ce dernier — qui doit jouer ici un rôle prépondérant — n'avait, quoique Séraphin de nom, rien d'un ange de la première ou de la dernière hiérarchie. Ivrogne, querelleur, brutal, toujours prêt à en venir aux coups, tant pour son compte que pour celui de Toupin, solidement musclé et « de grande taille », il incar-

nait le parfait chenapan. De beaucoup son cadet, Toupin était un de ces dangereux drôles qui ne travaillent qu'à désespérer, par leur fainéantise et leur dissipation, une honnête famille ; il abritait derrière la forte carrure de son compagnon un caractère agressif, sournois, fanfaron, rageur et pervers. Les témoins nous dépeignent sa mère courant la nuit à sa recherche, déplorant sa liaison avec Pasquier et répondant à l'un d'eux, François Moriceau, qui le traitait de fripon et d'insulteur, qu'elle le connaît trop bien, hélas ! et lui appliquerait volontiers un soufflet.

Tels étaient le moral et la réputation des deux compagnons que la mauvaise fortune de Sébastien Posté jetait sur sa route et qui, pour l'heure, rôdaient mystérieusement autour du cabaret de Moriceau. Que faisaient-là ces compères aux aguets ou en embuscade ? A la lumière d'une déposition nous pouvons facilement nous expliquer leur conduite.

Parmi les étalagistes nomades qui animaient la foire aux oignons, une jeune « marchande de petite quincaillerie », à l'air accorte et sémillant, aux manières engageantes et éveillées, avait séduit le jeune et inflammable Toupin. Dans l'espoir d'entreprendre plus sûrement sa conquête, il avait jugé utile de se renforcer de l'ami Pasquier. Or, précisément, vers quatre heures et demie environ, l'affriolante personne était venue collationner au cabaret Moriceau. Et, circonstance inquiétante pour l'énamouré Toupin, elle y était entrée en compagnie d'un violoniste nommé Laurent, le fils, justement, de celui que Sébastien Posté avait recueilli sur sa route. Laurent fils n'était guère qu'un pauvre diable ; mais sa verve d'artiste ambulant, ses propos lestes et gouailleurs, égayaient la petite quincaillière. Tous deux, familièrement assis à la table du cabaret, dévoraient leur goûter en l'assaisonnant d'un bavardage alerte, coupé de francs éclats de rire.

D'un œil jaloux et fielleux, Toupin observait par la fenêtre ces joyeux ébats pendant qu'il maudissait *in petto* le « faulx d'argent » qui, plus implacable encore que l'ange gardant le paradis perdu, le clouait au dehors. Il rongea son frein quand, subitement, il vit apparaître sous les traits de Sébastien Posté l'introducteur vainement espéré dans l'éden interdit.

— Eh ! ce cher Posté, s'écria-t-il en s'élançant au devant de lui ; il arrive à point pour offrir une bouteille aux amis !

Posté se sentit repoussé par le physique de Séraphin Pasquier, qui lui était étranger ; mais il connaissait assez Toupin pour ne pas refuser de trinquer avec lui. Il accepta gaiement. Suivis du père Laurent, les trois hommes entrèrent donc au cabaret Moriceau. Ils s'installèrent tous les quatre autour de la table où s'escrimaient à belles dents le jeune Laurent et la belle « marchande de petite quincaillerie ». Sur l'ordre de Sébastien Posté, la petite Elisabeth Moriceau leur « servit une pinte de vin et des échaudets ».

Ce qui se passa ensuite, on peut le deviner sans peine.

Laurent fils était au courant des tendres sentiments que Toupin professait pour la marchande, soit qu'elle l'eût renseigné à cet égard, soit qu'il eût surpris lui-même le secret de Toupin à suivre, dans la journée, ses allées et venues autour de la boutique « de petite quincaillerie ». Ce Laurent était-il trop fier de tenir compagnie à cette femme pour ne pas en tirer vanité et sa nature espiègle et railleuse de bohème fut-elle excitée par la mine déconfite et rageuse de Toupin ? Fut-il poussé à quelque provocation par la jeune femme à qui déplaisait la recherche de Toupin ? Tout est possible ! Bref, au dire d'un témoin, la femme François Brunet, qui aidait les Moriceau à recevoir leur clientèle, « Toupin s'imagina que Laurent fils, en causant avec la marchande de petite quincaillerie, tirait la langue sur lui ». Animé par la jalousie, les nombreuses libations de la journée, l'assistance de l'ami Pasquier, Toupin éclata aussitôt. Il in-

terpella Laurent « en le traitant dédaigneusement de gueux et ajoutant à ce propos plusieurs autres injures ». Laurent fils n'était pas homme à reculer, d'autant que son honneur était engagé devant la dame cause occulte de la querelle. « Il répliqua sur le même ton ». Tant et si bien que des invectives on songea à passer aux voies de fait et que « Toupin et Laurent voulurent se prendre ». Mais alors Laurent père se joignit à son fils, « ce qui fit que Toupin cassa une canne qu'il avait, en deux morceaux, de l'un desquels il donna un coup à Laurent fils ». Sur l'intervention de Laurent père et au bruit de la rixe, le fils du cabaretier, François Moriceau, se hâta d'accourir, et, « pour éviter que cela devint plus sérieux, il poussa Laurent hors de la maison et Laurent père se retira pareillement ».

Naturellement, dès le début de la bagarre, « la marchande de petite quincaillerie » s'était adroitement esquivée.

Bien que Toupin fut demeuré maître du champ de bataille, il avait essayé une telle humiliation d'avoir été moqué devant Posté, qui avait peut-être souri des gamineries de Laurent, que, loin de se sentir l'âme apaisée par la fuite des Laurent — victoire que balançait d'ailleurs l'éclipse de son idole — il éprouva plus fort que jamais le besoin d'exhaler son dépit et sa rancune. Or, après avoir regardé de travers François Moriceau, solide gaillard de taille à se défendre hardiment, ses yeux tombèrent sur la face débonnaire du généreux Posté humant placidement son piot. Et ce fut la victime qu'il résolut d'offrir en holocauste à sa mortification !

De suite, ce petit rageur ouvrit les hostilités contre l'ami qui n'avait commis envers lui d'autre crime que de lui payer à boire. Sur un ton plein d'aigreur, il lui reprocha de les avoir déshonorés en leur imposant la société du père Laurent, comme s'il fallait imputer la querelle à la présence de ce vieux chétif.

« — Tu es un plaisant drôle de nous avoir amené un

joueur de violon comme celui-là ! » Met-on en rapport d'honnêtes gens avec ces espèces qui portent partout le trouble et la honte !

— Mais, répartit Posté, « ce pauvre homme n'a soulevé aucune noise et, s'il a pris parti pour son fils et cherché à le défendre contre tes voies de fait, il n'a rempli que son devoir ; il n'y a pas là de quoi vous surprendre. »

« Sur quoi la dispute s'envenima, s'échauffa entre eux ».

Alors Pasquier, qui était déjà venu à la rescousse de Toupin, avec sa brutalité coutumière, cassa les vitres. « Il traita Posté de Jean Foutre et de foutu gueux », le somma d'aller chercher son épée en le défiant de se battre contre lui. Il ajouta « qu'il y avait longtemps qu'il lui en voulait et que, s'il ne mettait pas l'épée à la main, il l'assommerait à coups de bâton ».

— Eh bien ! répondit Posté, attribuant à l'ivresse l'hostilité d'un individu qu'il voyait pour la première fois et dans le dessein de s'en débarrasser au plus vite, partez de votre côté chercher votre épée ; je partirai de mon côté chercher la mienne.

— Partons ! s'écrièrent les deux hommes, en se levant de table ; mais qui paiera l'écot ?

L'intention de Posté était si bien de fausser compagnie à ses deux adversaires, dans l'espoir que le grand air dissiperait l'orage subitement et sans raison amoncelé contre lui, qu'il « ne se pressa pas » de régler les consommations.

Alors Pasquier s'empara de la tasse de Posté, qui était en argent — sans doute un de ces gobelets dont on se sert pour la dégustation des vins — et proposa à la femme Moriceau « de la prendre et de s'acquitter dessus ».

« — Laissez-moi donc boire mon vin, fit Posté ; j'ai de l'argent pour le payer ».

Mais Toupin et Pasquier n'entendaient pas que Posté leur brûlât la politesse.

— Sus donc ! s'écria Pasquier ; pas de retard ! Avale ton

vin et sors avec nous ou laisse-le. « Celui de nous deux qui reviendra du combat rentrera achever la pinte ».

Posté ne bougeant pas, Pasquier et Toupin renouvelèrent leurs furieuses menaces :

— Tu vas sortir avec nous sinon nous allons t'assommer sur place, à coups de bâtons.

En entendant signifier cet ultimatum, l'hôtesse arriva toute tremblante et conjura Posté de déguerpir. Celui-ci acquitta huit sols et demi pour la pinte de vin encore à demi pleine, et les échaudés ; mais il se refusa aux exigences de Pasquier « qui voulait encore qu'il payât la canne que Toupin avait cassée ».

Ensuite les trois hommes se disposèrent à quitter le cabaret. La femme Brunet entendit Pasquier dire en ce moment à Posté :

— Posté, ne me manque pas, car, si tu me manques, le diable m'emporte si je te manque !

D'après le ton hostile et déterminé du provocateur, la femme Brunet comprit qu'il ne s'agissait ni d'une lanfaronnade de jeunes gens, ni d'une querelle d'ivrognes. Epouvantée de l'imprudence ou de la naïveté de ce bon garçon qui se laissait entraîner dans un piège par deux drôles, elle voulut lui crier casse-cou. Elle tira à part Posté « et l'exhorta, dans le temps qu'il sortait, à ne point aller chercher son épée ».

Posté répliqua :

« — Que voulez-vous que je fasse ? Vous voyez bien que j'y suis forcé. »

Il semble bien pourtant que si, au cabaret, il feignait de ne pas se dérober au furieux cartel de ses adversaires, son intention, au dehors, était de profiter de la première occasion pour leur échapper. Cette disposition sauta si bien à leurs yeux, qu'à peine eurent-ils franchi la maison Moriceau, ils s'attachèrent aux pas de Posté « marchant auprès de lui, l'un d'un côté, l'autre de l'autre », l'encadrant

comme des archers conduisant un malfaiteur à la prison royale.

Ainsi pourvu d'une escorte, dont il ne songeait sûrement à tirer aucune vanité, Posté descendit les rues Bretonnière et Saint-Victor, tourna à droite dans la rue Saint-Jean, traversa le Pont-Perrin et remonta la rue Saint-Benoît. Vers six heures, « la femme Michelle Lanoe, couturière, étant dans sa maison, qui est à côté de celle du sieur curé de Saint-Benoist, vit passer notre héros accompagné de deux jeunes gens, dont l'un, qui lui était inconnu, était de grande taille, portait un habit gris-blanc ; et l'autre, qu'elle reconnut pour être Toupin, avait un habit gris-bleu. Elle remarqua qu'ils parlaient fort vivement entre eux. Une autre voisine, la femme Livré, qui prenait l'air à la porte de sa boutique, les vit également passer. Elle put mieux suivre leur manège et même assister à une première scène de violence.

Devant Saint-Benoît, Posté avait jugé que l'occasion de se soustraire à ses gardes du corps se présentait. Il fit quelques pas pour entrer dans l'église. C'était là un asile où il eut trouvé du secours et d'où, sans un scandale que n'auraient pas osé affronter ses persécuteurs, ils n'auraient pu l'arracher.

Mais Pasquier avait deviné son intention. Il lui barra la route et lui porta un coup de poing dans l'estomac.

« — Bougre ! fit-il, transporté de fureur, il n'est pas besoin d'aller plus loin ; c'est ici qu'il faut que je t'assomme ; battons-nous à coups de poings ! »

Posté, empêché de fuir par la brusque attaque de Pasquier, ne tenta pas de se défendre.

« — Je ne me bats pas au milieu d'une rue, comme un portefaix, déclara-t-il noblement ; et d'ailleurs je n'ai aucun sujet de me battre contre vous. »

Sans doute, Toupin intervint pour modérer la fougue de son camarade qui contrariait ses desseins.

— Puisqu'il veut s'aligner, dit alors Pasquier à Toupin, va donc quérir ton épée ; sois tranquille ; je ne lâcherai pas d'une semelle. Tu nous retrouveras sous le porche de la Cigogne.

Toupin se hâta d'obéir. La femme Livré le vit remonter à toutes jambes la rue Saint-Benoît. Accompagnant toujours Posté, Pasquier gagna la rue Saint-Denis, tourna à gauche dans celle des Trois-Sonnettes et, en effet, au moment où ils arrivaient sous la porte de la Cigogne, Toupin, portant son épée, les rejoignit.

Pasquier était disposé à ferrailler séance tenante, et il présenta l'épée de Toupin à Posté. Mais celui-ci la repoussa avec énergie. Il n'entendait pas se servir d'autre épée que de la sienne.

— Ah ! c'est ainsi, exclama Pasquier, outré de cette résistance perpétuelle. Eh bien ! bougre, tu iras chercher la tienne !

— Mais elle n'est pas chez moi.

— Pas chez toi ! . . . Où donc alors ?

— Je l'ai confiée au fourbisseur Verdier pour lui confectonner un fourreau.

— En route chez Verdier ! rugit l'implacable Pasquier.

Et les deux hommes « conduisirent l'infortuné Posté sans vouloir le quitter » chez le fourbisseur, qui demeurerait paroisse Saint-Pierre-la-Cour.

On ne rencontra dans la boutique que la femme Verdier. Comprenant aussitôt de quoi il retournait, elle commença par refuser à Pasquier une épée qui lui convenait, et par déclarer que le fourreau de celle de Posté n'était pas prêt. Celui-ci s'empressa de saisir ce prétexte d'écarter l'imminence du duel.

— Je ne puis pas, objecta-t-il, emporter mon arme sans son fourreau. Je courrais risque d'être arrêté et jeté en prison si on me surprenait une épée nue à la main.

— Qu'à cela ne tienne, répartit l'obligeant Toupin, je mets le fourreau de la mienne à ta disposition :

« — Ton épée est bonne sans fourreau » s'écria Pasquier au comble de l'impatience, et « tu peux bien la cacher sous ton habit ». Allons, suis-nous sans chercher à nous échapper « ou je te passe mon épée au travers du corps ».

Sur ce, déposa la femme Verdier, « ils firent partir Posté avec eux » ; elle eut dit plus justement : au milieu d'eux.

On prit le chemin de la place des Jacobins et « des Arennes » comme si l'on n'avait pour but qu'une promenade dans ce quartier isolé. Dès qu'on fut arrivé « près du lieu de la Motte », Pasquier s'arrêta.

« — Halte-là ! commanda-t-il ; c'est ici qu'il faut mettre habit bas et nous voir sous les armes ! »

En parlant ainsi, il dégaina. Posté hésitait, ne se hâtait pas de l'imiter. Peut-être le pauvre garçon se bernait-il de l'espoir que quelque agent de la maréchaussée allait intervenir, que quelque ami attardé le tirerait du guépier dans lequel il s'était si candidement fourvoyé !

— Mets-toi en garde, s'écria l'impitoyable Pasquier, en brandissant sa lame, ou je t'embroche !

Plus moyen d'atermoyer ! Le quart d'heure de Rabelais, ou plutôt celui des braves, avait sonné. « Devant la dure nécessité de défendre sa vie, Posté mit aussi l'épée nue à la main. » Mais, « pendant qu'il se défendait, Toupin, qui avait une canne en main, la tenait levée sur la tête de Posté pour l'en frapper dans le cas qu'il eut blessé Pasquier ». On devine que le malheureux Posté, forcé de surveiller à la fois le jeu de son antagoniste et les mouvements de Toupin, ne tarda pas à commettre quelque faute dont profita son perfide adversaire.

« Pasquier lui porta sur le pouce de la main droite un coup de son épée affilée qui lui fit lâcher la sienne. » Dans son ingénuité, Posté, qui croyait encore à un duel loyal,

jugea son odyssée terminée par cette blessure qui le mettait hors de combat.

— Je suis atteint et désarmé, s'écria-t-il, pensant que son adversaire allait aussitôt suspendre ses estocades.

Mais Pasquier, loin de mettre bas les armes, « le voyant sans deffense, lui porta un second coup dans le bas-ventre, du côté gauche. Après quoi, lui et Toupin s'enfuirent ».

Posté gisait à terre. Ses plaintes et ses cris le signalèrent à quelques passants qui le transportèrent à « l'herberie de la dame veuve le Romain ».

Il était entre sept et huit heures quand on amena le sieur Pierre de Villiers, chirurgien, demeurant paroisse de la Couture, qui trouva « l'herberie pleine de sang ». Il prodigua les premiers soins au blessé et le fit conduire chez le sieur Augustin Posté, son père.

Quelques jours plus tard, le sieur Posté adjoignit au sieur de Villiers « Mathurin-Julien Goutard, 39 ans, mestre en chirurgie, demeurant aussi paroisse de la Couture ». Le second homme de l'art approuva le diagnostic et le traitement ordonné par son confrère. On saigna au bras six ou sept fois l'infortuné Sébastien ; on lui déclara qu'il perdrait l'usage du pouce et qu'il ne serait pas guéri de sa plaie au bas-ventre avant un mois, et encore s'il ne se produisait aucune complication et grâce à un régime sévère et suivi ; après quoi, les deux chirurgiens conclurent : « qu'il leur appartenait chacun pour l'avoir pansé, saigné, médicamenté la somme de 48 livres ».

Pendant que notre duelliste malgré lui se lamentait sur les suites fatales d'une promenade à la foire aux oignons, son père agissait et ne perdait pas de temps à tirer vengeance contre Pasquier et Toupin de l'assassinat prémédité et commis par eux sur la personne de son fils.

Le 2 septembre, Sébastien-René Posté portait plainte au lieutenant-criminel Neveu de Rouillon, accusant Pasquier et Toupin, « avec lesquels il n'avait jamais eu aucun sujet

de contestation, d'avoir usé de voies de fait envers lui, de l'avoir contraint à mettre l'épée à la main soit avec forces et menaces et même de l'avoir conduit malgré lui..... ; demandant au magistrat de lui adjuger par forme de provision alimentaire la somme de 120 livres ou telle autre qu'il lui plaira régler, au paiement de laquelle Pasquier et Toupin seront solidairement obligés par toute voie de justice, s'agissant de pansements, médicaments et aliments... ».

Après enquête, qui établit l'exactitude des allégations de Sébastien Posté, le lieutenant-criminel, à la date du 16 septembre 1763, fit droit à sa demande et lui adjugea par forme de provision alimentaire 90 livres « sauf à augmenter si faire se doit..... sans préjudice des frais concernant les pansements, médicaments..... »

En même temps, une ordonnance portant décret de prise de corps était rendue contre Toupin et Pasquier.

Comme à cette époque arriérée l'admirable institution du bon jury n'existait pas encore, non plus que cette prime ineffable à la récidive qu'on appelle la loi de sursis, et qu'enfin les juges avaient le mauvais goût de trouver les victimes plus intéressantes que les malfaiteurs, il y a lieu de croire que les deux drôles reçurent la récompense de leur ingratitude et de leur abominable trahison.

R. DESCHAMPS LA RIVIÈRE.

CHRONIQUE

NOTE COMPLÉMENTAIRE SUR LE GÉNÉRAL COUIN DE GRANDCHAMP

Dans ces derniers mois, deux de nos confrères, M. Alexandre Beszard, de Nancy, et M. l'abbé Besnard, curé-doyen de Beaumont-sur-Sarthe, se sont appliqués avec une égale ardeur à reconstituer la biographie du général d'artillerie Couin de Grandchamp, trop oublié depuis un siècle, et qui méritait à tous égards de reprendre place parmi les illustrations de Beaumont (1).

Faute d'avoir pu concerter leurs recherches, MM. Beszard et Besnard se sont trouvés en divergence sur quelques points de détails. Leur parfaite courtoisie, aussi bien que leur commun souci de la vérité historique, nous garantissent qu'ils se remettront eux-mêmes d'accord, et, pour notre part, nous n'avons qu'à les remercier l'un et l'autre du patriotique hommage qu'ils ont rendu à un brave soldat de la Sarthe.

Or, le meilleur remerciement, semble-t-il, est de signaler deux nouvelles communications provoquées par la lecture de leurs articles et qui prouvent tout l'intérêt que ces articles ont suscité.

(1) A. Beszard, *Le général Couin de Grandchamp*, dans la *Revue historique et archéologique du Maine*, tome LXXI (1912), p. 171. — L'abbé Besnard, *Le général Couin, baron de Grandchamp*, dans le *Bulletin paroissial de N.-D. de Beaumont-le-Vicomte*, octobre 1911 et juin 1912.

Nous devons la première à notre sympathique ami, M. Erard, l'auteur des *Souvenirs d'un Mobile de la Sarthe*. Toujours à l'affût de ce qui peut rehausser le prestige des soldats manceaux, et mis en éveil par les notes de nos confrères, M. Erard a retrouvé, dans les *Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, un passage précieux pour la biographie du général.

C'était en Espagne, à la fin de novembre 1810. La duchesse venait d'accoucher, loin de son mari, à Ciudad-Rodrigo, et elle était à peine rétablie que la pénurie des vivres l'obligeait à partir à cheval pour Salamanque. Le général Couin lui propose de l'escorter : elle le remercie en..... traçant son portrait :

« Il y avait alors à Ciudad-Rodrigo, écrit-elle, un homme dont la bonté était presque proverbiale dans l'armée. C'était un général d'artillerie de la Garde Impériale, le général Coin. Je ne sais plus comment il était resté à Ciudad-Rodrigo, mais il y était. C'était le plus digne et le plus excellent des hommes ; il n'était plus jeune et avait toujours été fort laid. Mais il était si bon qu'on n'y prenait pas garde. Il me demanda de m'accompagner à Salamanque. « Vous » verrez que je maintiendrai votre escorte sur un pied respectable, me dit-il, et lorsque les brigands sauront que » vous êtes accompagnée par un officier général, ils se » garderont bien de vous attaquer... »

» A peine fûmes-nous engagés dans la route, ajoute la duchesse quelques pages plus loin, que nous vîmes au-dessus de nos têtes briller au soleil pâle de novembre les pointes aiguës des lances espagnoles, tandis que les plumes rouges des chefs voltigeaient au vent piquant du matin. Je jetai alors un coup d'œil sur la voiture qui renfermait mon fils, mon trésor à moi, ma vie ! Le général Coin suivit mon regard. Cet homme était vraiment un excellent homme. Il

comprit sans que j'eusse parlé. Nous étions alors près l'un de l'autre et son cheval touchait le mien.

« — N'ayez pas peur, me dit-il. Ces hommes-là — et il » me montrait ses soldats — ces hommes-là ont vu naître » votre enfant. Ils vous ont vu vous promener au milieu » d'eux en le portant. Soyez sûre qu'ils le défendront bien. » Mais, nous ne serons pas attaqués, voilà qui nous en » empêchera, tenez. »

» Et il me montra une pièce de campagne qu'il avait prise à Ciudad-Rodrigo. Un petit caisson suivait par derrière avec un canonier. Je n'étais pas fort habile en affaires militaires, mais je lui dis cependant qu'un canon, dans la position où nous étions, était aussi utile que s'il eut été en ce moment sur les tours de Notre-Dame.

« — C'est peut-être vrai, ce que vous dites-là, me répon- » dit-il en riant, mais c'est toujours bon à une chose, à » montrer qu'on veut se défendre » (1).

» Il avait raison, c'est beaucoup. »

Le portrait, somme toute, est flatteur, et il fallait que le général Couin fut un bien excellent homme pour que sa bonté puisse effacer sa laideur aux yeux d'une jeune et jolie femme de ce temps ! Ce devait être aussi un artilleur fortement convaincu, puisqu'il ne doutait pas que la seule vue d'un canon — inutilisable — fut suffisante pour mettre l'ennemi en fuite !

Non moins importante au point de vue historique, la seconde communication, que nous avons à signaler, a été faite à M. Beszard personnellement ; elle fixe d'une manière définitive le lieu de la mort du général, resté incertain pour ses deux biographes,

Aux termes d'une lettre de M. Maurice Firmin-Didot, arrière-petit-fils du général Couin, par sa mère, M^{me} Alfred

(1) *Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, tome VIII, p. 192.

Firmin-Didot, née de Grandchamp, c'est au château d'Escorpain, en *Eure-et-Loir*, — possédé aujourd'hui encore par sa famille — que mourut, le 9 septembre 1834, le général Couin de Grandchamp.

Sur sa tombe se lit l'inscription suivante :

JOSEPH CHRISTOPHE
BARON COUIN DE GRANDCHAMP
MARÉCHAL DE CAMP
ET ANCIEN INSPECTEUR GÉNÉRAL
D'ARTILLERIE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE SAINT-LOUIS
ET CHEVALIER DE LA COURONNE DE FER.

—
DÉCÉDÉ DANS SA TERRE D'ESCORPAIN
LE 9 SEPTEMBRE 1834, A L'ÂGE DE 71 ANS
—

ENTRÉ AU SERVICE EN 1780, COMME SIMPLE CANONNIER,
IL A CONQUIS TOUS SES GRADES SUR LES CHAMPS DE BATAILLE
ET FAIT TOUTES LES CAMPAGNES D'ÉGYPTE,
D'ESPAGNE ET PORTUGAL, D'ITALIE, D'ALLEMAGNE
ET DE RUSSIE.

Fils du peuple, issu d'une modeste famille de travailleurs, le général baron Couin de Grandchamp mérite de vivre dans l'histoire locale comme un type glorieux de ces soldats de l'ancienne armée dont les guerres de la Révolution et de l'Empire excitèrent le patriotique enthousiasme et firent, en quelques années, des généraux de valeur. Sa brillante carrière, de même que son titre de noblesse, fut exclusivement justifiée par des services rendus à la France, et par ces aptitudes militaires qui font l'honneur de la race. Plus que jamais, c'est un exemple à proposer aux jeunes géné-

rations dans lesquelles il importe tant, pour la défense du Pays, de raviver le sentiment national.

M. Alexandre Beszard, en appelant l'attention sur le général Couin (1), M. l'abbé Besnard, en le faisant, lui aussi, connaître à ses concitoyens, ont été heureusement inspirés.

A la ville de Beaumont, maintenant, de faire acte de justice et de patriotisme en donnant à l'une de ses rues le nom du général Couin de Grandchamp, le modeste canonier devenu, par son courage et son amour de la Patrie, l'un des héros de la grande épopée de la Révolution et de l'Empire.

ROBERT TRIGER.

Au cours du Congrès qu'elle a tenu à Angoulême au mois de juin dernier et qui avait groupé, comme précédemment une nombreuse élite d'archéologues français et étrangers, la Société française d'archéologie a émis un vœu fortement motivé en faveur de l'acquisition, par la Ville du Mans, de la Maison dite de la Reine Bérengère.

Le samedi 22 juin, la même Société s'est rendue à Poitiers, pour inaugurer, de concert avec la Société des Antiquaires de l'Ouest, le monument élevé, en face de l'hypogée des Dunes, au regretté et savant Père Camille de la Croix.

La Société historique et archéologique du Maine était

(1) C'est à M. Beszard, il est juste de le dire, que revient le mérite d'avoir, le premier, tenté de reconstituer la biographie du général. Dès 1910, il nous priait de lui procurer l'acte de naissance du général, et M. l'abbé Besnard, sur notre demande, avait l'obligeance de nous en prendre une copie qui lui donnait l'idée de son article postérieur.

représentée par son Président, à cette cérémonie qui avait attiré une très brillante assistance. D'éloquents discours y ont été prononcés par M. de la Ménardière, président des Antiquaires de l'Ouest, le vicomte de Ghellinck, délégué du gouvernement belge, M. Héron de Villefosse, membre de l'Institut, et M. E. Lefèvre-Pontalis, directeur de la Société française d'archéologie.

Au moment de terminer cette Chronique, nous apprenons avec un bien sincère regret, la mort de M. Joseph Morancé, architecte-voyer honoraire de la Ville du Mans, président de la Société d'Horticulture de la Sarthe, conservateur du Musée archéologique, officier de l'Instruction publique, décédé le 10 août, dans sa 69^{me} année.

Très apprécié de tous ceux qui connaissaient son extrême obligeance et son profond attachement à la Ville du Mans, M. Joseph Morancé comptait parmi les membres les plus fidèles de notre Société et avait bien voulu lui apporter, maintes fois, l'appui de son influence. Récemment encore, il nous prêtait le concours dévoué de ses derniers efforts, pour conserver à la Ville du Mans quelques-uns des principaux objets locaux de la collection Singher. Sa mort est pour nous une perte particulièrement sensible et nous lui conserverons un inaltérable souvenir de gratitude.

R. T.

REVUE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU MAINE

TOME LXXII. — DEUXIÈME LIVRAISON

ANNÉE 1912. — SECOND SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

MAMERS
IMPRIMERIE FLEURY
28, Place de la République.

LE MANS
A. DE SAINT-DENIS
Libraire, Place Saint-Nicolas.

1912

SOMMAIRE

DE LA

CINQUIÈME LIVRAISON DE 1912

- 1^o JACQUES BELLENGER, CURÉ D'AMNÉ, par M. le chanoine
L. FROGER. Page 97
- 2^o MADAME DE VILLEDIEU INCONNUE, par M. le capitaine
DEROME. Page 113
- 3^o BÉNÉDICTINS MANCEAUX DÉCÉDÉS A L'ABBAYE DE SAINT-
DENIS (XVII^e - XVIII^e SIÈCLES), par dom HEURTE-
BIZE. Page 143
- 4^o LA FAMILLE DE COURTARVEL (*suite*), par M. l'abbé
TOUBLET. Page 150
- 5^o LES GARDES NATIONALES ET LES VOLONTAIRES (1792-
1793), par M. l'abbé H.-M. LEGROS. Page 173
- 6^o L'HISTOIRE LOCALE ET LES BULLETINS PAROISSIAUX, par
M. Robert TRIGER. Page 194
- 7^o CHRONIQUE : M^{sr} de la Porte, évêque du Mans. — Inau-
guration à Saint-Évroul (Orne), d'un monument à
Orderic Vital. — Peintures murales de l'ancien diocèse
du Mans. — Exposition artistique des œuvres d'Albert
Maignan. — Un nouveau travail sur la bataille du Mans,
en 1871. — *Au pays du Maine*, par M. Saillant. —
Publications récentes de MM. le marquis de Beau-
chesne, R. P. dom Guilloreau, L. Calendini, docteur
Delaunay, de Lorian et Berthelot, A. de Goué et
M. Jusselin. Page 202
-

JACQUES BELLENGER

CURÉ D'AMNÉ (1673-1720)

De tous les prêtres qui, avant la Révolution, ont exercé à Amné le saint ministère, il n'y en a qu'un, Jacques Bel-
lenger, dont l'action sur la paroisse nous soit réellement
connue. Il y vint au début de l'année 1673, peut-être après
la résignation que lui avait faite du bénéfice son prédé-
cesseur, et sûrement avec l'assentiment au moins tacite du
présentateur, l'abbé de Fontgombault (1).

Il y succédait à M^{re} Pierre de Gabriel, son oncle. Il appar-
tenait à une famille noble dont les armes se blasonnent
ainsi, sans qu'on en sache les couleurs : *De . . . au chevron*
de . . . accompagné en chef de deux croissants de . . .
et en pointe, d'une étoile à cinq rayons de . . . Son
père, qu'il y soit né ou qu'il s'y soit tardivement établi,
comme il nous semble plus probable, habitait, quand il y
mourut, la paroisse de Saint-Germain-Langot (2), dans
l'église de laquelle il fonda un anniversaire (3).

Des frères et des sœurs qui avaient, avec lui, grandi au

(1) Fontgombault, abbaye située au diocèse de Bourges, dans le
dép. actuel de l'Indre, sur la rive droite de la Creuse, canton de
Tournon, arr. du Blanc. — Amné, commune et paroisse du canton et
du doyenné de Loué.

(2) Saint-Germain-Langot, commune et paroisse du canton et du
doyenné de Falaise (Calvados).

(3) Ce fait est signalé dans le testament de Jacques Bellenger.

foyer paternel, nous ne sommes nullement informé. Il semble s'en être absolument détaché pour se donner tout entier à la famille religieuse, à la paroisse dont il se constitua le père tout autant que le pasteur. Ce n'est pas que ses ouailles aient toujours répondu à ses soins, et il y en eut parmi elles contre lesquelles il dut user de la houlette, mais ce n'était pas sans raison, et, finalement, encore que, pour les réduire, il ait dû recourir aux tribunaux, on voit pourtant qu'elles finirent par entrer en composition avec lui. Elles étaient, pour la presque totalité, de condition très simple, et, pour deux maisons nobles, celles des Bordeaux et de Milon, on comptait environ cinq cents cultivateurs, adonnés exclusivement aux travaux de la terre, travaillant quelques vignobles, mais faisant surtout produire à leurs champs le chanvre et les céréales que leurs descendants y récoltent encore aujourd'hui, quoique avec plus d'abondance. Les plus aisés ne l'étaient guère et cela explique l'état de délabrement où ils laissaient leur église. Grâce au zèle et à l'activité de leur curé, elle devint plus décente ; il rendit plus florissante une confrérie dont le siège y était établi. De tout cela, on trouvera une explication plus ample dans les pages qui vont suivre.

A quatre reprises au moins, M^{re} Jacques Bellenger dut, contre ses paroissiens, faire appel à l'autorité séculière. Il s'en trouva parmi eux qui, en 1687, ne voulurent pas le laisser prélever la dime suivant l'usage du pays. Au lieu de lui abandonner la onzième gerbe, ils ne consentaient à lui laisser que la quinzième. Le juge compétent, en la circonstance c'était le sénéchal du Maine, eut à donner son avis. Nous ignorons quelle sentence il rendit, mais nous savons que l'un des délinquants, Guillaume Lepeltier, la prévint et offrit au curé, qui l'accepta, la quotité de gerbes dont on l'avait frustré (1).

(1) « Aujourd'hui 27^e juillet 1687, en présence de nous P. Guérinet, notaire à Longue, et des tesmoins cy après, m^{re} Jacques Bellanger,

Cet arrangement n'en imposa nullement à un autre fermier, Michel Veau, qui exploitait le champ dit *Le Moulin-à-Vent*. En 1698, il fut cité devant le bailli de Sainte-Suzanne, et, sans attendre le jugement sollicité de ce dernier, reconnut le tort qu'il avait causé à M^{re} Jacques Bellenger, et s'engagea à l'en désintéresser (1). En 1711 et en 1717, le même juge eut à entendre de semblables affaires sans que, du reste, nous en sachions l'issue (2).

Ces intérêts matériels qui mettaient ainsi aux prises quelques-unes de ses ouailles et leur pasteur n'empêchaient pas ce dernier de veiller avec soin à leurs intérêts spirituels. On lui en savait gré, et nous en trouvons la preuve dans ce fait, assez rare à l'époque où il se produisit, de la nomination dont il fut l'objet de la part des plus notables des paroissiens, et par laquelle ils le constituèrent, en 1676, procureur fabricien de leur église.

En acceptant de devenir leur mandataire, et il le fut six ans durant, de 1676 à 1681, Jacques Bellenger ne se méprenait pas sur les charges qu'il assumait. Les ressources de la fabrique étaient des plus minimes. On en jugera

prêtre, curé d'Amné, sur l'avis qui luy a esté donné, s'est transporté en une piessse de terre située audit Amné proche le lieu de la Cailletière, dépendante du lieu du Buisson, paroisse de Coulans, exploitée par Guillaume Lepeltier, qui estoit ensemencée en bled seigle, contenant deux journaux, pour voir ce que l'on luy avoit laissé de gerbes pour sa dixme ; et estant dans la dite piessse il ne s'est trouvé que sept gerbes pour la dixme, et après avoir compté les places où estoient les gerbes, il s'est trouvé qu'il y en avoit unze nombre et plus à l'unziesme gerbe chaque nombre, et ayant fait comparoir ledit Lepeltier et l'ayant sommé de faire déclaration de ce qu'il y avoit de nombre, il a déclaré qu'il y en avoit unze nombres et a offert audit curé luy bailler quatre autres gerbes et qu'il ne fist davantage de frais, à quoy ledit sieur curé l'a reçu, etc. » Titre papier.

(1) Acte passé devant Michel Nocher, notaire à Amné, le 2 octobre 1698. Titre papier.

(2) Supplique adressée par Jacques Bellenger, au bailli de Sainte-Suzanne, titre papier. Sainte-Suzanne, chef-lieu de canton de l'arr. de Laval (Mayenne).

par le détail où nous allons entrer, en résumant les comptes qu'il soumit à ses commettants, à son issue de charge.

Il en était alors à Anné, comme dans la majorité des paroisses où les assistants fréquentant les cérémonies religieuses s'y tenant debout, nul ne payait de location de place. Ceux-là seuls pouvaient s'asseoir qui avaient fondé un banc pour l'établissement duquel ils avaient versé, une fois pour toutes, un capital d'ailleurs peu élevé. Les redevances dont la fabrique bénéficiait, sauf certains revenus fixes, tels des dîmes payées par l'universalité des paroissiens et dont le montant atteignait trente francs par an (1), ou encore les rentes des terres dont elle avait été dotée, ou quelques allocations soldées par ceux qui jouissaient de quelque privilège honorifique, étaient donc absolument volontaires et provenaient de quêtes, faites régulièrement chaque année par des personnes de bonne volonté. Il y avait celle de l'aguillanleu ; celle qui avait pour but la décoration de l'autel dédié à la Sainte-Vierge et à sainte Anne (2). On voyait s'y ajouter parfois certaines offrandes, soit en

(1) « Et premier, se charge led. sr curé rendant compte, sauf à se décharger cy après, de la somme de cent quatre vingt livres pour les fermages et jouissances qu'il a faictes du droiet de dixme, dépendant de la dite fabrique d'Anné pendant six ans à raison de trente livres par an ainsy qu'il est porté par le même acte d'assemblée du général du 9^e febvrier 1676. » Titre papier.

(2) « Item, se charge led. sieur rendant compte, sauf à se décharger de la somme de sept livres quinze sous qui ont esté donné pour l'aguillanleu, serré et ramassé par Mr Le fevbre, prêtre, vicaire, et René Brauld, procureur, et ce en l'année 1676, à scavoir trente soubz en argent et de marchandise, fil, lin, chambre ou poupées, pour six livres cinq soubz, vendu à ban d'église »

Item, se charge led. sr rendant compte, sauf à se décharger, de la somme de trois livres dix huict soubz deux deniers qu'il a reçu en l'année 1675, pour la décoration de l'image de la Vierge et de sainte Anne, donné par la paroisse et serré par madame des Jardins, car pour le chambre, lin, fil et poupées ont esté vendu avec l'aguillanleu de l'année suivante, et ainsy, 3 l. 18 s. 2 d. » Compte rendu en 1680, par M^{re} J. Bellenger. Titre papier.

argent, soit en nature, mais sur lesquelles, parce que, seule, la générosité des fidèles les y poussait, on ne pouvait faire fond ; puis le produit des objets mis hors d'usage. Le tout réuni, pour les six années de gestion de Jacques Bellenger, ne dépassa pas deux cent soixante-douze livres, douze sols, cinq deniers, soit une moyenne annuelle de quarante-cinq livres, huit sols, huit deniers. Néanmoins, grâce à l'abandon libéralement consenti des avances que le curé d'Amné avait faites durant ce laps de temps et en retour duquel la fabrique prit l'engagement de lui assurer pour l'avenir la célébration de divers services religieux, on put faire face aux dépenses qui s'élevèrent à la somme de cinq cent quatre-vingt-trois livres, seize sols, six deniers (1). Elles avaient permis de remettre en bon état le gros œuvre de la maçonnerie (2) de l'église, de la repaver, d'en refaire en partie la couverture, de renouveler maintes pièces du

(1) « Et la mise et dépence se trouve monter et revenir à la somme de cinq cens quatre vingt trois livres, seize sols six deniers, tellement que la mise excède la recepte de la somme de trois cens unze livres, quatre sols, un denier, de quoy lad. fabrice se trouve redevable audit sieur curé, de laquelle somme ledit sieur curé en faict recepte par gratification de quatre vingt livres pour le dernier article dud. compte et encore faict remise de la somme de six vingt livres à la charge et non autrement qu'après son décès du d^e honorable homme Jehan Bellanger s^r des . . . , son père, il soit dit pour eux à toujours à pareil jour du premier décès d'un service, en lad. église d'Amné, de trois messes chantées ou basses à la volonté des sieurs curés, de quoy lad. fabrice fera le payement avec la recommandation d'eux les dimanches de devant » Compte-rendu en 1680 par M^{re} J. Bellenger. Titre papier.

On devait en plus le laisser jouir pendant neuf années de la dime soldée à la fabrique et estimée à 30 livres par an ; si elle dépassait cette somme il donnerait le surplus à la fabrique.

(2) « Item, luy sera alloué en décharge, la somme de quarante et huit livres pour six muy de chaulx qui ont esté employé à massonner une muraille de l'église où estoit la chapelle dite de la Clais, à resaper une grande longueur des dictes murailles de l'église par dehors et par dedans, au renduict, à paver, blanchir et plasser la chesre, et ainsi sera alloué 48 l. » Comptes de 1680.

mobilier et enfin d'y élever un nouvel autel. Les ouvriers dont on réclama les services furent, tant que durèrent leurs travaux, hospitalisés au presbytère, où prirent aussi leurs repas les charroyeurs de bonne volonté qui leur amenaient les matériaux (1). Ils allaient chercher la pierre à une carrière de Ruillé-en-Champagne. Un chêne qui fut débité par des scieurs nommés les Lyonnais, d'après leur origine, selon toute apparence, fut offert par M. de Courceriers. Il fallut y ajouter quatre toises de carreau, partie en chêne, partie en noyer.

Les travaux de maçonnerie, y compris la confection des fonts baptismaux, de deux bénitiers et de deux marches de l'autel, furent exécutés par un maître maçon, Etienne Boière ou Boyer (2). Ceux de menuiserie le furent par Pierre Le Long (3) et par son fils, et par Pierre et Nicolas Hame-

(1) « Item, luy sera alloué en décharge la somme de quatre vingt livres pour avoir nosry tous les chartiers, travaillands ouvriers, de quelque qualité qu'ils soient, jusqu'à l'estimation de plus de cinq cent quarante jours et couché les massons, menuisiers, sculpteurs, brodeurs et vitriers, cy sera alloué LXXX L. » Comptes de 1680.

(2) « Je Estienne Boyer, masson, confesse avoir eu et receu de vénérable et discrète personne M^r Jacques Bellenger, prebtre, curé de la paroisse d'Amné, scavoir est la somme de trente deux livres quinze sols suivant la transaction faicte entre nous, pour mon travail de l'église, passée devant Pierre Guérinet, notaire royal en datte du dix may soixante et saize moy dit Boyer confesse avoir receu outre que dessus la somme de dix livres dix sols d'augmentation à lad. église pour les fonds baptismaux, bénitiers, marches du grand autel, marche de l'autel de la Vierge et de saint Jean, et pour avoir recepé la longueur de la nef du costé du cimetière et recepé aux autres lieux de l'église, tant par dehors que par dedans et fait autres augments dont il n'estoit obligé. Fait ce dix neuf juillet mil six cent soixante dix sept. E. Boiere. » Titre papier. La signature seule de l'ouvrier est autographe.

(3) « Ce treziesme juin mil six cent soixante dix sept, moy Pierre Lelong, mesnui sier, demeurant à Ruillié, confesse avoir eu et receu de monsieur le curé d'Amené, pour soixante et onze journées de mesnuiserie que j'ay faicte, mon fils et moy, pour l'église d'Amené à huict soub par iour et nourri, et quinze soub pour trois journées d'hommes qui m'ont aidé à tourner les balustres, scavoir est la somme

lin (1). Antoine Hervé, serrurier, fut chargé de ce qui se rapportait à son métier. Un vitrier du Mans, N. Samson, meubla de verre les fenêtres qui en avaient besoin. C'est de la même ville que vinrent le sculpteur N. Lorcet, qui retoucha les statues ornant le retable et le tabernacle, et le doreur, M. de Meaux, qui « étoffa » une image que l'on plaçait au sommet de ce tabernacle (2).

Le linge et quelques ornements servant au culte, les nappes et les devants d'autel, les tapis qui en garnissent les marches, les vêtements des clercs du bas-chœur, furent ou restaurés ou confectionnés, tantôt au Mans, par un brodeur, N. Vasseur, tantôt, le plus fréquemment, à Amné même, par des ouvriers de la localité.

Quelques années après, par suite du non-emploi des annuités d'une rente léguée à la fabrique pour un but déterminé, dans l'espèce pour un prix de vertu (3) à distribuer chaque année, soit à un jeune homme, soit à une

de vingt et huict livres huict soub dont je le tiens quitte de toutes mes journées et de celles de mon fils ; faict ce dit jour et an que dessus. P. Lelong. » Titre original, papier.

(1) « Je Nicolas Hamelin, menuisier, confesse avoir eu et reçu de mons^r le curé d'Amné la somme de quarante et huict sols pour six journées que i'ay faictes de mon travail en outre ce que i'estois obligé de fayre, suyvant le marché passé par Guérinet, notaire, dem^t à Longue, lequel travail faict pour l'église en outre le susd. marché est un chassis de menuiserie faict à la fenestre proche les fons, et les deux ailles faictes de mon mestier pour l'ornement et augmentation du tabernacle, et oultre plus reconnois avoir receu du susd. s^r curé pour la besoigne ou travail de mon mestier que i'ay faict au grand autel la somme de quinze livres dont ie le tiens quitte. Faict ce vingt troisieme janvier mil six cent soixante et dix sept. N. Hamelin. » Titre papier. Signature autographe.

(2) Les noms de ces ouvriers nous sont fournis par les comptes rendus par Jacques Bellenger.

(3) Ce prix de vertu avait été fondé par noble René de Champion, seigneur de Milon, à Amné, par son testament passé le 9 juin 1601, devant Paul Le Balleur, notaire. Nous nous proposons d'en faire l'objet d'une note spéciale.

jeune fille, alternativement, une somme de cent cinquante francs s'était accumulée, sans qu'il en eût été disposé au gré du fondateur. M^{re} Jacques Bellenger demanda qu'il lui fût permis de l'employer à compléter la réparation de son église paroissiale. Cette autorisation lui fut accordée, en 1696, par l'évêque du Mans, M^{sr} Louis de la Vergne de Montenard de Tressan (1).

Il s'était procuré, en 1690, quelques précieux souvenirs de Terre-Sainte, qui lui remettaient en mémoire les lieux sanctifiés par la Sainte-Famille ou par le saint Précurseur du Messie. On était alors, plus qu'on ne le serait de nos jours, facile à certifier l'authenticité de certains objets auxquels notre vénération peut d'ailleurs se rapporter sans scrupule, puisque, en définitive, ce ne sont pas tant les reliques elles-mêmes que les saints personnages dont elles nous parlent, qui reçoivent nos hommages (2). Ces souvenirs, le curé d'Amné s'en dessaisit en faveur de sa paroisse.

A l'époque même où, à titre de procureur fabricien, M^{re} J. Bellenger s'occupait à la restauration de son église, il acceptait aussi d'être élu par les membres d'une confrérie établie à Amné, sous le patronage de saint Jean-Baptiste, administrateur ou bâtonnier de l'association. Ayant assumé la charge, il tint à se rendre compte de ce qu'elle lui imposait, et cela nous vaut actuellement de posséder, sinon les titres les plus importants de cette société, tout au moins

(1) « Louis de Lavergne Montenard de Tressan, par la grâce de Dieu et ordination apostolique évêque du Mans, conseiller du Roy en ses conseils d'Estat et privé, veu la requeste cy dessus et estant d'ailleurs bien informé du mauvais estat de l'église parroissiale dudit Amenay, nous avons permis aux suppliants de disposer des cinq années d'arrérages et rente énoncées dans ladite requeste et de les appliquer à la décoration et nécessités les plus pressantes de lad. église
Donné au Mans en nostre palais épiscopal, le cinquiesme jour de juillet mil six cent quatre vingt seize. Louis, évêque du Mans. »
Titre original, papier.

(2) Voir plus loin, Pièces justificatives, n° I.

l'inventaire qu'il en fit dresser. Nous avons dit déjà comment cette confrérie se gouvernait (1), mais il nous sera permis de rappeler que les membres n'en furent jamais plus nombreux qu'au temps où le curé d'Amné en était le procureur. Il obtint de l'un de ses confrères, peut-être son parent, tout au moins son homonyme, L. Bellenger, curé de Saint-Thomas de Courceriers, que ce dernier lui cédât, en l'an 1700, une partie de la relique de saint Jean-Baptiste dont son église paroissiale avait été avantagée (2).

M^{re} J. Bellenger mourut à Amné, le 17 juillet 1720 (3), après y avoir exercé quarante-sept ans le saint ministère. Dès l'année 1700, le 8 novembre, il avait rédigé son testament qu'il rectifia ou compléta par deux codicilles, en date, le premier, du 20 septembre 1704, le second, du 10 août 1706. Le texte de ce document nous permettra de pénétrer dans l'intimité du personnage et nous édifiera sur ses sentiments les plus réservés.

Il demanda à ses exécuteurs testamentaires de faire célébrer à son intention, dans l'église paroissiale d'Amné, outre un service solennel, le jour de sa sépulture et le huitième jour qui la suivrait, un huitain de grandes messes avec vigiles dans l'intervalle, fixant lui-même la quantité de cire qui devait être employée pour le luminaire. On dut, en outre, à l'autel privilégié de cette même église, offrir le saint sacrifice à son intention, le lundi qui suivrait son décès, et dans le délai le plus court, obtenir « dans les églises de Magny-le-Désert (4), La Ferté-Macé (5), Lonlay-le-Tesson (6),

(1) Cf. *Revue historique et archéologique du Maine*, t. LXVI, p. 224-240.

(2) Cf. plus loin, Pièces justificatives, n° II.

(3) Actes de l'état civil, à la mairie d'Amné.

(4) Magny-le-Désert, commune et paroisse du canton et du doyenné de La Ferté-Macé (Orne).

(5) La Ferté-Macé, chef-lieu de canton de l'Orne.

(6) Lonlay-le-Tesson, commune et paroisse du canton et du doyenné de La Ferté-Macé (Orne).

Saint-Germain-Langot (1) et chez les RR. PP. Cordeliers de la ville de Falaise (2), à chacune des dites églises, un service de cinq ou six messes selon l'usage des lieux et le nombre des prêtres ».

Quatre communautés de religieux de la ville du Mans, celles des Capucins, Cordeliers, Jacobins et Minimes, avaient en plus, chacune d'elles, vingt-cinq messes basses à acquitter à son intention.

En dehors de ces divers offices qui, tous, devaient suivre de près son décès, il réclama encore douze services de chacun « trois grandes messes » qui, de semaine en semaine, devaient être chantés dans l'église d'Amné, et cela sans préjudice de celui que l'on s'était engagé à faire célébrer pour tous les siens et pour lui, quand il avait avancé les fonds destinés à la restauration de l'édifice sacré.

Pour assurer la perpétuité d'un autre service religieux que son père avait fondé dans l'église paroissiale de Saint-Germain-Langot, il fit don à celle-ci d'une rente annuelle de dix livres, à la condition toutefois que l'on y ferait, avec la recommandation de ses parents, la sienne propre, et pour aider aussi à rétribuer le prêtre chargé de dire une messe matinale, chaque dimanche, en cette localité.

De sa dévotion à l'égard du T.-S. Sacrement nous avons un témoignage dans le legs de divers contrats de rente dont il avantagea la fabrique paroissiale d'Amné, pour lui rendre plus facile l'entretien de la lampe qui brûle devant le tabernacle.

Il institua l'église d'Amné héritière de ses tableaux de sainteté, de ses objets de piété, des livres de sa bibliothèque dont un inventaire dut être dressé.

Les pauvres de sa paroisse, les serviteurs de sa maison,

(1) Saint-Germain-Langot, commune et paroisse du canton et du doyenné de Falaise (Calvados).

(2) Falaise, chef-lieu d'arrondissement du département du Calvados.

ne furent pas oubliés. Aux premiers, il légua « trois charges de moulure bonne et loyale ». Les seconds, et ils sont au nombre de six dont deux grands valets et un plus jeune, plus deux femmes de basse-cour et une chambrière, sont avantagés de divers legs dont le plus important, toutefois, ne dépassait pas soixante livres. Dans cette domesticité, nous retrouvons tous les éléments du service d'un domaine rural. C'est donc qu'à Amné, comme nous le constatons jadis pour Saint-Gervais-de-Vic (1), le titulaire de la cure faisait valoir les terres dont ce bénéfice était doté.

On remarquera de quelle délicatesse il en usait pour son bien de famille. Ce n'est pas qu'il en eût été le plus avantagé. Comme il arrive souvent, là où les ecclésiastiques ont des sœurs et des frères, ces derniers, et ils n'y trouvent ordinairement pas d'opposition, tirent à eux la couverture le plus qu'ils peuvent. Et pour M^{re} Jacques Bellenger, cela s'était réalisé à la lettre. Du mobilier que son père, en mourant, avait laissé aux siens, rien ne lui avait été même offert. Il en avait aisément pris son parti et s'était pourvu ailleurs. Il n'en donna pas moins à ses héritiers par le sang les biens-fonds qu'il avait eus de leurs ascendants communs.

Mais, de ce qu'il avait acquis durant sa vie, il disposa en toute liberté, s'en servant pour s'assurer les prières liturgiques que sa foi prisait par dessus tout, et pour venir en aide, soit aux pauvres de sa paroisse, soit à son église paroissiale. On lui avait accordé d'y être inhumé (2).

Malgré les déceptions que lui avaient causées les désordres d'un jeune homme à l'éducation duquel il s'était intéressé et dont il eût, sans doute, favorisé l'admission aux saints ordres, il n'hésita point à en aider un autre qui, étudiant au Mans, paraissait marcher dans une voie

(1) Cf. *Province du Maine*, t. VI, p. 333-340.

(2) Cette autorisation est insérée dans l'approbation des comptes de fabrique que Jacques Bellenger rendit à ses commettants en 1680.

meilleure. Il lui assura, par son testament, la somme, une fois versée, de cent cinquante livres.

De son vivant, cet excellent prêtre, sachant quel avantage on peut retirer de l'instruction sagement donnée, s'était efforcé de l'assurer aux petites filles de sa paroisse. Il n'avait pas toujours rencontré près de qui de droit, le concours sur lequel il comptait. Cela ne l'empêcha point de revenir sur ce sujet dans l'expression de ses dernières volontés.

Tous ces faits sont pour rendre précieux aux paroissiens d'Amné le souvenir de M^{tro} Jacques Bellenger. Après bientôt deux siècles écoulés, ils seraient excusables, au reste, de ne plus même connaître son nom, mais, puisque l'occasion s'en présente, je me tiens pour assuré de me conformer à ses intentions, en le recommandant à leurs prières.

L. FROGER.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I.

« Nous sous-signez supérieurs et discrets de la Terre Sainte, certifions à qui il appartiendra que les sanctuaires renfermés dans la Boëste cachettée du sceau de Terre Sainte qui ont esté demendés par messire Jacques Bellenger, prestre et curé d'Amené, au diocèse du Mans, sont véritables, dont s'ensuit les equitectes comme ils sont dans la dite Boëste.

- « Premièrement, du lieu de la Naissance de Jésus-Christ.
2. De la Grotte de Getsemani où Jésus-Christ a sué sang et eau, lieu ordinaire de ses prières.
3. Du Sacré mons du Calvaire où Jésus-Christ a esté crucifié.
4. Du Bois des olliviers de Getsemani, lieu de la prière de Jésus-Christ.
5. Du Bois de l'ollivier, où Jésus-Christ feut attaché en la Maison d'Anne, pontife.
6. De la table où Jésus-Christ a mangé après la résurrection, avec ses Apostres.
7. Laict de la Sainte-Vierge Marie, Mère de Jésus-Christ.
8. De la Maison où feut visitée sainte Élisabeth par la Sainte-Vierge.
9. De la Grotte où saint Jean-Baptiste a fait pénitence.
10. Du caroube du Désert de saint Jean-Baptiste.
11. Du sépulchre des Saints Innocents.

« Tous les quels sanctuaires peuvent être exposés à la

vénération des Fidèles comme il sera jugé par l'ordinaire du lieu. Fait au couvent de Saint-Sauveur de Jerusalem le vingt-six d'avril mil six cent nonante.

« Fr. Paulus à Milionico
totius terræ s^{te} Præses.

« Frere Jean-Baptiste Poirier
de Tours, vicaire et discret de
toute la Terre Sainte.

« Frere Jean Coureleau d'Engoulesme,
vicaire de Chœur de Saint-Sauveur et
discret de Terre Sainte. »

(Suivent d'autres signatures.)

Titre original, papier, scellé d'un sceau dont voici la devise :

SIGILLUM † GUARDIANI † SACRI † CONVENTUS † MONTIS †
SION.

Au dos du titre se lit l'approbation suivante : « Louis de Lavergne Montenard de Tressan, par la grâce de Dieu et ordination apostolique, évêque du Mans, conseiller du Roy en ses conseils d'Etat et privé, salut et bénédiction.

« Nous avons fait l'ouverture de certaine boëste cachetée du seau de la Terre Sainte dans laquelle nous avons trouvé les sanctuaires mentionnés dans le présent rescrit, et vérifié les équitectes de chacune en particulier, laquelle boeste nous avons remise entre les mains de M^{re} Jacques Bellanger, prestre, curé d'Amené et à luy permis de les déposer et renfermer dans des reliquaires décents et estre exposez à la vénération des fidèles. Donné au Mans, dans notre Palais le 15^e juin mil six cent quatre vingt onze.

† LOUIS, évêque du Mans.

« Et le quinzième jour de l'année mil sept cent, nous

avons enfermé toutes les reliques cy dessus en trois petits reliquaires pour la paroisse d'Amené, que nous avons scellé du sceau semblable à celuy cy dessous.

(Place du sceau.) † LOUIS, evesque du Mans. »

II.

« Je, curé de St-Thomas de Courceriers, soubsigné, certifie à tous qu'il appartiendra qu'à la prière et très humble réquisition que nous a faite M^e Jacques Bellenger, prebtre, curé d'Amené, qui, nous ayant remontré et faict connoistre qu'il avoit dans sa ditte église une célèbre et très nombreuse confrairie érigée en l'honneur du glorieux précurseur de Jésus-Christ, saint Jean-Baptiste, et qu'il auroit très instamment et avec un grand zèle, souhetté avoir quelque parcelle de relique de ce grand saint pour joindre aux sanctueries de ce saint qui luy en ont esté envoyés de Jérusalem, veu l'autantique en bonne forme approuvée et visée de monseigneur notre evesque du Mans, j'ay pour la plus grande gloire de Dieu, ne faisant dans notre dite église de Saint-Thomas de Courceriers aucune feste ny cérémonie particulière de ce saint, bien voulu partager avec ce sieur curé d'Amené suppliant, une parcelle de relique de ce glorieux précurseur de Jésus-Christ, que j'ay tirée du reliquaire qui avoit esté donné à notre dite église de Saint-Thomas, par feu messire François Ory, prebtre habitué en l'église de Saint-Eustache de Paris, dans lequel reliquaire où repose la précieuse relique de sainte Anne, mère de la Sainte-Vierge Marie, mère de Jésus-Christ, entre toutes les autres qui y sont avecque renfermée estoit celle de saint Jean-Baptiste, laquelle relique de sainte Anne avoit esté donnée aud. sieur Ory par vénérable et discret messire Pierre Martin, curé de Saint-Eustache, et donnée aud. sieur Martin par Anne d'Autriche, d'heureuse mémoire, reine de France,

ainsy qu'il est porté par acte passé à Paris le treze juillet mil six cent soixante et dix, contresigné par J. de la Brunetière, vicaire général de M^{sr} l'archevesque, et scellé du sceau de mond. s^{sr} l'archevesque, et ensuite visé et approuvé par monsieur Thevenard, vicaire général de monseigneur l'Evesque du Mans, en dapte de l'onze juillet mil six cent soixante et douze et permis d'estre exposée dans lad. église de Saint-Thomas à la vénération des fideles. En foy de quoy nous soubsignés avons signés de nos sings manuels ce présent et cachetté du sceau de nos armes, ce jourd'huy vingt et un may mil sept cents.

« L. Bellenger. J. Bellenger ».

(Titre papier.)

Au-dessous de la signature de L. Bellenger se trouve le sceau de cire, portant : *De . . . au cœur de . . . d'où est issue une croix* ; et au-dessous de la signature de J. Bellenger se voit l'autre sceau de cire, portant : *De . . . au chevron de . . . accompagné de deux croissants de . . . en chef et d'une étoile à cinq branches de . . . en pointe.*

MADAME DE VILLEDIEU

INCONNUE

De 1660 à 1664, Louvois prépare l'armée pour les conquêtes que va entreprendre Louis XIV. Le 26 juillet 1661, le duc d'Epemon, colonel général de l'infanterie, meurt, et le 28, à Fontainebleau, paraît une ordonnance du Roi (1) portant que les mestres de camp des régiments d'infanterie étant à la solde de Sa Majesté, prendront désormais la qualité de colonels, et, qu'ils commanderont leurs régiments immédiatement sous l'autorité de sa Majesté. La compagnie que chacun d'eux commandait en qualité de mestre de camp et qui marchait après celle du colonel général, tiendra dorénavant le premier rang et prendra la droite sur toutes les autres comme la colonelle et première de toutes ; que celle qui était la compagnie du feu colonel général et qui est commandée par le lieutenant-colonel sera la deuxième en chaque corps et marchera immédiatement derrière la compagnie colonelle ; et que ces compagnies seront toujours les première et deuxième sans aucun roulement avec les autres compagnies du régiment. Que cette deuxième compagnie du régiment sera commandée par le lieutenant-colonel, comme capitaine particulier ; que l'enseigne de cette compagnie montera à la charge de lieutenant, et que

(1) Daniel, *Histoire de la Milice française*, tome I, pp. 205 et 206. Edition d'Amsterdam, 1724.

le Roi pourvoira lui-même à la charge d'enseigne qui vaquera par cette promotion. Enfin, que lorsque la charge de lieutenant-colonel viendra à vaquer dans chaque régiment, sa Majesté y pourvoira, ainsi qu'aux autres compagnies du régiment sans qu'aucun capitaine puisse prétendre devoir y monter, soit par droit d'ancienneté, soit autrement. Le major aussi est créé par l'ordonnance du 12 octobre 1661 (1).

Les sous-lieutenants apparaissent (2) et les officiers réformés sont conservés en demi-solde.

C'est aussi l'époque des camps de plaisir et des grandes revues. L'armée monarchique est créée, la hiérarchie fixée, l'avancement a ses règles. Colbert s'occupe de remettre en vigueur le commerce de France, et le Roi fait partir de La Rochelle deux colonies françaises qui vont peupler l'île de Cayenne et le Canada. Une troisième alla à Madagascar et ne réussit pas.

Pour assurer ces colonies nouvelles, Colbert construit des vaisseaux et équipe de puissantes flottes.

De temps immémorial, la France avait des établissements sur la côte d'Afrique. C'étaient les fortins du Bastion de France, au N.-E. de Bône, de la Calle, des caps Roux, Rose et Nègre. Il s'y faisait un grand commerce de grains, de chevaux, de cuir, laine et cire ; et, sur la partie de la côte comprise entre la rivière de la Seybouse, jusqu'à la frontière du royaume de Thunis, la France pêchait le corail d'après un vague droit de souveraineté, et en payant annuellement un droit de 17.000 livres. Des traités avaient été

(1) Les quatre ordonnances du 12 octobre 1661, art. 3 et 4, des 21 avril et 17 novembre 1663 et du 6 juillet 1664, fixent le rang et le pouvoir du major. Il a des attributions spéciales. Souvent il est le plus ancien, il s'intitule premier capitaine et sergent-major. Nous le verrons plus tard. Bibl. nat., ms. français 4256, f^{os} 34, 36, 42 et 52. — B 4187, f^o 342 et 4189, f^{os} 323 et 324. — En réalité ce sera le troisième officier du régiment.

(2) Ordonnance du 26 octobre 1657. Bibl. nat. 4192, f^{os} 36 et 37.

passés avec le sultan Soliman I en 1518 et 1539. Ces capitulations avaient été renouvelées les 6 juillet 1581 et 20 mai 1604, et encore en 1628.

En 1635 il y avait au Bastion de France une garnison de 800 français, à la Calle, 300, et aux caps Roux, Rose et Nègre, il y avait par poste 150 hommes.

Malgré les traités, les pirates barbaresques faisaient des attaques fréquentes sur les côtes de Provence, au point que les habitations étaient fortifiées, et que l'on avait organisé un système de signaux de jour et de nuit pour prévenir au loin de l'arrivée des corsaires.

Louis XIV résolut tout d'abord de réduire la Régence d'Alger et de la forcer à respecter les anciens traités et à en subir de nouveaux. Dès 1663, de Beaufort avait donné la chasse aux corsaires algériens et leur avait fait éprouver de grandes pertes, mais ces répressions parurent insuffisantes. Le Roi chercha alors à occuper sur la côte d'Afrique, une position militaire et maritime assez forte pour protéger, d'une manière efficace et constante, le commerce et les intérêts engagés dans les possessions de la côte barbaresque. Le chevalier de Clerville, consulté, désigna la ville de Gigery ou Djijelli (1), située entre Bougie et l'Oued el Kebir.

La ville était bâtie sur une langue de rochers permettant d'établir, à l'Est et à l'Ouest, deux ports à peu de frais ; de plus, il était facile de fermer cette petite presqu'île et l'on était à l'abri des incursions de l'intérieur. D'ailleurs, vers Bougie, la presqu'île s'élevait en forme d'escarpement nettement isolé, où l'on pouvait construire une citadelle pour commander la ville et les deux ports, et enfin l'eau douce y était abondante.

(1) *Gazette de France*, 1664, nos 77, p. 624 ; 84, p. 683 ; 90, p. 732 ; 93, p. 759 ; 99, p. 806 ; 103, p. 837 ; 105, p. 839 ; 111, p. 908 ; 117, p. 957 ; 120, p. 981 ; 123, p. 1009 ; 126, p. 1033. *Extraordinaire*, nos 136 et 141, p. 1152.

Dès le mois de mai 1664, Louis XIV donna l'ordre, aux Gardes Françaises, d'envoyer un bataillon de six compagnies, sous les ordres du major de Castelan (1), à Toulon ; au régiment de Picardie, d'envoyer les deux premiers bataillons (20 compagnies, 856 hommes) à Toulon. Il en fut de même pour deux bataillons pris dans les Régiments de Navarre, Normandie et Royal, soit 4.650 hommes d'infanterie. De plus, vingt compagnies des Vaisseaux, en tout 800 hommes dont 500 devaient débarquer, le reste devant garder les galères. Un autre bataillon des Vaisseaux, de 800 hommes. En plus, un bataillon de Malte, un bataillon d'Anglais et un de Hollandais. Il y eut aussi un grand nombre de volontaires. Le duc de Mercœur (2) (Louis de Vendôme) est dès le 17 juin à Toulon pour activer l'armement de la flotte qui emmènera l'expédition, huit galères en partent à ce moment pour rejoindre, à Port-Mahon, les galères de Malte ; elles y seront rendues le 27 juin et attendront jusqu'au 8 juillet les sept galères de Malte. De Beaufort active les préparatifs, il espère être prêt à la fin du mois.

Tallemant des Réaux nous dit que « Au moment de l'entreprise de Gigery, Marie-Catherine des Jardins sachant que Villedieu devait passer à Avignon pour y aller, se fit donner 30 pistoles, par avance, sur une troisième pièce de théâtre appelée *Le Favory ou la Coquette*, qu'elle avait donnée à la troupe de Molière. Avec cette somme, je crois qu'elle a fait *bien des gaillardises* dont je n'ai aucune connaissance. »

Il avait écrit peu auparavant : « Villedieu s'en est lassé, elle dit que c'est son mari, lui dit que non. Elle ne s'en tourmente que médiocrement et dit : « Pourquoi le con-

(1) Castelan ne s'embarqua point avec les Gardes. Il resta à Toulon.

(2) Il était lieutenant-général pour le Roi, de la province de Provence et mestre de camp du régiment Royal des Vaisseaux du 15 mars 1661. Mort en 1669.

« traindre ? s'il ne le veut pas être, qu'il ne le soit pas. »
« C'est sur cela qu'elle a fait sa *Première Eglogue* (Enfin,
« cher Clidamis etc.). »

La procuration du 13 juin 1663, que j'ai donnée plus haut, atteste que de Villedieu a bien fait une promesse formelle de mariage, peut-être sous seing privé, mais qu'elle n'a pas été suivie d'effet certain.

Villedieu peut être tué pendant cette expédition. Marie-Catherine l'aime toujours. Quoique vivant seule à Paris, elle a gardé des relations écrites avec sa mère. Catherine Ferrand, dès le mois de mars 1664, l'a prévenue que son père n'a pas encore payé les 12.000 livres de sa charge de vibailly. Le jeudi 14 septembre 1662, Catherine Ferrand a dû s'engager, avec son mari, pour payer le prix de la charge. Jean-Baptiste le Paulmier, écuyer, sieur de la Moysièrre, demeurant à Alençon, passe, le 14 septembre 1662, ses droits à messire Laurent de la Tousche, prêtre, écuyer et prieur de Notre-Dame de Meslay (1). Un nouveau créancier intervient, c'est François de Bonvoust, écuyer, sieur du Plessis, à qui J.-B. le Paulmier redoit encore 3.100 livres de principal et 1.033 livres d'intérêts échus, le tout provenant de la cession que lui a faite jadis ledit sieur de Bonvoust, de sa charge de vibailly d'Alençon. Catherine Ferrand, femme de tête et énergique, s'est adressée à sa fille pour quémander auprès de la famille des Rohan-Montbazou. Le lundi 13 mai 1664, Guillaume des Jardins fait un concordat avec Robert Got, écuyer, fils de Robert Got, conseiller du Roi au bailliage et siège présidial d'Alençon ; Robert Got reçoit de Guillaume une procuration *ad resignandum* de son office de conseiller du Roi, vibailly d'Alençon ou lieutenant de robe-courte de M. le prévot général de Normandie. Robert se fera pourvoir et rece-

(1) C'était un grand prêteur d'argent. On trouve son nom dans de nombreux actes, chez les notaires de Mamers et d'Alençon.

voir à ses frais et dépens. Dans un mois, Guillaume lui remettra les Lettres de provision, quittes du Marc d'or et du Droit annuel pour la première année. Cette cession est faite pour la somme de 14.000 livres que Got père et fils s'engagent à payer aux anciens créanciers du sieur des Jardins.

C'est pour Catherine Ferrand et ses deux enfants, Aymée et François, la ruine. Marie-Catherine réfléchit à cette situation de sa famille.

Si Antoine de Villedieu est tué en Afrique, la vie libre qu'elle a menée avec lui va la couvrir de déshonneur et augmentera celui de ses parents. L'aventure de François de Saint-Val lui a déjà fait voir que l'état de sa famille était embarrassé. Que faire devant ces nouvelles pertes de fortune.

Marie-Catherine est fière et énergique comme sa mère, elle n'hésite pas. Villedieu a été son amant, le premier, le seul, il faut le rejoindre et lui exposer la situation.

Si Villedieu tient cette promesse de l'hiver de 1660, et qu'il vienne à mourir en Afrique, Marie aura droit à un douaire.

Les 180 lieues qui séparent Paris d'Avignon durent paraître bien longues à M^{lle} des Jardins. Elle revoit en pensée les phases de son amour avec le jeune lieutenant de Picardie qui lui a inspiré ses onze premières pièces de vers avant qu'il fut son amant.

Depuis ce fameux soir du bal jusqu'au 20 février 1662 (1), cet amour lui a amené des joies et des tristesses qu'elle a

(1) Le premier *Recueil d: Poésies* de M^{lle} des Jardins, (5 feuillets lim. et 77 pages in-12), parut chez Barbin en mars 1662. Le privilège est du 5 février 1662, la date de l'enregistrement sur le Livre de la communauté des Libraires est du 20 février. Il n'y a pas eu de date à la mention : *Achevé d'imprimer*. Ce Recueil eut un très grand succès. Claude Barbin l'édita avec ses confrères Charles de Sercy et Gabriel Quinet. En plus de l'édition de 1662, il y en a une de 1664 en 116 p. Il reparaitra ensuite augmenté sous le titre d'*Œuvres*, en 1664 et en 1668.

chantées dans cinq Églogues, deux Élégies, deux Sonnets, deux Stances et cinq Madrigaux.

La procuration du 13 juin 1663 avait à ce moment un but que je ne peux découvrir. Marie-Catherine qui en connaît les motifs, s'empresse, dès son arrivée à Avignon, de faire disparaître l'effet de cette procuration en faisant, non « *bien des gaillardises* », comme a écrit Tallemant, mais en faisant la suivante :

« L'an 1664, le 21^e jour du mois de juin, environ une
« heure après-midi, par devant moi, notaire royal soussi-
« gné, est comparu Anthoine de Boesset, de la ville de
« Paris et de la paroisse Saint-Eustache, et damoiselle
« Marie-Catherine des Jardins, de la même ville et paroisse
« Saint-Germain,

« Lesquels nous ont dit et remontré qu'ils se sont mu-
« tuellement l'un et l'autre promis se prendre en vrai et
« loyal mariage, en face de Notre Sainte-Mère Église ; et
« pour être ce fait, se sont présentés à maître Antoine de
« Bonpuit, prêtre et vicaire du présent lieu du *Puy-Sainte-
« Réparate* (1), pour les vouloir épouser ; auxquels (*sic*) le
« dit sieur de Boesset l'ayant requis qu'attendu le consen-
« tement des parties pouvait les épouser. Sur quoi le dit
« maître de Bonpuy, les ayant refusé pour n'avoir nulle
« permission de son ordinaire, et à cause des formalités
« qu'ils devaient apporter, et à ce fait requises (2).

(1) Le Puy-Sainte-Réparate, commune du canton de Peyrolles, arrondissement d'Aix. Le village est bâti près de la prise d'eau du canal de Craonne, dans la Durance.

(2) Le vicaire de Bonpuy s'était conformé à la déclaration de Louis XIII du 26 novembre 1639, enregistrée et publiée par le Parlement, le 19 décembre 1639, juste cent ans après l'ordonnance de Villers-Coterets, faite en 1539 par François I^{er}. L'ordonnance de 1639 a été faite contre ceux qui commettaient le crime de rapt. Beaucoup d'héritières nobles étaient enlevées toutes jeunes et mariées clandestinement pour posséder leur fortune. — Louis XIII prescrivit la publica-

« Et le dit sieur de Boesset et la damoiselle des Jardins,
« ont dit et déclaré qu'ensuite du susdit refus : se sont, à
« la présence des témoins ci-après nommés, mis et proster-
« nés (1) au devant le grand autel de l'église paroisse de ce
« dit lieu ; et, là, se sont promis respectivement l'un l'autre
« de se prendre en légitime mariage ; observer et garder
« les formalités de l'Église, à la première réquisition de
« l'une à l'autre des parties et ainsi sont jurés.

« Et pour foi et vérité de ce que dessus et du refus fait
« par ledit sieur vicaire de ne les avoir voulu épouser, ont
« requis nous soussigné notaire royal, de leur être concédé
« acte. Ce qui a été fait, publié au lieu du Puy-Sainte-
« Réparate, et dans la maison claustrale, en présence de
« messire Jean Bouyer, prêtre de la ville de Pernes (?)
« et Charles Aubert, clerc dudit Puy, témoins requis et
« soussignés avec les parties. Et ledit mestre de Bonpuit,
« vicaire qu'a accordé acte du susdit refus et sauf à iceux
« se pourvoir ainsi qu'il appartiendra pour la confirmation
« de leur mariage, ainsi qu'ils adviseront.

« Voulant lesdites parties que le présent soit et demeure
« original, remis à nous soussigné notaire, pour leur servir
« lorsque besoin sera, et ont signé.

« Anthoine de Boesset. Marie-Catherine des Jardins.
« De Bonpuit, vicaire. J. Bouyer. Aubert, témoins.
« Rousset, notaire ».

Cette promesse de mariage était valable. Les juges d'alors envisageaient avec sévérité les promesses écrites et condamnaient à des amendes fort élevées.

tion des bans, la présence de quatre témoins, paroissiens du curé célébrant ; en cas de personnes étrangères à la paroisse, il fallait apporter au célébrant la permission du curé des parties et de l'évêque du diocèse des futurs. (Jean de Launay, *Recueil chronologique* etc.) Paris, 1660, Bibl. nat., Fz 1556.

(1) Cet incident est renouvelé des Promissi Spozi de Manzoni.

Neuf jours après cet incident, le corps expéditionnaire de Beaufort était tout entier embarqué. En dehors des huit galères déjà parties, la flotte comprenait quatorze vaisseaux de guerre, sept de charge et quarante-et-une barques ; elle mit à la voile dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet et rallia dans la journée du 2, au sortir de la rade de Toulon, deux vaisseaux de guerre, *le César* et *la Reine*, venant de Rochefort.

Le régiment de Picardie (1) avait 367 hommes sur *le Saint-Louis*, commandé par du Quesne ; 239 sur *le Mercœur*, commandé par de Turelles, et 200 sur *la Françoise*, commandée par de Châteauneuf. Ces trois détachements étaient seuls sur ces vaisseaux. Enfin, 50 hommes étaient avec 134 soldats des Royaux sur *la Victoire*, commandée par de Beaumont.

L'armée navale était commandée par de Beaufort ayant son pavillon sur *la Royale*, commandée par le chevalier Paul. De Beaufort avait en sous ordre, du Quesne et le chevalier Paul, qui commandaient les vaisseaux de guerre, et de Ternes qui commandait les galères.

Les troupes de débarquement étaient commandées par Charles-Félix de Galéan, comte de Gadagne, qui venait d'être nommé lieutenant-général le 4 avril 1664. De la Guillotière était le maréchal de camp. Lestancourt dirigeait l'artillerie, de Clerville était l'ingénieur, Chomel était l'intendant chargé des vivres. Le 8 juillet, de Beaufort mouilla à Port-Mahon.

Le vent fut contraire jusqu'au 17 juillet. Pendant ces jours de relâche, à Minorque, éclatèrent nettement les mésintelligences entre les chefs de l'expédition.

Dé Gadagne, en inspectant les troupes, en avait éliminé les passe-volants, ce qui mécontenta Robert Echallard de la Boulaye, comte de la Marck, colonel de Picardie. Aussi, après la revue, de la Marck réintégra les non-valeurs, d'où

(1) Monchicourt, *L'Expédition de Djidgelli*. 1898, pages 22 et suiv.

plainte de Gadagne à de Beaufort, qui fit la sourde oreille, habitué qu'il était à ces abus.

Le 18 juillet, la flotte s'éloigna de Port-Mahon, et, le 20, à huit heures du matin, elle se trouva en vue de la terre de Barbarie.

Le 21, de Beaufort s'empara des trois tours de Bougie, et, le 23, à sept heures du matin, par un temps calme, de Beaufort détacha de la Guillotière, de Clerville, du Quesne, Gabouet, Meautey, Saint-Tropez, ainsi que les pilotes de *la Royale* et des galères, pour sonder le port et chercher le point de débarquement.

On choisit le Marabout (1). A neuf heures du matin, la flotte fut remorquée à travers la Grande Passe, et le chevalier Paul fit tourner le flanc des vaisseaux vers la ville, et, en peu de temps, l'artillerie de Gigery fut démolie.

On débarqua les bataillons des Gardes Françaises, de Picardie et de la Religion (2), sous la protection de l'artillerie des galères. Ils se formèrent en bataille, les Gardes à droite, Picardie à gauche et Malte au centre. La seconde ligne fut formée par Navarre, Normandie, Royal et les Vaisseaux.

Les Maures chargèrent avec furie. Il y eut treize officiers blessés, le sieur de Balleroy (3), lieutenant de la Mestre de Camp de Picardie y fut tué, ainsi qu'un aide-major et les volontaires Gautier, Bonneville et Leinatz. On put occuper Gigery, mais l'on dut rester toute la nuit en bataille.

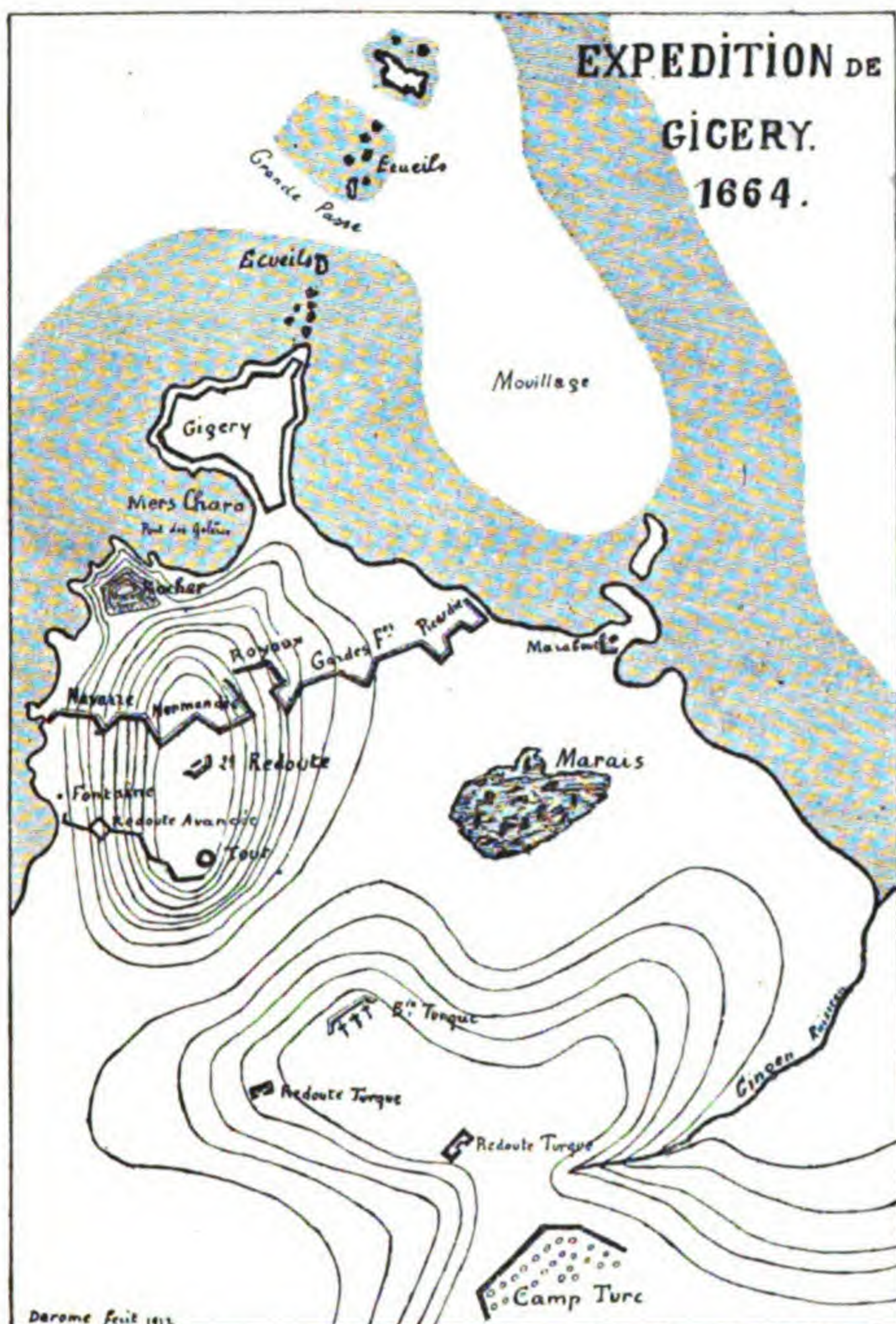
Le 24, des Kabyles vinrent avec le drapeau blanc, pour parlementer, c'était une ruse, car, dès qu'ils furent retournés, l'attaque commença.

Sept officiers furent blessés ce jour-là, ainsi qu'un volon-

(1) Voir le plan ci-joint.

(2) De Malthe.

(3) Le lieutenant de la Mestre de Camp était le capitaine qui commandait la compagnie appartenant au Mestre de Camp. Elle était devenue, depuis 1661, la première du régiment.



taire. Il y eut en plus quatre-vingts soldats et quatre officiers tués. Le marquis de la Boulaye, père du colonel de Picardie, s'y distingua comme volontaire, avec son second fils, le chevalier de la Boulaye. Pendant plusieurs journées, ce fut une série d'attaques suivies de répit, pendant lesquels les Kabyles venaient faire du commerce. Le 26 juillet, jour de sainte Anne, eut lieu un Conseil de guerre. Les officiers voulaient qu'on se fortifiât. Beaufort s'y opposa, malgré de Gadagne. Clerville, qui était d'un caractère fort susceptible, mit des bâtons dans les roues, d'autant que Louis XIV l'avait chargé occultement de surveiller l'expédition.

Le tracé des lignes fut fait par Clerville ; mais il commit l'erreur de faire un angle rentrant où il eut dû y en avoir un saillant. De Gadagne ayant fait rectifier le tracé, le chevalier de Clerville se désintéressa entièrement des travaux. Toutefois, il obtint de Beaufort qu'on changeât les emplacements des troupes. Picardie fut placé près de la rade, et Navarre, sur le flanc de la montagne de la Tour, à l'opposite. Ces deux régiments furent éreintés inutilement par ce changement insolite. En trois semaines, le discrédit des chefs était tel qu'il se répercuta sur les troupes. Les discussions entre Gadagne et Clerville n'étaient pas arrêtées par de Beaufort. Gadagne ayant demandé qu'on ajoutât aux deux capitaines ingénieurs, de Clerville et des Houlières (1), le capitaine de Vigan des Royaux, Beaufort refusa sous le prétexte que cela obligerait à convoquer les autres capitaines. Gadagne riposta que tous n'étaient pas également

(1) De Clerville était sergent de bataille, maréchal de camp et premier commissaire général des fortifications. Il avait en sous-ordre, Jean de Mesgrigny, capitaine au régiment de Navarre, et ingénieur.

Guillaume de Lafon de Bois-Guérin des Houlières, né en 1621, entra au service en 1640, il avait été capitaine au régiment de Condé. Il était sous les ordres de Clerville et était alors lieutenant-colonel et sergent de bataille. Sa femme a donné de la célébrité à ce nom de des Houlières.

compétents. Ces paroles malheureuses ayant été connues et répétées, aliénèrent à de Gadagne la majorité des officiers.

De Villiers le volontaire, s'étant trop aventuré dans un fourrage, fut tué. Cette témérité fut reprochée aux volontaires, et, de Gadagne les laissa au camp. Ils demandèrent alors à partir d'autant plus qu'ils étaient déjà dégoûtés de cette campagne qui ne permettait guère les brillantes affaires.

Soixante d'entre eux partirent sur un vaisseau qui allait à Toulon chercher des vivres. En même temps presque, le régiment de Malthe quitta Gigery.

Pendant ces dissensions (1), le marabout Sidi Mohammed réclamait l'aide des Mokrani et du Cheik de Collo, et prêchait la guerre sainte. Le 21 août au matin, une corvée de bois de 600 hommes fut attaquée à l'improviste ; de Gadagne fut obligé de la secourir avec de grosses troupes, et le combat dura six heures. Il y eut deux volontaires tués dont le marquis de la Chastre, comte de Nançai, et un capitaine de Navarre.

Le 23 août, la Tour fut attaquée de nouveau ; elle était commandée par le chevalier du Tronchet, avec deux lieutenants de Picardie et Navarre. Du Tronchet y fut blessé à mort avec trente soldats.

Les vivres commencèrent à manquer. Le régiment de Picardie, campé près d'un marais, fut éprouvé fortement par les émanations qui empoisonnaient l'atmosphère.

Les officiers en étaient réduits à l'ordinaire du soldat.

D'autre part, la peste ayant éclaté à Marseille et à Toulon, le duc de Mercœur s'enfuit à Aix, et le Parlement de Provence mit en quarantaine les ports infectés. On put toute-

(1) Voir lettre de Louis XIV du 18 août, à de Beaufort. *Œuvres*, t. V, pp. 211 et 212, et *Journal d'Olivier Le Fèvre d'Ormesson*, t. II, édition de 1861.

fois équiper à Toulon quatre vaisseaux qui partirent le 27 août, sous les ordres du capitaine de Martel et arrivèrent le 2 septembre à Gigery. Il retourna peu après à Marseille et répandit le bruit, que tout allait bien (1).

Un second convoi de dix voiles, avec un grand nombre d'artisans, de moulins à blé mus par un cheval, et quantité d'outils de carriers et terrassiers (2), de munitions de guerre et autres, partit le 21 septembre. Il fut dispersé par la tempête, sur les côtes de la Sardaigne, et le vaisseau *le Tigre*, qui escortait ce convoi, se brisa sur les côtes, au cap de la Casse. Un immense matériel et la moitié de l'équipage furent perdus. Le 25, le convoi apporta à Gigery, des vivres jusqu'au 14 novembre, mais tous les autres approvisionnements de guerre étaient anéantis avec les outils si indispensables.

Le 1^{er} octobre, on signala à l'est de Gigery, un corps de 2.000 fantassins et de 200 chevaux, conduit par Ali Bey, parent de Ferhad, bey de Constantine.

Les Turcs avaient amené trois pièces de canon de 34 et 35 livres, traînées à bras par des Juifs et quatre chameaux.

Le 3 octobre, de Beaufort débarqua 800 hommes des Vaisseaux.

Le 5 au matin, les Turcs se ruèrent à l'assaut de la Tour, avec une échelle où l'on montait trois hommes de front. Cadillan, capitaine de Normandie, gouverneur de la Tour, fut tué ainsi que le lieutenant de la Girardièrre, de Picardie.

De Gadagne envoya 700 hommes de renfort dont 250 de Picardie, sous les ordres des capitaines de Milly et Campa-

(1) *Gazette de France*, n° 123, p. 1009.

(2) L'insuffisance des retranchements de Navarre, Normandie et des Royaux tenait au terrain occupé. Ce n'était que du roc fort dur. La faute commise par Clerville et autres était de n'avoir point pensé à occuper le demi-cercle des hauteurs qui, s'étendant du Rocher, au sud-ouest de Gigery jusqu'au Marabout, dominait tout le pays vers l'ouest.

gnol. C'est là que se distinguèrent Gilliers de la Villedieu, aide-de-camp de Picardie, Fronteville et du Mesnil, enseignes de Picardie, et le chevalier de Signac (1).

Les Turcs furent repoussés mais non taillés en pièces. Ils s'installèrent sur la montagne du Djebel-Ayouf, au sud-est de la Tour, près des sources du ruisseau Gingen. Ils étaient approvisionnés en vivres pour quarante jours. On apprit, par des espions, que le Sultan d'Alger, surexcité par cette victoire, venait de jeter en prison le consul de France, et que le Divan promettait des secours et de la grosse artillerie. Le 12 octobre on fit un Conseil de guerre. On délibéra si Beaufort attendrait le renfort des quatre vaisseaux que de Martel devait ramener. Le 22 octobre, de Martel, parti de la Seyne le 18, arriva à Gigery avec quatre vaisseaux dont *la Lune*, une flûte et un brûlot.

Il amenait deux compagnies de cavalerie du régiment de Conti, embarquées sur *le Dauphin*, 200 volontaires, des vivres et des munitions, et le major des Gardes, de Castelan, maréchal de bataille (2), qui avait reçu de Louis XIV la mission d'inspecter les fortifications qui avaient été établies à Gigery. Castelan trouva au lit de Beaufort, blessé le 3 octobre précédent. Il envoya un premier rapport le 25 octobre, et fit son second rapport en rentrant en France (3). Il constatait que la ligne de défense s'étendant de l'ouest

(1) De Signac joue un grand rôle dans les *Mémoires de la vie d'Henriette Sylvie*, de Molière. Marie-Catherine le fait mourir au siège de Lille. Il devait être un ami intime de Boesset.

(2) Il était paru, le 25 octobre 1660, un règlement sur la charge de maréchal de bataille, après la nomination à ce grade de Castelan, faite le 30 septembre 1660, à la mort du sieur de la Barge. Cette charge disparut peu après. De Castelan fut tué à Candie le 25 juin 1668. Le dernier maréchal de bataille fut Fougerais. Commission du 3 novembre 1662. Il avait pour fonctions, de saisir dans l'armée ceux qui contrevenaient aux ordres du Roi ; il prenait rang parmi les lieutenants-généraux. Bibl. nat., ms. français 4195, f° 227.

(3) Le Recueil historique, Bibl. nat., G 16606, donne ces rapports réunis en un seul.

à l'est (de la Tour au Marabout), était bonne à l'est, où étaient les Gardes et Picardie ; mais qu'à l'ouest, sur les flancs de la montagne de la Tour, où étaient Navarre, Normandie et Royal, les travaux étaient insuffisants et très mauvais.

Le 24 octobre, les Turcs revinrent vers l'ouest des lignes et tirèrent trois salves de mousqueterie. Beaufort avait laissé passer trois galères de Biserte qui débarquèrent sur les côtes de l'ouest, trois canons de quarante-huit livres. Le 25, de Beaufort réunit un Conseil de guerre pour attaquer les Turcs. De Gadagne, de Castelan et les autres officiers ne voulurent pas tenter cet effort. De Beaufort résolut alors de partir. Il laissa 208 soldats de marine pour garder le Marabout, avec 60 canonniers. Il laissa à de Martel trois vaisseaux, et le 27 octobre au soir, il mit à la voile et arriva le 7 novembre à Toulon. Il s'en allait plein de rancune contre de Gadagne.

Le moral de l'armée était fort mauvais. Clerville qui depuis deux mois n'avait rien voulu entreprendre comme fortification (1), refusa, malgré les ordres et les prières de Castelan, de terminer les travaux et de les améliorer. Il y avait 1200 malades dont 60 très gravement atteints ; il ne restait que 2.850 hommes en état de prendre les armes. Il n'y avait ni abri, ni bois, ni paille. On envoya en Sardaigne en chercher.

Les Maures avaient établi des redoutes et des batteries. Le 29 octobre, à l'aube, les batteries turques tirèrent trois coups de canon, deux de 48 et un de 36, sur la Tour. De Clerville voulait partir de suite ; de Gadagne se rendit compte qu'il fallait à tout prix tenir la montagne de la Tour. Il envoya, dans la nuit du 29 au 30, trois bataillons pour

(1) Bibl. nat., ms. français 23344, pp. 285 à 308. — Une lettre de Gadagne où il s'explique sur les différends avec Clerville. Il y dit aussi que Martel a coûté au Roi ses meilleurs soldats.

l'occuper et construire une contre-batterie. A peine eut-elle tiré cinq à six volées, que les Turcs la démolirent ; puis, en deux heures ils détruisirent le petit fortin (seconde redoute) que Normandie avait fait derrière la Tour. Ils s'avancèrent sur le bord de la côte et commencèrent une batterie à la Fontaine, à l'ouest de la Tour.

De la Guillotière parla de retraite ; il invita Castelan à demander un Conseil de guerre ; de Gadagne refusa une première fois, mais il dut céder devant l'insistance des officiers. Il y eut deux séances, la première ne donna point de résultat. A la seconde, il fut décidé qu'on quitterait Gigery à l'aube du jour suivant, 31 octobre.

De Martel demanda une lettre pour charger les troupes. De Gadagne refusa, puis s'inclina en exigeant que les principaux officiers de l'armée témoignassent par écrit, et signassent au bas de la lettre, que la retraite était inévitable. L'opération fut remise au 31, au soir.

Les deux vaisseaux envoyés en Sardaigne, *le César* et *le Mercure*, arrivèrent avec des vivres dans la soirée. On commença par embarquer les varlets et 900 malades ; puis, s'apercevant que l'on n'avait pas fait d'eau, on s'arrêta.

L'armée était découragée au point que beaucoup de soldats de marine désertèrent. Les soldats s'épouvantèrent ; de Martel, par négligence, avait envoyé toutes ses barques au Marabout. L'on avait décidé de faire l'embarquement en deux points à la fois. De la Guillotière eut la ville avec les troupes de l'ouest, Navarre, Normandie et Royal ; de Gadagne eut le Marabout, avec les Gardes, Picardie, les Vaisseaux et la cavalerie. Il fallut attendre la nuit pour embarquer les hommes, la provision d'eau étant terminée. Les Turcs s'aperçurent du mouvement. On confia les remparts à un piquet d'une centaine de soldats avec quatre lieutenants. A neuf heures du matin, Gigery était évacué, sauf le piquet, plusieurs soldats de Normandie, ivres morts, et 60 malades non transportables. Les piquets reculèrent de-

vant les Turcs qui entraient. On avait oublié vingt soldats de Picardie, dans le Marabout. Ils sautèrent dans une des barques réservées aux piquets du Marabout. C'est là que fut tué le chevalier de Saint-Germain.

De la Guillotière s'embarqua trop tard et les navires étaient ancrés beaucoup trop au large. Les quatre lieutenants chargés de garder les brèches de la ville, eurent peur et quittèrent leurs postes, les soldats se débandèrent. De Gadagne dût lui-même, le 31, à 7 heures du matin, retourner à la ville où étaient des soldats sans chefs, et qu'il dût faire embarquer au moyen de chaloupes que Champagne, capitaine de brûlot, avait pu trouver. De Martel, affolé par un coup de canon pendant l'embarquement de nuit, avait négligé d'envoyer toutes les chaloupes, les cent hommes des piquets de la ville se jetèrent à la mer et périrent (1).

La flotte arriva le 5 novembre à Marseille. Les troupes rembarquées durent faire une quarantaine, à cause de la peste, avant de pouvoir toucher terre à Marseille. Le vaisseau *la Lune*, fort vieux, ramenait le 1^{er} bataillon de Picardie (500 hommes), le lieutenant-colonel de Bonnemart et M. de la Guillotière. Pendant la quarantaine devant Marseille, il s'entr'ouvrit en deux le 14 novembre ; tous les passagers et matelots, sauf 60 hommes et de Verdelle, périrent. C'est ainsi que le 2^e bataillon (362 hommes), où était de Villedieu, embarqué sur *le Mercœur*, devint le premier, et que, peu après nous retrouverons de Villedieu, premier capitaine (2) et major au régiment de Picardie.

Cette expédition malheureuse avait dû tourmenter beaucoup Marie-Catherine des Jardins, qui était restée en Provence, à Cavaillon, d'où elle recevait plus vite les nouvelles

(1) *Journal d'Olivier Le Fèvre d'Ormesson*. Paris, 1861, t. II.

(2) Antoine de Villedieu touchait 500 livres de pension, attachée à ce titre de premier capitaine, en plus de la solde de capitaine. Seuls, les vieux régiments avaient la pension. Elle fut supprimée le 10 décembre 1762, art. 62 de l'Ordonnance du Roi concernant l'infanterie française.

de Marseille. Les numéros de la *Gazette de France*, que j'ai indiqués plus haut, donnaient les nouvelles à un mois de date. Que d'appréhensions en lisant ces nouvelles.

Villedieu n'eut rien pendant la campagne ; l'officier cité dans le numéro 136 extraordinaire du 14 novembre 1664, de la *Gazette de France*, est bien le sieur de la Ville-Dieu, Jacques Gilliers de la Ville-Dieu, lieutenant et aide-major de Picardie, en 1660, et qui prit rang de capitaine par commission du 25 juin 1663, mais qui n'eut une compagnie que le 22 décembre 1664 (1), à la suite de la disparition des dix premières compagnies de Picardie, naufragées sur le vaisseau *la Lune*.

Elle eut aussi beaucoup à craindre jusqu'au 10 décembre, jour où se termina la quarantaine. Pendant ces trente-cinq jours, les pluies et les tempêtes firent rage, et malgré la sollicitude de l'intendant La Guette et les fréquentes visites de Gadagne, le lazaret ne put être approvisionné suffisamment, aussi il y mourut plus de 600 hommes pendant ce temps.

Durant ce séjour de fin juin à fin décembre 1664, à Cavaillon, M^{lle} des Jardins avait travaillé aux *Mémoires de la vie d'Henriette Sylvie*, de Molière (2), qui ne paraîtront

(1) Gilliers de la Ville-Dieu passa, le 15 juin 1667, dans le régiment de M^r le Dauphin, à sa création. Il a été blessé en 1670 à Epinal, et à Maëstricht en 1673. Il était premier capitaine de Dauphin quand il prit, le 8 mars 1674, le commandement de l'infanterie de Philippsbourg. Le 26 septembre 1674, il fut pourvu d'une compagnie aux Gardes Françaises. Il fut créé brigadier par brevet du 26 novembre 1676, et maréchal de camp, par brevet du 13 janvier 1677. Il fut tué à Puycerda le 18 mai 1678. Le Villedieu signataire de l'*Union de la Noblesse* (Mazarinade), Livet, *Précieuses*, t. II, p. 401, est également un Gilliers de la Ville-Dieu.

(2) Ce séjour à Cavaillon, et les lettres, ont été indiquées par Ch.-I. Livet, *Etudes sur la littérature française* etc. Paris, Techener, 1853. — Lire René Le Pays, pp. 11 et 12. — Pour les lettres, Emile Magne les a reproduites le premier. *Madame de Villedieu*, 1907, pp. 250-251 et pp. 268-269, note 3. En citant la Sylvie dont parle Le Pays, il a

en librairie que bien plus tard. C'est bien une auto-biographie où sont transposés divers incidents de sa vie, mais défigurée par trop d'inventions mensongères. Elle avait entrepris, pendant son séjour en Provence, un commerce de lettres (1) avec René le Pays qui habitait Grenoble comme directeur général des Gabelles du Dauphiné et de la Provence.

Tallemant a écrit que « M^{lle} des Jardins revint à Paris « vers Pâques (5 avril 1665). Il fut question de jouer sa « pièce (1^{re} représentation, jeudi 24 avril). Une comédienne « et elle, pensèrent se décoiffer. Elle querella Molière de ce « qu'il mettait dans ses affiches *Le Favorij* de M^{lle} des Jardins, « et qu'elle était bien Madame pour lui ; qu'elle s'appelait « madame de Villedieu. Molière lui répondit doucement, « qu'il avait annoncé sa pièce sous le nom de M^{lle} des Jar- « dins (2), que l'annoncer sous le nom de madame de Ville- « dieu, cela ferait du galimatias, qu'il la priait pour cette fois « de trouver bon qu'il l'appelât madame de Villedieu partout, « hormis sur le théâtre et dans ses affaires. »

Marie-Catherine était fière de ce nom de Boesset de Villedieu. Cette année 1665, le 28 février, Louis XIV qui avait déjà accordé peu auparavant des Lettres de Noblesse à Jean-Baptiste de Boesset, l'honora bien plus (3). Son fils nouveau-né fut baptisé dans la chapelle des Tuileries, par

corroboré le jugement d'Hauréau sur cet ouvrage de M^{lle} des Jardins. Hauréau, *Histoire littéraire du Maine*. Paris, 1872, t. IV, p. 33, note 2. — A la même date, Arno Kretschmar. *Madame de Villedieu. — Leben, Romane und Erzählungen*. Weida, 1907, se rangeait à l'avis d'Hauréau. En plus, Magne a donné l'époque où ce Roman mémoire a été composé. Il avait été attribué, sans raison aucune, à Subligny, puis à d'Alègre.

(1) Voir ci-dessus note 2.

(2) Il y avait un an bientôt que le manuscrit était entre les mains de Molière.

(3) Ce parrainage de la famille Royale équivalait à la présentation à la Cour, pour les familles nobles. Le dernier enfant de Jean-Baptiste

l'Évêque d'Orléans. Il fut nommé Louis par le Dauphin de France et Marie-Thérèse d'Autriche, reine de France et de Navarre.

L'orgueil de Marie-Catherine s'accrut encore lorsque le vendredi 12 juin, la troupe de Molière alla, par ordre du Roi, jouer *Le Favory*, dans le Jardin de Versailles, tout garni d'orangers. C'est ce jour là que Molière fit un prologue où un marquis ridicule, qui voulait être sur le théâtre, malgré les gardes, tint une conversation risible, avec une marquise ridicule, placée au milieu de l'assemblée (1).

Pendant cette époque de gloire, Guillaume des Jardins avait, le lundi 13 avril 1665, à Alençon, par acte notarié, délaissé tout ce qui lui appartenait, à sa femme Catherine Ferrand. Il reconnaissait lui devoir 29.587 livres, avec les intérêts de cette somme depuis 1655. Il cédait sa terre de Clinchemore pour 12.000 livres, celle de Verzé pour 4.500 livres, le bordage de Diguette pour 1660 livres. Il va jusqu'à céder ses deux chevaux et ses meubles dont le montant n'est que de 1400 livres.

Madame des Jardins accepta ces 19.560 livres, se réservant de se faire payer le surplus sur les autres biens de son mari.

Le 24 août 1666, Marie-Catherine est à Clinchemore (2), elle passe procuration (3) pour représenter son père à

en profitera lorsqu'il sera colonel de Montfort, à vingt-quatre ans. Dans le volume *Villedieu et le régiment de Picardie*, je préciserai le recrutement des officiers dont je n'ai donné que quelques indications.

(1) Journal de La Grange.

(2) *Recherches de la Noblesse dans la généralité de Touraine*. Publié par Chambois et de Farcy. Mamers, Fleury et Dangin, 1895, p. 426.

(3) Le 12 août 1666, Marie-Catherine a été marraine à Saint-Rémy-du-Plain, de Guillaume, fils de François Valtot, écuyer, sieur du Plessis, et de D^{lle} Marie Grossier. Le parrain était Guillaume Le Feuvre, sieur de Congé, bailli de Sonnois et Peray ; mais, le vicaire Chapelle a oublié d'écrire, il y a : Sa marraine dame Marie

Le 22 septembre 1666, elle a dû assister également, au monastère de la Visitation de Mamers, à la cérémonie de la canonisation de saint

l'assignation de la recherche de noblesse ; Guillaume est qualifié de sieur de Clinchemore et de gentilhomme ordinaire de la Grande Fauconnerie du Roi. Et le 28 août 1666, à Chinon, elle se présente à Laspeyre comme dame Marie-Catherine des Jardins, épouse d'Anthoine de Boesset, écuyer, sieur de Villedieu, capitaine au régiment de Picardie.

Le 8 novembre 1666, Jeanne de Guesdron mourut rue Montmartre, près Saint-Joseph, et fut inhumée le 9, en l'église des Martyrs, proche son époux. Sa succession fut refusée le 18 décembre par ses enfants, comme devant leur être plus onéreuse que profitable.

Que s'est-il passé entre Marie-Catherine et Antoine de Villedieu, pendant les années 1665 et 1666 ? il m'est difficile de l'indiquer. Marie-Catherine n'a pas fait œuvre d'écrivain, à part « le Récit de la fête que le Roi a faite à Versailles » ; Anthoine n'a point fait la guerre si ce n'est dans les camps de Plaisir (1) où Louvois a préparé les armées.

En tout cas, le 5 février 1667 les deux futurs conjoints passent par devant notaires, l'acte suivant :

« Le 5 février 1667 furent présens de leurs personnes,
« Antoine de Boesset, écuyer, sieur de Villedieu, capitaine
« au régiment de Picardie, demeurant rue Notre-Dame-des-
« Victoires, paroisse Saint-Eustache d'une part, et damoi-
« selle Marie-Catherine des Jardins, fille majeure étant et
« jouissante de ses biens et droits demeurant au Cul-de-Sac
« des Thuilleries, paroisse Saint-Joseph ? d'autre part.

« Lesquels se sont volontairement et respectivement

François de Salles, où officia M^{sr} François Fouquet, archevêque de Narbonne, exilé à Alençon. *Notes et Documents sur Mamers*, G. Fleury, 1898, p. 269.

(1) En 1665, Picardie est en Normandie, à Joué-du-Bois, 31 octobre. *Revue hist. de l'Orne*, t. XIV, p. 213, et en 1666, au camp de Breteuil, 15 janvier. Camp de Mouchy, 5 et 11 mars. Vincennes, 26 août.

« désistés et départis de toutes les promesses de mariage
« qu'ils se sont mutuellement faites tant sous seing privé (1)
« que par devant notaire, spécialement de celle passée le
« 21 juin 1664, par devant Rousset, notaire tabellion du
« Puy-Sainte-Réparate, près Aix-en-Provence, consentent
« respectivement qu'elles soient nulles et sans effet, comme
« non faites, ni advenues, ensemble les sanctions de condi-
« tions et d'écrits qui sont insérées en conséquence des dites
« promesses et que chacun d'eux se puisse pourvoir par
« mariage ou autrement, ainsi que bon leur semblera, après
« avoir affirmé n'avoir passé outre audit mariage. Pour et
« de quoi ils ont requis acte aux notaires soussignés qui
« leur ont octroyé pour leur servir ce que de raison. Ce fut
« fait et passé à Paris, en la maison de ladite damoiselle,
« l'an 1667, le 5 février et ont signé. »

Le 14 mai 1667, Louis XIV mande les députés du Parlement, de la Chambre des Comptes et de la Cour des Aydes de Paris. Il leur annonce qu'allant faire un voyage aux Pays-Bas, pour mettre de par le droit de Dévolution, la Reine, en possession des États qui lui étaient échus, et ce, sans rien faire qui put rompre le dernier traité fait avec l'Espagne, il leur ordonnait de prendre ses ordres pendant son absence. Le 16, le Roi, la Reine et une partie de la Cour se rendent à Amiens, où ils arrivent le 20. Le 21, il passe en revue les troupes campées entre Amiens et Corbie, au-delà de la Somme ; il en profite pour faire un détachement avec les brigades de d'Artagnan et des Fourneaux qui s'emparent sans coup férir, d'Armentières et de sa garnison. Cette surprise effraya tellement les Espagnols, que les familles les plus considérables de Bruxelles, Mons,

(1) Il serait fort curieux de retrouver ces seings privés qui expliqueraient les causes des désistements ainsi que les traces du procès dont je parle plus loin.

Malines et Louvain, se réfugièrent à Anvers, où ils se crurent plus en sûreté que chez eux. La famille du marquis de Castel Rodriguez en fit autant.

La Cour séjourna à Amiens jusqu'au 24 mai. Le 25, la Cour partit pour Montdidier et le lendemain, pour Compiègne.

Le 26, le Roi passa à Péronne une revue d'une partie de ses troupes. Le 29, les troupes prirent toutes du pain pour cinq jours ; la cavalerie fut chargée d'emporter 10.000 outils. Le 2 juin, Louis XIV était à Charles-le-Roy (1) où il séjourna jusqu'au 7 juin pour fortifier cette place. Pendant ce temps, le maréchal d'Aumont, dont les troupes s'étaient rassemblées autour d'Abbeville, s'était porté sur Viel-Hesdin où il se trouva le 29 mai ; et le 5 juin il était à huit heures du matin, avec son armée, devant Bergues. Le soir même, à neuf heures, il commença l'attaque et, cinq heures après il s'était emparé de la contrescarpe, de deux demi-lunes et de tous les dehors. Le gouverneur battit la chamade, et le 6 juin, à neuf heures du matin, il quittait Bergues avec armes et bagages seulement.

Le 7 juin, la Reine partit avec Mademoiselle et la Cour pour rejoindre le Roi à Avesnes. Le 9 juin, le Roi se porta à la rencontre de la Reine, à Maroilles, et de là, la Cour se rendit à Avesnes, où, le 10, le Roi passa une revue des troupes. Le 14, le Roi se porta sur Charleroi, tandis que la Reine partait pour aller à Liesse et de là à Compiègne où elle arriva le 17 juin. Le 9 juin, d'Aumont était parti de Bergues pour investir Furnes, et le 12, don Juan de Tolède se rendit. Aumont resta à Furnes jusqu'au 16 puis se rendit le 17 à Tournay dont on commença l'investissement. Le 21, le Roi arriva devant Tournay qui était encerclé par les troupes de d'Aumont, les troupes lorraines et par l'avant-

(1) Louis XIV commandait en personne la 2^{me} brigade de l'armée de Flandre où comptait Picardie.

garde formée des cavaleries du marquis de Bellefonds et du comte de Duras.

Dès son arrivée, le Roi visita la circonvallation et fit établir un pont de bateaux pour permettre au maréchal de camp Péguilain, de se porter avec ses troupes entre de Bellefonds et Duras. Le 23, le Roi et Monsieur visitèrent la tranchée où ils furent reçus par le maréchal, duc de Gramont. Le Roi s'exposa aux endroits les plus périlleux.

Le soir, Picardie monta la tranchée avec d'autres troupes ; il releva avec Castelnau, les Gardes Françaises et les Gardes Suisses.

Le 24, à minuit, les habitants battirent la chamade et envoyèrent deux députés du clergé et de la bourgeoisie pour capituler, ce qui fut accepté ; mais le marquis de Trésigny, gouverneur de la place, se retira dans le château, menaçant de brûler la ville. Le Roi accepta la capitulation.

Le soir du 24, les Gardes Françaises ouvrirent la tranchée contre le château qui était en dehors de la ville ; le 25 au matin, quatre pièces de canon étaient en batterie et battirent la contrescarpe. Le Gouverneur fit battre la chamade à dix heures du matin. La capitulation fut accordée à la réserve du canon. Le Roi entra dans Tournai le samedi 25 juin et y fut accueilli avec joie. Le lendemain, tous les corps de la ville firent leur soumission à Louis XIV, qui était venu dans la ville avec une escorte magnifique.

Le lundi 27, il donna ordre d'établir à travers les bois d'alentour, une route qui permettrait de se rendre de Sedan à Calais.

Le jeudi 30, Louis XIV envoya la cavalerie du comte de Duras et la cavalerie lorraine du comte de Lisle Bonne, pour investir Douai, sur la Scarpe, pendant que d'Aumont recevait l'ordre de brûler les faubourgs de Lille.

Le 2 juillet, le Roi arriva devant Douai. Le 3 juillet, Picardie ouvrit la tranchée à gauche et les Gardes Françaises à droite.

Les travaux faits par Picardie étaient dirigés par le marquis de Péguilain (1).

Le 5 juillet, deux attaques nouvelles, préparées la veille, furent faites contre le fort de Scarpe et contre un endroit qui regardait Valenciennes. A cette attaque, Vauban, capitaine de Picardie et ingénieur, reçut un coup de mousquet dans le bras. Les Suisses, ce jour-là, poussèrent leur attaque si bien qu'à dix heures du matin ils purent passer le fossé de la contrescarpe, après l'avoir comblé de fascines. Louis XIV jugeant que la nuit suivante, la place pouvait être forcée, envoya un trompette (2), et le comte de Gramont, pour sommer la ville de se rendre.

Les bourgeois députèrent au Roi, en demandant un sursis jusqu'au mercredi 6 juillet, à six heures du matin. Pendant la nuit du 5 au 6, les bourgeois allumèrent un grand feu au-dessus du beffroi pour avertir au loin qu'ils étaient en péril.

Pendant ce temps, Lyonnais était à l'attaque du côté de Valenciennes ; il travailla si rapidement qu'il put traverser le fossé de la contrescarpe à la nage et s'établir dans la demi-lune. Le soir, Louis XIV lui fit donner l'ordre de s'arrêter.

Le jeudi matin, à six heures, les députés qui étaient déjà venus vers le Roi, vinrent lui offrir les clefs de la ville. La capitulation fut conclue, des otages furent donnés réciproquement et les portes de la ville furent remises au Roi. Pendant ce temps, Castelnau ayant passé la contrescarpe

(1) Puyguilhem ne prit le titre de duc de Lauzun qu'après la mort de son père, Gabriel, Nompar II, de Caumont, quatrième comte de Lauzun. Il fut marié en secret à la cousine-germaine de Louis XIV, Marie de Bourbon, duchesse de Montpensier.

(2) Les trompettes, dans la cavalerie, étaient neutralisés et servaient de parlementaires ou de messagers pour recevoir des nouvelles des officiers prisonniers, et leur remettre de l'argent pour leur subsistance ou leur rançon.

du fort de Scarpe, ce fort se rendit, et le soir même, les troupes occupèrent toutes les portes.

Le 7 juillet, les troupes espagnoles en sortirent par la route de Valenciennes où Louis XIV, au milieu d'une troupe nombreuse de seigneurs, les vit passer.

Le vendredi, Louis XIV fit son entrée à Douai, assista au *Te Deum* qui fut chanté et nomma gouverneur de la ville le sieur d'Aprémont, capitaine aux Gardes Françaises.

Le 8 juillet, il partit avec 2.000 chevaux pour se rendre à Compiègne où il arriva le 9, grâce aux relais préparés à Bray. En arrivant près du château de Compiègne, le Roi monta en carrosse, escorté de nombreux seigneurs ; il fut reçu au bas de l'escalier du château, par la Reine, accompagnée de Mademoiselle et du prince de Condé. Le 10, Leurs Majestés assistèrent au *Te Deum* chanté en la cathédrale de Compiègne.

Du 11 au 18 juillet, grandes réceptions au château, des ambassadeurs de Venise et de Savoie, des députations des compagnies souveraines de Paris, et de l'abbé Rospigliosi, neveu du Pape.

Le 19, Leurs Majestés et la Cour partirent pour Arras où elles furent reçues le 22 par le marquis de Montpezat, gouverneur de la ville. Le 23, la Cour partit d'Arras à trois heures après midi, pour aller coucher à Douai où elle arriva à huit heures du soir, le Roi à la tête de l'escorte.

D'Aprémont, le gouverneur, présenta à Leurs Majestés les clefs de Douai, hors les portes, où le Corps de ville harangua la Reine qui était dans son carrosse avec Mademoiselle.

Leurs Majestés, précédées de deux dais, entrèrent au bruit du canon et aux acclamations de Vive le Roi, au milieu de spectacles divertissants, placés sur le chemin de leur logement.

Le premier fut un peloton de sept filles à cheval, qui

tenaient chacune une branche de laurier qu'elles offrirent au Roi, en signe des victoires qu'il avait remportées.

Le deuxième fut un grand char sur lequel paraissaient les quatre parties du Monde, soumises à la France. Au milieu d'elles était un jeune enfant représentant un Dauphin, qui chanta un air en l'honneur des triomphes de Louis XIV.

Ensuite venait immédiatement après, un navire mû par une invention merveilleuse où la Piété et la Charité étaient représentées.

Enfin deux grands Colosses des deux sexes, d'une prodigieuse hauteur et d'une industrie toute particulière (1).

La nuit, les réjouissances continuèrent par des feux de joie dans toutes les rues, des lumières aux fenêtres, avec divers témoignages d'une vive allégresse.

Le dimanche, Leurs Majestés mangèrent en public pour donner aux habitants la satisfaction de les voir. L'après-midi elles furent haranguées par le Magistrat, le Corps du Gouvernement et l'Université. Le Magistrat fit un discours fort éloquent, auquel Louis XIV répondit en l'assurant de sa bienveillance et de sa protection.

Le 25, la Cour partit pour aller visiter Tournay le 26, en passant par Orchies. Elles firent leur entrée à dix heures du matin, au bruit du canon. En dehors des portes, les échevins leurs présentèrent les clefs en or dans un bassin d'argent. Elles se rendirent alors à l'abbaye de Saint-Martin en traversant les rues somptueusement tapissées.

Le 27, le Corps de ville, les trois États de la Province et le Clergé, eurent audience du Roi et ensuite de la Reine. Le 28, Leurs Majestés dinèrent en public, et le 29, la Reine partit à huit heures du matin avec une puissante escorte de cavalerie et d'infanterie, commandée par le marquis de

(1) Gayant et sa femme, si connus dans le Nord, ainsi que les illuminations qui s'y font toujours, à la Ducasse et aux fêtes si nombreuses.

Cœuvres, pour aller coucher à Douai. Le samedi, la reine quitta Douai avec sa suite, pour aller à Arras où elle arriva sur les cinq heures du soir, au bruit du canon et aux acclamations du peuple. Le lendemain 31 juillet, le Conseil souverain d'Artois la harangua, de même que le corps de ville, le Gouverneur et autres officiers. Le même jour, Louis XIV fit partir M. de Marigny, capitaine aux Gardes, avec un détachement de tous les corps d'infanterie. Ce détachement rejoignit un camp volant de cavalerie commandé par le comte de Duras, qui devait lui-même se porter sur Alost, petite ville sur la rivière de Dendre. A son approche, les bourgeois lui ouvrirent les portes le 1^{er} août, d'autant qu'Oudenarde avait été pris le 30 juillet.

Le lendemain, Louis XIV y fit son entrée à la tête des deux bataillons du régiment de Picardie.

Capitaine DEROME.

(A suivre).

BÉNÉDICTINS MANCEAUX

DÉCÉDÉS A L'ABBAYE DE SAINT-DENIS

(XVII^e-XVIII^e SIÈCLES)

La bibliothèque du monastère de Saint-Pierre de Solesmes possède parmi ses manuscrits deux volumes in-f° d'un NÉCROLOGE DE L'ABBAYE DE SAINT-DENIS EN FRANCE, ORDRE DE SAINT BENOIST, CONGRÉGATION DE SAINT MAUR, *Qui contient les Eloges historiques, avec les Epitaphes, des Fondateurs et Bienfaiteurs de ce Monastère, et des autres personnes de distinction qui l'ont obligé par leur service, honoré d'une affection particulière, illustré par la profession Monastique, édifié par leur pénitence et leur piété, sanctifié par leur mort et par leur Sépulture. 1775.* — L'ouvrage complet formait trois volumes : malheureusement le premier, comprenant les mois de janvier, février, mars et avril, est perdu. Nous extrayons de ce Nécrologe les trois notices suivantes qui seules se rapportent à des religieux manceaux de la Congrégation de Saint-Maur.

B. H.

I.

DOM URBAIN-ANTOINE ALLARD

Ce même jour (1) 1674, mourut dans des sentiments d'une piété peu commune, âgé de soixante-treize ans, Dom Urbain-Antoine Allard, prêtre, religieux de ce monastère, natif de Saint-Martin de Chartres (2), diocèse du Mans, et profès du monastère de Saint-Nicolas de Nadon (3), le 20 octobre 1619 (4). La rigueur de l'observance, dans un temps si mémorable, n'effraya point une vocation méditée à loisir et conduite par l'Esprit-Saint. Il s'immola sous son joug, et il dévora, si l'on peut parler ainsi, tout ce que la Règle a de plus dur à la nature corrompue. La pauvreté fit ses délices, la lecture des livres saints et la prière continuelle la joie de son cœur. Devenu habile dans toutes les sciences, sans sécheresse et sans dissipation, il ne put cacher les vertus que le Tout-Puissant avait mises en lui, l'étendue de ses connaissances, ni se déroba au choix que l'on fit de lui pour être à nos confrères un exemple de régularité toujours parlant et leur donner des leçons de philosophie et de théologie. Dom Allard enseigna l'une et l'autre pendant plusieurs années avec beaucoup de succès dans le collège de Cluny à Paris (5), et n'y fit pas moins admirer la bonté de son cœur,

(1) 21 décembre.

(2) Saint-Martin de Châtres, paroisse du canton d'Evron, diocèse actuel de Laval.

(3) Saint-Nicolas de Nadon, prieuré du diocèse de Soissons, dans la commune de Louatre. Il dépendait de l'abbaye de Saint-Faron de Meaux. Une épidémie, survenue aux Blancs-Manteaux de Paris, y avait fait transférer le noviciat qui était alors sous la direction de dom Anselme Bolle.

(4) La *Matricule imprimée* du Profès de la congrégation de Saint-Maur, indique qu'il fit profession le 19 octobre, âgé de vingt ans.

(5) Situé sur l'ancienne paroisse de Saint-Benoît, le collège de Cluny avait été fondé en 1629, par Yves de Vergy, abbé de Cluny. Il était

la candeur de ses mœurs, et l'onction de ses conversations que son érudition particulièrement dans les mathématiques, qui l'ont rendu un des plus grands hommes de son temps. Bien digne en tous sens d'être chargé du gouvernement, il illustra les places de prieur de Saint-Faron de Meaux (1), de Corbie (2), et de Bonne-Nouvelle d'Orléans (3).

Les commencements de réforme dans ces maisons n'eurent rien de difficile pour lui, et il sut accommoder toutes les affaires dans la paix et la charité. Les religieux trouvaient en lui un supérieur vigilant, attentif et plein de tendresse pour leurs besoins. Si la pauvreté des lieux et des circonstances ne lui permettait point de leur ouvrir plus particulièrement ses entrailles paternelles, les consolations y suppléaient, et comme il avait appris à se passer de tout, il en persuadait facilement les autres. Une administration si sainte, si propre à gagner les cœurs à Dieu et si universellement applaudie, tenait Dom Allard dans une humilité pro-

destiné à servir de résidence aux jeunes religieux envoyés à l'Université. Au commencement du XVII^e siècle, ce monastère, gouverné par dom Laurent Binard, devint comme le rendez-vous de tous les moines désireux de vivre selon leur règle. Sous son influence se forma la congrégation de Saint-Maur qui, pendant quelques années, entretenait une petite communauté au collège de Cluny. — Dom Antoine Allard y fut prieur en 1636.

(1) Abbaye fondée vers l'an 650, par saint Faron, évêque de Meaux, sous le vocable de la Sainte-Croix et de saint Jean-Baptiste. La réforme des Pères de Lorraine, dite de Saint-Vaune et de Saint-Hydulphe, fut introduite en 1615 dans ce monastère, qui, trois ans plus tard, avec quelques autres abbayes, forma la congrégation de Saint-Maur. Dom Antoine Allard en fut nommé prieur en 1633.

(2) Abbaye, dans le diocèse d'Amiens, fondée par la reine sainte Bathilde. La congrégation de Saint-Maur, y fut introduite en 1618. Dom Anthoine Allard en fut prieur en 1639 et en 1642.

(3) Très ancienne abbaye probablement habitée à l'origine par des religieuses, ainsi que son nom l'indique, Sancta Maria Puellaris. Après bien des vicissitudes, ce monastère était devenu un prieuré dépendant de l'abbaye de Marmoutier. Il fut cédé, en 1653, à la Congrégation.

fonde et le faisait soupirer vers la dépendance, une plus grande retraite et une vie cachée (1).

Il la demanda avec persévérance et il l'obtint en venant demeurer dans ce monastère, déchargé de tout emploi. Il y donna les plus grands exemples de vertu sous des manières honnêtes et obligeantes et il repassa tous les jours de sa vie dans une ferveur incroyable. Sa santé succomba sous des austérités extraordinaires, et une fièvre continue jointe à une fluxion de poitrine lui annonça sa fin prochaine. Il la vit venir sans s'effrayer, reçut les derniers sacrements dans la joie de son cœur et consumma son sacrifice plein de foi, de courage, de patience et de résignation. Pendant une agonie de vingt-quatre heures sa piété lui fournissait les plus beaux versets des psaumes qu'il semblait lire sur la muraille, comme autrefois saint Augustin, et d'autres passages de l'Écriture sous lesquels il passa, sans aucune absence, de cette terre de ronces et d'épines dans le séjour des saints.

II.

DOM PIERRE ALLARD

Ce même jour 1746 (2), mourut âgé de soixante-quinze ans, Dom Pierre Allard, prêtre, religieux de ce monastère, natif du Mans et profès de l'abbaye de Notre-Dame de Lire (3), le 7 juillet 1692. Son naturel doux, affable, honnête

(1) En 1646, dom Antoine Allard se trouvait à l'abbaye de Saint-Rémi de Reims. Dans une lettre du 20 novembre de cette année, il raconte à dom Anselme Le Michel, ce qui s'était passé lors de l'ouverture de la chasse de saint Rémi quelques jours auparavant. Cette lettre intéressante a été publiée par M. L. Paris, dans son *Histoire de l'abbaye d'Avenay*, t. II (1879), p. 315.

(2) 9 octobre.

(3) L'abbaye de Lire était située en Normandie, dans le diocèse d'Evreux ; elle appartenait à la congrégation de Saint-Maur, depuis 1646.

et soutenu d'une grande régularité, aurait fait les délices de ses frères, si on s'en fut tenu là. On le nomma prieur dans différentes maisons (1), et ce fardeau était au-dessus d'une inclination trop marquée de ne pouvoir désobliger personne. Il trouva des religieux qui en abusèrent et qui ne firent point honneur à son administration. Dégoûté un peu tard des fonctions d'un ministère qui demande tant de qualités aujourd'hui si rares, il obtint une place dans ce monastère, où il se fit aimer et respecter de tout le monde. Il y repassa dans l'amertume de son cœur ses années passées et suivit tous les exercices avec une grande régularité. On le flattait d'une longue suite de jours par la bonté de son tempéramment et l'égalité de son humeur, lorsqu'une fièvre maligne l'emporta en quatre jours. Il reçut les derniers Sacrements avec une grande foi et une soumission entière à la volonté adorable de son créateur.

III.

DOM JEAN LE MAITRE

Ce même jour (2) 1740, mourut muni des derniers Sacrements de l'Église Dom Jean le Maître, prêtre, religieux de ce monastère pendant plus de quarante ans, natif de Lavaradin (3), diocèse du Mans, et profès de Vendôme (4) le 17

(1) Dom Pierre Allard fut nommé prieur, en 1717, de Sainte-Croix de Quimperlé ; en 1720, de Landevennec ; en 1723, de Saint-Maur-sur-Loin ; en 1726 et 1729, de Notre-Dame de Tuffé ; en 1733, de Saint-Sauveur de l'Evien, à Angers ; en 1736 et 1739, à Notre-Dame de Tuffé ; et en 1742, à Saint-Maur-sur-Loin.

(2) 27 décembre.

(3) Actuellement du diocèse de Blois.

(4) La célèbre abbaye de la Trinité de Vendôme appartenait depuis 1621 à la congrégation de Saint-Maur. Jean le Maître, quand il fit profession, était âgé de vingt-deux ans.

juillet 1692. Il avait reçu de la nature un port majestueux et une voix forte et harmonieuse qu'il employa toute sa vie sans se ménager, au service du Seigneur. Son caractère aimable et prévenant le fit estimer de ses frères, et il les obligea dans toutes les occasions, autant qu'il était en lui. A son emploi de chantre, on joignit celui de cirier, et les autres moments de loisir furent employés à un graduel en velin, orné de magnifiques vignettes, d'un frontispice admirable, doré sur tranche et sur dos, et garni de plaques, qui lui coûta des peines et un travail immense.

A cette occupation si sérieuse, Dom Jean le Maître y joignit celle d'occuper sa belle plume au service de la littérature et d'aider ses savants confrères dans leurs productions littéraires. Il a eu en conséquence beaucoup de part à l'édition du grand ouvrage du Père de Montfaucon intitulé : *Bibliotheca Bibliothecarum nova*, etc. Il composa un index in-folio de tous les écrits grecs imprimés, en marquant les premières lignes (1). Avec ce secours, on n'est point exposé

(1) L'ouvrage de dom Bernard de Montfaucon a pour titre : *Bibliotheca Bibliothecarum manuscriptorum nova*... deux in-f°, Paris, 1739. — Parlant de son collaborateur, dom B. de Montfaucon s'exprime ainsi dans la Préface : « *Votis meis adstipulantem inveni D. Joannem le Maistre, qui pene totum sua manu exscribendum et ample indice locupletandum suscepit ac post diuturnum laborem tantum opus absolvit anno 1720, quod duobus in-f° tomis compactum est* ». Dom Jean le Maître collabora également à cet autre ouvrage du même auteur : *Bibliotheca Coisliana, olim Segneriana sive Manuscriptorum omnium græcorum quæ in ea continentur accurata descriptio*. ... Paris, in-f°, 1715. Dans son inventaire sommaire des Manuscrits grecs de la Bibliothèque nationale, t. III, p. 260, M. Omont signale encore : *Catalogi mss. quos collegit D. B. de Montfaucon, exscripsit vero et locupletissimo indice ornavit D. Joh. Le Maître* ; — *Collectanea Joannis le Maître, San-Dionysiani monachi, inter quæ Chronica Cruciferorum in Polonia*, s. d. Tassin, *Hist. littéraire de la congrégation de Saint-Maur*, in-4° (1770), pp. 600, 615, 616 ; [D. François], *Bibliothèque générale des Ecrivains de l'ordre de Saint-Benoît*, in-4°, Bouillon, 1777, t. II, p. 148 ; Hauréau, *Histoire littéraire du Maine*, t. VII (1874), p. 151.

à donner au public comme anecdotes des pièces déjà imprimées. Il a laissé deux tomes in-4° des vies des papes tirées de l'*Histoire ecclésiastique* de M. Fleury et de ses continuateurs. Une maladie de langueur exerça sa patience pendant plus de six mois et fut le fruit de ses travaux non interrompus. Résigné à l'adorable volonté de son Dieu, il attendit la dernière heure dans la paix de son âme et dans la confiance de celui qui se nomme lui-même le Dieu des miséricordes.

LA FAMILLE DE COURTARVEL

MARQUIS DE DREUX-BRÉZÉ

La famille de Dreux, originaire du Poitou, comptait de nombreux représentants au XV^e et au XVI^e siècle (1).

L'auteur de l'illustration de la famille fut Thomas de Dreux, chevalier, seigneur de la Galissonnière, fils de Pierre de Dreux et de Marie Sagnier ; il avait épousé Marie-Marguerite Bodinet, et était devenu conseiller au Parlement de Bretagne. Il acheta, en 1675, le marquisat de Brézé, en Anjou et mourut en 1731 à l'âge de 91 ans.

Son fils, Thomas de Dreux, marquis de Brézé, marié à Catherine-Angélique Chamillart, était lieutenant-général des armées du roi, gouverneur de Loudun et du pays Loudunois ; il acquit en 1701 la charge de grand-maitre des cérémonies de France, qui se transmet héréditairement dans sa famille ; il mourut en 1749. Son fils aîné, Michel de Dreux, marquis de Brézé, lieutenant-général, grand-maitre des cérémonies, mourut en 1754 ne laissant pas d'héritiers de Isabelle de Dreux de Nancré, sa cousine, qu'il avait épousée en premières noces, et de Louise-Elisabeth de la Chastre, qui lui survécut.

(1) Cf. ci-contre la généalogie de la famille de Dreux.

GÉNÉALOGIE DE LA FAMILLE DE DREUX

Méry de DREUX (1520-1577), marié à Charlotte de la COUSSAYE.

Simon de DREUX,
auteur de la branche de CREUILLY.

Claude de DREUX,
auteur de la branche de NANCÉ.

Thomas de DREUX,
auteur de la branche de BRÉZÉ.

Antoine de DREUX-NANCÉ (1591-1668).

Charles,
marié à Françoise de CÉRISAY (1610).

Claude de DREUX-NANCÉ (1631-1720).

Pierre, mari de Marie SAGNIER (1636).

Jacques de DREUX-NANCÉ. — Aimé de DREUX-NANCÉ (1670-1729).

Thomas de DREUX, 1^{er} marquis
de BRÉZÉ, mari de Marie-Marguerite
BODINET (1677-1749).

Isabelle de DREUX-NANCÉ,
mariée en 1720 à Michel de DREUX-
BRÉZÉ.

Thomas de DREUX, 2^e marquis de
BRÉZÉ, 1^{er} grand-maitre des Cérémo-
nies (1701). — Marié en 1688 à
Catherine-Angélique CHAMILLART.

Elisabeth de DREUX,
mariée en 1723
à Bertrand - César
DUGUESCLIN.

Catherine,
J.-B. POUSSARD,
marquis du Vigeon.

Michel de DREUX-BRÉZÉ (1700-1754),
3^e marquis, grand-maitre, lieutenant-
général. — Marié 1^o en 1720 à Isabelle
de DREUX-NANCÉ; 2^e en 1749 à Louise
de la CHATRE.

Joachim de DREUX-BRÉZÉ (1710-1781),
4^e marquis, grand-maitre, lieutenant-
général. — Marié en 1755 à Louise-
Jeanne-Marie de COURTARVEL.

(Extrait des Documents de l'Affaire de Dreux-Brézé.)

Son frère cadet, Joachim de Dreux-Brézé, hérita de tous ses titres (1). Il devint seigneur de Mont-Saint-Jean, par son mariage avec Louise-Jeanne-Marie de Courtarvel.

Le mariage fut célébré avec un éclat extraordinaire à Paris, le 27 mai 1755.

Les articles du contrat furent signés le 24 mai dans l'hôtel du marquis, rue du Regard, paroisse de Saint-Sulpice (2).

« Contrat de mariage de Messire Joachim de Dreux, chevalier, marquis de Brézé, baron de Berrye et autres lieux, maréchal des camps et armées du roy, grand-maitre des cérémonies de France, gouverneur des ville et château de Loudun et pays du Loudunois, fils majeur de feu H. et P. seigneur messire Thomas de Dreux, marquis de Brézé, baron de Berrye, lieutenant-général des armées du roy, grand-maitre des cérémonies de France, gouverneur de Loudun, des îles Sainte-Marguerite et Saint-Honorat de Lérins, et de feu Catherine-Angélique Chamillart, son épouse,

Et H. et P. Dame Louise-Jeanne-Marie de Courtarvel de Pézé, fille de feu messire Louis-René, marquis de Courtarvel et de Pézé, chevalier, seigneur de Courtarvel, la Lucazière, Pézé, Mont-Saint-Jean, Saint-Germain-de-Coulamer, Saint-Georges-le-Gaultier, Gesnes, Bérus, Trémigon, et autres lieux, ancien gouverneur de Rennes, et de Louise-Charlotte de Thibault de la Roche-Tullon, veuve en premières nocces de Jean-Barthélemy de Montiffault. »

Témoins : M. Henri-Hubert de Courtarvel de Pézé, aumônier du roi, abbé de Saint-Jean-d'Angély et de Beaupré ;

Du consentement du roi Louis XV, de la Reine, du Dauphin, de la Dauphine, du duc de Bourgogne, Marie-

(1) M. Joachim de Dreux-Brézé était chevalier non profès de l'ordre de Malte ; il en sortit en 1754 à la mort de son frère aîné ; il servait à cette époque dans les armées du roi en qualité de maréchal de camp.

(2) Armoiries de la famille de Dreux-Brézé : *D'azur à un chevron d'or, accompagné en chef de deux roses d'argent et en pointe d'un soleil d'or.*

Adelaïde de France, Victoire, Sophie et Louise de France, filles du roi, et de la plupart des Princes et Princesses du sang.

Catherine de Dreux-Brézé, veuve de J.-B. Poussart, marquis du Vigean, sœur ; Louise-Elisabeth de la Chastre, veuve de Michel de Dreux, marquis de Brézé, belle-sœur ; Louis-Michel Chamillart, comte de la Suze, cousin-germain, grand maréchal de la Cour, lieutenant-général ; Louis de Durfort, comte de Lorges, lieutenant-général, cousin-germain ; Marie - Elisabeth Nicolaï, veuve de Charles, marquis de la Chastre ; Charles-Louis, marquis de la Chastre, comte de Nançay, brigadier des armées du roi ; Henriette-Charlotte-Marie de Courtarvel de Pézé, sœur ; M^{re} Charles-Louis de Froulay, évêque du Mans, cousin ; J.-B. Paulin d'Aguesseau, sieur du Fresne ; Thérèse d'Aguesseau, veuve du comte de Chatelus ; Joseph-J.-B. de Coriolis, agent principal du clergé ; Louis-Pierre-Auguste de Beaulieu, chevalier et contrôleur de l'ordre de Saint-Louis.

M. le Marquis faisait figurer dans son contrat de mariage :

La terre et le marquisat de Brézé, estimés 15.000 livres de rente ;

La Baronnie de Berrye, 5000 livres de rente ;

Boismont, Silly, la Varenne et Miron, 3450 livres de rente ;

La terre de Somloire, 2700 livres de rente ;

Les fermes, près Richelieu, 1400 livres de rente ;

2 maisons à Paris, mobilier, tableaux de maîtres, rentes.

La charge de grand maître des cérémonies dont le brevet de retenue était de 200000 livres.

Il constituait à sa future un douaire de 6000 livres de rente.

Louise de Courtarvel apportait sa part de la succession de son père, évaluée 208345 livres. L'abbé de Pézé y ajoutait un don de 50000 livres.

Henriette-Charlotte-Marie de Courtarvel de Pézé, épousa,

en 1761, Michel-Pierre-François, comte d'Argouges, maréchal de camp, deuxième fils de Jérôme d'Argouges, conseiller d'Etat, lieutenant-général au Chatelet de Paris, et de Marie-Françoise-Adelaïde de Creil de Bournezeau.

La mort du marquis de Courtarvel, en 1759, nécessita de nouveaux partages entre ses deux sœurs. Louise l'aînée avait droit aux deux tiers des biens d'après la coutume du Maine ; la totalité des biens nobles, et la moitié des biens de roture, d'après la coutume de Bretagne. Elle eut dans sa part les propriétés de Pézé, de Trémigon en Bretagne, les seigneuries de Courtarvel, la Lucazière, Mondan, Combran, le Grand Timon, les bois de Pézé, de la Foutelaye, du Débat, des Brosses, les métairies de la Pithière, la Guyonnière, la Chalousière, la Buglaire, la Voie, la Rainerie, Yvray, la Goumellerie, les Alleux, la Turillière, la grande Mouardière, la Maissonnette, les moulins de la Lucazière, de Courtalvert, de la Bouffayère.

M^r et M^{me} d'Argouges eurent la seigneurie de Saint-Georges : Saint-Germain, le Mesnil, la Rogerie, la Lorie, la Voirie et Avrillerie à Mont-Saint-Jean ; le bois de la Moussaie, à Saint-Pierre-la-Cour.

La Marquise douairière de Courtarvel eut pour son douaire la jouissance du château de la Lucazière, la nue-propriété de Vaux, dont elle avait cédé la jouissance et l'usufruit à l'abbé de Pézé, en 1755.

M. Henri-Hubert de Courtarvel était né le 3 novembre 1679 de Charles de Courtarvel et de Marie-Madeleine de Vassan ; il avait été destiné de bonne heure à l'état ecclésiastique ; en 1693, il fut nommé chanoine de l'église du Mans, puis aumônier du roi, et abbé commendataire des abbayes de Saint-Jean-d'Angély, 1728, et de Beaupré, 1721 ; il mourut au Mans en 1771, à l'âge de 91 ans.

Il était usufruitier du domaine de Vaux, et il avait acheté un grand nombre de biens roturiers à Gesnes, qu'il avait vendus en 1766 à M^r et M^{me} d'Argouges. Sa grande fortune

fut partagée par ses nièces. Vaux échut à M. d'Argouges, qui acheta en même temps la seigneurie d'Assé-le-Boisne des enfants de feu Louise-Madeleine de Courtarvel de Pézé, marquise de Mézières-en-Bresnes, dame des terres de l'Isle, Savary, Marteau, Motzmarasin, Assé-le-Boisne, Fyé et Linthe, épouse d'Armand-Mathurin, marquis de Vassé, vidame du Mans, baron de la Roche-Mabile, et de la Touche d'Avrigny, seigneur de la Cassine, de Vassé, d'Orthe, d'Azay-le-Rideau, et maréchal de camp.

M^r et M^{me} d'Argouges cédèrent à M^r le Marquis et M^{me} la Marquise de Dreux-Brézé, le 1^{er} juillet 1774, la terre de Saint-Germain, composée de la Grande Métairie, la Suhardièrre, Boufource, rente sur le moulin de Classé, la Rogerie, le Grand Mesnil, l'Eperonnière, la Barbière, la Lorie, la Voierie et Avrillerie, à Mont-Saint-Jean, les bois de la Moussaie, la rente sur la Droulinière.

A la mort de la marquise de Pézé, ils héritèrent des propriétés de Douillet, la Bouteveillère, la Foubayère, la Bouglière, le Bignon et le Cormier.

M. le comte d'Argouges mourut le 16 octobre 1786, ne laissant qu'une fille qui épousa, le 3 janvier 1785, le comte de la Trémoille, prince de Talmont, deuxième fils du duc de Laval, qui devait être une victime de la Révolution.

La princesse de Talmont n'eut qu'un fils, Léopold-Henri de la Trémoille, qui épousa Claire de Durfort de Duras et mourut en 1815 des fatigues de la campagne de Russie.

M^r le marquis et M^{me} la marquise de Dreux-Brézé laissèrent la jouissance du château de la Lucazière à Louise-Charlotte de Thibault de la Roche-Tullon, marquise de Courtarvel et de Pézé, qui prolongea son existence jusqu'en 1784.

Retenus à Paris par leurs charges à la Cour, et possédant un autre beau château à Brézé, ils ne firent que de courts séjours à la Lucazière ; mais ils s'occupèrent activement de leurs propriétés de Mont-Saint-Jean, et cherchèrent toutes les occasions pour les agrandir.

En 1766 ils achetèrent le fief et le domaine de la Bermondière, de la Buffardière et de Roulet de M. Alexis-Jean-Baptiste Le Maire, marquis de Courtemanche, époux de Adelaïde-Euphémie-Geneviève de Vassé, baronne de la Roche-Mabille, fille de Mathurin-Armand de Vassé, et de Louise-Madeleine de Courtarvel.

L'acquisition du fief de la Bermondière rendit le marquis de Brézé seigneur de toute la paroisse de Mont-Saint-Jean, moins Cordé. Nous avons vu plus haut qu'il acheta en 1774, du comte d'Argouges, la seigneurie du Mesnil qui s'étendait sur une grande partie de la paroisse.

Le 21 novembre 1769, il se rendait acquéreur des seigneuries de Roufrançois en Saint-Germain et de la Rochelle en Saint-Mars-du-Désert, mises en vente par Charles-Henri-Alexandre du Moncel et Marie-Françoise Groulard de Torcy, son épouse.

Il annexait à ses propriétés de Mont-Saint-Jean, les fermes ou bordages du Jardin, 1767, du Vaude-Joué, 1774, du Puits et du Grand-Tertre, 1778, de la Jacquetière et de la Glanchère, 1788.

En 1773 il faisait offrir par son bailli et procureur à la baronnie de Sillé un aveu de foi et hommage pour ses terres, fiefs et seigneuries :

- 1° Du Marquisat de Courtarvel ;
- 2° De la Motte-Pichart ;
- 3° De la Lucazière ;
- 4° Mondan ;
- 5° Combran ;
- 6° La Boutteveillère ;
- 7° Pézé ;
- 8° La Bermondière ;
- 9° Roufrançois.

M. le marquis de Brézé présenta son fils à l'école militaire de Paris ; son admission exigeait la production de ses titres

de noblesse. Il fit dresser un inventaire en 222 articles sous ce titre :

« Etat par inventaire des titres de la famille de Courtarvel, fournis par Monsieur le Marquis et Madame la Marquise de Dreux-Brézé, pour faire preuves de noblesse de la Maison de Courtarvel, du nom de maditte Dame Marquise de Dreux ; iceux titres tous cotés et paraphés par premier et dernier de nous soussigné, licencié èz-loix, procureur fiscal du marquisat de Courtarvel, envoyés à Paris le trente et un may mil sept cent quatre-vingt, pour communication seulement. BACHELIER. »

C'est dans cet inventaire et dans les pièces originales du Chartrier de la Lucazière que nous avons puisé les éléments de cette étude.

M. Joachim de Dreux, chevalier, marquis de Brézé, baron de Berrye, seigneur de Pézé, la Lucazière, Courtarvel, Mondan, Saint-Germain, Roufrançois, la Rochelle, le Mesnil, la Bermondière, Sallaines, et autres lieux, lieutenant-général des armées du roi, grand maître des cérémonies de France, gouverneur de Loudun, mourut à Paris le 25 septembre 1781.

Madame la Marquise vint habiter au château de la Lucazière après la mort de sa mère, la marquise de Pézé, en 1784. Nous la voyons occupée, en 1786, à acheter des terrains pour faire l'avenue qui conduit du château de la Lucazière au bourg et qui porte encore le nom de Grand Chemin.

Elle mourut le 1^{er} novembre 1789 après avoir été témoin des premiers actes de la Révolution.

Enfants du marquis Joachim de Dreux-Brézé et de Louise-Jeanne-Marie de Courtarvel :

1^o Anne-Louise-Elisabeth de Dreux de Brézé, mariée à François-Charles, comte de Coucy ;

2^o Catherine-Henriette de Dreux de Brézé, mariée à Antoine-Henri, marquis de Rachais ;

3^o Charlotte-Marie de Dreux de Brézé, mariée à Henri-Michel-Scipion, comte de la Roche-Lambert ;

4^o Marie-Marguerite de Dreux de Brézé, mariée à Pierre de Saint-Martial, baron d'Aurillac ;

5^o Anne-Jacqueline de Dreux de Brézé, mariée à Pierre-Louis, comte d'Ourches ;

6^o Henri-Evrard de Dreux, marquis de Brézé, né en 1766.

HENRI-EVRARD DE DREUX, MARQUIS DE BRÉZÉ

M. Henri-Evrard de Dreux-Brézé, né le 6 mars 1766, n'avait que quinze ans à la mort de son père, en 1781. Il fut placé sous la tutelle de sa mère ainsi que ses sœurs qui n'étaient pas mariées. Il eut pour subrogé-tuteur M. Charles-Daniel, comte de Talleyrand-Périgord.

En 1780, il entra comme élève pensionnaire, cadet gentilhomme, à l'école royale militaire de Paris. Ses preuves de noblesse étaient reçues le 17 avril 1780 par M. d'Hozier, juge d'armes de la noblesse. Le 12 octobre 1781, il entra comme sous-lieutenant au régiment de Royal-Cravattes ; il recevait le brevet de capitaine au même régiment en février 1786.

Il avait hérité de la charge de Grand-Maitre des Cérémonies de France. Il eut à jouer un rôle très important à l'ouverture des États-Généraux, en 1789, pour régler les préséances des trois ordres. Envoyé par le roi pour sommer les députés du Tiers-État de se dissoudre et de sortir de la salle de leurs séances, il reçut cette célèbre apostrophe de Mirabeau : « Allez dire à votre maître que nous sommes ici par la volonté du peuple et que nous n'en sortirons que par la force des bayonnettes ». (23 juin 1789).

Après la mort de Louise de Courtarvel, marquise de Brézé,

1^{er} novembre 1789, il y eut un partage provisoire des biens de sa succession.

M. le Marquis eut les deux tiers qui comprenaient Mont-Saint-Jean et Pézé. L'autre tiers resta indivis entre ses cinq sœurs.

Le 13 mars 1790 il épousa Adelaïde-Anne-Philippine de Custine, fille du général Adam-Philippe, comte de Custine.

Il resta à Paris dans son hôtel, rue du Regard, jusqu'au 21 juin 1791, jour de la fuite du roi Louis XVI. Il quitta alors furtivement Paris avec sa femme et prit la diligence de Tours pour se rendre à son château de la Lucazière, laissant ses domestiques chargés de conduire les bagages par une route plus directe.

Il arriva au Mans le 22 juin et descendit chez M. Juteau-Duhoux, accusateur public, avec qui il était en relations d'affaires (1).

La municipalité du Mans fut émue de la présence dans ses murs d'un personnage qui occupait une place si considérable à la Cour et prit la délibération suivante, 23 juin 1791 :

« Dans la séance où étaient présents M. Duhail, MM. Letourneur, Leclerc, Véron, Goupil, Le Vasseur, Varossum, Dubourg, officiers municipaux, et Chappe, procureur de la commune.

« Le Corps municipal ayant pris en délibération le réquisitoire du procureur de la commune tendant à ce que Monsieur de Dreux de Brézé, arrivé hier en cette ville, soit mis en état d'arrestation,

« Considérant que ledit sieur de Dreux de Brézé a donné, dans la séance royale de juin mil sept cent quatre-vingt-neuf, des preuves d'incivisme qui le rendent suspect ; que la place qu'il occupait à la Cour, l'a mis à portée d'avoir des

(1) Comme références pour cet article, nous indiquons l'ouvrage *Procédures et Documents de l'Affaire de M. le Marquis de Dreux-Brézé contre M. le Vicomte de Dreux-Brézé*. Vol. in-4°, chez Maulde, Paris 1898.

renseignements sur l'enlèvement du roi et de la famille royale, a arrêté que M. de Brézé sera mis sur le champ en état d'arrestation dans l'appartement qu'il occupe chez le sieur Juteau ; que MM. Levasseur et Letourneur, officiers municipaux, se transporteront sur le champ avec un détachement de la garde nationale pour effectuer la dite arrestation.

« Qu'il sera apposé sur les effets et papiers dudit sieur de Brézé des scellés par les commissaires, et que MM. Goupil et Varossum se transporteront à cette heure chez M. le président du Directoire du département, afin qu'il fasse assembler les membres du Directoire pour leur communiquer les mesures prises par la municipalité, et prier le Directoire d'expédier sur le champ un courrier à l'Assemblée Nationale, afin d'annoncer l'arrestation dudit sieur de Brézé et attendre les ordres de l'Assemblée Nationale à cet égard. »

Le 24 juin, vers minuit et demi, les officiers municipaux se rendaient au domicile de M. Juteau-Duhoux, accusateur public, et faisaient subir à M. le marquis de Dreux-Brézé un premier interrogatoire, auquel il répondit qu'il était parti de Paris mardi 22, à onze heures, qu'il était arrivé au Mans, mercredi 23, entre sept et huit heures du soir, qu'il allait à sa terre de la Lucazière, qu'il avait appris la fuite du roi, mais ne pouvait donner aucun renseignement à ce sujet.

Le 24 juin, le Directoire approuva les mesures prises par la municipalité en faisant valoir que M. de Brézé est attaché à la maison du roi en qualité de Grand-Maitre des Cérémonies ; que sa place l'a mis à portée d'avoir connaissance des démarches et des manœuvres qui ont précédé et accompagné l'enlèvement du roi et de la famille royale ; qu'il a été pris par le département de Paris, le 21 de ce mois, un arrêté approuvé par l'Assemblée Nationale, lequel met aux arrêts toutes personnes qui demeurent aux Tuileries, et interdit la sortie de Paris à qui que ce soit ; que le départ précipité

de M. de Brézé, dans le même jour, sans passeport et sans aucuns effets, paraît une contravention aux défenses faites par le département de Paris ; qu'il est d'autant plus intéressant de s'assurer de la personne de M. de Brézé et de connaître ses dispositions, que c'est cet officier qui, dès le 23 juin 1789, porta, de la part du roi, à l'Assemblée Nationale, les ordres de se dissoudre.

Sur l'ordre du Directoire, Emmanuel Le Tourneur et René Le Vasseur firent subir à M. de Brézé un second interrogatoire pour savoir pourquoi il avait pris le chemin de Paris à Tours, pour se rendre à la Lucazière près Sillé, à quel régiment il était attaché, et comment il était sorti de Paris. M. de Brézé répondit qu'il était sorti de chez lui à pied avec Madame de Brézé, qu'il était ensuite monté dans son cabriolet qui le conduisit à six lieues de là où il prit la poste de Tours, comme le moyen le plus expéditif pour se rendre à la Lucazière, qu'il était attaché comme capitaine réformé au régiment de Royal-Cavalerie, en garnison à Wissembourg, en Alsace, et qu'il n'avait pas l'intention de le rejoindre sans un ordre supérieur.

Le Directoire envoya ensuite la lettre suivante au président de l'Assemblée Nationale, 24 juin 1791 :

« Monsieur le Président,

La Municipalité du Mans, sur le vœu du peuple et par suite des précautions qu'elle prend pour la sûreté publique, a fait arrêter la nuit dernière M. Dreux de Brézé, maître des cérémonies du Roi, arrivé ici mercredi dernier, sans passeport et sans effets, ni domestiques. Sur la pétition de la Municipalité, nous avons arrêté qu'il demeurerait en état d'arrestation jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale en ait décidé. Nous vous prions donc de présenter à l'Assemblée Nationale les motifs contenus dans notre arrêté auquel nous

LXXII. 11

joignons expédition des deux procès-verbaux et d'une délibération de la municipalité du Mans. Nous n'avons au reste aucun motif particulier de suspecter les démarches de M. de Brézé, mais cette précaution nous a paru nécessaire pour prévenir la fermentation populaire. »

Un rapport fut fait le 26 juin par le représentant Livré, et l'arrestation de M. de Brézé ne fut pas maintenue. Il se rendit à la Lucazière et y resta jusqu'au 1^{er} septembre 1791.

Le déchaînement des passions révolutionnaires, surtout à la suite de l'arrestation du roi Louis XVI à Varennes, ne permit bientôt plus aux membres de la noblesse de paraître en public. La plupart d'entr'eux prirent le parti d'émigrer à l'étranger, abandonnant leurs richesses pour sauver leur vie. Un bon nombre se dépouillèrent de leurs titres de noblesse et se cachèrent soit à Paris, soit en province. La Convention décréta la mort civile des émigrés et la confiscation de leurs biens, qui ne tardèrent pas à être vendus nationalement par les districts.

M. le marquis de Dreux-Brézé, dont le beau-père, le général de Custine, avait donné des gages à la Révolution (1), ne voulut pas émigrer, et préféra courir les risques d'une nouvelle arrestation comme suspect. Il espérait aussi conserver ses propriétés. Il eut le bonheur de trouver dans Jacques-René Bachelier, notaire à Sillé, un régisseur fidèle et intègre, qui prit en mains la défense de ses intérêts. M. Bachelier s'était lancé avec ardeur dans le parti révolutionnaire et était devenu administrateur du département. C'était un légiste qui applaudissait aux décrets de l'Assemblée nationale contre les prêtres insermentés et contre les émigrés. Mais, par esprit de justice, il reconnaissait que ceux qui étaient portés à tort comme émigrés, ne devaient

(1) Le général de Custine fut accusé de trahison pour s'être laissé battre sur les bords du Rhin, traduit devant le tribunal révolutionnaire de Paris et envoyé à l'échafaud, le 23 août 1793.

pas subir les conséquences d'une loi à laquelle ils n'étaient pas assujettis. C'est ainsi qu'il empêcha autant qu'il put la vente des biens de M. de Brézé.

Celui-ci lui faisait parvenir, en 1792, des certificats de résidence à Paris, dans son hôtel rue du Regard, depuis le 1^{er} septembre 1791 jusqu'au 10 septembre 1792, pour les faire enregistrer au district de Sillé.

Les biens dont M. Bachelier avait la régie, appartenaient par indivis à M. de Brézé et à ses sœurs. Les événements de la Révolution n'avaient pas permis d'en faire le partage définitif. Or, deux de ses beaux-frères avaient émigré, quoique leurs femmes fussent restées cachées en France.

M. Bachelier, fondé de pouvoirs de M. le Marquis et de ses sœurs, adressa une pétition aux Directoires de la Sarthe et de la Mayenne pour être continué dans la régie et l'administration des biens indivis entre les héritiers de leur mère, en faisant valoir les considérations suivantes : Que Louise-Jeanne-Marie de Courtarvel, veuve de Joachim Dreux, par son décès arrivé le 1^{er} novembre 1789, avait laissé pour héritiers le citoyen Henri-Evrard Dreux et cinq filles, mariées aux sieurs Coucy, Rachais, Dourches, Daurillac et La Roche-Lambert.

Le citoyen Dreux, comme fils aîné, est fondé à la propriété des deux tiers, et l'autre tiers appartient à ses sœurs, pour chacune un quinzième du tout.

Le citoyen Dreux a fait preuve constante de résidence sur le territoire de la République, ainsi que toutes ses sœurs ; deux de ses beaux-frères seulement n'ont pas satisfait à la loi du séquestre en cette partie.

La loi de l'émigration prononce la peine de la mort civile contre ceux qu'elle atteint et par là même, rompt toutes les sociétés, affranchit les épouses des liens civils qui les unissaient, d'où il résulte que les filles de la citoyenne Dreux, non émigrées, sont autorisées à jouir de leurs biens propres, quand même leurs maris seraient émigrés.

Le citoyen Dreux, outre sa qualité d'héritier principal, a celle d'exécuteur testamentaire de sa mère, qui lui donne droit de percevoir tous les revenus de sa succession jusqu'au compte général.

Le 10 août 1792, le Directoire du département de la Sarthe fit droit, jusqu'à un certain point, à la pétition, et arrêta que le sieur Bachelier, en vertu de sa procuration, continuerait de gérer et administrer les biens dont il est question sous la surveillance, toutefois, du Directeur de la régie des biens nationaux et de ses préposés, et sous les conditions suivantes :

« 1^o De toucher tous les revenus des dits biens et de verser entre les mains du receveur d'enregistrement du bureau de Sillé, les parts revenant aux cohéritiers du sieur Dreux-Brézé, qui, faute de produire des certificats de résidence en France, sont censés émigrés.

« 2^o De ne régler et solder aucun compte avec led. sieur Dreux-Brézé, pour raison desdits biens indivis, sans y appeler le procureur syndic du district de Sillé afin de liquider les parts afférentes aux cohéritiers. »

M. et M^{me} de Brézé furent chargés, par le général de Custine, d'une mission en Angleterre, pour négociations et affaires de commerce avec un passeport délivré par le ministre des Affaires étrangères le 10 septembre 1792, et à leur retour allèrent à Mayence rendre compte au général.

Pendant ce temps, le bruit courut qu'ils avaient émigré, et les scellés furent apposés sur leur hôtel, rue du Regard.

Le 25 décembre 1792, M. de Brézé demanda la levée des scellés, en produisant ses pièces, et particulièrement un certificat du sieur Manuel, procureur de la commune de Paris, 30 novembre 1792, qui certifiait que le citoyen Dreux ou de Brézé était passé en Angleterre avec son épouse, fille du général Custine, muni d'un passeport délivré par le ministre des Affaires étrangères, pour négociations et affaires de commerce de la part du général son beau-père.

Le Directoire fit lever les scellés, en présence de Nicolas-Louis Juteau-Duhoux, procureur constitué par M. de Brézé.

M. de Brézé avait quitté Paris pour se rendre aux Andelys où nous le voyons du 6 septembre 1792 jusqu'au 7 février 1793. Il revint alors à Paris où il demeura du 7 février au 23 mai. Le 31 mai il était de retour aux Andelys qu'il ne quitta plus jusqu'à la fin de la Révolution (1).

Le 7 janvier 1793, M. de Brézé écrivait des Andelys à M. Bachelier :

« Ayant appris, quoique fort tard, que différents journaux avaient eu charitablement la bonté de me ranger dans la classe des émigrés, je fis prendre chez le procureur de la commune de Paris, des attestations du passeport qui m'avoit été délivré et qui ont dû vous parvenir » (2).

Le Directoire du département de la Mayenne inscrivit M. de Brézé sur la liste des émigrés, sous le prétexte qu'il n'avait justifié de sa résidence actuelle et habituelle sur le territoire de la République, et mit sous séquestre ses propriétés de Saint-Germain-de-Coulamer, Saint-Aubin et Saint-Mars-du-Désert. Tous ces biens furent vendus nationalement en 1794.

M. Bachelier usa de son ascendant sur le Directoire du département de la Sarthe, pour empêcher la vente des biens dans le district de Sillé et dans celui de Fresnay ; mais il ne put empêcher la vente du mobilier du château de la Lucazière. On réserva les matelas et les couvertures qui furent transportés au magasin du département par

(1) 31 mai 1793. Commune des Andelys, Eure.

« Certifions que le citoyen Henri Evrard Dreux, âgé de 27 ans, taille 5 pieds 6 pouces, cheveux châtains, yeux bleus, nez long, bouche moyenne, front ordinaire, visage long, demeurant actuellement en cette ville, dans une maison appartenant à la veuve Flavigny, a résidé dans la maison du citoyen Mengin, depuis le 6 septembre dernier jusqu'au 6 février. »

Déposé au district de Sillé, le 1^{er} juillet 1793.

(2) Lettre à M. Bachelier.

ordre du District, le 23 frimaire an III. Les titres et papiers de famille furent déposés à la préfecture.

M. le marquis de Dreux-Brézé ne fut inquiété dans sa retraite des Andelys qu'au mois de septembre 1799. Il fut dénoncé au Ministre de la Police par la lettre suivante :

« Citoyen Ministre,

« Le ci-devant marquis de Dreux-Brézé, demeurant aux Andelys près Rouen, nous est signalé depuis longtemps comme l'agent le plus actif de la contre-révolution. Le nom de Dreux-Brézé se trouve porté plusieurs fois sur la liste des émigrés. On présume fortement que l'un d'eux lui est applicable. Dans ces circonstances, on propose au citoyen Ministre de décerner un mandat d'amener contre cet individu, et d'en charger l'un des agents qui se trouve actuellement à Rouen.

« Approuvé, FOUCHÉ. »

M. de Brézé fut arrêté le 6 septembre 1799 (20 fructidor an VII), et gardé à vue dans sa maison. Il n'eut pas de mal à se justifier auprès du Ministre de la Police qui ordonna de le laisser en liberté, le 18 septembre 1799.

La révolution du 18 brumaire an VIII, qui établissait Napoléon premier consul, termina l'ère des persécutions contre le clergé et la noblesse.

M. de Brézé demanda à être rayé de la liste des émigrés afin de pouvoir jouir de ses biens.

Un arrêt des Consuls du 1^{er} floréal an VIII (21 avril 1800), le raya définitivement sous le nom de Dreux (Henri-Evrard), Eure.

Un autre arrêté du 15 floréal (5 mai) rectifia son nom, sur sa demande : Dreux-Brézé (Henry-Evrard).

L'article 2 portait : « Les citoyens, ci-dessus nommés,

rentreront dans la jouissance de leurs biens qui n'auraient pas été vendus, sans néanmoins prétendre aucune indemnité pour ceux qui se trouveraient aliénés. »

Le 18 mai 1800, le Ministère donnait l'ordre au Préfet de la Sarthe de restituer les biens mis sous séquestre.

M. de Brézé demanda la restitution des titres de famille déposés aux archives de la préfecture ou ailleurs.

Le Préfet prit un arrêté ainsi conçu :

« Considérant que les titres réclamés n'avaient été enlevés et remis aux administrations locales que par l'effet de l'inscription du pétitionnaire sur la liste des émigrés. . . .

« Arrête que tous les titres et documents concernant directement les pétitionnaires et leurs biens et actuellement existant dans les archives de la préfecture, leur seront remis, sous un inventaire sommaire (18 avril 1801). »

M. le marquis de Dreux-Brézé rentra en possession du château et du domaine de Brézé, du château de la Lucazière et des terres de Mont-Saint-Jean, de Pézé et de Crissé, que le dévouement de M. Bachelier avait préservés de la vente pendant la Terreur. Il se plaisait à faire de fréquents séjours au milieu des habitants de Mont-Saint-Jean qu'il n'avait pas oubliés dans ses charités même au moment de sa plus grande détresse.

Au concordat, il se prêta au désir des paroissiens qui réclamaient l'exercice du culte catholique et la réintégration des prêtres dans l'église. L'église avait été vendue à René Besnard, qui voulut bien la céder purement et simplement à M. le Marquis, le 3 septembre 1802.

Le 6 février 1806, il en fit don à la commune de Mont-Saint-Jean.

« Je soussigné Henry-Evrard de Dreux-Brézé, demeurant à la Lucazière, commune de Mont-Saint-Jean, actuellement commune de Brézé, propriétaire de l'église de Mont-Saint-Jean, en vertu de l'acquisition que j'en ai faite le 13 fruc-

tidor an X, devant Moriceau, notaire au Coudray-Macouard, du sieur René Besnard, auquel elle avait été vendue par l'administration centrale du département de la Sarthe, le 13 fructidor an IV.

« Cède, quitte et abandonne gratuitement, à la dite commune de Mont-Saint-Jean, la propriété et jouissance de la dite église sauf cependant la chapelle qui est à gauche du chœur et l'emplacement du banc de mes ancêtres dont je fais expresse réserve, tant pour moi que pour les miens, à perpétuité et sans qu'on puisse exiger de nous aucune rétribution pour la jouissance desdits objets.

« Le présent don ainsi fait sous la condition formelle et pour autant de temps que cette église sera consacrée à l'exercice du culte catholique, apostolique et romain, et desservie par un ministre approuvé par M. l'évêque du diocèse, et dans le cas où les cérémonies de cette religion cesseraient d'y être exercées, soit à défaut de prêtre, soit pour toute autre cause, la cession que j'en fais sera nulle de plein droit, et je rentrerai, ainsi que mes représentants, dans la propriété et jouissance de ladite église. »

Un décret impérial du 12 novembre 1806, autorisa l'acceptation de la donation.

« Au quartier impérial de Berlin, 12 novembre 1806.

« Napoléon, empereur des Français et roi d'Italie,

« Sur le rapport de notre Ministre de l'Intérieur, le Conseil d'État entendu ;

« Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

« Le Maire de la commune de Mont-Saint-Jean, département de la Sarthe, est autorisé à accepter, au nom de cette commune, la donation que lui a faite le sieur Henry-Evrard

de Dreux-Brézé, de l'église du lieu, aux conditions énoncées dans l'acte de donation du 6 février dernier, dont extrait sera joint au présent décret.

ARTICLE 2

« Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

« Signé : NAPOLEON.

« Par l'Empereur, le secrétaire d'État,

« Signé : Hugues MAREST » (1).

M. le marquis de Dreux-Brézé fut nommé membre du Conseil général de la Sarthe, en 1800 ; il conserva ces fonctions jusqu'en 1816 ; mais il se tint à l'écart pendant toute la durée de l'Empire. La Restauration lui fournit l'occasion de reprendre sa place à la Cour comme grand maître des cérémonies.

Il réclama aussi le grade de maréchal de camp, en faisant valoir qu'il était entré au service comme sous-lieutenant au régiment de Royal-Cravattes, en 1781, et nommé capitaine en 1786.

Il fut nommé pair de France en 1814.

Il mourut à Paris en 1829 ; son corps fut enterré à Brézé ; comme suprême témoignage de son affection pour la paroisse de Mont-Saint-Jean, il avait demandé que son cœur fut déposé dans l'église. Une inscription gravée sur une plaque de marbre noir, rappelle encore aujourd'hui son souvenir.

(1) Par acte du 17 février 1807, devant Mocquereau, notaire à Sillé, le maire de Mont-Saint-Jean accepta la donation de l'église à la commune par M. le Marquis de Dreux-Brézé, en vertu du décret impérial.

ICI EST LE CŒUR DE TRÈS-NOBLE
ET TRÈS-ILLUSTRE PAIR DE FRANCE,
SA SEIGNEURIE HENRY-EVRARD DE DREUX,
MARQUIS DE BRÉZÉ, BARON DE BERRYE,
GRAND-MAÎTRE DES CÉRÉMONIES DE FRANCE,
MARÉCHAL DE CAMP,
CHEVALIER DES ORDRES DU ROI.
NÉ A PARIS LE 6 MARS 1766,
DÉCÉDÉ EN CETTE VILLE LE 27 JANVIER 1829.
REQUIESCAT IN PACE.

Il laissait, de Adélaïde-Anne-Philippine de Custine (1), quatre enfants :

1^o Clémentine-Philippine-Henriette de Dreux-Brézé, née le 16 avril 1791, mariée au marquis de Monteynard, le 18 août 1810, morte le 26 août 1878 ;

2^o Scipion de Dreux-Brézé, marquis de Brézé, né en 1793, dernier grand-maitre des cérémonies, pair de France, mari de M^{lle} de Montault, mort en 1845, sans enfants ;

3^o Emmanuel-Joachim-Marie de Dreux-Brézé, né en 1797, marié en 1824 à M^{lle} Charlotte de Boisgelin, mort en 1848 ;

4^o Pierre-Simon-Louis-Marie de Dreux-Brézé, né le 2 juin 1811, évêque de Moulins, 1849, mort le 5 janvier 1893.

Emmanuel-Joachim de Dreux-Brézé donna sa démission de capitaine d'état-major en 1830, devint marquis de Brézé à la mort de son frère Scipion, en 1845. Il avait reçu en partage le château de la Lucazière et les propriétés de Mont-Saint-Jean. Il hérita de la terre et du titre de marquis de Brézé. Il eut pour enfants :

1^o Henri - Simon - Charles de Dreux - Brézé, marquis de Brézé, marié en 1850 à M^{lle} des Bravards Deissat-Duprat ;

(1) Madame la Marquise de Dreux-Brézé, née de Custine, mourut dans un âge avancé, en 1863, chez son fils, M^{sr} de Dreux-Brézé, évêque de Moulins. M^{sr} Pie, évêque de Poitiers, prononça son éloge funèbre.

GÉNÉALOGIE DE LA FAMILLE DE DREUX-BRÉZÉ

Henri-Evrard de DREUX, marquis de Brézé,
marié en 1790 à Adelaïde-Philippine de CUSTINE.

1 ^{re} Clémentine de DREUX- BRÉZÉ. 1810, Marquis de MONTEYNARD.	2 ^o Scipion, marquis de BRÉZÉ. 1810, Aglæe de MONTAULT.	3 ^o Emmanuel de DREUX- BRÉZÉ. 1824, Charlotte de BOISGELIN.	4 ^o Pierre de DREUX- BRÉZÉ, évêque de Moulins.
1 ^{er} Henri-Simon, marquis de Brézé, 1826-1904. 1850, M ^{lle} des BRAVARDS-DEISSAT-DUPRAT, † 1870.	2 ^o Eugène-Philippe, vicomte de DREUX-BRÉZÉ. 1856, Berthe de la FERRONNAYS.	3 ^o Edouard de DREUX- BRÉZÉ. 1882, Florence de BERNIS.	
1 ^{er} Pierre de DREUX, marquis de Brézé. 1878, Aline de GRAMMONT.	2 ^o Etienne de DREUX- BRÉZÉ. 1887, Mathilde de GOURCUFF.	1 ^{er} Simonne de DREUX-BRÉZÉ. 1879, Honoré, vicomte REILLE.	2 ^o Robert-Louis, V ^{ie} de DREUX-BRÉZÉ. 1888. 1 ^{er} Aurore-Marie GARDYS DE LA CHAPELLE. 2 ^o Anne-Marie GINOUX DE F'ERMON.

2^o Eugène-Philippe-Joseph de Dreux-Brézé, vicomte de Dreux-Brézé, né en 1827, marié en 1856 à M^{lle} Berthe de la Ferronnays, mort en 1894, propriétaire de la Lucazière ;

3^o Edouard-Emmanuel de Dreux-Brézé, né en 1841, marié en 1882 à M^{lle} de Bernis.

De M. Eugène de Dreux-Brézé et de M^{lle} Berthe de la Ferronnays sont issus :

1^o M^{lle} Simonne de Dreux-Brézé, mariée en 1879 à M. le vicomte Reille ;

2^o M. Robert-Louis-Marie-Auguste, vicomte de Dreux-Brézé, propriétaire actuel de la Lucazière.

E. TOUBLET.

(A suivre).

ÉPISODES DE L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

A ARÇONNAY ET AUX ENVIRONS (1)

LES GARDES NATIONALES ET LES VOLONTAIRES

1792 - 1793

LES GARDES NATIONALES

I.

Formation des gardes nationales d'Arçonnay, Champfleur, Béthon, Saint-Paterne, Oisseau. — Entrée d'un intrus à Saint-Paterne. — Achats de tambours et écharpes. — Achat et bénédiction des drapeaux. — Fête de la Fédération à Fresnay.

Malgré leur peu de valeur militaire, les gardes nationales occupèrent une grande place dans l'histoire de la Révolution (2).

Il ne nous semble donc pas sans intérêt d'extraire des

(1) Voir *Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne*, avril, juillet et octobre 1911, et avril 1912.

(2) « En général, avouera le District de Fresnay, à la fin de 1792, il y a peu d'activité dans le service. Ces gardes nationales, souvent délibérantes sur les réquisitions qui leur sont adressées, ont démontré, par des résultats contraires, que leur volonté n'est pas toujours d'accord avec leurs obligations et l'amour de la République. Un alliage

anciens registres municipaux quelques pages inédites sur les milices des cantons de *Saint-Paterne* et de *Bourg-le-Roi*.

A tout seigneur, tout honneur. Commençons par notre commune.

C'est le 21 février 1792 que fut formée la compagnie d'*Arçonnay*.

Ce jour-là, devant la municipalité assemblée au lieu ordinaire de ses séances (1), soixante-treize citoyens, le curé en tête, vinrent se faire inscrire sur le registre à ce destiné. Ils le firent « de bonne vollonté, avec le plus grand désir de servir la patrie et d'être utiles à la république en tout ce qui sera en leur pouvoir ».

« Et sitôt après la nomination du capitaine et autres officiers, en la même séance et en présence du général des habitants, la municipalité décida que pour relever leur prestige, les officiers municipaux seraient dorénavant pourvus d'écharpes. »

La garde nationale, elle, aura « sa caisse et sa flame ».

Ce sera, certes, une grosse dépense : 114 livres (2). N'importe, la chose en vaut la peine !

La commune n'ayant pas de ressources, on puisera dans

incompatible de liberté, de lueurs de courage et de faiblesse, forme leur principal caractère. Ajoutons que la compagnie de Fresnay, forte de 300 hommes, n'avait pas un seul fusil de calibre, mais quelques fusils de chasse seulement, et pour artillerie, deux pièces dont une couleuvrine et un canon de campagne peu propre au service ». *Douillet-le-Joly*, par M. Robert Triger, p. 232.

Dans son important ouvrage *La Ville et le District de Mamers pendant la Révolution*, M. Gabriel Fleury nous montre, t. III, p. 163 à 168, que, sous le rapport de l'armement, le District de Mamers n'était pas plus privilégié que celui de Fresnay.

Nous aurons l'occasion de constater plus loin que les gardes nationales de campagne laissaient encore plus à désirer.

(1) La mairie n'existant pas encore, c'était à l'église que se traitaient les affaires communales.

(2) 60 l. pour les écharpes ; 36 l. pour la caisse et 18 l. pour l'*instruction* du tambour. Il avait été décidé, en effet, que la personne qui serait nommée pour *aître* tambour devrait *aître* instruite.

la caisse de la fabrique pour solder ces différents achats et l'opération se renouvellera fréquemment ; l'époque contemporaine, on le voit, n'a rien innové sous ce rapport.

A *Champfleur*, après s'être autorisés eux-mêmes « à
« acheter, à même les deniers de la fabrique (à l'exception
« toutefois du procureur communal qui devra acheter
« une à son compte) des écharpes qu'ils devaient se succéder
« les uns aux autres à la fin de leur gestion, les officiers
« municipaux avaient non moins généreusement octroyé à
« la garde nationale, afin de seconder son zèle et son pa-
« triotisme, l'autorisation d'acheter deux tambours, par
« les mains et soins du procureur et du commandant d'icelle
« garde, lesquels feraient financer le procureur fiscal ».

Deux tambours, c'était bien quelque chose, mais le drapeau manquait.

Dans un discours quelque peu emphatique, le procureur en réclame un au conseil :

« Messieurs, dit-il, les commandants, capitaines, sous-
« officiers et soldats de la garde nationale me chargent de
« vous demander en leur faveur l'emploi d'une partie des
« deniers qui sont entre les mains du procureur de la
« fabrique.

« Les soldats nationaux vous ont donné, en toutes cir-
« constances, assez de preuves éclatantes de leur patriotisme
« et du zèle le plus ardent (1).

« Ils ont besoin d'un drapeau pour mettre le complément
« à leur organisation.

« Ils sollicitent de vous une autorisation pour que le

(1) En effet, les commandants en premier et en second avaient déjà présenté leur compagnie à la Fédération du 14 juillet 1791 au Mans ; et quelque temps plus tard, le jour même de l'acquisition de leurs deux tambours, huit gardes nationaux voulant se consacrer d'une manière particulière au soutien et à la prospérité de l'État et au maintien de la Constitution, source certaine de bonheur et de gloire, s'engageaient pour trois ans, comme volontaires, en qualité de soldats auxiliaires.

« procureur fabricant donne la somme nécessaire pour
« l'acquisition de ce drapeau dont ils ont le plus grand
« besoin.

« Afin que cette acquisition se fasse d'une manière qui
« ne laisse aucun soupçon, il me semble qu'il convient,
« Messieurs, de nommer des commissaires qui, joints au
« commandant, concourent selon leurs connaissances à
« l'acquêt d'un drapeau aussi beau et bon que le permet la
« situation actuelle du procureur de fabrique.

« N'allez pas vous persuader toutefois, Messieurs, que la
« garde nationale ait besoin d'encouragement ; son pa-
« triotisme, son dévouement vous est connu ; son activité
« est à toute épreuve ; ce présent que vous ferez aux gardes
« nationaux ne sera que la juste récompense due aux travaux
« qui les ont signalés. »

Le conseil, gagné par un si pompeux réquisitoire, acquiesce unanimement à cette demande « aussi juste que
« raisonnable », tout en ayant soin de recommander instamment aux commissaires par lui nommés pour l'acquisition
« l'économie, la bonté de l'étoffe et l'éclat qui doit distinguer
« l'étendard de la liberté ».

Bien que Gilles Lecoq, citoyen maire et curé de *Béthon*, eût donné gratuitement un de ses appartements du presbytère pour servir de mairie, c'est à la grande porte de l'église qu'eut lieu, dans cette commune, l'élection des officiers de la garde nationale.

« Et aussitôt, aïant fait valoir que ces messieurs de la
« garde ne pouvaient que difficilement s'assembler, n'aïant
« point de tambour, il avait été de suite royalement arrêté
« qu'il en serait sur-le-champ acheté un » aux frais de la
fabrique naturellement. S'il n'est pas question ici de drapeau, c'est qu'apparemment il était fourni par Bérus, ces deux paroisses ne formant qu'une seule compagnie, sous la dénomination de Bérus et Béthon.

Le 11 juin 1791, jour de la Pentecôte, il est question pour la première fois de la garde nationale de *Saint-Pater*.

Ce jour-là, cette compagnie est sous les armes. Il s'agit de recevoir le nouveau curé de la paroisse. L'ancien, après avoir, avec son vicaire, refusé de prêter le serment, avait été obligé de quitter sa paroisse. C'est un vicaire de Fresnay, Jean-Baptiste Brouard, qui le remplace.

Escorté de la garde nationale de cette ville qui, par attachement pour lui, l'a accompagné jusqu'à Saint-Pater, et d'un détachement des volontaires nationaux d'Alençon, l'intrus fait son entrée dans l'église, où le reçoivent les corps constitués, entourés de la garde nationale de la commune.

« Il monte en chaire, au désir du public, fait un discours « de circonstance, applaudi par tous les volontaires et « citoyens patriotes », puis chante solennellement la messe.

L'office fini, tous les volontaires nationaux, tant d'Alençon et de Fresnay que de Saint-Pater, « sont invités par le sieur « curé à un repas champêtre où président la gaité et la joie, « et où chacun s'efforce de manifester son patriotisme et « son attachement à la Constitution. »

Un mois plus tard, le 14 juillet, ce même curé constitutionnel procédera à la bénédiction solennelle du drapeau de la compagnie, « à la suite de quoy il fera un nouveau discours « analogue encore à la circonstance et non moins applaudi « que le premier. »

Aussitôt constituée, la garde nationale d'*Oisseau* s'était, elle aussi, procuré une caisse et une « flame », et sans désenparer elle avait nommé un officier porte-drapeau, « qui, de suite, présentait au curé de la paroisse l'oriflamme « pour la faire bénir et la remettait ensuite chez le capitaine « en charge » (1).

(1) Cette bénédiction des drapeaux se faisait partout alors. C'est ainsi qu'à Mamers, après avoir décrété que les vicaires de la ville ne

Il n'y a pas de quoi faire sortir la garde, avait coutume de dire Villemessant. S'il eût vécu au 14 juillet 1792, il n'eût certes pas tenu ce langage.

Ce jour là, en effet, constituées comme nous venons de le voir, munies de leurs « flammes », précédées de leur musique militaire, tambours et autres instruments, toutes les compagnies des gardes nationales des cantons de Bourg-le-Roi et de Saint-Pater, dès 6 heures du matin, quittaient leurs communes respectives, et se rendaient fièrement au chef-lieu de district.

C'était la fête de la Fédération. Le rendez-vous était fixé à 9 heures, à Fresnay.

Là, à l'heure dite et à la suite de leurs commandants, capitaines et autres officiers, nos braves milices prêtent le serment civique, jurant de se conformer en tout aux lois du royaume.

II.

Réorganisation des gardes nationales. — Appel au peuple de la municipalité de Saint-Pater. — Troubles à Champfleur. — Complot contre la sûreté de l'État et contre la ville d'Alençon. — Tribunal de police de Champfleur, réquisitoire du procureur. Affichage du jugement. — Condamnation de la femme Thomas Gérard. — Armement des milices nationales, fabrication des piques.

Nos milices comptent une année à peine d'existence et déjà, par suite de plusieurs changements ou de divers décès,

seraient pas tenus à monter la garde ni à se faire remplacer ; que des délégués des gardes nationaux se rendraient à Chartres, Paris, Le Mans, pour fraterniser et montrer que tous les Français sont frères et amis, et animés du même désir patriotique, on procédait à la bénédiction des drapeaux en l'église de Notre-Dame, et on votait des remerciements à M. le Curé et aux dames de la Visitation qui avaient bien voulu faire présent à la garde nationale, de chacun un drapeau. *Mamers durant la Révolution*, par Gabriel Fleury, t. III, cap. XIII, p. 149 à 153.

elles ont besoin d'une refonte complète. D'ailleurs, leurs règlements veulent que chaque année on procède à l'élection des officiers. De nouvelles réunions ont donc lieu, en chaque commune, soit sur les places d'armes, soit dans les églises, pour le remaniement des milices.

Ainsi rajeunies, les compagnies sont plus aptes à repousser l'ennemi, en cas de besoin, et à faire le service exigé par les circonstances.

Aussi bien, depuis quelque temps, « des troubles et des attroupements se sont manifestés en différentes parties de la République ».

Notre pays n'en a pas été à l'abri (1).

C'est ainsi qu'à *Saint-Pater*, les officiers municipaux, « prévenus que des malintentionnés se disposent à troubler l'ordre public dans la paroisse, et doivent profiter à cet effet de l'assemblée du lundi de Pâques », ont eu soin de faire publier au prône et afficher dans les lieux publics l'adresse suivante :

« Citoyens, ceux que vous avez élus doivent vous communiquer leurs craintes et vous avertir de vous tenir en garde contre les suggestions perfides de nos ennemis.

« Reconnaissez comme traitres à leur patrie, comme faux-frères, ces gens qui, sous le masque du patriotisme vous prêchent la licence et le fanatisme civil.

(1) La municipalité, ayant eu l'ordre de faire démolir les *fourches patibulaires* d'Alençon, situées aux Caries, sur les limites d'Arçonnay et de Saint-Pater, cette opération avait dû se faire de nuit, pour éviter le concours de la populace d'Alençon.

A la même époque, sur la dénonciation de l'intrus de Saint-Pater, la chapelle des Bénédictines de Montsort avait été fermée, leur argenterie volée, et la cloche de leur chapelle, ainsi que les cloches des chapelles de Lorette et de Saint-Gilles transportées au District pour servir à la fabrication des canons : de là troubles et manifestations.

Auparavant, un attroupement tumultueux, sorti d'Alençon, était venu renverser la statue équestre d'Henri IV établie sur le château, statue remplacée depuis par une boule en plomb qui existe encore.

« Frères et amis, rappelez-vous le serment que vous avez
« fait sur l'autel de la Patrie et en présence de l'Être Suprême
« de maintenir la Constitution et d'obéir à la loi.

« Vous ne souffrirez pas sans doute que l'on porte la
« moindre atteinte à l'ouvrage sublime de nos législateurs !

« Citoyens, environnez-nous de votre confiance, et de
« concert nous déjouerons les infâmes projets de nos en-
« nemis ; mais ne faisons que ce que la loi permet ou ne
« défend pas.

« Vous savez qu'insulter à la liberté individuelle, menacer
« les propriétés est un attentat contre les lois ; aucun de
« vous ne souffrira qu'on se porte à cet attentat criminel.

« Cependant, s'il en était qui se fussent laissés égarer par
« les ennemis du bien public, qu'ils ouvrent les yeux à la
« vérité, et qu'ils aillent se ranger sur la ligne des bons
« citoyens.

« Souvenez-vous, frères et amis, que la Constitution assure
« et garantit à chacun des citoyens de ce grand empire
« liberté, sûreté, propriété.

« Soumission à la loi ! et le vaisseau français qui vogue
« sur une mer pleine d'écueils arrivera sûrement au port ! »

Grâce, sans doute, à cette pompeuse affiche, non moins
qu'à la vigilance et au zèle de la garde nationale, la fête se
passa dans la plus grande tranquillité, au milieu des réjouis-
sances accoutumées.

A *Champfleur*, les esprits étaient plus surexcités ; des
troubles ne cessaient de se manifester ; un complot contre
la ville d'Alençon aurait même été découvert par un habitant
de cette commune.

C'est du moins ce que nous apprend le procureur com-
munal dans un réquisitoire aussi emphatique que désespéré,
qu'il prononce devant l'assemblée municipale :

« Messieurs, des bruits alarmans se répandent ici ; déjà
« plusieurs fois j'ai entendu dire que les ennemis de la France

« et de la Constitution travaillent sans relâche à replonger
« les concitoïens dans les fers.

« Un habitant de cette commune est même, dit-on, instruit
« de quelques-unes des trames qu'ils ourdissent.

« Une ville importante par sa population et ses établis-
« semens, et surtout bien précieuse par son patriotisme,
« est menacée.

« Je requière que cet habitant soit mandé devant vous et
« qu'il soit interrogé sur les faits dont il a déjà parlé, et que
« les renseignemens qu'il donnera soient communiqués sans
« délai à la ville d'Alençon. »

La municipalité, faisant droit au réquisitoire de son pro-
cureur, citait aussitôt à sa barre le sieur Jean Hupier, « qui
devoit avoir des connaissances sur le complot tramé contre
la ville d'Alençon et contre la Constitution ».

Sans tarder, la garde nationale amène le prévenu, que le
maire interroge sur le champ :

« Citoyen Hupier, est-il exact, d'après la rumeur publique,
« que tu aies eu une conférence avec quelque ennemi de la
« Constitution et par conséquent de la Patrie ? — Oui.

« Et comment se nomme cet ennemi du pays ? — Tizon,
« procureur.

« Ne t'a-t-il pas dit qu'il avoit refusé le serment civique,
« qu'il avoit la certitude que dans peu, avant trois ou quatre
« mois, les assignats seroient sans valeur, les fonctionnaires
« chassés de leurs places, et qu'ils travailloient à cela ?
« — Parfaitement ; le sieur Tizon a refusé de faire liquider
« sa charge et des créances qu'il avoit, dans la crainte de
« recevoir des assignats qui dans peu de tems seroient
« annulés. Il a déclaré en outre que les curés établis par la
« Constitution et qui y sont attachés par le serment civique
« seroient chassés, qu'on travailloit à cela. » La domestique
du dit Tizon lui dit, ajoute le prévenu, « que son maître
« couroit sans cesse de maison en maison, et que dans peu

« il y auroit du changement. Il n'en sait pas davantage parce
« qu'il arriva une personne qui interrompit l'entretien ».

A la suite de cette grave déposition, un procès-verbal de complot était aussitôt rédigé et porté, par deux gardes nationaux, aux officiers municipaux d'Alençon, « pour être prise par eux telle délibération qu'ils aviseront et agir selon leur sagesse ordinaire et leur prudence accoutumée ».

Quelques jours plus tard, à l'occasion de nouveaux troubles qui nécessitent encore l'emploi de la garde nationale, le tribunal de police de Champfleur, composé de trois membres pris au sein de la municipalité, se rassemble en séance extraordinaire.

Cette fois, nous n'aurons pas la bonne fortune de savourer l'éloquence du procureur, retenu au lit par la maladie ; mais son suppléant ne nous fera rien perdre.

Son discours sera ni moins emphatique ni moins fermenté :

« Messieurs, s'écrie-t-il, jusques ici votre commune, ga-
« rantie des effets du fanatisme, a joui d'une tranquillité
« profonde.

« Je vois avec douleur qu'elle commence à se troubler.

« Des femmes, aveuglées par des prêtres réfractaires,
« colportent des libelles séditieux, outragent le culte chéri
« de nos pères, excitent la « fermentation ».

« Nous sommes menacés d'une explosion prochaine.

« Je requiers que les témoins qui peuvent avoir connois-
« sance des faits ci-dessus énoncés soient mandés par vous.

« Je requiers en outre que les personnes perturbatrices
« soient amenées devant vous pour répondre aux inculpations
« et interrogations qui leur seront faites, et que, au cas où
« elles seroient coupables, elles soient punies selon la rigueur
« de la loi municipale. »

« Et de suite, vu le réquisitoire, et leur amour pour la
« tranquillité publique, joint au désir de la maintenir dans
« la commune, la municipalité fait citer les témoins pour être
« entendus et ensuite ordonné ce qu'il appartiendra.

Quelques instants plus tard, la garde nationale, toujours active, amène plusieurs citoyens et citoyennes qui comparaissent en qualité de témoins devant le susdit tribunal.

Après les serments d'usage, les uns déclarent n'avoir aucune connaissance des troubles en question ; d'autres affirment « que le matin même, la femme Thomas Gérard
« leur auroit dit avoir lu, il n'y avoit pas une heure, dans
« un papier, que lorsque Jésus-Christ descendoit sur l'autel,
« à l'instant où le curé de cette paroisse consacroit, c'étoit
« la condamnation de tous les assistants ; d'autres enfin
« font la même déposition en ajoutant que cette femme leur
« auroit dit un de ces jours, que tous ceux qui avoient été
« à confesse pour la fête de la Chandeleur et avoient com-
« munié dans la paroisse, avoient fait des sacrilèges ».

Sur ce, les témoins n'ayant plus rien à déposer, quittent le prétoire, et la garde nationale y introduit ladite femme Gérard.

Nullement intimidée par tout cet appareil judiciaire et militaire, celle-ci, en bonne théologienne, déclare fièrement et sans se troubler, que les consécration des prêtres assermentés « étoient bonnes, mais les confessions à eux faites,
« nulles ; que ces propos et ceux dont on l'incrimine, et
« qu'elle reconnoit sans peine avoir tenus, elle les a vus et
« lus, et les tient pour vrais ; qu'il est d'ailleurs inutile
« de l'interroger davantage, qu'elle ne dira rien de plus ».

Au secrétaire qui, galamment lui présente la plume d'oie (1) municipale, elle déclare carrément et avec dédain « qu'au surplus elle ne signera pas ».

(1) On se servait encore de plumes d'oie pour écrire, lesquelles coûtaient à peu près un demi centime pièce, de notre monnaie actuelle. C'est ainsi que nous voyons, le 24 pluviôse an II, un sieur François Pottier, marchand à René, réclamer à Louis Lemée, marchand à Thoiré, une fourniture de 15 à 18.000 plumes d'oye ou tuyaux propres à écrire, à raison de cinq livres cinq sols le mille ; mais ledit Lemée

Sans même mettre l'affaire en délibéré, le tribunal rend le jugement suivant, qui vaut la peine d'être rapporté :

« Les officiers municipaux de Champfleur faisant fonction
« de juges, vu les conclusions du citoyen faisant fonction
« de procureur, considérant que, des dépositions des té-
« moins contre la délinquante et de ses propres aveux,
« il résulte qu'elle a colporté des libelles séditieux, tenu
« des propos alarmans, outragé le culte catholique, aposto-
« lique et romain, qu'elle a excité dans la commune entière,
« notamment dans le bourg, une très-vive fermentation,
« qu'elle a grièvement attenté au respect dû aux loix en
« niant la légitimité du Pasteur qu'elles nous ont donné,
« suivant l'usage de la primitive Église, considérant enfin
« que le fanatisme lui a tellement exalté le cerveau et trou-
« blé la raison, qu'elle doit être rangée dans la classe des
« insensés et des furieux, regardant ses propos comme une
« imbécillité de sa part et comme un acte tendant à soulever
« les habitans contre leur légitime pasteur reconnu et
« déclaré tel par les lois de l'État, condamne la femme
« Thomas Gérard à trois livres d'amende pour les pauvres
« de la paroisse, qui leur seront distribuées par M. le Curé,
« et en outre, ordonne que le présent jugement sera affiché
« aux frais de ladite femme Gérard (1), à la grande porte de
« l'église, sauf plus grande peine en cas de récidive. »

ayant affirmé, par serment, n'avoir point fait de marché, ledit Pottier est débouté de sa demande.

Par contre, le même Lemée réclame l'exécution d'un marché de 3.000 plumes d'oye à François Gevrouin, marchand à Coulombiers. Celui-ci refuse à son tour de s'exécuter ; mais la preuve ayant été faite que le marché avait eu lieu, ce dernier est condamné à 4 livres de dommages et aux frais. (Justice de paix de Bourg-la-Loi, 2^e liasse, nos 32 et 34.)

(1) C'est cette même femme qui sera conduite, un peu plus tard, à la maison d'arrêt de Fresnay, avec plusieurs autres personnes de Champfleur, coupables de s'être, par leur conduite, leurs relations et leurs propos, montrées partisans de l'ancien régime.

On le voit, la condamnation était moins dure que le réquisitoire, mais, tout comme à la Chambre, on votait l'affichage du jugement !

Cet acte, diversement commenté, fut loin de calmer les esprits.

Une grande effervescence régnait dans la commune. On était mécontent du départ du curé et de son vicaire, qui jouissaient de l'estime et de l'affection générales, et la population avait vu de fort mauvais œil leur remplacement par un curé constitutionnel qu'elle ne subissait et ne tolérait que par peur et par force.

Aussi, à quelque temps de là, un citoyen actif de Champfleur se présentait devant le Conseil lui déclarant « que la « veille, un citoïen lui auroit rapporté au marché d'Alençon, « que M. le Curé de Champfleur avoit dit qu'il quitteroit la « paroisse si on ne mettoit pas fin aux propos et aux divi- « sions qui s'y formaient, qu'il ne vouloit point exposer les « citoïens ni sa personne même, et qu'il aimoit mieux « abandonner sa place. »

Et comme conséquence inattendue, les membres du Conseil « délibéroient que, suivant les apparences et divi- « sions qui se paroïssent sous leurs yeux, ils croyoient « qu'il étoit de leur devoir de faire défense au nommé « Joseph Marchand, prêtre non assermenté, de dire la « messe dans leur église. »

De tous côtés, sous une forme ou sous une autre, éclatent alors des troubles, et un malaise général règne dans tout le pays.

Aussi le District de Fresnay invite-t-il, par la voie des municipalités, les officiers des gardes nationales à rassembler leurs troupes, chaque dimanche et fêtes, sur les places d'armes, à l'issue des vêpres généralement, pour leur apprendre l'exercice.

Mais pour faire l'exercice, il faut des armes.

Or, si quelques gardes nationaux sont pourvus de fusils

de mauvais calibre et souvent hors d'usage, la plupart d'entre eux, semblables au dernier des quatre officiers de Malborough, ne portent rien.

Faute de mieux, les municipalités reçoivent l'ordre de faire fabriquer des piques (1).

Arçonnay en fournira 39, à raison de 9 l. 5 s. par pique, « avec son manche en bois, bon et solide, ainsi que le fer du haut et du bas, en bonne matière ; et sitôt faites, ces 39 piques, le modèle y compris, sont distribuées à autant de gardes nationaux qui en répondront et les devront remettre à la municipalité sur première réquisition ».

Après une longue discussion sur les prix proposés, *Champfleur* tombait d'accord avec trois adjudicataires qui, pour 6 livres 10 sols pièce, fabriquaient sans retard vingt-deux piques « avec leur embossement fait avec solidité et en bon fer, et les remettaient entre les mains de la municipalité qui, après comparaison avec le modèle, les trouvant semblables à iceluy, s'empressaient de les confier à vingt-deux citoïens, avec charge par ceux-ci de les représenter et rapporter à la chambre commune à toute réquisition légale, de ne s'en servir que pour le maintien du bon ordre, le respect des propriétés et la défense de la République, et en outre de les entretenir dans un état constant de propreté et d'éclat ».

A *Oisseau*, on ne trouve pas d'adjudicataire pour la fabrication des piques, et pourtant, la municipalité offrait 7 l. 2 s. ; c'est le procureur communal qui se chargera de ce

(1) Cet ordre relatif à la fabrication des piques, fut une mesure générale. En dehors des paroisses environnantes dont nous allons parler, nous voyons dans le sud du département, la commune de *Crosnières*, pour n'en citer qu'une, taxée à 30 piques. Etaient-elles moins solides et plus faibles que les nôtres, la main d'œuvre moins chère là-bas qu'ici, ou encore la municipalité fournissait-elle la matière première, toujours est-il que chaque pique, à *Crosnières*, ne revenait qu'à six livres. (*Bulletin paroissial de Crosnières*, avril 1909.)

travail. En homme pratique et avisé, il veut que les montants qui devront être fournis par lui soient solides. Et comme il ne sait où les prendre, le Conseil décide que pour iceux on abattra un fresne dans le pré de la fabrique.

Moins d'un mois après, le procureur fait triomphalement remettre 18 piques au Conseil « qui, les trouvant bien faites, conformes au modèle et en état de servir, les reçoit, approuve et agréé ».

Quant à la commune de *Béthon*, pas plus qu'autrefois, lors de la réquisition d'un huitième de cochon pour les besoins de l'armée, elle ne s'en laissera pas imposer.

Par la plume de leur curé et maire, qui n'a accepté d'ailleurs cette dernière fonction « que sur l'instance de ses concitoyens, pour leur rendre service et jusqu'au tems seulement où la loi l'obligerait à opter entre la cure ou la mairie », les officiers municipaux de cette localité font remarquer au District que, vu le nombre des armes (1) dont ils disposent, ils ne feraient procéder à la fabrication des piques imposées à la commune que lorsqu'on leur aurait envoyé *leur part des grilles des communautés religieuses* (2).

III.

Rôle des gardes nationales pendant les premières années de la Révolution. — Police locale. — Arrestation des déserteurs et des suspects.

Mais, à quoi bon tous ces engins de guerre ?

A imposer au moins « aux malintentionnés », le respect du nouveau régime !

(1) Ces braves municipaux de Béthon sont légèrement ironiques ou quelque peu hâbleurs. Leurs armes n'étaient nullement à craindre, se composant d'un bâton ferré, plus un sabre, plus trois pistolets de poche et dix fusils dont six en état, trois ayant besoin de réparations et le dixième dépourvu de son guidon.

(2) Loi du 12 septembre 1792.

Si leur bravoure et leur patriotisme ne suffisent pas à faire voler sur les frontières, nos gardes nationaux, dans leurs communes respectives, ils sont d'une incontestable utilité à la Révolution, en faisant en quelque sorte fonction de hauts justiciers de la police locale et d'exécuteurs des arrêts municipaux.

Des citoyens se refusent-ils à venir faire la déclaration de leurs grains, chanvres, laines, chevaux, bœufs, etc. ? Aussitôt le capitaine de la garde nationale commande à deux fusiliers et à un caporal d'aller quérir les réfractaires à leur domicile et de les amener à la maison commune.

Et qu'on ne croie pas que ce service se fasse « à l'œil » ; pour la peine et déplacement desdits fusiliers et de leur caporal, chaque délinquant doit remettre dix sols au capitaine ; en cas de refus de paiement, une sentinelle s'établit incontinent chez lui jusqu'à ce qu'il se soit exécuté.

C'est ce qui arriva notamment à plusieurs récalcitrants d'*Arçonnay* et de *Champfleur*.

A la suite de leur refus d'obtempérer à diverses réquisitions de blé, quatre batteurs leur sont amenés par le capitaine de la garde nationale et sont mis en ouvrage à leurs frais.

Peu patriotes et encore moins endurants, lesdits propriétaires regimbent et veulent faire la forte tête ; aussitôt on met chez eux, et toujours à leurs frais, une garnison de quatre hommes qui surveillent la manœuvre des batteurs, et accompagnent à la mairie le blé battu et vanné.

D'autres citoyens, accusés d'avoir méchamment enfoui du blé dans des barges de fagots, d'en avoir fait passer aux rebelles, d'avoir produit de fausses déclarations, dit qu'ils se f. . . . de la loi, ou donné de fausses signatures, sont emmenés par la garde à la Justice de paix de Saint-Paterne. Un autre, convaincu d'être un homme suspect et récalcitrant à la loi, depuis longtemps très mauvais citoyen, se voit

conduit à la maison d'arrêt de Fresnay, d'où il ne tarde pas d'ailleurs à s'évader.

Un soldat frappé de nostalgie vient-il à désert^{er} ? C'est la garde qui appréhendera notre homme et sera chargée de le reconduire au corps ou tout au moins au district.

Tel est le cas de François Morin, d'Arçonnay.

« Volontairement et en qualité de soldat auxiliaire », il s'engage, au nom de la commune, à aller à Angers pour défendre ses braves frères d'armes.

Bientôt, le fumet du vin d'Anjou ne pouvant lui faire oublier le cidre de Normandie, son ardeur se refroidit, et il éprouve le besoin de la réchauffer, non pas au feu de l'ennemi, mais aux rayons du soleil natal. Un beau matin, la municipalité stupéfaite se rencontre nez à nez avec le fugitif. Elle le fait prestement conduire au district par la garde nationale.

Il en sera de même pour deux volontaires de Champfleu^r.

Enflammés par leur amour de la patrie, brûlants de faire la guerre aux tyrans, animés du noble désir de prouver leur ardeur civique et de signaler leurs noms par d'éclatants exploits, ces deux braves s'étaient, eux aussi, engagés « pour voler à la défense de leurs frères et amis ».

Malgré l'accolade qu'ils avaient reçue du président, en dépit des applaudissements et témoignages de satisfaction de toute l'assemblée, ils désertent ; rentrés dans leurs foyers, on les voit se promener un jeudi au marché d'Alençon. La garde est lancée à leur recherche, elle ne tarde pas à les cueillir et les reconduit au corps.

Y a-t-il des suspects à arrêter ? C'est encore l'affaire de la garde nationale.

Jean Aguilé et René Mariette, on l'a vu ailleurs, en savent quelque chose.

Un garçon d'écurie, à l'auberge où pend pour enseigne *Le Grand Dauphin à Alençon*, ayant accusé un de ses camarades d'avoir tenu de mauvais propos, entr'autres

d'avoir dit devant témoins à l'auberge du *Point du Jour*, à Béthon, qu'il se f... de n'avoir ni cocarde ni passe-port, la milice citoyenne, sur réquisition du procureur communal, les arrête l'un et l'autre et les conduit tous deux devant le juge de paix de Saint-Pater.

Un jour que pour suivre les mouvements de patriotisme qui les animait, après avoir avec le reste des habitants assisté au *Te Deum* chanté solennellement à l'occasion de la Constitution, pour remercier l'Etre Suprême d'avoir tout à la fois éclairé et les représentants du peuple et Louis XVI leur monarque chéri, les gardes nationaux de Champfleur accompagnaient les notables et officiers municipaux dans les différents carrefours où lecture était donnée de la Constitution, un *quidam*, nommé Jean Marchand, insulte le commandant, disant quicelui et tous ses hommes sont des fous, et cela à trois reprises différentes, de sorte que la lecture est interrompue par trois fois.

La garde nationale le met sur le champ en arrestation. Il est vrai que dès le lendemain le coupable fait des excuses, tant au corps municipal qu'aux officiers et soldats, leur déclarant « être sincèrement fâché du désordre et scandale « arrivé par son insolance, et promettant de ne plus donner « prise sur lui par des écarts semblables. Après quoi, les « officiers municipaux et les gardes nationaux ne voyant plus « en lui qu'un frère et ami, l'assurent ensevelir dans un « éternel oubli la faute par lui commise, et en signe de « réconciliation et de pardon, les principaux d'entre eux « lui donnent l'accolade ! »

Un autre jour qu'à Champfleur encore, la même compagnie est assemblée pour faire son service, elle reçoit une grave injure !

C'était au sortir de l'église. Les jeunes citoyens non encore âgés de 18 ans, étaient, comme le veut la loi, placés à la suite de la garde. A défaut de fusils, ils étaient armés de bâtons.

Tout à coup un nommé Nicolas Thumereau, jardinier à Courtilloles, désarme brusquement un de ces jeunes citoyens, François Boulanger, qui est obligé de sortir des rangs et ne recouvre son bâton qu'avec le secours d'un des caporaux.

Cité devant le conseil, ledit Thumereau est jugé séance tenante.

Il a beau dire pour sa défense qu'il n'avait aucune mauvaise intention, qu'il a agi par plaisanterie et par jeu, qu'il a d'ailleurs de lui-même et sur le champ rendu le bâton dont il s'était emparé, le conseil ne l'entend pas de cette oreille. D'ailleurs, quand bien même il voudrait être indulgent, il n'en aurait pas le loisir, car la garde nationale, se regardant comme gravement offensée dans la personne de l'enfant désarmé, demande et obtient la saisie du prévenu, et le conduit *illico* devant le juge de paix de Saint-Pater « pour être par lui interrogé, relâché ou puni suivant l'exigence du cas ».

Même commune, Louis Coq, sergent de la garde, en faisant patrouille, trouve dans les communales des Herbaudières un troupeau de moutons, dont le père *La Jeunesse* se dit gardien et propriétaire. Sur l'observation à lui faite qu'il était défendu de faire pâturer ses bestiaux dans les propriétés d'autrui, que pour cet effet il avait déjà été condamné par le juge de paix, *La Jeunesse* se répand en invectives grossières contre la garde nationale et la menace insolemment de venir malgré elle faire paître son troupeau dans les communes.

Le lendemain, au même endroit, ledit sergent trouve un autre berger, Jacques Legros, avec son troupeau aussi de moutons. Ce berger ne se contente plus de proférer les injures les plus outrageantes contre le sergent ; il veut le frapper à coups de bâton. Armé de son fusil, ledit Coq aurait pu le repousser avec avantage, mais à la témérité il oppose la prudence, suivant l'avis exprès et même l'ordre de la municipalité en semblable occurrence.

Et le corps municipal, avisé de ces faits, considérant que la défense des propriétés exige des mesures sévères et rigoureuses, puisque celles de la douceur n'ont pas produit l'effet qu'on en attendait, fait arrêter les deux délinquants et conduire par la garde devant le juge de paix, qui sera requis de faire respecter tout à la fois, et les gardes nationaux dans l'exercice de leurs fonctions, et les propriétés.

Mais, en ces temps-là comme de nos jours, pas d'argent, pas de . . . tambour.

Ainsi pensait du moins le citoyen Lebouc, de la compagnie d'Arçonnay, celui qui ne put *être* maître-tambour que parce qu'il *avait* instruit.

Malgré la faveur dont il a été l'objet de la part de la municipalité, il ne orait pas de venir réclamer hardiment devant cette dernière.

« Il a, dit-il avec fierté et sans croire manquer au respect dû à cet honorable corps, il a battu la caisse depuis plus d'un an déjà à la tête de la compagnie, l'a promenée souvent dans les diverses opérations militaires et civiles, politico-religieuses et autres qu'elle a été obligée de faire suivant les circonstances, et il n'auroit encore rien touché, sinon sa caisse. Désormais, il n'en sauroit plus être ainsi. Il demande à être payé, et ce sera justice. »

Devant ces justes réclamations, la municipalité, reconnaissante des services qu'il a rendus à la susdite compagnie, le regardant comme un tambour modèle, s'empresse de lui allouer, séance tenante, ses 50 livres, prix convenu, s'engageant pour l'avenir, à le payer désormais de six mois en six mois.

Tout s'use, hélas ! A force de parader, de courir de fête en fête, de réquisition en réquisition, « la *flamme* de notre garde nationale était devenue très mauvaise, hors d'usage, indigne du service de la République ».

La municipalité, en frais de générosité, et pour témoigner

à la garde, toute sa satisfaction, décide à l'unanimité, d'en acheter une neuve « au meilleur marché possible, et de la meilleure étoffe que faire se pourra ».

Et c'est munie de ces nouvelles couleurs nationales, précédée de sa musique militaire (lisez : tambour) que nous verrons la vaillante milice, non plus seulement parader, mais se prodiguer dans des circonstances plus graves.

H.-M. LEGROS.

(A suivre.)

L'HISTOIRE LOCALE

ET LES BULLETINS PAROISSIAUX

Née dans la Sarthe depuis la Séparation, l'œuvre des *Bulletins paroissiaux* offre, au point de vue de l'histoire locale, un incontestable intérêt. Elle pourrait même seconder efficacement les efforts de nos revues historiques, et elle mérite, à ce titre, une attention particulière.

Le *Bulletin paroissial*, en effet, tel que beaucoup de bons esprits le conçoivent, ne doit pas être seulement une feuille de propagande « cultuelle », destinée à répéter aux familles chrétiennes les enseignements exclusivement religieux, les avis ou les sermons de leur curé. Il doit pénétrer dans le plus grand nombre possible de maisons — dans des foyers même peu chrétiens — pour y conserver, sous une forme moins spéciale, les traditions catholiques et *nationales*.

De là, pour le *Bulletin paroissial*, l'obligation d'une rédaction attrayante et variée, d'une rédaction où se mélangent, dans de justes proportions, les enseignements religieux, les anecdotes instructives ou récréatives, les faits divers de la vie paroissiale ou municipale, et les notes historiques, indispensables pour faire mieux connaître et aimer la paroisse.

L'histoire locale étant ainsi appelée à constituer un des articles de leur programme, nous avons le devoir de ne pas nous désintéresser des *Bulletins paroissiaux*. Depuis

cinq années, nous en avons donc suivi attentivement la publication, et aujourd'hui, le moment nous semble venu de présenter à leur sujet quelques observations « techniques ». Ces observations nous permettront, tout à la fois, de rendre justice à des efforts très méritoires, et de donner certaines indications pratiques qui pourront être utiles aux rédacteurs en leur prouvant le sympathique intérêt des « historiens de métier ».

En dehors des rares bulletins qui n'y sont pas rattachés, l'œuvre diocésaine publie actuellement, tous les mois, au Mans, à l'imprimerie Benderitter, environ 95 bulletins.

Chacun d'eux comprend une partie commune de onze pages, composée par le dévoué directeur, M. l'abbé Cornuel, et une partie locale, de une à quatre pages, rédigée par le curé de la paroisse.

Seule, cette partie locale peut s'occuper de l'histoire des communes.

Dans presque tous les bulletins, en plus des « Causeries » ou des instructions du curé, la partie locale contient des renseignements d'histoire religieuse contemporaine — comptes-rendus de fêtes, chroniques et biographies paroissiales, documents d'administration ecclésiastique et parfois municipale (1). Ces renseignements seront assurément profitables aux historiens de l'avenir, mais ils n'appartiennent pas encore à l'histoire du passé et ne rentrent pas encore dans notre cadre.

Par contre, vingt-cinq bulletins déjà nous ont apporté des notices historiques proprement dites, ou des monographies d'ensemble qui révèlent un travail persévérant.

(1) Pour notre part, c'est avec plaisir que nous voyons quelques bulletins — ceux de *Congé-sur-Orne* et de *Saint-Jean-des-Echelles* notamment — ne pas séparer entièrement la vie paroissiale de la vie municipale et faire une place discrète à l'histoire administrative de la commune, les intérêts religieux ne nous paraissant jamais incompatibles avec les intérêts matériels.

En première ligne, nous citerons les *Bulletins paroissiaux de Sablé et de Souvigné-sur-Sarthe*, auxquels l'érudit vice-président de notre Société, M. le marquis de Beauchesne, a bien voulu accorder sa précieuse collaboration. Dire que les histoires religieuses de Sablé et de Souvigné sont dues au marquis de Beauchesne, c'est dire l'intérêt que présentent pour les historiens les bulletins de ces deux paroisses.

Non moins favorisés, les *Bulletins de Fresnay, Beaumont, Auvers-le-Hamon, Mont-Saint-Jean, Crannes-en-Champagne, Chassillé, Saint-Mars-d'Outillé et Pontvallain*, ont rencontré des collaborateurs particulièrement autorisés parmi nos confrères de la Société historique du Maine. MM. les abbés Didion, Besnard, Toublet, J. Vavasseur, Paul et Louis Calendini, Em. Vavasseur, y publient d'excellents articles qui jettent un jour nouveau sur plus d'un point de l'histoire du pays. Hâtons-nous d'ajouter que si nous mentionnons ces études en première ligne, ce n'est point par un sentiment d'amitié ou de bonne confraternité ; c'est pour ce motif, à coup sûr rationnel, que leurs auteurs sont des « vétérans de l'histoire locale », qu'ils ont « la méthode », qu'ils savent chercher et trouver.

Les *Bulletins de Saint-Pavace, Arnage, Fuy, Pruillé-le-Chétif, Laigné-en-Belin, Moncé-en-Belin, Saint-Biez-en-Belin, Ballon, Mézières-sous-Ballon, Crosnières, Fercé, Poillé, Dissé-sous-le-Lude, Parcé et Tresson*, méritent, eux aussi, une mention très honorable. Si les notices historiques qu'ils contiennent sont signées de noms plus nouveaux, l'importance de leurs développements et leurs détails inédits indiquent un labeur consciencieux, une bonne volonté et des aptitudes dignes des meilleurs encouragements (1).

(1) Les articles du bulletin de *Crosnières* sont signés E. N. (abbé Nail) ; ceux du bulletin de *Parcé*, Théodore Chaumont et Pierre Hayes. Les monographies de *Pontvallain, Laigné et Moncé-en-Belin*, il est juste de le dire, ont été facilitées par les travaux antérieurs de notre confrère M. Henri Roquet ; celle de *Poillé* par les recherches très

Enfin, sans faire une place aussi large et aussi continue à l'histoire, les *Bulletins de La Chapelle-Saint-Aubin*, *La Milesse*, *Neuville*, *Champagné*, *Connerre*, *Crissé*, *Rouessé-Vassé*, *Assé-le-Riboul*, *Vernie*, *Montreuil-le-Chétif*, *Saint-Ouën-de-Mimbré*, *Louzes*, *Saint-Cosme-de-Vair*, *Moncé-en-Saosnois*, *Ancinnes*, *Fyé*, *Bonnétable*, *Dehault*, *Préval* et *Souvigné-sur-Même*, *Lamnay*, *Saint-Jean-des-Echelles*, *Sceaux*, *Chantenay*, *Saint-Ouën-en-Champagne*, *Luché*, *Malicorne*, *La Fontaine-Saint-Martin*, *Le Grand-Lucé*, *Montreuil-le-Henri*, ont inséré à diverses reprises ou commencent à insérer des fragments et des notes historiques d'intérêt varié (1).

Les uns, comme les *Bulletins de La Milesse*, *Neuville*, *Ballon*, *Crissé*, *Malicorne*, ont donné au moins des notices sur leurs églises. Les autres se sont appliqués à faire connaître des fêtes locales, comme la curieuse *Fête des Rameaux* à *Champagné*, ou les saints particulièrement en honneur dans la paroisse, comme sainte Avoie à *Saint-Ouën-de-Mimbré*, et saint Sébastien à *Assé-le-Riboul*. Au *Bulletin de La Fontaine-Saint-Martin*, nous devons d'intéressants *Episodes de la Chouannerie* ; à celui de *Saint-Jean-des-Echelles*, la publication sous le titre de « *Vieux papiers de la commune* » de documents administratifs de l'époque révolutionnaire. Quant au *Bulletin de Luché*, dont la rédaction spéciale et fort bien comprise révèle un travail exceptionnel, il analyse dans la plupart de ses numéros quelque document de l'ancienne fabrique.

complètes de M. l'abbé Foucault, et la biographie du général Contard, publiée dans le bulletin de *Ballon*, par le beau livre de M. Henry de Riancey.

(1) En dépit de notre abonnement général à la collection publiée à l'imprimerie Benderitter, plusieurs des bulletins contenant des notes historiques ont dû nous échapper. Nous prions MM. les rédacteurs d'excuser des omissions involontaires et de vouloir bien nous les éviter à l'avenir en nous envoyant eux-mêmes les numéros à signaler.

Au total, 53 bulletins sur 95, ont apporté jusqu'ici une contribution plus ou moins importante, plus ou moins régulière à l'histoire locale, et 20 nous offrent sur une couverture spéciale de jolis dessins représentant l'église ou les saints patrons de la paroisse (1).

Sans aucun doute, ce sont des résultats déjà appréciables dont il convient de féliciter les rédacteurs de ces bulletins, mais on nous permettra de dire qu'*on peut faire davantage*.

Certes, le bulletin paroissial ne doit pas être une revue historique et nous ne lui demanderons pas d'insérer des travaux d'érudition. Des travaux de ce genre pourraient rebuter le public qu'il s'agit d'atteindre et enlever une place trop considérable aux enseignements essentiels. De plus, les rédacteurs de la partie locale, retenus par leur ministère au fond des campagnes, loin des archives départementales et des grandes bibliothèques, n'ont généralement ni les loisirs ni les moyens d'entreprendre des œuvres d'érudition.

Tous, cependant, pourraient et devraient, selon nous, apporter un concours efficace à l'histoire du pays, en lui consacrant une page de temps à autre. En tout cas, ils le pourraient, sans grande peine, sans entreprendre de longues recherches, sans sortir de leur horizon paroissial.

De simples notices sur les *églises* ou les *chapelles de dévotion* (état ancien et moderne), les relevés des *inscriptions des cloches*, la description des *cimetières et des tombes militaires*, les *états de services des soldats de la commune morts au service de la Patrie*, depuis la Révolution jusqu'à nos

(1) Bulletins dont la couverture porte un dessin spécial ; *La Couture, Ballon, Saint-Mars-d'Outillé, Champagné, Connerré, Sillé-le-Philippe, Torcé, Rouez, Mamers, Vernie, Fresnay, Montreuil-le-Chétif, Saint-Paul-le-Gaultier, Marolles-les-Braults, Mézières-sous-Ballon, Arçonnay, Château-du-Loir, Dissé-sous-Le Lude, Pontvallain, Sablé*. La couverture commune aux autres bulletins est ornée d'un bon dessin de la Cathédrale du Mans et d'une vignette représentant la basilique de N.-D. du Chêne.

jours, les *vieilles légendes* du terroir, la nomenclature détaillée et la description des *croix élevées sur le bord des chemins*, peuvent tout d'abord fournir les éléments de notes courtes, faciles à rédiger, et d'une importance beaucoup plus grande qu'on ne le pense.

Il y a quelques mois, dans un but fort louable de protection, la Commission départementale des monuments historiques nous demandait de préparer les listes de classement des anciennes croix intéressantes au double point de vue historique et archéologique. Faute de documents suffisants — et qu'il nous est impossible d'aller chercher nous même dans les 390 paroisses du diocèse, — nous n'avons pu jusqu'ici répondre à la demande. Une demi-page des bulletins paroissiaux nous mettrait en mesure de le faire et de sauver ainsi d'un vandalisme déplorable bon nombre de croix élevées sur terrain communal !

Mieux encore. Le premier et meilleur moyen d'intéresser à la conservation d'une église les habitants de la paroisse et l'élite de l'opinion départementale, c'est de faire connaître l'édifice, ses souvenirs historiques, son caractère architectural ou pittoresque — si modeste qu'il soit — les réparations urgentes à effectuer, les efforts déjà faits par la commune et les catholiques. Tout au plus, les archéologues de profession peuvent-ils suffire en ce moment à l'étude des monuments dignes du classement. Combien il serait facile, à *tous* les bulletins paroissiaux *sans exception*, de consacrer quelques lignes à leurs églises et de signaler ainsi dans beaucoup d'édifices, en apparence sans valeur architecturale, des détails inconnus qui attireraient avantageusement l'attention !

Dans un autre ordre d'idées, bien des patriotes rêvent en ce moment un inventaire descriptif de tous les monuments commémoratifs des combats livrés sur le sol du département et de toutes les tombes militaires qui y sont disséminées. Cet inventaire général serait, on peut le dire, *le livre d'or des martyrs de la Patrie dans la Sarthe* et rappellerait aux

jeunes générations de généreux dévouements insuffisamment connus. Un relevé succinct, publié par les bulletins paroissiaux, faciliterait singulièrement le travail d'ensemble !

A ces sujets déjà si variés pourraient s'ajouter, pour les rédacteurs qui ne reculeraient pas devant un petit travail « d'hiver », bien d'autres sources *locales* riches en faits inédits.

Citons, par exemple, les anciens *Registres paroissiaux de l'État-civil*, conservés dans les mairies, dont le dépouillement — entièrement à refaire — fournirait, dans bon nombre de communes, une abondance inattendue de notes et de renseignements historiques ; les *Registres municipaux de l'époque révolutionnaire*, parfois si curieux et si instructifs ; les débris des *Archives des anciens fiefs*, restées souvent dans les familles de la paroisse, oubliées au fond d'un grenier ; la *description architecturale des anciens manoirs*, etc.

- Les sources municipales, nous le reconnaissons, ne sont pas toujours d'accès aisé. Toutefois, nous voulons croire que beaucoup de maires de la Sarthe ont encore assez d'intelligence et de libéralisme pour ne pas en refuser communication à un bulletin indépendant de tout parti politique. Des refus injustifiés les mettraient d'ailleurs en assez mauvaise posture, l'État et les départements n'hésitant pas, eux, à ouvrir largement leurs archives aux travailleurs de toutes les opinions.

Donc, sans sortir de sa paroisse, sans préparation compliquée, avec les seules ressources locales, tout rédacteur de bulletin paroissial peut, s'il le veut, trouver matière à une note d'histoire locale, apporter aux érudits quelque détail, quelque document utile. Il lui suffit d'un peu de bonne volonté et d'un peu de travail.

Nous n'hésitons pas à demander à tous cette bonne volonté et ce peu de travail.

Nous le demandons, d'abord, au nom de l'histoire de notre

terre du Maine, qui nous est si chère, et nous ne craignons pas de l'ajouter, au nom de la Patrie, car c'est faire acte de vrai patriotisme que de conserver les souvenirs et les traditions du Pays.

Nous le demandons aussi dans l'intérêt des *Bulletins paroissiaux*.

Pour pénétrer dans des milieux plus étendus que celui des « fidèles », pour attirer les lecteurs moins « fervents » et mériter d'être gardées, ces feuilles ne peuvent se borner à publier des instructions relatives aux fêtes liturgiques annuelles, de pieuses exhortations ou les petits faits journaliers de la vie paroissiale. Il leur faut élargir et varier leur programme, conquérir la considération par quelques efforts de travail.

Non seulement des notes historiques, conçues dans les proportions que comporte le but principal de l'œuvre, intéresseront toujours la grande majorité des habitants d'une commune, en flattant souvent leur amour-propre de clocher, mais, si courtes qu'elles soient, elles donneront pour beaucoup d'esprits sérieux, une plus grande valeur au Bulletin et lui vaudront l'honneur de contribuer dans son humble sphère aux progrès de l'histoire (1).

ROBERT TRIGER.

(1) Sur les 91 bulletins qui nous ont été remis pour le mois de septembre — le dernier de notre dépouillement — 15 seulement contenaient des notes historiques ! Cette faible proportion s'explique, nous voulons le croire, par l'époque des vacances. Bien des bulletins, cependant, pourraient, il nous semble, être plus remplis dans la partie locale.

CHRONIQUE

Nommé évêque du Mans par le Souverain Pontife, le 9 août dernier, et sacré le 9 octobre en l'église cathédrale Saint-Louis de Versailles, S. G. M^{sr} Raymond-Marie-Turiaf de la Porte doit faire le mardi 15 octobre son entrée solennelle au Mans.

M^{sr} de la Porte est né à Versailles le 10 septembre 1857. Successivement externe au lycée de cette ville, étudiant en droit à l'Institut catholique de Paris et élève au grand séminaire de Versailles, il a été ordonné prêtre le 17 décembre 1881. Après avoir occupé divers postes dans le ministère paroissial, il était devenu supérieur du grand séminaire de Versailles, vicaire général honoraire et président de l'alliance des grands séminaires. Sa promotion à l'évêché du Mans l'a surpris au moment où M^{sr} Gibier venait de le placer à la tête de l'importante paroisse Notre-Dame de Versailles.

Les éminentes qualités, la haute valeur intellectuelle et la distinction de M^{sr} de la Porte autorisent à dire dès maintenant que le diocèse du Mans a été heureusement partagé, que son nouvel évêque rehaussera encore l'éclat du siège de saint Julien, occupé maintes fois déjà par d'éminents prélats.

Depuis M^{sr} d'Outremont jusqu'à M^{sr} de Bonfils, de regrettée mémoire, la Société historique et archéologique du Maine a trouvé auprès de tous les évêques du Mans les encouragements les plus bienveillants, l'appui le plus sympathique.

Elle ose espérer que S. G. M^{sr} de la Porte, qui a toujours tant apprécié le travail intellectuel, daignera lui continuer la sympathie de ses prédécesseurs, et elle le prie d'agréer, à l'aurore de son épiscopat, le respectueux hommage de ses vœux, avec l'assurance de tout son dévouement à la grande œuvre *nationale* de la conservation des églises.

Le Président,
ROBERT TRIGER.

Le mardi 27 août, a eu lieu à Saint-Évroul (Orne), sous la présidence de Son Éminence le cardinal Amette, archevêque de Paris, en présence des évêques de Séez, d'Orléans, d'Évreux, de Saint-Flour, de M. Omont, membre de l'Institut, de MM. de Mackau et Adigard, députés de l'Orne, de la municipalité de Saint-Évroul, de M. Tournouër, président de la Société historique de l'Orne, de nombreux représentants de cette Société et des Sociétés Savantes de Normandie, auxquels s'était joint le président de la Société historique du Maine, l'inauguration d'un monument à Orderic Vital, le premier historien de la Normandie.

Dû à l'heureuse initiative de la Société historique de l'Orne, et au dévouement de M. l'abbé Sornin, curé de Saint-Évroul, secrétaire du Comité d'organisation, le monument se compose d'une élégante pyramide en granit, ornée de deux médaillons en bronze d'excellent style ; il s'élève devant la porte même de l'ancienne abbaye où vécut Orderic Vital.

Malgré le mauvais temps, une foule considérable était accourue de tous les environs à cette cérémonie religieuse et scientifique. Le matin, à l'issue d'une messe célébrée en face du monument, M^{sr} Touchet prononça, avec son élo-

quence toujours si entraînante, un superbe panégyrique d'Orderic Vital.

Dans l'après-midi, M. Omont, M^{gr} l'Évêque de Séez, M. Tournouër, le Maire de Saint-Évroul, dom Germain Morin, bénédictin de l'abbaye de Maredsous, M. Charles-H. Haskins, professeur à l'Université de Harvard (États-Unis), MM. Le Verdier, vice-président de la Société de l'histoire de Normandie et de Longuemare, directeur de l'Association Normande, prirent tour à tour la parole ; entre les discours, au moment de la remise du monument à la Municipalité, la *Schola cantorum* de Séez fit entendre une fort belle *Cantate* composée en l'honneur d'Orderic Vital par M. Paul Harel, le poète normand si aimé, et M. de la Tombelle.

Ajoutons qu'à l'occasion de l'inauguration du monument, la Société historique de l'Orne avait publié un volume spécial de *Notices et travaux sur Orderic Vital*, avec d'intéressantes illustrations, et qu'elle se propose de réunir prochainement dans un autre volume le compte-rendu et les discours de la fête du 27 août 1912.

Le souvenir de cette fête, certes, mérite d'être conservé ; elle avait été — à une époque de suppression des moines — l'apothéose éclatante d'un moine, et elle avait groupé pour une fois, dans un même sentiment de justice, autour des évêques de Normandie, toute l'élite intellectuelle du pays, les masses populaires et même un distingué représentant de l'Amérique. Orderic Vital n'a point perdu à attendre 900 ans un hommage rehaussé par de tels contrastes !

Notre distingué confrère, M. Lucien Lécureux, continue avec autant de compétence que de succès son exploration méthodique des anciennes peintures murales dans le diocèse du Mans. Nous sommes même en mesure d'annoncer qu'il

vient de faire, en divers endroits, de nouvelles et importantes découvertes, dont nous tenons à le féliciter sans retard. Il a constaté notamment l'existence de curieuses peintures dans cette église de Semur, si dédaignée jusqu'ici et que l'indifférence administrative semblait condamner à une destruction prochaine.

Cette découverte prouve une fois de plus qu'il n'est, pour ainsi dire, pas une seule de nos églises — si pauvre qu'elle paraisse — qui ne mérite d'être conservée. Nous souhaitons que la leçon soit profitable. Il n'y a plus de milieu : il faut, ou entretenir loyalement toutes les églises de France, ou, pour le seul bon plaisir d'un anti-cléricalisme démodé, revenir au vandalisme des époques barbares.

La Société des Amis des Arts du Mans organise en ce moment, à la Bourse de Commerce, une exposition qui aura pour principal intérêt de mettre en pleine lumière et de faire mieux connaître au Mans l'œuvre artistique d'Albert Maignan.

M. Albert Maignan faisait partie de la Société historique du Maine; il nous avait donné maintes preuves d'amitié et nous lui conservons un fidèle souvenir.

Nous ne saurions trop engager nos confrères à rendre hommage au plus célèbre de nos peintres manceaux, en allant visiter l'exposition de ses œuvres.

La *Revue de l'Anjou* publie dans ses derniers numéros un travail très approfondi et du plus haut intérêt sur *la Bataille du Mans* en 1871, travail dû à l'un de nos compatriotes, lieutenant au 135^e d'infanterie, M. Valère Alwrod. Nous attendrons que les articles soient réunis en volume

pour en donner un compte-rendu analytique, mais, dès aujourd'hui, nous avons le devoir de les signaler à l'attention de ceux de nos lecteurs qui s'intéressent à l'histoire militaire de la région.

Fermement résolu à rester en dehors de regrettables polémiques, nous n'avions pu, jusqu'ici, parler du livre que M. Louis Saillant, instituteur honoraire, a publié en 1910 : « *Au pays du Maine* », Le Mans, A. Renard, gr. in-8° illustré.

Aujourd'hui encore, on nous permettra de ne pas rouvrir des discussions heureusement closes, en donnant de nouvelles appréciations sur la méthode et certaines idées de l'auteur. Mais, ces réserves faites, nous avons le souci d'être juste et de montrer que nous demeurons étranger ici à toutes divergences politiques.

Or, l'ouvrage de M. Saillant — sans prétention inopportune à l'érudition — a pour principal but de vulgariser, *dans les écoles primaires publiques*, l'histoire du Maine, de la faire connaître aux élèves de ces écoles et par suite de leur faire aimer davantage la Patrie locale. La destination spéciale du livre explique suffisamment pourquoi son esprit ne peut rallier tous les suffrages. Par contre, son but répond à une idée générale que, pour notre part, nous partageons depuis bien longtemps : intéresser les jeunes générations des écoles primaires à l'histoire locale et leur en faire connaître au moins les faits essentiels, pour mieux les attacher au pays natal.

Cette pensée, en elle-même, est excellente et patriotique. Nous félicitons MM. Saillant et Renard de l'avoir, les premiers, mise en pratique avec plus d'impartialité que bien des instituteurs de la jeune école ; nous les remercions très sincèrement de n'avoir pas douté de notre courtoisie en

nous envoyant leur ouvrage, et de nous y avoir témoigné leur sympathie en y citant nos travaux.

A d'autres maintenant, s'ils le veulent, de reprendre l'œuvre dans un esprit différent et pour un public différent.

R. T.

Bon nombre d'entre nous connaissent les ruines si pittoresques et si romantiques du manoir du Bois-Thibault, aux environs de Lassay (Mayenne). Elles sont, on peut le dire, l'un des plus charmants buts d'excursion de notre pays du Maine, et évoquent de bien intéressants souvenirs historiques. M. le marquis de Beauchesne vient de faire revivre ces souvenirs avec une érudition et une compétence dont nous n'avons plus à faire l'éloge, dans un élégant volume de 147 pages, illustré de fort jolies planches et imprimé à Laval, par M. Goupil, (*Le Bois-Thibault, étude historique et archéologique, extrait du Bulletin de la Commission historique de la Mayenne*).

D'une activité toujours si laborieuse et si féconde, le marquis de Beauchesne communiquait en même temps au Congrès de l'Association Bretonne, tenu à Saint-Pol-de-Léon, une étude très nouvelle sur *Christophe et Roland de Chauvigné, évêques de Saint-Pol-de-Léon, au XVI^e siècle*, que de nombreux liens rattachent à l'histoire du Maine, et, en ce moment même, il publie dans la *Revue de l'Anjou*, un article non moins documenté sur *Henri III et le château d'Angers en 1585*.

Il y a quelques mois, l'Académie de Mâcon nous envoyait le premier volume du compte rendu des inoubliables fêtes du *Millenaire de Cluny* et du Congrès d'histoire tenu à

cette occasion. Nous sommes heureux et fier de constater que notre Société est représentée indirectement mais bien honorablement dans ce beau volume, par un savant Mémoire de notre confrère le R. P. dom Guilloreau sur *les Prieurés Anglais de l'Ordre de Cluny*. (Tiré à part, Mâcon, imp. Protat.) Nos plus sincères compliments et remerciements au R. P. dom Guilloreau.

Parmi les publications récentes, signalons en outre : une intéressante étude de M. René Compaing sur le *Père de la Croix (1831-1911)* « un fouilleur illustre » ; une *Étude héraldique sur le Maine et ses Évêques*, publiée avec beaucoup de soin et de goût par M. l'abbé Louis Calendini ; l'historique de *La Société de Charité maternelle du Mans*, dû à la plume infatigable et si bien taillée de notre confrère le docteur Delaunay ; le tirage à part, en un élégant volume de 123 pages, des études très remarquées de MM. Ed. de Loria et E. Berthelot sur *Le Château de Verdelles* ; un nouveau mémoire de M. Alain de Goué sur cette *Croisade Mayennaise de 1158*, qui soulève de si délicates discussions scientifiques avec nos confrères de la Mayenne ; enfin une brochure de M. Maurice Jusselin, archiviste d'Eure-et-Loir, *Vieilles maisons chartraines*, avec une monographie de la magnifique maison du XIII^e siècle, découverte à la fin de mai 1911, devant la cathédrale de Chartres. Par une flatteuse coïncidence, cette maison appartient à un membre de la Société archéologique du Maine, M. A. Lenoble, qui sait en apprécier toute la valeur archéologique ; à nos confrères de l'en remercier en allant, lorsqu'ils passent à Chartres, admirer les belles sculptures de cette maison désormais célèbre.

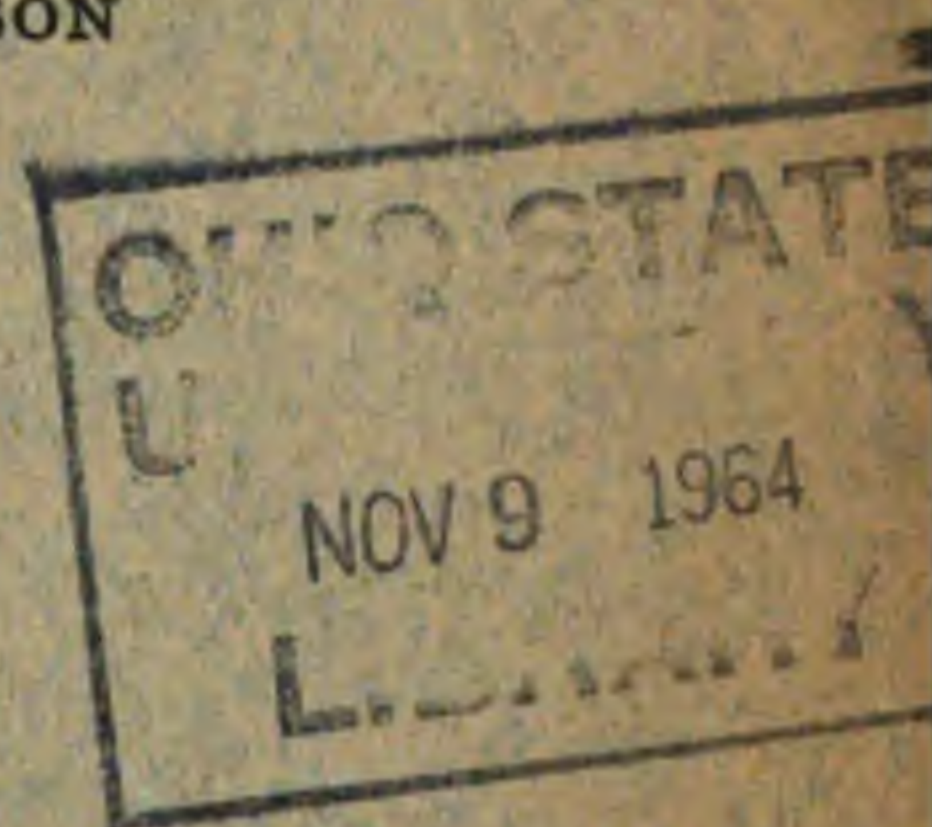
7 octobre 1912.

R. T.

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

TOME LXXII. — TROISIÈME LIVRAISON

ANNÉE 1912. — SECOND SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

MAMERS
IMPRIMERIE FLEURY
28, Place de la République.

LE MANS
A. DE SAINT-DENIS
Libraire, Place Saint-Nicolas.

1912

S O M M A I R E
DE LA
SIXIÈME LIVRAISON DE 1912

- 1^o L'ANCIEN COLLÈGE DE SABLÉ, par M. le marquis de
BEAUCHESNE. Page 209
- 2^o UN PRIX DE VERTU A AMNÉ, par M. le chanoine L.
FROGER. Page 230
- 3^o MADAME DE VILLEDIEU INCONNUE, (*suite et fin*), par M. le
capitaine DEROME. Page 234
- 4^o BIBLIOGRAPHIE DU MAINE, POUR 1911, par M. l'abbé
L. CALENDINI. Page 278
- 5^o CHRONIQUE : La question des églises. — Nécrologie :
M. A. Fouchard. — M. J. de Gastines à l'École des
Chartes. — Conférences de MM. Echivard et Mallet.
— Première fête annuelle de l'Association amicale du
33^o Mobiles. — Rapports de M. J. L'Hermitte. —
Le maréchal de Guébriant, par M. le vicomte de
Noailles. Page 295
- 6^o TABLE DES MATIÈRES DU LXXII^e VOLUME. Page 302
-



Photographie de M. Dolbeau.

SOUVENIRS DE L'ANCIEN COLLÈGE DE SABLÉ

TOUR DE L'ENCEINTE DE L'ÎLE
ET GLOCHETON DU VIEUX BATIMENT

[illegible]



Photographie de M. Dolbeau.

SOUVENIRS DE L'ANCIEN COLLÈGE DE SABLÉ

TOUR DE L'ENCEINTE DE L'ÎLE
ET GLOCHETON DU VIEUX BATIMENT

L'ANCIEN COLLÈGE DE SABLÉ

Olivier Lévesque, le fondateur du collège de Sablé, était né en cette ville en 1545 de l'union de Louis Lévesque, sieur de la Richeraie, licencié ès loix et avocat à Sablé, et de Olive Lepeintre. A l'âge de 22 ans, étant alors simple clerc tonsuré, il partit pour Rome afin d'y achever ses études ecclésiastiques. Peut-être avait-il été attiré dans la Ville éternelle par son compatriote, le futur cardinal Cointerel, qui jouissait à cette époque d'un grand crédit auprès du nouveau pape Pie V. Quand il y eut terminé ses études, il s'attacha, si l'on en croit Ménage, à la personne d'un prélat qui le prit en amitié à cause de son esprit et de son savoir. Ce dernier le fit même exécuteur de son testament, ce qui obligea, après sa mort, son ancien protégé à aller à Naples pour assurer l'exécution du testament du défunt prélat, car celui-ci était Napolitain d'origine. Olivier Lévesque séjourna longtemps dans cette partie de l'Italie, puis revint à Rome sous le pontificat de Grégoire XIII, et acheta, pour 2,000 écus d'or, l'office des écritures du notariat de la Rote.

Cependant, malgré le temps et l'éloignement, notre personnage n'oubliait pas sa ville natale. Il songeait même dès cette époque à y fonder un collège, au moyen de la fortune qu'il s'était acquise depuis son départ de France.

A coup sûr, il n'était pas impossible, dès ce temps là, aux

enfants de Sablé, dont les parents désiraient leur faire donner une certaine instruction, de se la procurer sans quitter notre ville. Il est certain en effet que vers 1550 une école publique de garçons avait été fondée par Nicolas Gaultier, docteur en théologie, dans une maison sise à la porte d'Erve (1). Nous savons d'autre part que, de 1578 à 1594, Jehan Cesneau, « pbre, vicaire de N.-D. de Sablé », était en même temps « maître d'escole » (2). Mais cette école primitive, très suffisante pour donner aux jeunes garçons l'instruction primaire, ne pouvait évidemment procurer à ceux d'entre eux qui en avaient besoin, l'instruction secondaire, c'est-à-dire les préparer soit aux fonctions ecclésiastiques, soit aux carrières libérales. Aussi Olivier Lévesque, préoccupé de rendre service à ses compatriotes, avait-il entrepris de combler cette lacune par la fondation d'un collège à Sablé.

Pour exécuter ce généreux dessein, il chargea avant le 25 octobre 1598 M^e Jacques Cadieu, son procureur, d'acheter en son nom des religieux de Solesmes deux maisons, se tenant l'une l'autre, situées en l'isle de Sablé, avec le jardin situé au champ Thierry sur la rue du Port-André. Dans la procuration qu'il envoya à cet effet à son mandataire, Olivier Lévesque se qualifiait « prêtre, protonotaire du Saint-Siège apostolique, demeurant à Rome ». Or, pour décider les religieux à aliéner leurs maisons de Sablé, il fallait leur proposer un échange. C'est ce que comprit M^e Jacques Cadieu. Justement la métairie du Boulay, en la paroisse de Solesmes, se trouvait à vendre. Le procureur d'Olivier Lévesque commença donc par l'acheter de Gabriel Fleuriot, « ouvrier de la monnaie d'Angers », par acte du 25 octobre 1598, puis par un autre acte du 14 novembre suivant il céda la métairie en question à « Discret Frère Jean Busson, pbre, religieux prévost en l'abbaye de la Couture du

(1) Statuts du règlement du Collège de Sablé, d'après Ménage.

(2) Anciens registres de baptêmes conservés à la Mairie de Sablé.

Mans », procureur lui-même de « Frère Jean Dubois, pbre, prieur du prieuré de Solesmes » et, en échange, celui-ci abandonna les deux maisons dont on avait besoin pour y établir le collège (1).

Mis au courant de cette acquisition par échange, Olivier Lévesque s'empressa de la ratifier par acte sur parchemin passé à Rome le 3 mars 1599, puis, sans tarder, il fit nommer, comme principal du nouveau collège, Julien Houdayer, chanoine du Mans et docteur en théologie, qui, après la prise du Mans par Henri IV en 1589, avait été exilé de cette ville par Lavardin, à cause de son attachement à la Ligue, et était venu chercher un refuge à Sablé.

Toutefois, comme un établissement du genre de celui dont il s'agissait se trouvait un peu à l'étroit dans les deux maisons cédées par les religieux de Solesmes, dès le 11 août suivant nous voyons ledit M^e Julien Houdayer, « principal du collège de Sablé et procureur de Messire Olivier Lévesque », se rendre acquéreur et adjudicataire, en vertu d'une sentence de décret rendue au siège de Sablé, d'une maison située en l'isle de Sablé, joignant celle du prieuré de Solesmes, sur la rue (2). Rien n'empêchait donc plus le collège de fonctionner selon sa destination en recevant le plus grand nombre possible d'élèves.

Quant aux lois et statuts, ce fut seulement le 12 janvier 1602 qu'ils purent être arrêtés devant les habitants notables de Sablé ainsi que devant Laurent Nepveu, licencié en droit, lieutenant général au marquisat pairie de Sablé.

Le préambule de cet acte mérite d'être reproduit ici : il nous dévoile la pensée intime du fondateur :

« *Honora Dominum de tua substantia et redde altissimo vota tua.* (Psal. 49, vers. 14) », V. et D. M^e Olivier Lévesque, pbre, Protonotaire du Saint-Siège apostolique, conseiller et

(1) *Henri IV et le Collège de Sablé*, par P.-E. Chevrier.

(2) *Henri IV et le Collège de Sablé*.

aumônier ordinaire du Roy, connaissant que de l'instruction de la jeunesse, tant ès bonnes lettres que ès mœurs et piété, proviennent de grandes et diverses commodités à la République chrétienne et discipline ecclésiastique et ministère d'iceulx ;

Considérant aussi qu'en la ville et lieux circonvoisins de Sablé, diocèse du Mans, lieu de sa nativité, il se trouve bon nombre d'enfants de bon esprit, qui, par deffault de moiens et de bons préceptes, demeurent ignorans, inutiles et sans les fruits qu'ils pourroient bien faire à l'église Catholique, Apostolique et Romaine et au public, a, auparavant ce jour voué à Dieu et à la Sacrée Vierge Marie, en l'honneur de laquelle est fondée l'église paroissiale estant en l'église de Sablé, érigé et fondé un collège pour l'instruction de lad. jeunesse des biens que Dieu, de sa main libérale, luy a donnés, et pour l'accomplissement duq. vœu il a, aujourd'hui 16^e du mois de janvier 1602, sous le bon plaisir et auctorité de Haut et Puissant seigneur Messire Urbain de Laval, chevalier des ordres du Roy, conseiller en ses conseils d'estat et privé, et premier mareschal de France, seigneur de Bois Dauphin et baron de Sablé, et suivant la volonté qu'il luy a plu auparavant ce jour déclarer, fait, statué et ordonné par ces présentes les lois, statuts et ordonnances du Collège qui ensuivent... » (1).

Ajoutons que par l'acte de fondation Olivier Lévesque donnait : « 8000 escuz, oultre et par dessus le logis requis pour led. collège », et qu'au paiement de cette somme il donnait et affectait « deux maisons et les écritures de deux offices de Rote appartenant aud. Olivier dans la ville de Rome. » (2).

Comme on le voit par le document que nous venons de citer, Olivier Lévesque était alors aumônier ordinaire du roi

(1) *Henri IV et le Collège de Sablé.*

(2) *Henri IV et le Collège de Sablé.*

Henri IV ; d'après Ménage, il avait obtenu cette faveur sur la recommandation du duc de Piney, François de Luxembourg, envoyé, comme on sait, à Rome par ce prince vers le pape Clément VIII à l'occasion de sa réconciliation avec le Saint-Siège.

Le fondateur du collège de Sablé venait du reste de quitter définitivement l'Italie pour retourner se fixer en France, à Paris, croyons-nous. Il n'avait pas pris ce parti sans en demander la permission au pape Clément VIII, qui, non seulement la lui avait donnée, mais, après l'avoir fait protonotaire apostolique, l'avait donné comme secrétaire au cardinal Aldobrandini, son neveu, qu'il envoyait comme nonce à Paris auprès de Henri IV. C'est ainsi qu'Olivier Lévesque avait pu profiter de son retour dans son pays natal pour se rendre dans les premiers jours de janvier 1602 à Sablé afin de présenter lui-même à ses compatriotes l'acte de fondation et les statuts dont il a été parlé plus haut, et c'est ce qui nous explique en même temps comment cette formalité solennelle n'avait pas pu avoir lieu plus tôt.

Mais ce ne fut pas tout. Le conseiller et aumônier ordinaire du Roi se servit de la bienveillance de Henri IV à son égard pour lui faire approuver au mois d'avril 1604 la fondation de son cher collège par des lettres patentes en bonne et due forme. Ces lettres sont très intéressantes en ce qu'il y est beaucoup question de la récente fondation, faite par le fils de Jeanne d'Albret, du collège de La Flèche tenu par les Jésuites, et que le cas de la réunion des deux collèges y était prévu. Voici le texte de cet important document :

« Henry par la grâce de Dieu... Nostre amé et féal conseiller et aumosnier ordinaire M^e Olivier Lévesque, pbre et protonotaire du Saint Siège apostolique, nous a fait remonstrer qu'il auroit cy devant, et dès le 16^e de janvier 1602, fondé et institué ung collège en la ville de Sablé pour l'entretènement duquel, selon la fondation et institution d'iceluy,

il auroit destiné et affecté tous et chascuns ses biens... et d'autant qu'entre plusieurs articles contenuz en l'acte et instrument de la susd. fondation, led. Lév. auroit ordonné qu'advenant qu'il y eust cy après quelques abuz, soit de la part des habitants dud. Sablé, ou de ses héritiers, qui vinssent à rendre son intention inutile, que les revenus par luy affectés aud. collège de Sablé soyent appliqués en la ville de La Flesche pour y ériger ung collège avec mesmes conditions, ou pour y augmenter celui qui y seroit érigé. Et, recognoissant à présent que l'establissement que nous avons fait depuis peu d'un collège de Jésuites en nostred. ville de La Flesche, lequel, pour estre lesd. villes de La Flesche et Sablé trop proches l'une de l'autre, tendroit à rendre led. collège de Sablé du tout inutile et infructueux, il désireroit, au lieu de l'establissement dud. collège en lad. ville de Sablé, joindre et unir dès à présent la fondation susd., avec tout ou partie du revenu y affecté, au collège des Jésuites par nous institués en nostre ville de La Flesche, ce qu'il nous a très humblement supplié et requis voulloir agréer, ensemble la fondation et institution susdites, et sur ce luy octroyer nos lettres nécessaires :

Sçavoir faisons qu'après avoir meurement considéré la supplication à nous sur ce faicte par led. Lévesque, et que tout le revenu destiné à la fondation dud. collège n'est que de son bien, et d'ailleurs que la bonne et louable intention qu'il a eue à lad. fondation pour le bien du public viendroit à estre inutile à cause de l'establissement dud. collège des Jésuites en nostred. ville de La Flesche ;

Avons lad. fondation et institution susdites... louée, ratifiée et approuvée... Sy donnons en mandement... Mandons à nostre amé et féal l'Evesque du Mans, ou son grand vicaire, et tous aultres qu'il appartiendra, d'y tenir la main... Donné à Fontainebleau, au mois d'Avril, l'an de grâce mil six cent quatre... Signé : HENRY. » (1).

(1) *Henri IV et le Collège de Sablé.*

On voit par ces lettres patentes que le fondateur du collège de Sablé avait prévu le cas où cet établissement, par une cause ou par une autre, ne justifierait pas les espérances qu'il en avait conçues, et qu'il avait pris ses mesures en conséquence. Mais ce cas par bonheur ne devait pas se présenter, puisque comme le remarquait en 1877, P. E. Chevrier dans sa « Notice sur Henri IV et le collège de Sablé », le collège des Jésuites de La Flèche, le Prytanée impérial puis national d'une part, et le petit collège de Sablé d'autre part ont vécu sans se nuire, malgré leur rapprochement, pendant plus de trois siècles.

Olivier Lévesque, il est vrai, ne devait pas voir le plein accomplissement de son œuvre. Il mourut à Sablé, où il était peut-être revenu passer les dernières années de sa vie, le 16 mai 1606, et il fut enterré dans l'église de Notre-Dame, devant l'autel des Trois-Maries. Si l'on en croit P. E. Chevrier, sa pierre tombale se voyait encore, vers le milieu du dernier siècle, dans l'ancienne église paroissiale, aujourd'hui démolie.

C'était, nous apprend d'un autre côté Ménage, un prêtre des plus charitables. Outre plus de dix mille écus affectés par lui à la fondation de son collège, il aurait donné encore d'autres sommes très considérables pour doter de pauvres filles et pour mettre en métier de pauvres garçons de la ville de Sablé. Il aurait aussi donné deux mille livres à l'hôpital, et une chapelle de vermeil doré, très riche et très magnifique, à l'église Notre-Dame de la même ville.

On a vu dans les pages qui précèdent, comment le collège de Sablé avait été fondé ; il nous reste maintenant à montrer, d'après un très intéressant document resté jusqu'ici absolument inédit, et découvert par nous aux Archives nationales (1), quel était l'état de ce même collège, matérielle-

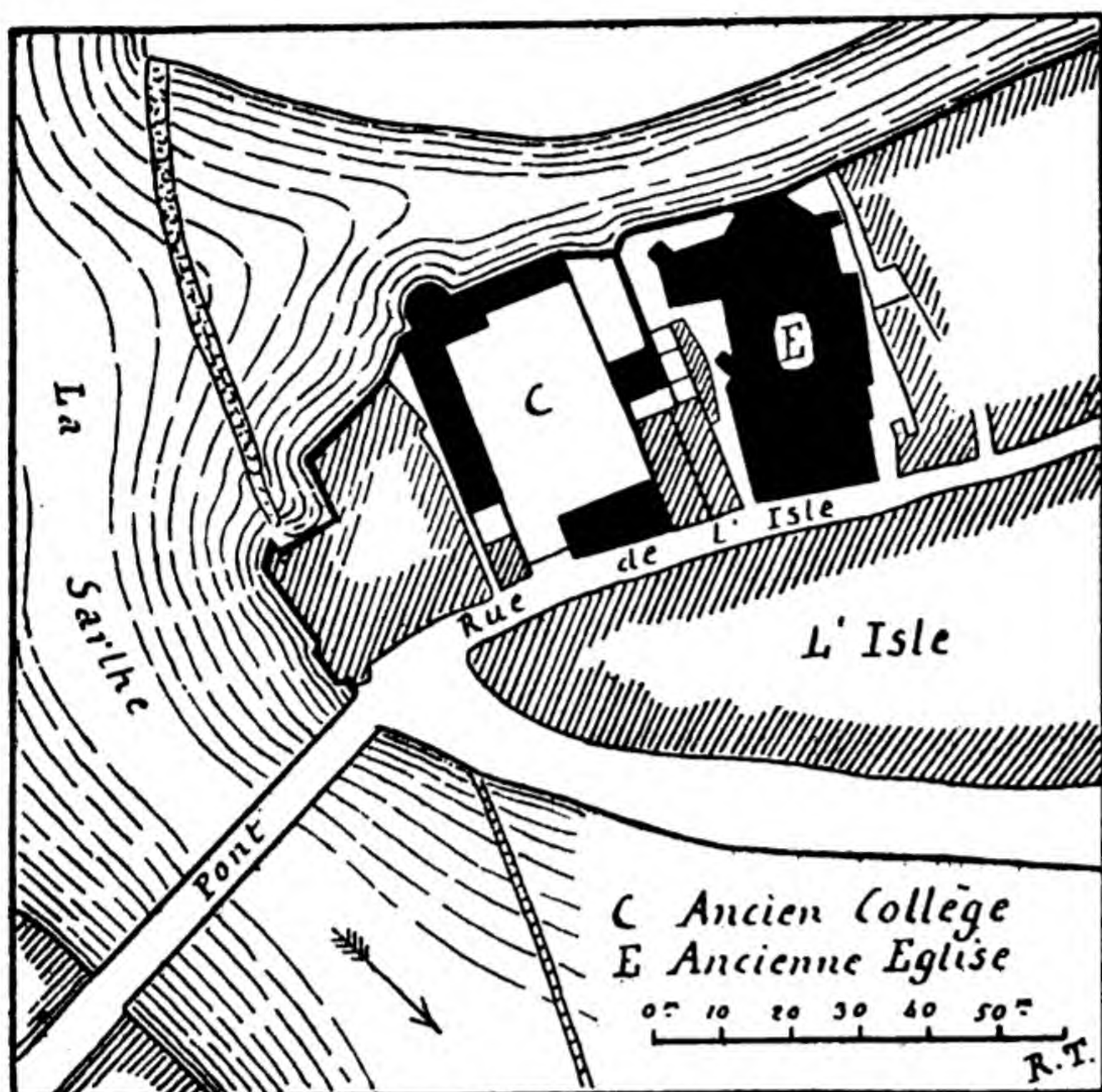
(1) Arch. nat., P. 740.

ment aussi bien que moralement, vers le milieu du XVII^e siècle, soit quarante ans après sa fondation.

En 1640, le roi Louis XIII avait rendu un édit portant commandement à tous ecclésiastiques et gens de main morte de fournir les déclarations des biens et terres qu'ils possédaient. Les administrateurs du collège de Sablé, qui étaient à cette époque « V. et D. Messire Charles Thyon, pbre, bachelier en théologie, curé de l'église de Notre-Dame dud. Sablé, Anne Le Doisne, avocat au siège dud. Sablé, et honorable homme Jean Guérin, maître chirurgien aud. Sablé », durent donc, « pour satisfaire à l'édit de S. M. », présenter au « bureau des admortissemens estably à La Flesche », la déclaration des biens et héritages dépendants du collège fondé autrefois dans leur ville par Olivier Lévesque. Ils la firent rédiger par Pierre de la Fousse et Blondeau « notaires royaux, demeurants à La Flesche », et la présentèrent de fait le 5 mai 1640. Dans cette curieuse déclaration ils avaient « déclaré ce que s'ensuit :

- « Premièrement que led. collège est situé en l'isle dud. Sablé, entre lad. église Notre-Dame et les ponts, et est composé d'une maison manable vulgairement appelée La Salle dud. collège, aboutant d'un bout au logis Perrine Poictevin, d'autre bout au puits dud. collège, joignant d'un costé la rue de lad. isle, d'autre une petite cour dud. collège ; d'un autre corps de logis vulgairement appelé le logis de Messieurs de Soulesmes pour avoir esté changé avecq la mestairie du Boullay dont jouissent à présent lesd. religieux, led. logis aboutant d'un bout la maison de lad. Poictevin, d'autre une petite rue qui est entre les classes dud. collège et led. logis, joignant des deux costés la grande et (la) petite cour dud. collège ; d'un autre corps de logis appelé le logis de la Tour, aboutant d'un bout la rue de la Poterne, d'autre une petite cour dud. collège, joignant d'un costé une des tours des murailles du circuit de la ville, d'autre la grande

cour dud. collège ; d'un petit logis aboutant d'un bout à quelque vieil logis et mazures, d'autre aux rideaux de lad. isle, joignant d'un costé lad. rue de la Poterne, d'autre lad. grande cour dud. collège ; d'une petite grange où est à présent un pressoir, aboutant d'un bout auxd. rideaux de lad.



EMPLACEMENT DE L'ANCIEN COLLÈGE DE SABLÉ
Croquis d'ensemble, d'après le plan cadastral de Sablé.

isle, d'autre au logis de lad. Poictevin, joignant d'un costé la grande cour dud. collège ; d'autre le logis du sieur Fleuriot ; d'un petit édifice fort estroict en longueur où se font les classes, aboutant d'un bout au puits dud. collège, d'autre à lad. grande cour, joignant d'un costé une petite rue qui est entre led. logis ci-dessus déclaré et lesd. classes, d'autre

le logis du sieur Gutter ; d'un petit appenty qui sert à loger le portier dud. collège et d'un autre (appentis) où sont les lieux dud. collège ; de trois petites cours cy-dessus déclarées qui abouttent et joignent au logis dud. collège :

Le tout tenu du fief du marquisat de Sablé, et d'environ 60 livres de revenu.

Item le revenu dud. collège consiste en une mestairie nommée la Frazelière en la paroisse de Juigné-sur-Sarthe (suit la description détaillée de la métairie), le tout tenu du fief du grand Maupertuis à foy et hommage, à la charge de payer, à change de principal, un escu, fors quelques pièces de terre qui tiennent du fief du prieuré de Solesmes... Item... en une mestairie appelée la Coudre située en la paroisse de Juigné-sur-Sarthe... le tout tenu censivement des seigneurs de Juigné et Vrigné... Item en le lieu et mestairie des Gennetières dépendant dud. collège, situé en la paroisse de Chantenay... lad. mestairie tenue censivement du seigneur de la Paragère... Item en la mestairie du Grand-Corbeau, scise en la paroisse d'Auvers-le-Hamon, le tout tenu censivement du fief du Plessis d'Auvers.

Item consiste le revenu dud. collège en 468 livres 15 sols 1, de rente, que paie annuellement Madame Marthe Peschard, niepce du défunt sieur fondateur, pour raison de certains offices de rote qui sont en la ville de Rome, que led. fondateur a affectés à la fondation dud. collège, et de laq. rente souventes fois l'on n'est obéy... Item en un petit jardin scis près lad. ville de Sablé, contenant une boisselée ou env., joignant d'un costé la rue pour aller au port André, d'autre au ruisseau qui coule en la rivière la Sarthe, aboutant des deux bouts au jardin vulgairement appelé le Port André, tenu du fief du château de Sablé.

Toutes lesq. choses cy-dessus spécifiées lesd. administrateurs ont déclaré ne pouvoir valoir de revenu annuel, la

somme de 924 livres 15 sols, sur quoy fault desduire les charges cy-après spécifiées :

Sçavoir gager un principal et deux régents dans led. collège, et donner au principal la somme de 60 escus et 50 escus à chacun desd. régents.

Item nourrir six pauvres escoliers en qualité de boursiers pour faire tant aud. collège qu'en lad. église de Notre-Dame, les choses qui leur sont prescrites par les statuts dud. collège, et pour ce 80 livres à chascun.

Item fournir aud. sieur principal trois serviteurs et donner sur le revenu dud. collège, pour leur payement et nourriture, a chascun 60 livres.

Item faire dire et célébrer tous les jours une messe en lad. église de N.-D., où doivent assister tant les bourciers que escoliers et y chanter les antiennes prescrites par les statuts dud. collège.

Item entretenir en bonne réparation tant les maisons dud. collège que les lieux qui en dépendent, le tout conformément aux statuts...

Toutes lesd. charges revenant à la somme de 1240 livres, et que y appert que lesd. charges se montent plus que le revenu dud. collège.

C'est pourquoy les précédens administrateurs ayant reconnu le peu de revenu qu'il y a aud. collège eu esgard aux grants frais, charges et despens qu'il convient faire annuellement, auroient humblement supplié S. M. vouloir remettre les droits d'amortissement pour raison des nouveaux acquets dud. collège, laq. auroit très libéralement... comme appert par ses lettres, en bonne et due forme, données à Paris au mois de mars 1613, registrées en la cour de Parlement le 17 avril ;

Et partant il plaise à Nosseigneurs les juges souverains, establys en la chambre desd. admortissemens à Paris, procédans à la taxe, d'avoir esgards auxd. lettres à la très

humble prière que leur font les pauvres escoliers de la ville dud. Sablé et lieux circonvoisins, et encore les administrateurs dud. collège, de leur conserver leur exemption permettant qu'ils jouissent du don à eux fait par S. M. ».

Tel était l'état du collège de Sablé sous Louis XIII. Sous le règne de Louis XIV, ce collège était plus florissant que jamais. C'est ce que nous apprend Gilles Ménage, dans un manuscrit inédit, intitulé *Histoire de la ville et des seigneurs de Sablé*, conservé à la bibliothèque d'Angers (1). « Il y a » (à Sablé) disait cet auteur, « un collège fameux pour les humanités ; on y envoie les jeunes enfants non seulement de tous les bourgs voisins, mais de la plupart des villes voisines ».

Cependant depuis Julien Houdayer, qui, comme nous l'avons vu, avait été le premier principal du collège dont il s'agit, six autres principaux s'étaient succédé à la tête de cet établissement ; on en connaît les noms, mais c'est, il faut bien le dire, tout ce qu'on sait à leur égard. C'étaient les abbés Long, Guyot, docteur en théologie, Tuffières, Ferré, Lepelletier des Ferrières et Cosnier (2). Après ce dernier, qui exerçait sans doute ses fonctions à l'époque où Ménage écrivait au sujet du collège de Sablé les lignes que nous avons reproduites tout à l'heure, nous trouvons comme principal, en 1693, l'abbé René Androuin, gradué en l'université d'Angers (3), puis, en 1716, l'abbé Frontault (4) qui eut

(1) Bibliothèque municipale d'Angers, manuscrits 846.

(2) « Messire Long, prêtre, principal du Collège de Sablé », est cité en 1627 comme parrain, dans les registres paroissiaux de Parcé ; quant à ses prédécesseurs, ils sont mentionnés par A. Bellée dans ses *Recherches sur l'instruction publique dans le département de la Sarthe*.

(3) Il avait assisté en 1693 à une bénédiction de cloches en l'église de Solesmes et est qualifié, à cette occasion, « principal du Collège de Sablé ».

(4) *Archives de l'Hospice de Sablé*, par P.-E. Chevrier, p. 6. Cet abbé Frontault est sans doute le même que Jean Frontault qui fut nommé curé de Auvers-le-Hamon en 1743 et y décéda en 1748.

avant 1746, pour successeur, l'abbé Michel-René Lefebvre (1). En 1751 celui-ci fut à son tour remplacé par l'abbé Després ou Dupuis (2). A cette date les revenus et rentes dépendant de la fondation d'Olivier Lévesque s'élevaient, paraît-il, à 1293 livres qui furent abandonnées au nouveau principal pour son administration (3). Enfin, en 1771, M^e Louis Cosnard, p^{re}, docteur en théologie, vicaire de Clermont, obtint sur la présentation des administrateurs du collège de Sablé, les provisions de principal de ce collège, provisions qui lui avaient été accordées par Joseph-François Le Pelletier, p^{re} docteur en théologie, chanoine et grand archidiacre de l'église du Mans, représentant du fondateur (4).

Le nouveau principal accepta la charge et la direction du collège, moyennant l'abandon qu'on lui fit à forfait des revenus s'élevant à 1.679 l. (5).

Au début du règne de Louis XVI, le représentant le plus direct du fondateur du collège de Sablé était Joseph Jérôme Gallais de la Malonnière, « bourgeois, demeurant à Miré en Anjou ». Nous voyons en effet ce personnage présenter en 1776 à la sénéchaussée du Maine et siège présidial du Mans un acte par lequel il établissait qu'il était « fils de Jérôme Gallais de la Malonnière, doyen des conseillers du Présidial de Château-Gontier, et de Marthe Olive Le Pelletier, sœur de feu Joseph François Le Pelletier, grand archidiacre du Mans, et fille de Joseph Le Pelletier, bailli de Sablé, qui était fils de Guillaume Le Pelletier, aussi bailli de Sablé, et de la dame Le Royer, lequel Guillaume était fils de Guillaume

(1) En 1746 « M^e Michel-René Lefebvre, prêtre, principal du Collège de Sablé, assistait à l'église de Souvigné aux obsèques de René Landeau, curé de cette paroisse.

(2) *Archives de l'Hospice de Sablé*, p. 493.

(3) *Archives de l'Hospice de Sablé*, p. 493.

(4) Archives de la Sarthe, G, 402.

(5) *Archives de l'Hospice de Sablé*, p. 493.

Le Pelletier, I du nom, procureur fiscal dudit Sablé, et de Marthe Peschard issue du mariage de Julien Peschard, avocat à Sablé, et de Marthe Lévesque, laquelle était sœur d'Olivier Lévesque, aumônier du Roi Henri IV, protonotaire du Saint Siège, et fondateur du Collège de Sablé » ; or en vertu de cet acte et de la filiation y contenue, ledit Joseph Jérôme Gallais de la Malonnière manifestait son intention, « conformément aux lettres patentes de fondation dudit collège, d'ajouter à son nom le nom de Lévesque pour lui servir et valoir ce que de raison » (1).

Quand arriva l'époque de la Révolution, l'abbé Cosnard était toujours principal de notre collège : en 1791 il refusa de prêter le serment constitutionnel et fut remplacé par le diacre Durand, ci-devant bénédictin, qui fut nommé principal (2). Peu de temps après, lors de la suppression des biens du clergé, les immeubles dépendant du collège et qui alimentaient ses revenus, lesquels s'élevaient alors à 3139 livres (3), furent confisqués et vendus. Est-il besoin d'ajouter que les élèves ainsi que les professeurs ne tardèrent pas à désertier cet établissement où ne se faisait plus aucun cours d'enseignement ? Aussi en 1793, lorsque le gouvernement de la Terreur commença à remplir les prisons, à Sablé comme ailleurs, de tous ceux qui semblaient peu enthousiastes du nouvel ordre de choses, les prisons de la ville devenant insuffisantes, les bâtiments du collège devenus sans emploi servirent eux aussi à incarcérer les suspects, de plus en plus nombreux arrêtés en vertu des lois révolutionnaires (4).

Quand le Directoire eut remplacé la Convention, à la fin de 1795, un arrêté municipal transforma définitivement le collège de Sablé en caserne de gendarmerie, et l'année sui-

(1) *Archives de la Sarthe*, B. 948.

(2) *Archives de l'Hospice de Sablé*, p. 493.

(3) *Ibidem*, p. 492.

(4) J. Marc, *Recherches historiques sur Sablé*, p. 164.

vante une partie des bâtiments, inoccupée par les gendarmes, fut abandonnée à une agence s'occupant de la fabrication du salpêtre (1).

En ce temps là on s'ingéniait à réorganiser l'instruction publique, mais, d'après le système désormais en vigueur, c'était surtout d'enseignement primaire qu'il s'agissait. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner qu'un arrêté de l'administration départementale ait alors affecté une partie des bâtiments de l'ancien collège à l'enseignement primaire que le citoyen Maillet, ancien professeur de rhétorique à Saurmur, nommé depuis peu instituteur communal à Sablé, était chargé d'y organiser (2).

Toutefois le besoin d'un établissement, d'où l'instruction secondaire ne fut pas entièrement bannie, se faisait sentir à Sablé. C'est ce qui avait décidé, dès le commencement du Consulat, Pierre Guéranger, le père du futur et célèbre fondateur de l'abbaye de Solesmes, à venir du Mans, dont il était originaire, s'établir dans notre ville pour y ouvrir, dans l'ancienne maison des Elisabethines, convertie par lui en établissement scolaire, une école où l'instruction donnée rappelât celle de l'ancien collège alors si regretté (3).

Enfin en 1806 un arrêté préfectoral, signé Auvray, rendit les bâtiments du collège à la ville de Sablé et prescrivit en même temps le rétablissement de l'enseignement secondaire. C'est alors que Pierre Guéranger, dont l'école, en pleine prospérité, avait été reconnue par l'autorité susceptible d'être érigée en école secondaire, vint occuper les antiques bâtiments construits au commencement du XVII^e siècle pour réaliser la fondation d'Olivier Lévesque, et y réorganisa promptement ce qu'avait détruit la Révolution (4).

Le nouveau principal avait alors avec lui ses quatre fils

(1) *Archives de l'Hospice de Sablé*, p. 492.

(2) *Ibidem*, p. 500.

(3) *Ibidem*, p. 463.

(4) *Ibidem*, pages 492 et 493.

tout jeunes : Frédéric, Edouard, Prosper et Constantin, qui commencèrent successivement leurs études sous sa direction au collège de Sablé, en attendant qu'ils fussent en âge d'aller les terminer au lycée d'Angers (1). Ce fut ainsi que le vieil établissement scolaire, dont nous retraçons les diverses destinées, éveilla par son aspect les premières impressions de l'enfant prédestiné qui devait être un jour Dom Guéranger.

Pierre Guéranger resta à la tête du collège de Sablé jusqu'en 1812, mais, à cette date, il retourna au Mans, son lieu d'origine, et quelques années après se fit attacher au collège de cette ville comme professeur de cinquième. Il conserva cet emploi jusqu'en 1839 et mourut au Mans en 1849 (2).

A Sablé, après son départ, le collège avait eu pour principal l'abbé Barbanson qui devait conserver ces fonctions jusqu'en 1835. Ce dernier était, au moins dans les dernières années, assisté de deux régents, MM. Ravary et Ledru, chargés spécialement, l'un, de la quatrième et de la cinquième, l'autre de la sixième et de la septième.

Cependant, lorsqu'en 1806 l'autorité préfectorale avait rendu à la ville de Sablé les bâtiments de son ancien collège, une partie de ceux-ci n'avait pas été comprise dans la restitution en question, car elle était devenue, depuis la Révolution, la propriété de la famille Fillion ; ce fut seulement en 1822 que, par acte passé devant M^e Chérouvrier, la ville put acquérir de M. Laurent Fillion, tanneur, et de Mme Jacqueline Donas, son épouse, demeurant à Angers, le corps de bâtiment ayant fait autrefois partie du collège et que possédaient alors ces vendeurs (3).

(1) Voir *Vie de Dom Guéranger* par Dom Delatte, abbé de Solesmes.

(2) Nous devons ce renseignement et ceux qui suivent, sur le personnel du Collège de Sablé pendant toute la première moitié du XIX^e siècle, à l'aimable obligeance de M. Gentil, président de la Société des Sciences et Arts du Mans, qui a bien voulu parcourir à notre intention la collection très complète des annuaires de la Sarthe qui se trouve à la riche bibliothèque de la Société qu'il préside ; nous lui exprimons ici tous nos remerciements.

(3) Nous devons ce renseignement à une précieuse communication

A l'abbé Barbanson succéda en 1835, comme principal, le régent Ravary qui n'en continua pas moins à faire la quatrième et la cinquième, assisté seulement de M. Ledru, toujours régent des deux autres classes. Toutefois ce dernier fut remplacé en 1836 par M. Simier, qui, lui-même, céda deux ans après sa place à M. Mahet. En 1841 le principal Ravary abandonna la direction du collège pour devenir adjoint au maire de Sablé; il mourut du reste en 1843. Il avait eu comme successeur à la tête du collège M. Geoffroy qui, comme lui, était en même temps régent de quatrième et de cinquième. Pendant les huit années que celui-ci garda la direction du collège, il fut assisté pour la sixième et la septième, d'abord de M. Aufray, puis, à partir de 1845, de M. Alexandre Brossier.

A cette époque, deux écoles avaient été annexées au collège de Sablé, l'école supérieure et l'école primaire. La première eut successivement comme directeurs de 1841 à 1850 MM. Torchet dit Renard, Michelet et Dupuis, et la seconde MM. Baudouin, Chiron, Descars et Levrard.

En 1849, M. Louveau succéda comme principal à M. Geoffroy, mais il fut remplacé à son tour l'année suivante par M. Brossier, déjà, nous l'avons vu, attaché depuis cinq ans au collège en qualité de régent de sixième et septième.

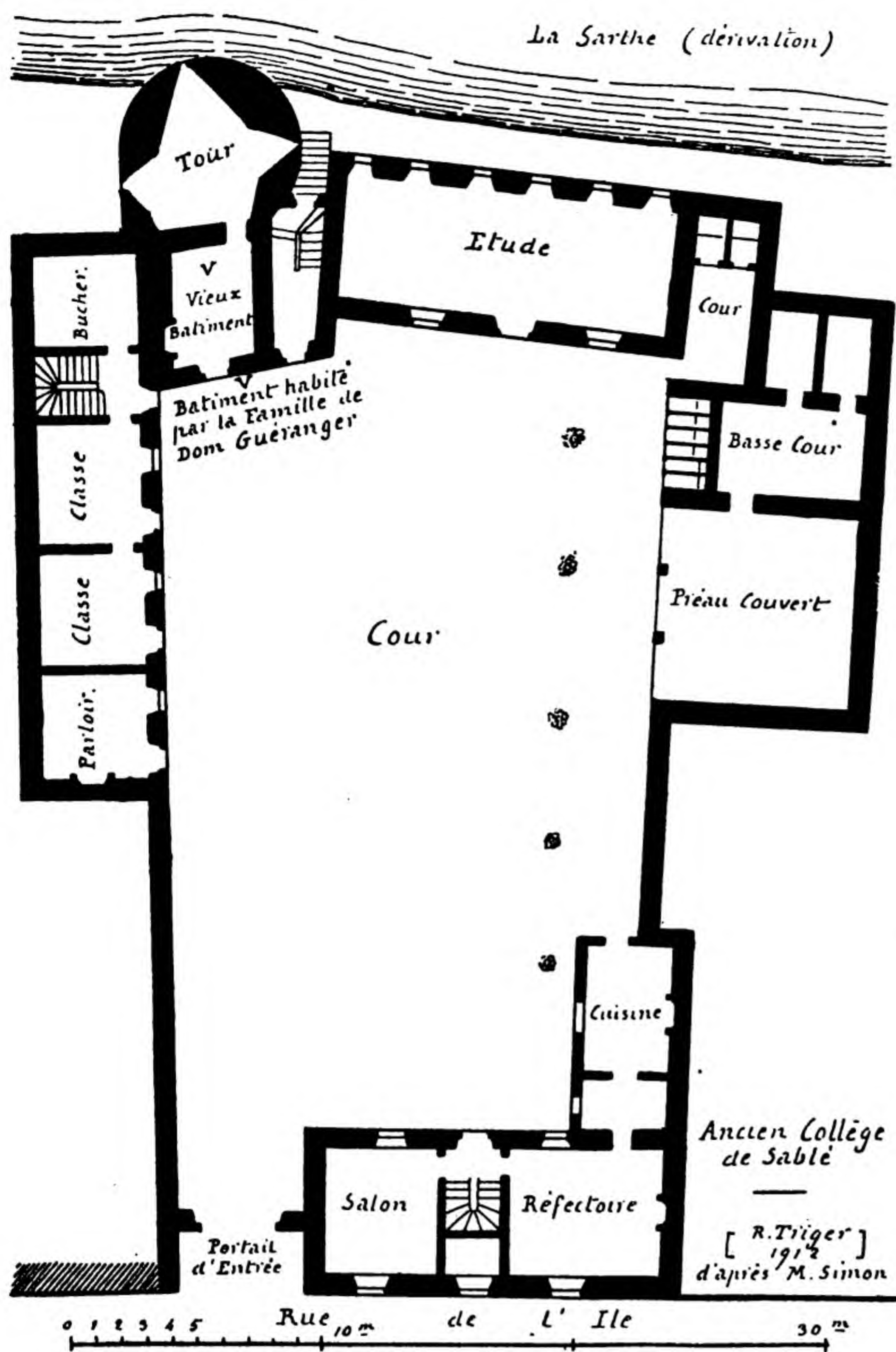
Ce principal, un des plus accomplis qu'ait eus le collège dont nous retraçons l'histoire, devait conserver pendant vingt-cinq ans la direction de cet établissement. Très dévoué à ses élèves, il était, comme professeur d'enseignement secondaire pour les classes de grammaire, absolument à la hauteur de sa tâche. Celui qui écrit ces lignes se rappelle avec reconnaissance les excellentes leçons particulières que le principal du collège de Sablé lui a données de 1860 à 1864, leçons qui l'ont mis à même de suivre ensuite sans trop

de M. Marcel Dolbeau, de Sablé, qui l'a trouvé dans les archives notariales de M^e Roger.

d'infériorité les classes d'un des grands collèges de Paris et même de sortir quelquefois victorieux des redoutables épreuves du concours général. Sous M. Brossier d'ailleurs, le collège dont il s'agit avait atteint un degré de prospérité rare dans son histoire. A la fin de chaque année scolaire, bien que n'étant pas, à proprement parler, élève d'un collège dont nous ne suivions pas les classes, nous n'en assistions pas moins à la distribution des prix qui, autant qu'il nous en souvient, était vraiment très imposante dans son cadre restreint. Nous avons vu depuis les distributions de Rollin et celles de la Sorbonne, et pourtant nous aimons encore à nous rappeler celles que présidait en ces années là M. Brossier, et où étaient proclamés glorieusement les noms de MM. Julien Picouveau, Gaëtan Mention, Paul Foubert, Marcel Dolbeau, etc.

Parmi les élèves les plus brillants qu'ait produits à cette époque le collège de Sablé, nous nous reprocherions de ne pas citer en premier lieu le propre fils du principal, M. Alexandre Brossier, qui, après avoir commencé ses études en suivant les classes faites par son père, est allé les terminer avec succès au lycée de Laval où il eut en 1869 le prix d'honneur de rhétorique, en même temps qu'il avait obtenu au concours académique deux accessits en discours latin et en histoire.

L'ancien élève du collège de Sablé se destinait à l'école normale supérieure où il a été reçu en 1872. Ses trois années d'école terminées, il a débuté dans la carrière de l'enseignement comme professeur de rhétorique au lycée de Macon, puis de 1877 à 1883, il a occupé la même chaire au Prytanée de La Flèche. Envoyé alors au lycée de Carcassonne, il n'a fait qu'y passer et a obtenu en 1884 le poste de professeur de seconde au lycée de Lyon. Il eût pu, dès l'année suivante, professer à Paris, au lycée Charlemagne, cette même classe, avancement qui lui avait été offert sans qu'il l'eût demandé, mais il préféra rester à Lyon.



L'ANCIEN COLLÈGE DE SABLÉ, EN 1882

D'après le plan dressé par M. Simon, architecte-voyer de la ville de Sablé.
(Archives de la mairie de Sablé.)

Il y est toujours professeur de seconde au lycée. Comme tous les professeurs de l'Université sortis de l'école normale, M. Brossier est agrégé des lettres ; il est en outre officier de l'instruction publique. Comme écrivain, il a donné quelques articles à la *Revue Bleue*.

Mais revenons au collège de Sablé. En 1875 M. Brossier père, épuisé par le travail et accablé par des malheurs de famille, se fit relever de la direction du collège qu'il avait si bien dirigé pendant vingt-cinq ans, et, nommé principal honoraire, alla prendre sa retraite à Angers chez une de ses filles mariée avec un honorable commerçant de cette ville. Il emportait avec lui, dit M. Chevrier, les regrets unanimes de ses anciens élèves et des nombreux habitants et fonctionnaires qui avaient eu des relations avec lui. Il eut pour successeur M. Léonard, ancien professeur d'enseignement secondaire spécial de littérature et d'histoire au lycée de Laval, qui fut le dernier principal de l'ancien collège de Sablé.

En effet on construisait à cette époque les bâtiments d'un nouveau collège dans un terrain situé à gauche de la rue de Laval, près de la gare. Au printemps de 1885 ceux-ci étaient en état de remplir leur destination, et le jeudi 17 juin, ainsi que le relate le *Commerce de Sablé*, les élèves du collège, musique et bannière en tête, quittaient les vieux bâtiments de la rue de l'Île pour prendre possession du nouvel établissement scolaire.

Un mois auparavant, par acte passé devant M^e Jallot, le 11 mai, la ville avait vendu à M. et M^{me} Léon Marçais ce qui avait été pendant plusieurs siècles le collège de Sablé. Mais, devenue veuve en 1910, Madame Marçais revendit à son tour au commencement de l'année suivante à différents acheteurs les bâtiments qu'elle ne voulait plus habiter.

Or, chacun des nouveaux propriétaires ayant le désir très naturel de s'enclore, des murs de séparation ne tardèrent pas à s'élever dans la grande cour où avaient joué

depuis le commencement du XVII^e siècle jusqu'en 1885 tant de générations de jeunes saboliens. Masqués par ces murs, les bâtiments environnants perdirent tout à coup leur aspect d'ancien collège, cet aspect évocateur de tant de souvenirs pour ceux qui ont la religion du passé !

Par bonheur, la partie à la fois la plus ancienne et la plus intéressante du vieux collège ainsi dépecé était tombée aux mains d'un propriétaire ayant le noble culte et l'amour passionné de tout ce qui rappelle l'histoire de sa ville natale. C'est en effet à M. Marcel Dolbeau qu'appartiennent aujourd'hui et la tour datant du XIV^e siècle qui domine si pittoresquement le bras de la Sarthe au nord du quartier de l'Ile, et le bâtiment adjacent portant manifestement l'empreinte du XVI^e siècle, cette maison où Dom Guéranger a passé une partie de son enfance !

C'est donc, dans la disparition de l'ancien collège construit à la fin du XVI^e siècle par Olivier Lévesque, une grande consolation pour les archéologues de la contrée de savoir que le débris le plus précieux de ce monument est actuellement en la possession et sous la sauvegarde d'un propriétaire si digne de le posséder, et c'est pourquoi, dès qu'elle a connu le beau geste de M. Dolbeau, la Société historique et archéologique du Maine, par l'organe de son dévoué président, M. Robert Triger, s'est empressée d'adresser au nouvel acquéreur ses plus sincères et cordiales félicitations (1).

Marquis DE BEAUCHESNE.

(1) C'est une obligeante communication de M. Rousselet, secrétaire de la Mairie de Sablé, qui a permis à notre ami M. Robert Triger de copier à notre intention les deux plans joints à cet article ; nous sommes chargé par celui-ci de transmettre à M. Rousselet ses plus sincères remerciements auxquels nous joignons les nôtres.

UN PRIX DE VERTU A AMNÉ

En cherchant soigneusement dans les anciennes archives, peut-être arriverait-on à retrouver, ici ou là, quelques traces de fondations analogues à celle dont nous voudrions dire un mot. Par son testament, en date du 9 juin 1601 et passé devant Paul Le Balleur, notaire, noble René de Champion, seigneur de Milon, à Amné, avait légué à la fabrique de cette dernière paroisse une rente annuelle de dix écus et demi, soit trente-et-une livres dix sols, assise sur la terre et seigneurie de la Cornillère, à Brains (1).

(1) Voici les clauses du testament de René de Champion, par lesquelles il demandait que l'on réalisât cette fondation. « Item, par legs charitables et pitoyables, a le dit Champion donné et laissé la somme de dix escus et demy de rente annuelle perpétuelle, dont il y en aura demy escu, moitié au curé et moitié aud. procureur fabrical du dit Amné pour la cause susdicte, et pour assigner et élire les pauvres cy après nommés de la paroisse d'Amné seulement, à avoir et prendre sur le lieu et domaine et fief de seigneurie de la Cornillère, situé en la paroisse de Brains et sur chascunes parties dudit lieu pour le tout qui y demeure spécialement affecté et hipotéqué, et pour les dix escus de reste restant, a voulu et ordonné, veult et ordonne qu'ils soient convertis et employés, c'est à scavoir, une année, dix escus pour convertir et metre et employer à honneste mestier de perfection un jeune enfant de bonne vie, mœurs et conversation, natif et demeurant en la dite paroisse d'Amné, qui a toujours bien vescu et droictement sans scandalle et en la crainte de Dieu, et, l'autre année, pour marier une fille aussi native et demeurante en ladite paroisse d'Amné, qui ay toujours bien vescu en la crainte de Dieu, pudique, chaste et honneste et sans scandalle, et qui soit à marier à un homme de bien et ainsy, consécutivement par les années suivantes, à la charge de prier Dieu pour led. testateur et ses prédécesseurs, dont il remet la nomination et élection à la conscience, honneur et prudence du curé et procureur fabrical

L'établissement qui recueillait ce legs, devait, tous les ans, en user et s'en servir conformément aux intentions du donateur. Ce dernier, désireux de favoriser et d'encourager ceux-là qui, parmi la jeunesse de la localité, tenaient une conduite irréprochable, avait décidé que, sur la désignation du curé, du procureur fabricien et de deux ou trois des plus notables de la paroisse, l'attribution d'une somme de trente livres serait faite, une année, en faveur d'un jeune garçon en âge d'apprendre un métier, et, l'année suivante, au profit d'une jeune fille, en âge de s'établir et de contracter mariage, et, ainsi de suite, alternativement. Le surplus de la rente, soit un demi écu, était réparti entre ceux-là qui avaient à procéder au choix du bénéficiaire.

Le testateur mourut le 1^{er} décembre 1614 (1), et, ce même jour, une copie de son testament fut délivrée à ceux que ses dernières volontés intéressaient. Elles furent fidèlement observées jusqu'au moment où une saisie, ayant été pratiquée par divers créanciers sur le domaine dont les revenus servaient à garantir le paiement de la rente léguée, celle-ci, vers l'an 1690, cessa d'être versée à la fabrique d'Amné. Les arrérages s'en accumulèrent durant cinq années, et c'est

de ladite paroisse d'Amné, et leurs successeurs, et par l'avis de deux ou trois pour le moins des plus notables de lad. paroisse d'Amné ». Copie papier, délivrée le 1^{er} décembre 1614, par J. Mautaint, greffier du bailli de Sainte-Suzanne.

(1) Voici la copie de son acte d'inhumation : « Le premier jour du mois de décembre au dit an mil six cent quatorze, noble René de Champion, seigneur de la Cornuère, trespassa, et fut enterré en l'église de céans le troisième jour dud. mois par M^e Michel Gareau, prebtre, doien du doiené de Vallon et curé de St-Benoist-sur-Sarte ». Copie délivrée par J. Bellenger, curé d'Amné, le 30 décembre 1674. Une obligeante communication de M. de Castilla nous permet d'indiquer quels étaient les émaux des armoiries de M. J. Bellenger, curé d'Amné, ce que nous n'avions pu établir précédemment. (Voir *Revue hist. et archéol. du Maine*, t. LXXII, p. 37. D'après l'Armorial général de France, registre de la Généralité de Tours, p. 280, article 109, on les trouve ainsi déterminés : *D'azur au chevron d'or, accompagné en chef de deux croissants, et en pointe d'une étoile de même.*

alors qu'en 1695, l'évêque du Mans, M^{re} Louis de la Vergne de Tressan, fut sollicité d'en laisser, par exception, employer le montant à la réparation de leur église que les habitants et le curé disaient être en fort mauvais état. Cette requête fut accueillie favorablement (1).

On revint ensuite aux errements ordinaires jusqu'au jour où, ce semble, par la négligence d'un curé, le possesseur de la terre et seigneurie de Milon, domaine possédé jadis par le testateur, méconnaissant les clauses formellement exprimées par ce dernier, émit, en 1713, la prétention de désigner lui-même, et sans s'occuper de ceux à qui le choix en avait été commis, celui ou celle qui avait à bénéficier du legs de René de Champion. Il attribua ainsi le montant de la rente, soit trente livres, à une jeune femme, mariée depuis un an à Vincent Coulon. Il essaya de justifier cette décision, assurant l'avoir prise sur l'avis d'un vicaire d'Amné, M. Pommier, qui, d'ailleurs, avait aussitôt quitté la paroisse, et avec l'assentiment du procureur syndic de la même localité.

Le haut rang et la situation sociale de celui-là même contre lequel ils avaient à lutter n'étaient pas pour arrêter les habitants d'Amné dans leurs réclamations. Désireux, au surplus, d'en assurer la légitimité, ils prirent conseil de

(1) « Louis de Lavergne de Montenard de Tressan, par la grâce de Dieu et ordination apostolique Evêque du Mans, conseiller du Roy en ses conseils d'Etat et privé, veu la requeste ci-dessus et estans d'ailleurs bien informés du mauvais estat de l'église parochiale dud. Amnay, nous avons permis à nos suppliants de disposer de cinq années d'arrérages et rente énoncées dans ladite requeste, et de les appliquer à la décoration et nécessités les plus pressantes de ladite Eglise, auquel effet les débiteurs de ladite rente seront tenus de payer incessamment lesd. cinq années d'arrérages d'icelle entre les mains du s^r curé d'Amnay pour estre employées comme il est dit ci-dessus, à la charge par le curé de rendre compte de lad. somme, quoy faisant ils en seront bien et valablement deschargés. Donné au Mans, en nostre palais épiscopal, le cinquième jour de juillet mil six cent quatre-vingt-seize. Louis, evesque du Mans ». Titre original, papier.

deux avocats, maître M. Mauny et maître Hérisson. Ceux-ci, par une consultation solidement motivée, déclarèrent que les prétentions de M. de Milon n'étaient pas soutenables. Les juges royaux, au cas où ils auraient à vider le différend, ne pouvaient manquer de lui donner tort. Ces observations lui furent transmises le 20 février 1714, et, comme on ne voit pas que nulle procédure ait été entamée, on a quelque raison de croire qu'il se le tint pour dit, et que fabricant, notables et curé, ne se virent plus dès lors contester l'exercice du droit dont M. de Champion les avait investis.

L. FROGER.

MADAME DE VILLEDIEU

INCONNUE

Pendant le siège de Douai le maréchal d'Aumont qui était campé dès le 1^{er} juillet au Pont-à-Tressin, près de Lille, y séjourna assez longtemps pour couvrir le siège. Après la capitulation le Roi lui envoya un renfort de 2.000 chevaux et 4.000 fantassins, soit cinq régiments d'infanterie et trois brigades de cavalerie avec un équipage de *Batteux* ? et d'artillerie.

Le 13 juillet il se mit en marche pour aller assiéger Courtray. Il établit le 14 trois attaques qui furent très vivement poussées, de telle sorte que le 16 au matin, la place pouvait être enlevée. Les habitants députèrent pour une capitulation qui leur fut accordée. Le gouverneur, le vicomte de Sebourg, sergent de bataille, se retira dans la citadelle avec la garnison. Il se rendit le 18 une heure après minuit, et quitta la ville le lendemain 19 avec armes et bagages seulement.

Louis XIV qui avait entrepris cette campagne, pour s'assurer de la possession de Lille, dont Louvois et Turenne n'étaient pas partisans, donna l'ordre le 25 juillet au maréchal d'Aumont, qui était à Haubourdin, de faire une démonstration sur Terremonde, pendant que l'investissement de Lille se ferait par le maréchal d'Humières avec le corps de cavalerie de Lislebonne, les troupes lorraines, et avec la

cavalerie d'Aumont que commandait le comte de Lorge. Il envoya en plus le marquis de Créquy avec sa cavalerie et ses dragons sur les bords de la Lys, pour observer l'ennemi.

Le 8 août la cavalerie plaça des postes sur toutes les avancées, et le 9 les quartiers furent marqués. Celui de la Cour à Loos où le Roi se logea au château du sieur d'Ennequin. Celui de Turenne à Fives. Celui du marquis d'Humières à Hellemmes. Les gardes françaises et suisses s'étendant en demi-cercle de Loos à Hellemmes. Celui de Bellefonds à Mons-en-Bareuil et la Madeleine. Celui des Lorrains de Lillebonne, à Marquette et Lambersart. Tous ces quartiers étaient à une portée de canon. Le 10 août Louis arriva à Loos, et, le 11, la circonvallation était terminée et mise en état de défense.

Le gouverneur de Lille, le comte de Brouay, envoya ce jour là ses civilités au Roi, le priant de ne pas trouver mauvais qu'il défendit Lille avec la dernière vigueur pour le compte du Roi catholique son maître. A quoi Louis XIV répondit qu'il remerciait le comte de Brouay de son compliment, et, que plus sa résistance serait opiniâtre, plus le succès de la conquête en serait glorieux pour Sa Majesté.

Du 10 au 17 on travailla aux lignes de circonvallation et de contrevallation, et le 17 elles étaient terminées. Le soir de ce jour le feu prit au château d'Ennequin, vers dix heures du soir dans les écuries, où quelques chevaux furent brûlés. Les lignes furent armées d'un grand nombre de pièces de canon, de celles que les régiments menaient à leur tête. Louis XIV passait ses nuits au bivouac pour donner ses ordres, et activer les travaux. Après reconnaissance de la ville il se résolut à faire battre la ville par deux attaques avec places d'armes, reliées par une ligne de communication.

La nuit du 18 au 19 août, à 800 pas de la contrescarpe, la tranchée fut ouverte.

L'endroit était bien choisi, malgré les clabauderies des divers officiers généraux, et se prêta facilement à cette

ouverture, grâce à un petit castel appelé la Phalecque, que le comte de Brouay n'avait point pensé à faire abattre, bien qu'avant le siège, dès que le maréchal d'Aumont avait apparu, il eût fait démolir les faubourgs de Courtray, de Fives et des Malades. Il avait cependant dès l'investissement fait raser en entier le faubourg de Saint-Maurice, et, dans les trois faubourgs de Notre-Dame, de la Barre et de Saint-Pierre les maisons en avaient été détruites jusqu'à portée de mousquet.

Cette attaque avait été dirigée sur le front entre les portes de Fives au nord et des Malades au Sud, en s'appuyant sur la Phalecque et sur un ruisseau nommé la Chaude-Rivière.

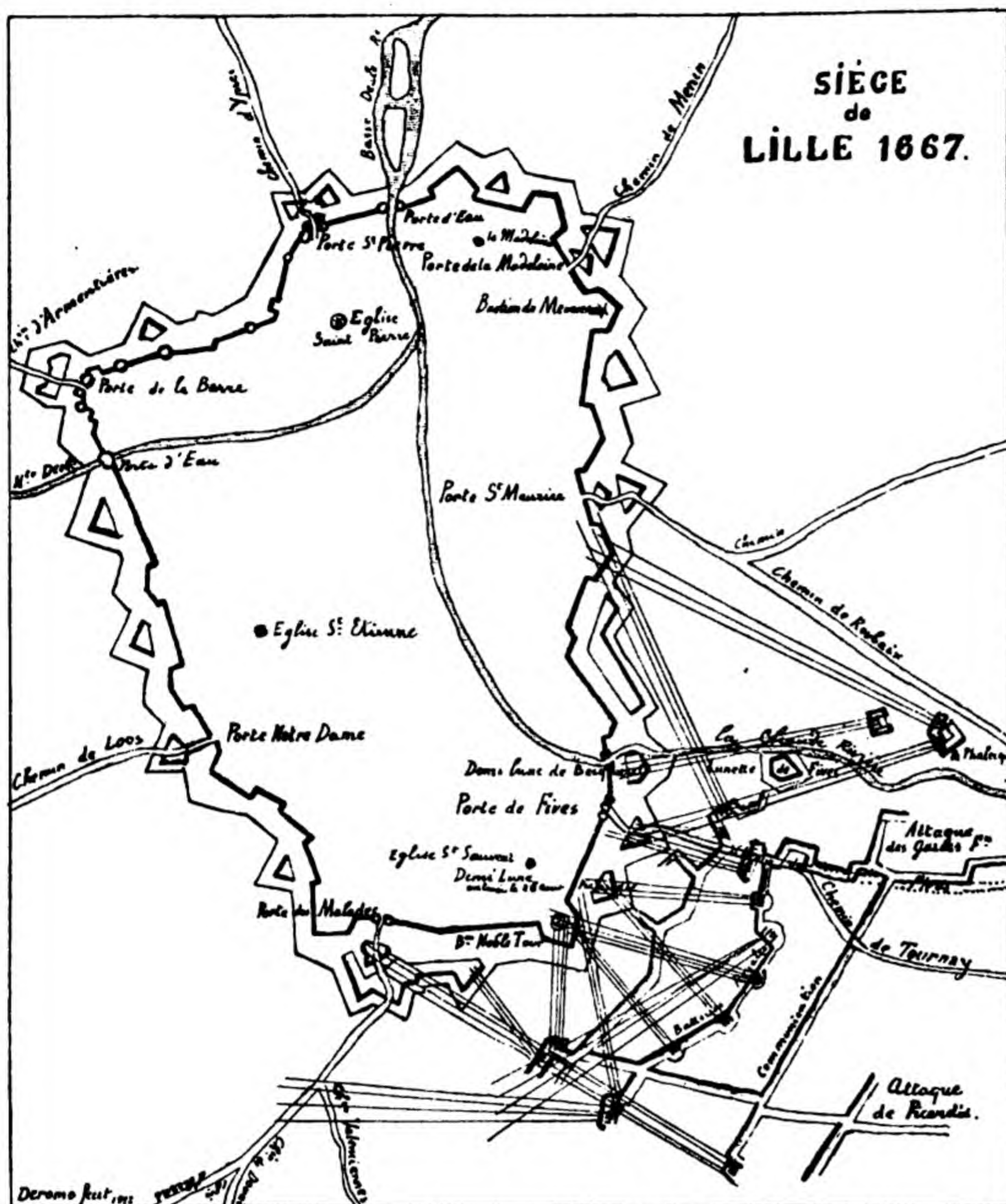
Picardie avec Orléans fit l'attaque de gauche, dirigée sur le bastion nouveau de la Noble-Tour, et les quatorze compagnies du 1^{er} bataillon des Gardes françaises, sous les ordres de d'Ortie, firent l'attaque de droite. Les gardes firent leur travail le long du chemin pavé qui se trouvait auprès de l'église du Prieuré de Fives ; ils en firent cinq cents pas, mais la tranchée était mal faite et mal tenue et se trouva enfilée par le canon.

Picardie et Orléans en firent moins comme longueur, mais les tranchées étaient bien faites (1) et bien soutenues de plusieurs places d'armes et redoutes.

Le 19, Champagne et Plessis relevèrent l'attaque de gauche, et les Gardes françaises furent remplacées par le 1^{er} bataillon des Gardes suisses. Les assiégés firent au matin une sortie de cavalerie.

Le 20 au matin, il y eut encore une sortie de cavalerie, et, le soir relevèrent et montèrent la tranchée : à gauche d'Auvergne et Castelnau, et à droite quatorze compagnies des Gardes sous les ordres de Magaletti du 2^e bataillon. Cette nuit 24 pièces de canon tirant des boulets de 25, 36 et

(1) On voit que Vauban était capitaine en Picardie depuis 1663. Voir le plan ci-joint.



Echelle en Toises.

42 livres furent installées dans la ligne de communication et réparties en deux batteries accolées qu'on appela la batterie royale.

A la pointe du jour du 21 août, le feu commença contre la porte de Fives et le bastion de la Noble-Tour, avec un tel avantage que le pont-levis fut démoli et dut être rétabli.

Le gouverneur de Brouay pour contrebattre l'attaque de la batterie royale, installa deux batteries : l'une au pied d'un moulin situé sur le bastion à droite en sortant de la porte de la Madeleine, elle enfla la batterie si bien qu'il y eut pendant le siège près de deux cents canonniers tués. Aussi l'armée française appela les coups qui en venaient les « Coups du Meunier » et ce nom resta plus tard au bastion ; l'autre de huit pièces de canon aussi, fut élevée sur la face du bastion à droite de la porte de Saint-Maurice avec beaucoup de difficultés, provenant du peu de terrain. Elle fut consolidée avec des fascines, sommiers, etc.

La nuit du 21, sept compagnies des Gardes suisses à droite et Turenne et Castelnau à gauche relevèrent la tranchée ; le travail fut poussé jusqu'à cent pas du glacis de la contrescarpe.

Le lundi 22, Lyonnais et Louvigny relevèrent à droite et Sault et d'Harcourt en firent autant à gauche.

Le mardi soir 23, l'attaque de droite fut relevée par le régiment du Roi ; et, celle de gauche, par le régiment royal et l'infanterie lorraine. Les attaques furent poussées jusqu'à douze ou treize pas du glacis, chacune vers un angle saillant, et une troisième batterie de quatre pièces fut établie pour battre la demi-lune de Becquerel. Les travailleurs aperçurent vers dix heures du soir, et vers deux heures du matin, de grands feux au-dessus de la tour Saint-Etienne. Le gouverneur annonçait sa situation critique. La ville était en partie brûlée par des bombes en forme de grand pot de fer, dont les moindres pesaient 240 livres, et crevaient les toits et plafonds des maisons.

Le mercredi, sur les cinq heures du soir, le 1^{er} bataillon des Gardes rentra dans la tranchée de droite et les régiments de Picardie et Orléans dans celle de gauche. Les Espagnols pensant que c'était la veille de la Saint-Louis et qu'il pourrait y avoir une attaque extraordinaire renforcèrent les troupes de garde. La nuit fut fort obscure et si pluvieuse qu'elle éteignit toutes les mèches des mousquetaires. A dix heures le feu se mit à briller sur la tour Saint-Etienne.

A minuit, au signal que donna le canon, les troupes des tranchées, les Gardes à droite, Picardie et Orléans à gauche, attaquèrent la contrescarpe avec tant de vigueur et de succès qu'ils arrivèrent à faire chacun un logement dans le haut de la palissade. Les gardes y eurent deux lieutenants tués, quatre sergents et une centaine d'hommes. Picardie, dont l'attaque était dirigée sur une caponnière, s'en servit pour se loger dans le chemin couvert, d'où il voyait le fossé du Corps de Place. Le corps à corps y fut meurtrier car il fut impossible de se servir de mousquets.

Sept ou huit volontaires entraînés par le marquis de Rambures, arrivèrent même à pénétrer dans la demi-lune de la porte de Fives. Le comte de Broüay s'y trouvait et un combat à l'épée s'y produisit, le petit nombre des volontaires les força à reculer. Beaucoup d'officiers et de volontaires y furent blessés. Un manceau, René Blondeau, sieur des Ardilliers et de la Masserie (1) qui s'était déjà trouvé à Gigery où il fut blessé, se distingua à cette attaque comme volontaire. Le sieur Cavoy et le chevalier d'Assigny, lieutenants aux gardes y furent tués. Picardie y perdit les capitaines de Rambouillet, de Prévigny et de Villedieu. Par le hasard des choses, Antoine Boesset de Villedieu qui avait été le lieutenant de Prévigny dès 1656, fut tué en même temps que son ancien capitaine. Les pertes des deux côtés furent très grandes pendant ce siège qui se termina le 27,

(1) Voir *Revue historique et archéologique du Maine*, t. XLII, p. 128.

au soir. La peste se déclara dans la ville peu après et dura jusqu'en novembre. Louis XIV y entra le dimanche 28, au matin.

Marie-Catherine des Jardins, à peine mariée (1), se trouvait déjà veuve ; et pis encore, Antoine mourait insolvable et sa succession donna lieu, à la Cour de Rouen, à un long procès (2). Sa charge de capitaine qu'il avait payée 22.250 livres, retournait au Roi qui en disposait à son gré.

Si je me suis si longuement étendu sur le siège de Douai et sur les fêtes qu'y amenèrent les séjours de Louis XIV et de la reine Marie-Thérèse, c'est que, c'est à cette époque précise qu'il faut placer le mariage de Marie-Catherine et d'Antoine, mariage contracté régulièrement.

Quels sont les incidents qui ont amené le désistement mutuel du 5 février 1667, c'est ce que je n'ai pas encore pu élucider ; toutefois, il est réel que Marie-Catherine soutenait un procès à Mamers depuis l'année 1666, et qu'elle avait à Paris, comme avocat, M^e Chevesaille qui correspondait avec M^e Moulin de la Tremblaye, avocat à Mamers (3).

Si les dates qu'elle donne aux lettres qu'elle a fait paraître sous le titre de *Lettres ou relations galantes* (4) sont exactes, nous la trouvons les 1^{er} et 12 avril à Bruxelles où elle a écrit *Anaxandre* (5), qu'elle a dédié aux Dames de la

(1) Richelet, Bibl. nat., Z 14266 et Barbin, Y/2 11550 : « il l'épousa, mais par malheur, quelque temps après il mourut. »

(2) Bibl. nat. Recueil de factums, Thoisy, 161, f^o 271 et renonciation faite le 8 mars 1668, par Jacques de Saint-Romain, de la succession de défunt Antoine de Villedieu, son frère.

(3) Lettre du 2 avril 1667. Papiers de famille de M. Gabriel Fleury, l'éminent historien de Mamers, communication d'avril 1912.

(4) Bibl. de l'Arsenal, B L 14889, p. 235.

(5) *Anaxandre*, Bibl. de l'Arsenal, B L 15435. Le privilège a été donné le 13 juin 1667 à Compiègne pour cinq années ; l'achevé d'imprimer est du 20 juin et Robinet l'annonce en vente chez Ribou le 26 juin. L C/2 4000. *Les Continuateurs de Loret*, tome II, col. 894. — Le 6 juin Marie-Catherine obtenait pour sept années le privilège de *Carmente*, qui a dû être signé à Charles-le-Roi, mais l'enregistrement sur le livre

URCELLES

ADRIEN LE notaires), et contrôleur du Magasin
et Grenier à sseiller du Roy, lieutenant-général de
monsieur le récompense des continuels et fidèles
services qu'un des valets de chambre ordinaires.
— Sa veuve s Taillis. — ADRIEN mourut vers 1586.
Il avalt un fr

THOMAS LE rendus aux roys, ses prédécesseurs,
Il vendit pa illes en l'Election de Caen.
nage du collège d'Enfer, de Caen,

avocat au Pa LAURENCE LE HAGUAIS,
pour prieure de l'Hotel-Dieu,
à Caen.
Conse
Epousa MA
procur

ADRIEN LE ENCE ANNE LE HAGUAIS,
sieur de B en 1642, religieuse à la Trinité, à
épousa v llet 1673, Caen, mourut à Paris,
la cuisinière DESSET, en août 1699.
MARIE L la Musi- Prieure de l'abbaye de
gneur de Notre-Dame de Liesse.
ville, 1722.

MARIE-ANNE
LE HAGUAIS
née en
Epousa JE
GUILLARE
Laffermieu
conseiller a
seil. — Etai
1720. veuve
ses en

Cour de Bruxelles, en ces termes : « Je ne puis souffrir, « Mesdames, que vous murmuriez plus longtemps contre « moi, je vais satisfaire à la curiosité obligeante que vous « témoignez à mes œuvres. Ce n'est pas, toutefois, la suite « d'*Alcidamie* que je vous présente, ce n'est qu'une pré- « tieuse déjà effacée ; nous avons jugé, elle et moi, qu'un « jeune héros aurait plus de grâce à vous faire mes compli- « ments ». En mai, il y a trois lettres, l'une du 10, de Bruxelles, l'autre du 15, de La Haye, et la dernière du 25, d'Amsterdam. En juin, il y a encore trois lettres, les deux premières sont de La Haye et de Liège, les 7 et 12 juin, celle du 16 est de Modave. En juillet et août il n'y a que deux lettres de Spa, l'une du 1^{er} juillet, l'autre du 1^{er} août. D'autres lettres n'ont pas de date ! Mais la lettre XXVI qui n'est pas datée, doit être de fin mai, et elle parle sûrement de Péronne (1) quand elle dit : « Et que se trouve-t-il dans « la vaste enceinte de nos murailles que je n'aie pas trouvé « entre les bastions de P..... et vous avez peine à com- « prendre qu'un bon mot puisse avoir de la force quand il « est confondu avec le bruit des tambours et des trom- « pettes..... J'ai fait des vers sur un menuet lorsque j'y « étais, qui contiennent un tableau fidèle de tout ce qu'on « y pratique dans cette ville où vous trouvez étrange « que j'ai pu demeurer six semaines » (2).

Ne serait-ce donc point à Péronne que M^{lle} des Jardins a retrouvé de Villedieu qui, le 16 mai, était encore à Paris le matin, jour où il touchait de Jean-Baptiste, sieur de Dehault, 1.160 livres sur les 4.079 livres que par trans-

des libraires date seulement du 30 septembre et l'original est daté de 1668.

(1) Bibl. de l'Arsenal, B L 14889, p. 235.

(2) Pendant le temps où Louis XIV a rassemblé ses troupes vers la Somme. Le 20 avril, dans un camp de plaisir près de la Seine, Louis XIV avait fait faire quatre jours de manœuvres à Houilles.

action du 11 août 1661, il avait consenti à payer à chacun de ses deux frères pour liquider la succession paternelle.

Ne serait-ce pas là que Marie-Catherine a obtenu (au moment de la revue de Péronne, que Louis XIV a passé à la brigade qu'il va commander en personne), une nouvelle promesse de mariage et que peu après il a été célébré en terre espagnole à peine conquise par le Roi.

J'ai dit, des biographes de M^{me} de Villedieu, qu'ils avaient transposé les événements de sa vie, et, que ce faisant, ils étaient arrivés à créer des légendes, oubliant de se reporter aux origines.

Où diable, les frères Parfaict ont-ils pu découvrir, en 1746, que « Marie-Catherine prit le parti de suivre de Villedieu à Cambray où son régiment était en garnison. On ignore de quelle façon de Villedieu et sa maîtresse s'arrangent pour conclure leur hymen en cette ville, mais il est certain que, quelque temps après, ils revinrent ensemble à Paris et que M^{lle} des Jardins y parut sous le nom de Madame de Villedieu ».

Je ne m'amuserai point ici à disséquer cette légende où deux faits distincts sont réunis, transportés dans des lieux tous différents et où l'auteur ignore même l'histoire de son pays. (Traité de Nimègue.)

Cambrai appartenait depuis longtemps aux Espagnols, et, ce n'est qu'en 1677, le 22 mars, que Louis XIV l'investit ; la tranchée fut ouverte la nuit du 28 au 29. Le 2 avril, les avancées de la porte Notre-Dame furent enlevées et, le 6, les bourgeois capitulèrent. Mais le gouverneur, dom Pedro Zavala, réfugié dans la citadelle, y tint jusqu'au 17 et finit par capituler ; le 18, il quitta la citadelle par la brèche, avec deux pièces de canon, deux mortiers et tous les honneurs de la guerre. Il y avait dix années que Antoine de Villedieu avait été tué.

Les contemporains admettent la réalité du mariage et son

peu de durée. Je n'ai pu encore découvrir l'acte (1), mais nous allons voir que la famille de Boesset avait reconnu ce mariage.

Jean-Baptiste Boesset avait eu en fin de l'année 1666 une fille, Anne-Marguerite, et sa femme, Marguerite Loret, mourut peu d'années après. Son premier beau-père, Michel Boisseau de Courtermont mourait le 18 avril 1670 à Saint-Aubin-des-Coudrais où il s'était retiré. Le 21 mai 1671, le fils que la Reine de France avait tenu sur les fonts baptismaux, mourait à son tour. Déjà fort âgé, ayant des enfants en bas-âge, Jean-Baptiste chercha à se remarier; et il dut aussi aller quelquefois à sa terre de Dehault, car le 18 mars 1672 il est parrain à Dehault.

Le 27 juillet 1673, messire Jean-Baptiste de Boesset était présent avec damoiselle Marie-Laurence le Haguais (2), fille majeure, devant les notaires du Châtelet et tous deux confessaient avoir fait de bonne foi entre eux, les clauses matrimoniales de leur traité de mariage et ce en la présence et de l'avis et consentement de leurs parents et amis ci-après dénommés.

(1) L'acte ou plutôt la célébration du mariage a eu lieu soit à Tournay, soit à Douai, soit à Alost, mais sûrement dans cette région et en juin ou juillet. Ce sera le hasard qui le fera découvrir.

D'autre part Marie-Catherine en a porté le nom jusqu'à son second mariage. Le 24 août 1670 elle est marraine à Mamers. Dame Marie-Catherine des Jardins, veuve d'Antoine de Boesset, écuyer, sieur de Villedieu, major du régiment de Picardie. Elle n'a pas inventé ce mot nouveau de major. Voir les privilèges que lui accorde le Roi dès 1670.

(2) Voir tableau généalogique ci-contre. — Cette généalogie est la copie rectifiée de la généalogie existante au Cabinet des Titres. Nouveau d'Hozier, vol. 181, dossier 3935. — La famille des Le Haguais porte pour armes : *De gueules à 1 dextrochère d'argent, sortant d'une nuée de même, mouvante de l'angle senestre du chef de l'écu, et ornée d'une pique d'argent posée en bande. Au chef d'azur chargé d'un croissant d'argent, accosté de 2 fleurs de lys d'or.*

Supports : 2 licornes d'argent. — Cimier : Une demi-lionne d'argent.

Savoir, de la part dudit sieur de Dehault :

Messire Jacques de Boesset, écuyer, sieur de Saint-Romain et dame Antoinette Le Febvre son épouse, et Mademoiselle des Jardins (1). Et de la part de la dite demoiselle Le Haguais.

Messires Jean, François et Nicolas-Antoine Le Haguais, avocats, ses frères, tant en leur nom que se faisant fort d'Augustin Le Haguais, sieur de Montgivrault, son frère.

De M^e Denis Talon, conseiller du Roi et leur premier avocat général en la cour du Parlement, son cousin. M^e Philippe Rossignol, conseiller du Roi, contrôleur général des rentes de l'Hôtel de ville de Paris, en son nom et comme procureur d'Augustin Blouet, écuyer, sieur de Pouilly, conseiller en la Cour de Normandie, son cousin-germain (2). M^e Denis de la Haye, ci-devant ambassadeur du Roi, en Levant, son cousin. M^e Voisin, conseiller du Roi, cousin à cause de sa femme, née Talon. M^e Pignon, maître des Requêtes et président au Grand Conseil comme cousin à cause de dame !!! Talon, son épouse. M^e Jean-François Joly, chevalier, seigneur de Fleury, conseiller en Parlement à cause de Madeleine Talon, son épouse. Messieurs N*** Brayer, docteur en la faculté de Médecine de Paris, et Gaspard Brayer, substitut du procureur général de Paris, ses cousins. M^e Robert Leschassier, son cousin. Martin-Augustin de Ternay, aumônier du Roi, chanoine de l'église de Noyon, son cousin-germain. Dame Elisabeth de la Haye, veuve de M^e François de la Mothe (3), vivant, pré-

(1) A la suite de son nom est une ligne d'écriture entièrement bâtonnée et indéchiffrable qu'il faudrait photographier pour en tirer quelque chose et peut-être : rien.

(2) Fils de Anne Le Haguais et du sieur de Camilly.

(3) François de la Mothe Le Vayer, né à Paris le 1^{er} août 1583, fut longtemps substitut du Procureur général du Parlement, charge dont il avait hérité de son père. Membre de l'Académie Française, en 1639, à sa création ; il venait de mourir le 9 mai 1672, âgé de 85 ans. C'était le fils d'un Manceau. Voir *Revue historique et archéologique du Maine*, tomes V et VI, 1879 et XXXVII, 1895, où il y a deux portraits de lui.

cepteur de Monsieur, frère unique du Roi, son cousin. M^e de Palluau, conseiller du Parlement, comme ami, et dame Catherine Le Grand, son épouse, alliée. M^e Cheron, avocat en la Cour, son cousin. Charles Rossignol, receveur des Tailles à Poitiers, ami.

La mère de la future, Marie de la Barre, qui ne s'était pas occupée de sa fille, depuis une douzaine d'années que son père était mort, avait refusé son consentement à ce mariage. M^{lle} Le Haguais, âgée de 31 ans, en avait été réduite à s'adresser, le 14 juillet précédent, à messire Achille de Harlay, chevalier, procureur général et garde de la prévôté et vicomté de Paris, par suite de vacance dudit siège, pour obtenir de passer outre à ce refus de consentement. Elle apportait en dot une somme de 10.000 livres (1).

Le mariage fut célébré le 31 juillet.

Madame Laurence de Boesset alla séjourner à Dehault avec les enfants en bas-âge de son mari. Nous l'y trouvons le 8 février 1674, marraine avec le curé Pousset. Le 15 avril de cette année, Claude-Jean-Baptiste de Boesset est parrain de Laurence Deshayes, et le 8 septembre 1674, Claude et sa sœur Anne-Marie, sont parrain et marraine.

De son troisième mariage, Jean-Baptiste eut, le 25 mars 1677, un fils, Marc-Antoine, qui ne fut baptisé qu'en 1679 ; et en 1679, un autre fils, Hiérosme-Augustin, qui ne fut baptisé que le 17 juin 1682. Il eut pour parrain Hiérosme de Palluau, conseiller au Parlement, et pour marraine, Antoinette Le Febvre, épouse de Jacques de Boesset de Saint-Romain. Jacques mourait l'an suivant, le 27 décembre 1683 et était enterré le 31 du même mois. Il suivait de près

(1) Mademoiselle Marie-Laurence Le Haguais habitait dans l'Abbaye aux Bois, faubourg Saint-Germain-des-Prés, paroisse Saint-Sulpice, depuis plusieurs années. En 1670 elle avait fait don, sous condition, des 10.000 livres à elle léguées par le testament de son père, daté du 24 septembre 1660, à ses deux frères, Jean-François et Nicolas-Antoine, demeurant alors rue de la Verrerie, paroisse de Saint-Jean en Grève.

Marie-Catherine des Jardins qui avait vécu chez lui après sa sortie du couvent de Conflans pendant quelques années.

Le 1^{er} août 1684, Jean-Baptiste, seigneur de Dehault, demeurant sur les fossés d'entre les portes Saint-Michel et Saint-Germain, paroisse de Saint-Cosme, renonça derechef à la succession de défunte dame Jeanne de Guesdron, sa mère.

Peu après il faisait son testament, le 10 août. Il désire être enterré en l'église de Saint-Cosme, sa paroisse, et qu'il soit célébré cent messes pour le repos de son âme, en divers couvents ; que son cœur soit porté et mis en la chapelle de l'Inventaire, à Montmartre, où sont les cœurs de ses parents défunts.

Il lègue 30 livres à chacun de ses laquais, La Rose et Le Gondier, et 45 livres à ses servantes, Le Comte et Le Mouget.

Il ordonne à ses deux enfants mâles, du premier lit, de prendre un soin parfait de leurs frère et sœur du second lit, et s'il institue ses deux enfants du second lit, ses légataires universels, c'est qu'ils n'auront guère de bien, eu égard à la fortune considérable qu'ont et qu'auront les deux enfants du premier lit, par suite des héritages des deux charges de leur père et des biens maternels. Il supplie humblement le Roi d'ordonner à son fils Claude de payer 1.000 livres de pension annuelle aux enfants du second lit, ce qui aidera ladite dame leur mère à subsister plus honorablement. Il lègue à titre universel, audit sieur et damoiselle, ses deux enfants du second lit, tous ses biens meubles et immeubles. Il institue M. Méligne, son ami, exécuteur testamentaire.

Le 21 octobre, il fait un codicile et dit qu'il s'est trompé en déclarant que ses deux enfants mâles du premier lit auront soin de leurs frère et sœur du second lit, en ce que lesdits enfants du premier lit sont l'un un garçon, et l'autre une fille, et que les deux enfants du second lit sont deux

enfants mâles. Il renouvelle sa supplique au Roi, pour la pension.

Le 19 octobre 1685, Jean-Baptiste, demeurant sur le fossé de l'hôtel de Condé, paroisse Saint-Cosme, assis dans une chambre, au second étage de la maison où il demeure d'habitude, et ayant vue sur la rue, fait un nouveau codicile à son testament, qu'il confirme ainsi que le premier codicile. Il reconnaît que sa charge de surintendant de la Musique valait 55.000 livres. Il lègue aux enfants issus de lui et de Laurence Le Haguais, le tiers lui appartenant dans la somme de 52.032 livres (1), liquidée par arrêt de la chambre des Requêtes et due par madame de Fercour.

Il lègue en plus, à mademoiselle de Frileuze, la terre de Frileuze-Mérillonnerie, et révoque ce qu'il a dit de ses enfants dans le codicile ; ils sont bien du troisième lit, n'ayant pas eu d'enfants du premier lit.

Le 10 décembre suivant, Jean-Baptiste rendait ses comptes de tutelle à son fils Claude, et reconnaissait lui redevoir encore un reliquat de 11.728 livres 10 sols ; il lui en paie seulement 228 livres 10 sols et assigne le paiement des 10.500 livres restant sur le prix de la vente de sa terre et seigneurie de Dehault, au jour de sa majorité.

Le 25 décembre 1685, Jean-Baptiste de Boesset, sieur de Dehault, mourut en sa maison, sur le fossé de M. le Prince. Il fut enterré le 28 de ce mois, en présence de Claude de Boesset, son fils, et de messire Roger de Gast, chevalier, seigneur de Hault, capitaine des gardes de M^{gr} le duc de Créquy, gouverneur de Paris (2), gendre du défunt.

(1) Restant de la somme de 113.000 l., valeur de la maison de la rue Royale, vendue au sieur Bossuet, conseiller du Roy, seigneur chapelain de Marly, Noisy et autres lieux, pour la valeur de 5.650 l. de rente.

(2) Messire Charles, duc de Créquy, pair de France, chevalier des ordres du Roi, premier gentilhomme de sa chambre, avait été pourvu, le 5 février 1676, de la charge de gouverneur et lieutenant général pour le Roi, en la ville, prévôté et vicomté de Paris, pour trois années, en remplacement du duc de Mortemart, décédé.

L'inventaire des biens de Jean-Baptiste commença le 14 janvier 1686, et fut tenu pour clos le 6 mars suivant. Madame Le Huguais de Boesset, Claude Boesset de Launay et Roger de Gast, y assistèrent ; madame Le Huguais reprit 17.000 livres d'argent représentant sa dot, et 7.000 livres de douaire. Elle choisit pour 3.000 livres d'objets à sa convenance et par préciput, avant le partage. Il restait une créance sur madame de Fercour, à recouvrer tant au nom de Jean-Baptiste qu'au nom de ses frères Antoine et Jacques, défunts.

Roger de Gast (1), cité dans l'acte de décès ci-dessus, était le fils aîné de messire Jean de Gast, capitaine des chasses d'Amboise et d'Anne Brisset d'Argouges. Il porta d'abord le titre de sieur du Sauvage jusqu'au jour où, le 9 mars 1664, avec ses sœurs Charlotte et Elisabeth, il vendit la part qui leur revenait de la succession paternelle, à Jean-Jacques, son frère, qui avait épousé le 3 février 1661, Elisabeth Mézière du Pré.

Le 21 décembre 1684, Roger de Gast acheta au surintendant de la musique du Roi, la terre seigneuriale de Dehault, sise en la paroisse de Hault, pays du Maine, circonstances et dépendances, et le fief volant seigneurie de la Follière, contrat fieffé. Moulins, prés marais, domaines et autres, mentionnés aux charges et conditions portées. Le prix en fut de 50.000 livres dont Roger paya 10.000 livres comptant et promit de s'acquitter du restant, savoir : 15.000 livres dans les deux années suivantes, avec pareille somme deux ans après, et 10.000 livres dans cinq ans, en payant l'intérêt

(1) Voir tableau généalogique ci-contre. — Cet extrait est tiré d'une généalogie touffue où les branches comptent huit ou douze enfants. Bibl. nat., Cabinet des Titres. — Cabinet d'Hozier, vol. 156. Dossier 4082 a été ajouté la descendance de Roger de Gast et de Marguerite de Boesset. — La famille des de Gast porte pour armes : *D'azur à 5 besants d'or, 2, 2 et 1.*

à raison du denier 20 (5%). L'intérêt diminuant à proportion de chaque paiement.

Le mariage de Roger avec Anne-Marguerite de Boesset eut lieu le 5 mars 1685, à Saint-Cosme.

Par le contrat de mariage passé le 3 mars 1685, il fut convenu que les futurs seraient communs en biens, suivant la coutume de Paris, sans être tenus des dettes de l'un et l'autre. En faveur dudit mariage, le sieur de Boesset donna à sa fille la somme de 40.000 livres : à savoir, 30.000 livres à prendre dans les 40.000 dues de reste sur les 50.000 livres du prix d'achat de la seigneurie de Dehault. Le sieur futur époux demeurerait bien et dûment déchargé du paiement des 30.000 livres qu'il devait faire en quatre années. Quant aux 10.000 livres de surplus, elles seraient payées tant en argent qu'en meubles, tapisseries et linge, et qu'en deux années de nourriture et logement avec ledit sieur de Boesset. De plus, les futurs toucheraient annuellement une pension de 600 livres. Cette dot de 40.000 livres comprenait les 35.000 livres représentant les droits et biens qui pourraient appartenir à ladite dame de Gast, sa fille, tant à cause de la succession de sa mère défunte que pour tous ses droits et clauses indiqués dans le contrat.

Le 28 mars 1686 naissait une fille, Anne-Marguerite-Laurence de Gast, à Paris, et en 1687, un fils Roger de Gast.

Anne-Marguerite de Boesset fut-elle heureuse? il est permis d'en douter en lisant l'acte suivant : « Cejourd'hui
« 18 avril 1713 a été épousé Jacques Barré, soldat de la
« compagnie de Gast (1), régiment de Cambrésis, fils de
« Jacques Barré et de Jeanne Audry, marchand, demeurant
« à La Ferté-Bernard, et de damoiselle Thérèse de Gast,

(1) Roger de Gast, né en 1687 à Paris, était capitaine au régiment de Cambrésis infanterie, sous les ordres de son oncle, Augustin-Hiérosme d'Arville.

« fille naturelle de feu messire Roger de Gast, résidant à
« La Ferté-Bernard, par moi soussigné, aumônier de Sforza
« cavalerie. Signé Lamarche » (1).

Le 17 février 1718, dame Anne-Marguerite de Boesset, veuve de messire Roger de Gast, chevalier, seigneur de Dehault, fut inhumée en l'église de Dehault, par le curé de Vincent de Rochambeau.

Je m'arrêterai ici pour ce qui regarde la descendance des Boesset. A mon grand regret, je n'ai pu donner de renseignements sur la terre de Dehault. La minute du contrat de vente de 1684 n'existe plus, ce que j'en cite provient d'un extrait ; j'ai désespéré pendant bien des années, de retrouver la trace du chartrier si riche, de Dehault, qui avait subsisté intact, de 1400 à nos jours. Ces restes curieux des comtes de La Ferté, des familles Le Moyne, de Saint-Denis d'Allonnes, des Boesset, des de Gast, des Guerrier et des de Lonlay, mine précieuse pour l'histoire du Maine, passèrent, au cours du XIX^e siècle, entre les mains d'un descendant de la ligne maternelle des de Lonlay. M. Gaston Dubois-Guchan qui les légua par testament olographe fait le 15 mars 1889, aux Archives départementales de la Sarthe. Le testateur mourut à Séez le 18 août 1897.

Ce legs fut remis par M^e Hubert, notaire à Séez, le 28 août 1906, au légataire. Il est formé de 45 liasses ou paquets. Mais les documents sont pêle-mêle, et ont été bouleversés pendant le long laps de temps qui s'est écoulé entre l'année 1897 et l'année 1906. Ils forment à présent, d'après l'examen que j'en ai fait, des morcellements partiels, informes ou dépecés (2). Je les utiliserais tels quels dans l'étude de la famille des de Saint-Denis au Maine, seigneurs de Dehault et de Clinchemore.

(1) Etat civil de La Ferté-Bernard.

(2) Ce n'est que le 15 mars 1912 que j'ai eu connaissance de ce dépôt aux Archives de la Sarthe.

La famille Le Haguais, avec laquelle Jean-Baptiste de Boesset s'est allié, était une vieille famille de Normandie, qui s'était enrichie dans les fermes et devint ensuite une famille de robe. Marie-Laurence Le Haguais, dame de Dehault, était le cinquième enfant de Augustin et de Marie de la Barre. Ses quatre frères aînés eurent des fortunes diverses ; mais le second Augustin Le Haguais fit une belle carrière militaire et une grosse fortune. Sieur de Montgivrault, il fut lieutenant aux Gardes Françaises puis ingénieur et intendant des fortifications.

Le 22 janvier 1695, Augustin, sieur de Montgivrault, acheta la terre, seigneurie et châtellenie de Courcelles avec la baronnie de Longaulnay, au pays du Maine.

L'ancienne baronnie de Longaulnay avait son siège juridique dans un petit manoir, près du bourg de Mézeray, appelé les Grandes-Maisons. D'après l'arpentage fait en 1550, par le roi Henri II, la baronnie s'étendait sur plus de douze paroisses et comprenait 5.456 arpents (3.600 hectares) (1), composés de nombreuses landes et deffais (bocqueteaux) et de quelques forêts.

Cette baronnie appartenait dès 955, à l'origine de la féodalité, aux comtes du Maine ; le dernier de ces comtes, Charles V d'Anjou, oncle de Louis XI, testa le 13 décembre 1481. Mourant sans enfant, il légua, à l'instigation de son ministre, Palamède de Forbin (que le Roi de France avait soudoyé) et ce, à titre universel, sa comté du Maine à Louis XI, et après lui, au Dauphin son fils et à tous les Rois de France, ses successeurs.

Le Maine devint alors un apanage des fils puînés des rois de France, appartenant au domaine de la Couronne.

Après les guerres de religion, Henri IV ayant besoin d'argent, engagea beaucoup de domaines et de forêts de la

(1) Pesche, *Dictionnaire topographique de la Sarthe*, tome II, p. 628 et 629, et IV, p. 88 à 91.

Couronne. La vente et revente des domaines du Roi se fit en conséquence de l'édit du Roi, d'octobre 1590, enregistré au Parlement de Paris, le 3 janvier 1591, et de la déclaration du 16 avril 1591, enregistrée par le Parlement le 6 mai suivant.

C'est le 1^{er} juillet 1591 que les commissaires du Roi, de Baussan et de la Martellière, conseillers d'Etat, et de Maupeou, maître des comptes, engagèrent aux sieur et dame de Racan, la baronnie de Longaulnay, d'après l'édit du 16 avril 1591 portant « état et évaluation du revenu de la terre et seigneurie de Longaulnay, fait par lesdits commissaires ».

Le domaine de Longaulnay consistait alors dans les cens, rentes et redevances dus par les sujets de la baronnie et particulièrement : 1^o Par ceux qui avaient droit d'usage dans les landes et bois en dépendant ; 2^o par ceux qui, avant l'engagement, avaient acquis en propriété une partie des places vaines et vagues, la plus propre à mettre en valeur ; 3^o dans le revenu de quelque bois taillis ; 4^o les bois de haute futaie étaient nommément réservés au Roi ; 5^o les taillis pouvaient être coupés sans réservation de baliveaux ; 6^o la présentation aux offices de justice de la baronnie était également réservée. De plus un « *papier terrier* » devait être établi dans les cinq années de la vente, pour éviter les usurpations qui pourraient être tentées. Cette dernière clause était l'effet de l'édit de septembre 1574, qui avait amené le partage des bois ségréaux (1) dans les bocqueteaux ou deffais, qui composaient la forêt dite de Longaulnay, d'après les procès verbaux des sieurs de Lavau et Le Cirier, conseillers en la cour de Parlement, commis pour l'exécution de cet édit.

La quittance délivrée aux sieur et dame de Racan, par Regnault, trésorier général de l'extraordinaire des guerres,

(1) Les bois ségréaux étaient des bois possédés en commun.

en date du 1^{er} juillet 1591, constatait le paiement de 4.630 écus montant de l'engagement.

Louis de Bueil (1), seigneur de Racan, maréchal de camp des armées du Roi, s'était marié le 15 février 1588 avec Marguerite de Vendômois. De ce mariage naquit à Champmarin au Maine, le 5 février 1589, Honorat de Bueil-Racan, le futur poète. Son père, mort peu après, Racan eut pour tuteur le duc de Bellegarde qui obtint du Roi des lettres de ratification du contrat d'adjudication de la terre et seigneurie de Longaulnay, datées de Paris le 16 juin 1606, et signées sur le repli : Par le Roi : Royer.

Peu fortuné, Racan suivit quelque temps la carrière militaire. Il fut lieutenant d'escadron dans la Cornette-Blanche (2). Le 4 décembre 1615, Honorat de Racan rétrocéda la baronnie de Longaulnay à messire Henri de Beaumanoir, premier du nom, marquis de Lavardin (3), moyennant le paiement du prix primitif d'achat et 2.100 livres de frais de vente.

(1) Voir tableau généalogique ci-contre. — Cette généalogie est tirée du Père Anselme (P. de Guibours), *Histoire généalogique et chronologique de la Maison royale de France*.

Seuls, les renseignements sur les enfants et petits-enfants de Racan ont été puisés en partie dans *Louis-Arnould Racan, 1589-1670*. Thèse de doctorat. Paris, Armand Colin, 1896, et dans Pinard, *Chronologie historique militaire, 1760-64*. — La famille des de Bueil porte pour armes : *Ecartelé : au 1 et au 4 d'azur au croissant montant d'argent, accompagné de 6 croix recroisetées, au pied fiché d'or, qui est de Bueil. — Au 2 et au 3 de gueules à la croix ancrée d'or, qui est d'Avoir. Sur le tout écartelé : au 1 et au 4 de Dauphiné, et au 2 et 3 de Champagne.*

(2) Corps de cavalerie créé pour la garde de Louis XIII. Père Daniel, *Histoire de la milice française*, tome II, p. 85.

(3) Fils aîné du maréchal de Lavardin et de Catherine de Cormain, comtesse de Négrepelisse, succéda, en 1614, à son père, dans le gouvernement des comtés du Maine, de Laval et du Perche. Il était marié à Marguerite de la Baume de la Suze, qu'il laissa prématurément veuve le 1^{er} février 1620. Marguerite se remaria le 10 janvier 1630 à Esprit-Raymond de Mormoron, baron de Modène. Elle fut inhumée à Malicorne, dans l'église, le 9 février 1649. Voir *Revue hist. et archéol. du Maine*, t. XVIII, 5, 129, 337 ; t. XIX, 125, 305 ; t. XX, 5, 190.

Racan ne toucha comptant que 6.890 livres. Pour le surplus, le marquis de Lavardin fit, le 2 janvier 1617, une cession à M. de Racan pour s'acquitter du restant du prix de la baronnie. Il céda 4.125 livres à prendre sur son fermier de Lavardin, et 5.000 livres à prendre sur son fermier de Beaufort.

En 1640, le 12 février, Henri de Lavardin (1), comte de Beaufort-en-Vallée, héritier de son père décédé en 1620, fit cession, par acte notarié, de la seigneurie de Longaulnay, au profit de messire Louis de Champlais, baron de Courcelles. Par sous-seing privé, le seigneur de Lavardin avait consenti que le sieur de Courcelles fit revendre à son profit la baronnie de Longaulnay, moyennant la somme de 13.890 livres payée comptant. Le 26 novembre 1639 eut lieu l'adjudication de la baronnie, par les soins des commissaires députés par le Roi, pour la recette de ses domaines, au profit de messire Louis de Champlais, baron de Courcelles. Le contrat de vente et adjudication est daté du 22 décembre 1639. La quittance du sieur Fieubert, trésorier de l'Epargne, de la somme de 2.310 livres à lui payée pour le prix de l'adjudication, est datée du 23 décembre 1639. Le décret de revente fut signé le 23 janvier 1640.

Le 12 mars 1640, par contrat passé à Paris, Louis de Champlais (2) épousa dame Marie de Neuville-Villeroy, com-

(1) Henri de Lavardin II, fils aîné de Marguerite de la Baume, était maréchal de camp quand il vendit la baronnie de Longaulnay. Il mourut, le 4 juillet 1644, des suites d'un coup de mousquet reçu dans la nuit du 28 au 29 juin, au siège de Gravelines.

Son frère Philibert-Emmanuel de Beaumanoir devint évêque du Mans, le 25 avril 1649.

(2) Voir tableau généalogique ci-contre. — Cet extrait est tiré d'une généalogie. Bibl. nat. Cabinet des Titres. Cabinet d'Hozier, vol. 85. Dossier 2209.

L'orthographe originelle est de Champelais. C'est depuis le 31 janvier 1611, au contrat de mariage de Jean de Champlais, sieur de la Masserie, avec Marie de Longueil, que le nom fut écrit *Champlais*.

Les renseignements sur les trois premiers Champlais (sieurs de la

tesse de Talard, veuve d'Alexandre de Bonne, comte d'Auriac, dont elle avait eu une fille, Catherine de Bonne, qui épousera, le 17 mai 1648, Roger de Hostung de Gada-gne. La future était sœur du maréchal Nicolas de Villeroy et de l'archevêque de Lyon, Camille de Neufville.

Louis de Champlais (1) était dans une situation embarrassée, provenant d'un procès déjà fort ancien (2).

Ses aïeux, François de Champlais et Hélène du Puy Jourdain, avaient testé, l'un le 14 janvier 1540, en disposant de ses acquêts en faveur de ses quatre enfants, et l'autre le 13 avril 1542, disposant aussi de ses acquêts en faveur de ses cinq enfants dont l'un était Charles de Saint-Gelais. Il y eut des discussions, et un partage fut fait le 23 mai 1561. Or, entre les testaments et le partage, Jean de Champlais mourut, et Perrine fut dotée par ses frères auxquels elle abandonna ses droits de succession. Il fallut faire un nouveau partage qui eut lieu le 10 novembre 1578, et fut confirmé par une transaction du 27 février 1583.

Christophe, seigneur du Bouchet, mourut peu après laissant huit enfants, et son frère, François, mourut fin 1586. Il y eut encore un partage des biens qui donna lieu à des contestations et qu'un arrêt du 14 novembre 1600 confirma.

Charles de Saint-Gelais était mort laissant un fils, Louis,

Masserie) sont tirés de *Un livre d'Heures de la Maison de Champlais*, par M. le comte de Bastard d'Estang, t. XIV, 1888, de la *Revue historique et archéologique du Maine*. — M. le comte de Bastard d'Estang a bien voulu mettre au point à l'aide de ses archives de famille, les armes des Champlais, d'après le manuscrit enluminé qu'il possède. (Mariage, en 1636, de François de Champlais avec Marie de Bastard.) — La famille de Champlais porte pour armes : *D'argent à 3 fasces de gueules surmontées de 3 aigles éployées de sable*.

(1) Louis de Champlais est qualifié baron de Courcelles, dès le 6 janvier 1632, dans la commission donnée par Sa Majesté pour faire et lever un régiment d'infanterie de 12 compagnies.

(2) Bibl. nat., manuscrits. Pièces originales, vol. 664, dossier 15545, factum imprimé.

qui était également mort et dont la veuve, Jeanne Dupuy, prétendit en juillet 1601, que ses enfants mineurs avaient droit de partager les propres maternels et les acquêts et conquêts délaissés par Christophe et Jean de Champlais, comme représentants de leur aïeul, Charles de Saint-Gelais.

Un arrêt du 9 août 1602 autorisa ce partage entre les héritiers de Saint-Gelais et les huit enfants de Champlais, avec restitution des fruits depuis le 24 octobre 1594. Le procès continua et un autre arrêt du 26 juillet 1614 ordonna que les Saint-Gelais prendraient les parts et portions des propres maternels des successions provenant desdits Jean et Christophe de Champlais.

Un arrêt du 12 mars 1617 intervint entre Josué de Saint-Gelais et Charles, Antoinette et Catherine de Champlais, et Charles de la Porte, tuteur de ses enfants issus de défunte Claude de Champlais.

Josué obtint les deux tiers des biens situés en Poitou, la moitié des meubles et le tiers des biens roturiers ayant appartenu à Christophe et Jean de Champlais.

Charles de Champlais mourut peu après cet arrêt. Susanne de Montboucher, tutrice de son fils Louis, s'étant remariée en 1620 avec le sieur baron de Noyan, la tutelle fut donnée à Jean de Beaumont des Dorides, qui en 1626 procéda au partage. Louis de Champlais fut lésé en ce que tous les biens échus au lot de son père Charles, furent attribués à Saint-Gelais, d'où reprocs et contre procès jugés par arrêt du 20 mars 1634, confirmé par arrêt du 12 juin 1636.

Le 11 mai 1644, Louis de Champlais qui avait prêté foi et hommage au Roi, reçut main-levée des saisies qui avaient pu être faites sur la baronnie de Longaulnay auparavant.

Louis de Champlais, aussitôt remarié avec Marie de Neuville, avait démoli l'antique manoir des Vieilles-Courcelles. Il acheva de se ruiner à bâtir (1) un nouveau château

(1) Il fit passer pour cette construction des marchés par devant notaires es années 1640, 1641, 1643 et 1646. Il fut terminé en 1649.

Fouca

sions
our.
EANNE

RE
15

Nandeu
1561.

5 mars
après la

er de M
Brigade
né le n
andeur
ers de
gustin
s-inten
ieu. Ep

splendide. Le dôme de l'escalier fut décoré de sculptures, et un majestueux fronton orna la façade du côté des jardins. Les bâtiments, remarquables par leur étendue, étaient entourés de douves magnifiques, et un superbe parc attenait aux jardins et touchait presque à la forêt des Deffais de Vadré. La chapelle du château fut bénie le 28 novembre 1649, par M^e Jouye, curé de Courcelles.

Voici ce qu'en disait en 1665, du Chastelet des Boys (1) :
« Plus avant (le Lude) tirant vers le pays du Maine l'un des
« plus beaux et somptueux palais champêtres de la Généra-
« lité est le château de Courcelles. Le défunt seigneur por-
« tait le nom de Champlais, ancienne noblesse et maison
« apparentée à messieurs les maréchaux de la Meilleraye
« et Villeroy.

« Il n'y a rien épargné tant qu'il a vécu, ni pour son
« augmentation, ni pour son embellissement, bien que les
« gouttes lui dérobassent la plus grande partie de l'année,
« le plaisir de la possession de si charmants délices, tels
« que sont les avenues, jardins et promenades, d'une si
« superbe maison ; laquelle il ne prétendait presque plus
« lui appartenir, tant il l'avait rendue publique et accessi-
« ble à toutes sortes de personnes, mais surtout aux honnè-
« tes gens du voisinage. »

Louis de Champlais était atteint de mégalomanie, en effet, après la construction d'un nouveau château, il pensa à constituer un grand domaine terrier.

En 1642, Louis XIII voulant se libérer envers les duc et duchesse de Guise et de Chevreuse, du prix de l'acquisition qu'il avait faite de madame de Conti, touchant les souverainetés de Château-Regnault, Michon, Longchamps et

(1) *L'odyssée et diversité d'aventures, rencontres et voyages en Europe, Asie et Afrique*. La Flèche, Gervais Laboë, 1665, 2 parties en 1 vol. in-8° de 406 p. *Revue historique et archéologique du Maine*, tome XII, p. 279.

autres, dont il devait faire le paiement du tiers, en terres de son domaine, sur le pied du denier 30, du produit et revenu annuel, commit par arrêt de son conseil du 19 février 1642, les sieurs Perochelle, maître des Comptes, et de Guillon, trésorier de France, pour faire l'évaluation du domaine de Longaulnay, tant sur l'état du produit du revenu ordinaire des dix années précédentes, que sur le produit des coupes de bois de futaye faites annuellement par les officiers des forêts des lieux.

Le procès verbal du 1^{er} mars 1642 évalua la valeur des coupes de bois à une somme annuelle de 912 livres ; il contenait également la description de l'état où se trouvaient les bois, landes, terres vaines et vagues, composant ce qu'on appelait la forêt de Longaulnay et l'arpentage total de la baronnie. Le tout se monta, avec le fonds, à la somme de 73.430 livres pour 3.144 arpents.

L'échange n'eut point lieu car les héritiers de la duchesse de Conti le refusèrent, ayant connu la mauvaise qualité et le mauvais état de tous ces bois formés en grande partie de vieux arbres ébranchés de nulle valeur, et de jeune bois qui n'avait pas profité.

Louis XIII s'étant aperçu, par le revenu annuel de 912 l., du peu d'utilité qu'il retirait des bois de Longaulnay, rechercha l'aliénation des susdits bois, suivant la déclaration du 8 décembre 1639, vérifiée en Parlement le 5 mars 1640.

Un sieur Horest qui l'apprit, offrit 50.000 livres de la superficie de tous les bois, aux conditions suivantes :

1^o Que les coupes de tous les bois restants et dépendants de la baronnie, décrits dans le procès verbal du 19 février 1642 y seraient compris.

2^o Qu'il ne laisserait aucun baliveau, vu la ruine des bois.

3^o Que les grands maîtres des Eaux et Forêts d'Anjou, Maine et Touraine ne pourraient s'entremettre dans les coupes.

4^o Qu'il pourrait en disposer librement pendant dix années.

5^o Qu'il aurait droit de récupérer les amendes et intérêts civils des délits, vols ou dégradations commis depuis le procès verbal de 1642.

Cette condition paraissait fort juste puisqu'il prenait les bois sous une évaluation ancienne, et que la poursuite des dégradations y faites depuis, lui appartenait.

Par arrêt du conseil du Roi du 2 juillet 1650, ces offres furent acceptées et renvoyées aux commissaires du Domaine de Sa Majesté pour faire l'adjudication des bois désignés, au plus offrant et dernier enchérisseur, aux conditions offertes par Horest.

L'adjudication porta sur 3.144 arpents de bois, et par arrêt du 4 janvier 1651, elle fut accordée au sieur de la Chatte, moyennant 57.200 livres. Par acte passé devant Julien Ory, notaire à Mézeray, le 20 mars 1654, Louis de Champlais obtint du sieur de la Chatte, la cession de son adjudication et devint ainsi propriétaire de la superficie de tous les bois de la baronnie de Longaulnay. C'est alors que Louis XIV commit, le 1^{er} juin 1654, le sieur de Haire, maître des Requêtes, pour se transporter dans les bois de Longaulnay. Après une visite exacte, l'état des bois et leur estimation se trouva conforme à celui de Perochelle et de Guillon. Les habitants interrogés répondirent que depuis cent années, ces bois étaient sur leur retour et abandonnés, et que bientôt il n'y aurait plus aucun bois ès dites forêts.

Par suite de ce rapport, l'adjudication fut confirmée par arrêts des 29 août 1654 et 2 juillet 1655.

Pendant les années 1657 et 1658, Louis de Champlais se rendit adjudicataire, à titre de propriété incommutable, suivant les édits d'avril 1645 et décembre 1652, du fonds et tréfonds de quelques bocqueteaux et buissons qu'il paya 70.000 livres, sans compter d'autres sommes payées à plu-

sieurs seigneurs particuliers, ayant droit d'usage dans ces bois, pour les indemniser.

Il finança ainsi plus de 130.000 livres, pour acquérir dès le 25 août 1658, le bocqueteau de Vadré, 34.287 livres ; les Teillers, 9.460 livres ; les Pastis, 6.396 livres ; la Pierre-Couverte, 1.632 livres ; le bois de Bruon, 2.112 livres, etc. Il possédait déjà la superficie en conséquence de l'adjudication de 1651, et les taillis, en qualité d'engagiste.

Par jalousie et par suite de l'opposition des officiers des forêts, il ne put jouir des bois vendus.

Le bocqueteau de Vadré avait été évalué 15.000 livres, et ne contenait que 519,5 arpents ; les officiers des forêts profitèrent du besoin que le sieur de Courcelles en avait pour la décoration de son château. La quittance de cet achat signée Morice, trésorier général des Domaines de France, est datée du 25 août 1658.

Louis de Champlais mourut le mardi 22 avril 1659, au château de Courcelles, et le mercredi 28 mai, à la quarantaine de son décès, le père jésuite Monbrun, de La Flèche, fit son oraison funèbre. Peu après, le 18 juillet, M^e Daniel Pichon, avocat au Mans, fit, comme procureur de dame Marie de Neufville, veuve du baron de Courcelles, mère et tutrice naturelle de ses enfants mineurs, acte de foi, hommage et serment dus au Roi par ladite dame de Courcelles, pour sa châtellenie, terre et fief de Courcelles, La Roche-Bouin, etc., relevant de la tour Ribandelle, au Mans.

Le fameux procès avec les Saint-Gelais recommença en 1660. Charles de Saint-Gelais assigna en reprise les enfants de Louis de Champlais, et un arrêt de 1662 régla ces reprises.

Le fils aîné de Louis de Champlais se trouva le propriétaire de la châtellenie de Courcelles, mais sans presque de fortune. Charles de Champlais, quoique assez bien de sa personne, était rude et grossier.

Sa mère, connaissant l'état pitoyable dans lequel se trou-

vaient les Champlais, chercha à faire faire un riche mariage à son fils. Par son frère, le Maréchal qui avait été gouverneur de Louis XIV et avait conservé sur son élève une grande influence, elle put obtenir que Charles de Champlais épousât sans formalité, sans aucune publication de bans, dans une chapelle domestique de l'hôtel de Soissons, Marie-Sidonia de Lenoncourt, le 19 février 1666, par le ministère du curé de Saint-Eustache.

La famille de l'épousée, qui n'en avait rien su, et l'oncle de Marie-Sidonia, le duc de Villars-Brancas, qui avaient obtenu auparavant des arrêts de défense du Parlement, portèrent plainte le 5 mars ensuivant, au Parlement qui fit procéder à une information qui tomba dans l'eau, puisque l'acte incriminé avait reçu l'approbation du Roi. C'était bien là le bon plaisir et le caprice despotique qui amenèrent de déplorables conséquences.

Qui n'a, en effet, entendu parler dans le Maine, de la vie, des prisons et aventures de la belle Sidonia de Lenoncourt (1).

Mademoiselle de Lenoncourt était devenue une très riche héritière par suite de la mort de sa sœur aînée et de son frère. Elle avait à peine seize ans. Charles de Champlais était entré au service militaire sous les auspices intéressés de Louvois, qui lui donna, le 20 octobre 1665, la charge de lieutenant-général de l'artillerie de l'Île de France.

(1) Lire à ce sujet : *Les Mémoires de la marquise de Courcelles*, par C. H. de S. D. Paris, Académie des Bibliophiles, 1869.

M. Chardon, président entrant en 1873 de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, disait dans son discours : « Ceux mêmes qui voudraient faire dans le demi-monde du Maine une excursion toute littéraire et rétrospective, pourraient sans danger s'attarder auprès de Madame de Villedieu ou de Madame de Courcelles, la belle Sidonia de Lenoncourt ». Tome XXII, p. 33. Il ne se doutait guère que ce rapprochement pouvait exister grâce à la terre de Courcelles. Marie-Catherine des Jardins, mourut en octobre 1683 et Sidonia de Lenoncourt en décembre 1685.

En 1667, la terre de Champlais fut érigée en marquisat, par lettres-patentes dont l'enregistrement eut lieu le 31 août 1668.

Le 7 mai 1668, malgré les édits, le marquis de Courcelles se battit en duel à Paris, avec le marquis de Cavoy. Louis XIV fit informer par le Parlement, et les deux duellistes furent emprisonnés le 5 juillet. En janvier 1669, Marie-Sidonia fut accusée, par son mari en prison, du crime d'adultère. Il s'ensuivit un procès qui dura jusqu'en 1680.

Le 26 août 1678, le marquis de Courcelles mourut d'une pleurésie. Il avait joui, sa vie durant, des revenus de la fortune de sa femme, et avait obtenu, le 17 juin 1673, condamnation à cent mille livres de dommages-intérêts contre elle.

Sidonia de Lenoncourt devenue veuve, se croyait libérée des poursuites que lui avait intentées son mari. Mais Camille de Champlais, commandeur de Piéton, chevalier de Malte, plus connu sous le nom de chevalier de Courcelles, et qui héritait de la terre de Courcelles, fit arrêter sa belle-sœur le jour de la Saint-Thomas, 21 décembre 1678.

Le procès des Saint-Gelais et les folles acquisitions de Louis de Champlais, avaient ruiné complètement la famille de Courcelles (1).

Le 5 janvier 1680, Sidonia de Lenoncourt fut condamnée à payer à son beau-frère 60.000 livres de dommages-intérêts, comme héritier bénéficiaire du défunt marquis. De sa très grosse fortune, dont elle n'avait point joui pendant douze années, la belle Sidonia n'avait plus que 10.750 livres de rente.

Cette sentence étonna beaucoup le monde, non seulement

(1) Marie de Neufville, veuve de Courcelles, était si pauvre, qu'elle ne pouvait payer, en 1678, un billet de 400 livres, souscrit le 20 mars 1670 à Guillaume Miny, bourgeois de Paris, qui la fit condamner, le 19 novembre 1678, au Présidial du Châtelet de Paris, au remboursement avec les intérêts.

à cause des 60.000 livres qu'on obligeait la veuve de Courcelles à payer à son beau-frère, mais encore parce que l'on n'avait, en aucune façon, fait droit à la condamnée, touchant ses prétentions contre la maison de Courcelles.

Sidonia perdait les sommes énormes auxquelles se montaient les revenus de ses biens et de ses terres dont feu son mari avait eu pleine et entière jouissance pendant douze années, et dont il avait profité pour pourvoir aux frais de ce long procès d'adultère commencé le 3 avril 1669 ; ainsi que les coupes faites dans ses forêts et son douaire ; sans compter les dégradations amenées dans les châteaux, maisons et domaines des Lenoncourt, par suite de la mauvaise administration du marquis Charles de Champlais.

En apprenant que le chevalier de Champlais avait touché 60.000 livres, les héritiers de Saint-Gelais attaquèrent l'arrêt de 1662.

Dame Charlotte-Louise de la Loé, veuve de Saint-Gelais, et dame Marie-Jeanne Fradet de Saint-Août, exerçant les droits de Charles de Saint-Gelais portèrent assignation le 11 décembre 1681. Ce procès fut poursuivi parallèlement à l'action des créanciers de Louis de Champlais et de Marie de Neuville. Ils étaient si nombreux qu'ils s'étaient choisis un directeur, M^e Claude Chevière, maître ordinaire en la chambre des Comptes de Paris. Le directeur avait avec lui, comme créanciers des de Champlais et co-directeurs des autres créanciers : M^e Jacques du Buisson, conseiller des Monnaies, François Chaliveau, abbé de Saint-Jean d'Ypres, et Claude de la Haye, seigneur de Vaudetard. Le chevalier de Courcelles, Camille de Champlais, resté seul héritier bénéficiaire de la succession de ses père et mère et de son frère Louis, pour se débarrasser de ces procès, abandonna, par contrat du 14 septembre 1688, aux créanciers, les biens provenant de la succession de la maison de Courcelles, moyennant une pension viagère de 2.000 livres.

Par arrêt du conseil du Roi, du 6 mai 1692, les directeurs

des créanciers de ladite succession obtinrent le droit de disposer des bois de Longaulnay, suivant les contrats d'acquisition. Mais lorsque les créanciers voulurent entrer en jouissance des bois et en faire les coupes, ils en furent empêchés par les officiers des Eaux et Forêts de la Maîtrise du Mans, et surtout par Blanchardon. Ils portèrent à ce moment requête au Roi. Louis XIV, pour en finir, décida alors la réformation générale des Eaux et Forêts de Longaulnay, ainsi que celle de la Grande et Petite-Charnie. Ce fut le sieur Boult, grand maître des Eaux et Forêts de Touraine, qui procéda à cette réformation.

Le procès des dames de la Loé et de Saint-Août, fut réglé en 1693 ; mais elles ne se tinrent pas pour battues.

Sur ces entrefaites, M^{re} Claude Chevière vendit devant les notaires du Châtelet de Paris, les terres, seigneurie de Courcelles et baronnie de Longaulnay, à M^{re} Augustin Le Haguais, sieur de Montgivrault, et à ses deux frères, Jean-François et Nicolas-Antoine Le Haguais, le 22 janvier 1695, tous deux avocats généraux à la Cour des Aydes. La vente eut lieu en présence de Camille de Courcelles et de Ferdinand de Champlais, prieur de Saint-Méen, son frère, moyennant la somme de 73.000 livres dont 40.000 livres comptant et les 33.000 livres autres avec les intérêts à écheoir, sitôt le décret d'adjudication scellé et sans opposition. La vente eut lieu à la charge des droits, devoirs, rentes seigneuriales et autres charges dont lesdites terres et châtellenies peuvent être tenues. En plus de dix livres de rente à l'église de Courcelles, avec un setier de froment, quatre setiers de seigle et six sols en argent. Plus encore de 615 livres par chacun an, provenant de l'adjudication de la baronnie de Longaulnay, faite à défunt M^{re} Louis de Champlais. Aussitôt après la vente, les frères du sieur de Montgivrault reconnurent par acte notarié, qu'ils ne prétendaient aucune chose en la propriété des terres et seigneuries de Courcelles et de Longaulnay, à eux vendues par le

contrat précédent, et qu'ils n'étaient cités dans le contrat de vente, que pour faire plaisir et prêter leur nom à leur frère, de Montgivrault, qui avait fourni de ses deniers les 40.000 livres de l'adjudication.

Dès que les héritières de Saint-Gelais connurent l'adjudication, et qu'elles apprirent que le 4 mars 1696, le contrat d'abandonnement signé en 1688 par Camille de Champlais était homologué, et que de plus, les directeurs des créanciers feraient l'ordre des paiements et que la pension de 2.000 livres serait payée au chevalier de Courcelles, par l'acquéreur des terres et seigneuries, elles n'hésitèrent pas à porter de nouvelles demandes en justice.

Du 18 janvier au 3 septembre 1696, elles déposèrent six demandes. Elles réclamaient :

1^o 30.000 livres pour leur part des meubles de la succession d'Hélène du Puy Jourdain.

2^o La déclaration comme acquêts des successions de Christophe et Jean de Champlais, des terres de Courcelles, Saint-Clémentin, bois de Saussay et Petites-Meuz.

3^o L'attribution des deux tiers en la moitié de la terre de Courcelles, avec le préciput.

4^o L'attribution des deux tiers en la moitié des terres du Cerveau et de la Lyonnaière.

5^o La restitution de 60.000 livres de fruits, depuis le 27 octobre 1594.

Un arrêt du 3 septembre 1696 leur donna gain de cause sur toute la ligne en portant à 50.000 livres la part des meubles et leur donnant les deux tiers de la moitié de la terre de Courcelles. Les héritières obtenaient plus qu'elles ne demandaient puisque le Vieux Courcelles était en entier un bien paternel, et que le Nouveau Courcelles n'était un bien paternel que pour un tiers.

De plus, les héritiers partageaient sur les acquisitions de la baronnie de Longaulnay, acquise par engagement du Roi et ayant coûté plus de 200.000 livres.

Les créanciers se trouvaient ainsi entièrement frustrés, et ils s'adressèrent au Roi qui, par lettres-patentes datées du 16 janvier 1697, en forme de requête, annula l'arrêt du 3 septembre 1696, remit le procès en l'état où il était en 1662, et autorisa la vente de la terre de Courcelles.

La sentence de l'arrêt d'adjudication de la terre de Courcelles fut rendue aux requêtes du Palais, le 2 mars 1697, et le 9 mars, M^{re} Jean Buirette, procureur en la Cour, déclara que le sieur de Montgivrault lui avait remis une quittance signée Jeudot, de la somme de 35.508 livres, faisant avec les 40.000 livres déjà payées par contrat, le reste du prix principal de l'acquisition. Le décret fut enregistré le 28 mars 1697 et scellé. Le 17 mars 1699, sur la réclamation du sieur de Montgivrault, un arrêt du conseil tenu à Marly l'autorisa à assister à la réformation de la forêt de Longaulnay, avec les officiers de la Maitrise. Et le 13 septembre 1701, par arrêt du conseil du Roi, signé Rauchin, le sieur de Montgivrault fut déchargé des prétentions portées auparavant, et eut le droit, ainsi que ses successeurs et ayants-cause, de faire la coupe des bois mentionnés dans l'arrêt en payant entre les mains du garde du Trésor royal la somme de 40.000 livres, pour augmentation des adjudications de la superficie des bois, fonds et tréfonds des terres de Courcelles et de Longaulnay.

La quittance de ces 40.000 livres payées le 30 septembre 1697, fut contrôlée le 15 octobre ensuivant, signée Chamillart.

Le 29 novembre 1706, de Montgivrault versa ès mains de Bertin, trésorier des revenus casuels du Roi, la somme de 5.705 livres, pour jouir en conséquence de l'édit d'octobre 1705, de l'affranchissement au denier 14, de 407 livres 10 sols, à quoi montait le paiement en deniers, des fiefs et autres charges locales de la baronnie de Longaulnay. Il paya en plus 570 livres 10 sols, pour les 2 sols par livre de la somme du rachat des charges locales.

Augustin Le Haguais avait amassé sa grosse fortune,

comme intendant des fortifications à Lille, car à cette époque l'intendant des fortifications en était souvent l'entrepreneur ; et la citadelle de Lille fut considérée longtemps comme un chef-d'œuvre.

Le 14 septembre 1698, il fit donation à sa sœur Anne, prieure de l'abbaye des Bénédictines de Notre-Dame de Liesse, d'une rente de 1.000 livres, qu'il remboursa le 26 décembre 1701, aux dames prieure et religieuses de la dite abbaye.

Le 3 février 1706, de Montgivrault achète 20.000 livres le régiment de Montfort, pour son neveu, Hiérosme-Augustin de Boesset. Le 7 février 1708, de Montgivrault paye à Louis d'Hautefort, comte de Marquessac, 52.000 livres pour la vente du régiment de Cambrésis, en faveur de son neveu, de Boesset d'Arville.

Augustin Le Haguais portait une grande affection au sieur d'Arville, son neveu. Il se sentait déjà malade le 30 avril 1708, jour où il fit son testament à Paris, et qu'il y laissa entre les mains de son ami, Joly de Fleury, avocat général en Parlement, au moment où il se rendait à sa terre de Courcelles.

Le 22 mai 1708, Augustin Le Haguais décéda au château de Courcelles. Son cœur fut porté dans l'église des dames religieuses de la Fontaine-Saint-Martin, l'antique prieuré de Saint-Benoit (1), au nord du bourg de Courcelles.

Le testament fut ouvert à Paris, par le lieutenant civil, Jean Le Camus, le 23 mai 1708. Il était tout entier écrit de la main du testateur qui instituait Joly de Fleury son exécuteur testamentaire. Il laissait seulement 10.000 livres à son frère, Jean-François, conseiller d'honneur en la Cour des Aydes, demeurant à Paris rue du Grand-Chantier, Marais du Temple, paroisse Saint-Nicolas.

(1) Voir R. de Linière, *Le prieuré conventuel de la Fontaine-Saint-Martin*. *Rev. hist. et arch. du Maine*, t. LVIII, pp. 5, 162, 241.

Il légua 60.000 livres à sa sœur, madame Marie-Laurence de Boesset, demeurant à Paris, en l'abbaye de Port-Royal, paroisse Saint-Jacques-du-Haut-Pas. Au cas où madame de Hault mourrait avant le testateur, ce legs appartiendrait à ses deux enfants, mais à la condition formelle que si sa sœur et son fils aîné, Marc-Antoine, formaient la moindre contestation sur ses biens, ce legs serait révoqué et les 60.000 livres versées aux pauvres de l'Hôpital Général de Paris.

Il légua 75.000 livres à sa nièce, madame Marie-Anne-Catherine Guillard, femme du conseiller au grand Conseil, seigneur d'Amoy, demeurant à Paris, place de l'Estrapade, paroisse Saint-Benoît ; aux mêmes conditions que celles imposées à Anne-Laurence Le Haguais. Il donnait 60.000 l. à Joly de Fleury, le suppliant par la bonne amitié qui a toujours été entre eux, de ne pas souffrir le moindre changement dans les clauses de son testament.

Il donnait 30.000 livres à madame Fleury, veuve de l'avocat général au Parlement.

Il donnait à M. d'Arville, second fils de sa sœur, la terre de Courcelles, circonstances et dépendances avec toutes les augmentations qui y ont été faites. Ensemble les terres et domaines qu'il posséderait dans la province du Maine, au jour de son décès, avec tous les meubles, linge et effets mobiliers qui lui appartiendront dans l'étendue de ladite province.

Il légua à ses domestiques la somme de 55.500 livres : 24.000 livres à Lambert, son valet de chambre ; à Chapelain, son sommelier, 8.000 livres, pour en faire 400 livres de rente viagère ; à ses deux servantes, Benoîte et Marie Cerudet, 3.000 et 2.000 livres ; à Duchesne, son cuisinier, 3.000 livres ; à son cocher, Langouin, 3.000 livres ; à Meusnier, son valet tapissier, 3.000 livres ; à Girard, son portier, 2.000 livres ; à la servante de cuisine, 1.000 livres, et à ses

trois laquais, Neuville, Lecomte et Némon, 3.000, 2.000 et 1.500 livres.

L'exécuteur testamentaire distribua en plus, d'après les intentions du défunt sieur de Montgivrault, 8.300 livres aux seize domestiques du château de Courcelles : Halton, le concierge, eut 3.000 livres ; Etienne Bernard, le postillon, 1.000 livres ; les trois gardes des chasses et bois, chacun 500 livres ; le marmiton et l'aide de cuisine, chacun 300 livres ; Jeanne Barbot, de Courcelles, 1.500 livres ; les époux Guillaume, son ancien postillon, 300 livres ; Pichonnette, la première servante, 300 livres ; les autres domestiques, 60 livres. Les pauvres de la paroisse de Mézeray reçurent 12.000 livres, et ceux de Courcelles, la paroisse du château, 4.000 livres.

Le sieur Langlade, médecin du défunt, reçut 500 livres.

Tous ces legs faits sans préjudice de ce qui pouvait être dû des gages aux gens du sieur défunt, qui désire qu'on les paie sur le témoignage que donnera Lambert, le premier de ses domestiques.

Les religieuses de la Fontaine - Saint - Martin reçurent 10.000 livres en plus du prix des stalles en menuiserie, que le sieur de Montgivrault avait commandé peu auparavant, pour le chœur de leur couvent dont Catherine de Rabodanges était prieure (1).

L'inventaire fait à Paris, dura du mercredi 6 au mercredi 27 juin, et celui fait au château de Courcelles (2) eut lieu du 20 au 27 juillet.

Le colonel de Cambrésis dut quitter Paris le 24 juin 1708 pour se rendre à l'armée ; il avait, la veille, constitué son procureur général et spécial, messire Marc-Antoine de Boesset, prieur de Montbrun, son frère, pour le représenter

(1) Lire l'anecdote de Saint-Simon sur le sermon fait en ce prieuré, à la Toussaint 1709.

(2) Esnault. *Inventaire des Notaires du Mans*, tome IV, p. 308.

dans les opérations de la succession. Un mois après, le 24 août 1708, fut baptisée en l'église paroissiale de Saint-Eustache, sa fille, Augustine-Catherine, née de la veille, rue Montmartre.

En mars 1709, Augustin de Boesset rendit aveu (1) pour ses terres et seigneurie de Courcelles, et baronnie de Longaulnay.

Peu après, le 8 octobre 1709, il vendit la terre de Courcelles pour 153.000 livres à messire Michel Chamillart, ministre d'Etat, commandeur et grand trésorier des ordres du Roi, et à madame Elisabeth-Thérèse Le Rebours, son épouse. Le paiement se fit en quatre fois : 42.000 livres, le 13 novembre 1709 ; 46.000 livres, le 18 février 1710 ; 30.000 livres, le 20 octobre 1710 et 37.473 livres, le 26 octobre 1713. Ces diverses sommes d'argent provenaient de François Voisin, seigneur du Mesnil-Voisin, secrétaire d'Etat ordinaire, comme récompense de la charge de secrétaire d'Etat. Elles étaient fournies par messire Hiérosme Gourreau, chevalier, seigneur de la Prousterie (2), tuteur de haut et puissant seigneur Michel Chamillart, marquis de Cany, grand maréchal-des-logis de la maison du Roi, qui déclara que l'emploi de ces sommes formait hypothèque en faveur du marquis de Cany, sur la terre de Courcelles.

Messire Chamillart et dame Elisabeth Le Rebours voulaient reconstituer l'ancien comté de La Suze, créé en février 1566, par le roi Charles IX, en faveur de Nicolas de Champagne, seigneur de La Chapelle-Rainsouin, lequel fut tué en 1567, à la bataille de Saint-Denis.

Michel Chamillart avait acheté, en plus de Courcelles, les terres de Château-Sénéchal, Saint-Germain-du-Val, Verron,

(1) Registres d'aveux, n° 425, p. 43.

(2) Esnault, *Michel Chamillart*. Correspondance et papiers inédits, recueillis et publiés. Paris, 1885, t. II. Compte général de la récompense des 800.000 livres de la charge de secrétaire d'Etat reçue par M. Voisin, p. 307.

La Suze, dont il obtint la réunion et fit ériger en comté, par lettres-patentes de mai 1720, enregistrées le 20 août 1722.

J'arrête ici ce résumé fort succinct des relations de la famille de Boesset avec le Maine, résumé qui n'est qu'une faible partie de la vie jusqu'à présent ignorée de madame de Villedieu ; et j'ose espérer que les lecteurs (1) ne trouveront point trop avancé ce titre de *Madame de Villedieu inconnue*, que j'ai pris pour publier quelques articles, en attendant mon futur ouvrage.

Capitaine DEROME.

(1) Je crois n'avoir point manqué à mes confrères de la Revue historique et archéologique du Maine en leur présentant ces recherches sous ce titre ; et je serais fort heureux des renseignements qu'ils pourraient me communiquer à ce sujet.

BIBLIOGRAPHIE DES ÉDITIONS ORIGINALES
DE
MADAME DE VILLEDIEU

La bibliographie que je présente aujourd'hui est entièrement inédite, mon but, en la faisant paraître, est d'obtenir des renseignements plus complets sur les ouvrages que je n'ai pu rencontrer encore bien que j'aie exploré beaucoup de bibliothèques.

La grande difficulté que l'établissement de cette bibliographie a présentée, provient de ce que, même dans les bibliothèques les plus riches et les plus anciennes, les ouvrages de madame de Villedieu ont été constitués avec des tomes de différentes éditions.

J'adresse ici mes remerciements à MM. Henri Martin et Paul Bonnefon, de la Bibliothèque de l'Arsenal, ainsi qu'à M. de la Roncière, de la Bibliothèque Nationale, pour l'amabilité avec laquelle ils ont accueilli mes demandes ; et à M. Magnien, attaché à la bibliothèque de la ville de Lyon.

Je tiens surtout à remercier M. Legendre, de la Bibliothèque de l'Arsenal, de la ténacité et du dévouement qu'il a mis à me rechercher les ouvrages que je venais examiner pendant les courtes et rares journées que j'y ai pu consacrer pendant de longues années. Je citerai ce qu'il m'a indiqué ; *Anaxandre* (la rubrique M^{lle} des Jardins existant au Catalogue, en plus de celle de madame de Villedieu) ; le carton de Trabouillet, 1680, sur l'édition originale BL

16028, des *Mémoires de la vie d'Henriette-Sylvie de Molière* ; les *Mémoires du Sérail*, par feu M. des Champs, incomplet, BL 13917^a, que j'ai retrouvé à la Nationale, mais avec un rondage défectueux, l'ancien Y² 409, Bibliothèque du Roi, a été partagé. Il est relié en maroquin, aux armes royales et est formé de Y² 6882-83-86 et 87. Les nos 6884 et 85 sont une édition de 1671, incomplète, en deux volumes, reliés en veau.

M. Legendre m'a indiqué aussi et trouvé les adaptations et refontes qu'a faites le marquis de Paulmy, de divers romans de madame de Villedieu, recherches faites dans les 224 tomes de la Bibliothèque universelle des Romans. BL, 17034 est l'édition complète, sur plusieurs existantes à l'Arsenal.

1. *Récit / en Prose et en Vers / de la / Farce / des / Précieuses*. Plaquette de 32 pages. Barbin, 1660. Bibliothèque nationale, Y^f 4382, réserve. Acquisition n° 36091. Bibliothèque de l'Arsenal, BL 11273. Privilège manquant.
2. *Alcidamie*. 2 vol. in-8, 544 et 224 pages. Barbin, 1661. Bibl. nat., Y² 26738-39, Y² 26740-41, aux armes du Grand Condé. Bibl. Arsenal, BL 15373. Privilège de 7 ans, du 19 septembre 1660. Donné à Barbin, pour M^{lle} des Jardins. Achevé d'imprimer le 7 janvier 1661.
3. *Le / Carrousel / de Monseigneur / le Daupin / a M^{lle} / de Montausier*. Plaquette de 34 pages. Mille de Beaujeu, 1662. Bibl. nat., Y^f 4381, réserve. Bibl. Arsenal, BL 11807. Privilège manquant.
4. *Recueil / de Poésies / de M^{lle} / Desjardins*. 1 vol. in-12 de 102 pages. Barbin, 1662. Bibl. nat., Y² 7954. Bibl. Arsenal, BL 6868. Privilège de 6 ans, du 5 février 1662. Donné à Barbin, pour M^{lle} des Jardins.
5. *Manlius / Tragi-Comédie / par M^{lle} / des Jardins*. 1 vol. in-12 de 5 ff^{vs} et 77 pages. Barbin, 1662. Bibl. nat., Y^f

6856. Bibl. Arsenal, fonds nouveau 4616. Privilège de 7 ans, du 28 septembre 1662. Donné à Barbin. Achevé d'imprimer le 27 octobre 1662.
6. *Lisandre / Nouvelle / par M^{lle} / des Jardins*. 1 vol. in-12 de 96 pages. Barbin, 1663. Bibl. nat., Y² 113, réserve. Bibl. Arsenal, BL 15939. Privilège de 7 ans, du 23 septembre 1663. Donné à Barbin, pour M^{lle} des Jardins.
7. *Nitetis / Tragédie / par M^{lle} / des Jardins*. 1 vol. in-12, 5 ff^{ts}, 66 pages, 2 ff^{ts}. Barbin, 1664. Bibl. nat., Yth 12692. Bibl. Arsenal, BL 10874. Privilège de 7 ans, du 7 septembre 1663. Achevé d'imprimer le 19 décembre 1663. Donné à Quinet.
- 4² *Recueil / de / Poésies / de M^{lle} / des Jardins. / Augmenté de plusieurs pièces et / Lettres en cette dernière édition*. 1 vol. in-12, 5 ff^{ts}, 114 pages, 2 ff^{ts}. Barbin, 1664. Bibl. nat., Y² 7955. Bibl. Arsenal, BL 6869, réserve. Privilège de 6 ans, le même qu'en 1662.
- 4³ *Œuvres / de M^{lle} / des Jardins*. (Frontispice en taille douce.) Quinet. — 1^{re} édition : *Recueil de Poésies*, 118 pages. *Le Carrousel de M^{sr} le Dauphin*, 26 pages. *Moulins*, 77 pages. *Nitetis*, 80 pages. 1 vol. in-12. 1664. Bibl. nat., Y² 7956 à 59. Privilège de 6 ans. — 2^{me} édition. En plus *Le Favory*, 68 pages. (Frontispice en taille douce.) 1 vol. in-12. 1664. Bibl. Arsenal, BL 9943. Privilège de 6 ans, le même qu'en 1662.
8. *Le Favory / Tragi-Comédie / par M^{lle} / des Jardins*. 1 vol. in-12 de 68 pages. Billaine, 1665. Bibl. nat., Y^f 3740, réserve. Privilège de 5 ans. Donné à M^{lle} des Jardins. Achevé d'imprimer, le 10 octobre 1665.
9. *Description de la fête que le Roi a faite à Versailles, écrite à M^{sr} le duc de Saint-Aignan, par M^{lle} des Jardins*. 1665. Inconnue.
10. *Anaxandre / Nouvelle / par M^{lle} / des Jardins*. 1 vol. in-12 de 87 pages. Barbin, 1667. Bibl. Arsenal, BL 15435.

Privilège de 5 ans, du 13 juin 1667. Donné à Ribou, pour M^{lle} des Jardins. Achievé d'imprimer le 20 juin 1667.

11. *La Reveue des Troupes d'Amour*. 1 vol. in-12 de 54 pages. Michel, à Cologne, 1667. Bibl. nat., Y² 43757. Bibl. Arsenal, BL 15132^a. Edition originale inconnue.
- 4^a *Œuvres / de / Mademoiselle / des Jardins*. 1 vol. in-12. Thomas Jolly, 1668. Édition de 1664 en plus *Lisandre. Ex meis*.
12. *Carmente / Histoire / Grecque / par M^{lle} des Jardins*. 2 vol. in-8, 500 et 536 pages. Barbin, 1668. Bibl. Arsenal, BL 13268. Privilège de 7 ans, du 6 juin 1667. Donné à M^{lle} des Jardins.
13. *Recueil / de quelques / Lettres / ou / Relations / galantes / par M^{lle} des Jardins*. 1 vol. in-12 de 280 pages. Barbin, 1668. Bibl. nat., Z 14404, Z 39430, fonds Falconnet. Bibl. Arsenal, BL 14889. Privilège de 7 ans, du 10 juillet 1668. Donné à Barbin, pour M^{lle} des Jardins. Achievé d'imprimer le 20 juillet 1668.
14. *Cléonice / ou / le Roman galant / par / Madame / de Ville-dieu*. 1 vol. in-12 de 198 pages. Barbin, 1669. Bibl. nat., Y² 7120. Privilège de 7 ans, du 20 juillet 1668. Donné à Barbin, par M^{me} de Villedieu. Achievé d'imprimer le 1^{er} avril 1669.
15. *Nouveau Recueil / de quelques pièces galantes / faites par Madame de Villedieu / autrefois M^{lle} des Jardins*. 1 vol. in-12 de 162 pages. Barbin, 1669. Bibl. Arsenal, BL 17056. Privilège du 20 juillet 1668. Donné à Barbin, pour M^{me} de Villedieu. Achievé d'imprimer le 1^{er} avril 1669.
16. *Le Journal / Amoureux*. 6 vol. in-12 de 253, 195, 256, 242, 220 et 228 pages. Barbin, 1669, 1671. Bibl. Arsenal, BL 16652. Privilège de 7 ans, du 22 septembre 1669. Donné à Denis Thierry. Achievé d'imprimer : Tome I, le 25 septembre 1669 ; tome II, le 21 avril 1670 ; tome III, le 21 novembre 1670 ; tome IV, rien ; tome V, avril 1671 ; tome VI, juin 1671.

17. *Annales / Galantes / Première partie / Tome I.* 4 tomes en 2 vol. in-12 de 224 et 181 pages. Barbin, 1670. Bibl. nat., Y² 7502 à 505, Y² 14045 à 48. Privilège de 7 ans, du 24 octobre 1669. Donné à Barbin.
18. *Les désordres de l'amour.* 1670? Graess. Trésor des Livres. Inconnu.
19. *Fables / ou / Histoires / allégoriques dédiées / au Roy / par Madame de Villedieu.* 1 vol. in-12 de 104 pages. (Dédicace à Sa Majesté.) Barbin, 1670. Bibl. nat., Y² 3286, réserve, Y² 12591. Bibl. Arsenal, BL 12823, réserve. Privilège de 10 ans, du 24 avril 1670. Donné à Barbin, pour la dame de Villedieu. Achievé d'imprimer le 7 mai 1670.
20. *Mémoires / du / Sérail / sous / Amurat / second / Traduction arabe / par feu M. des Champs.* Barbin, 1670 à 1673. Bibl. nat., Y² 6882-83, 6886-87, ancien Y² 409. Bibl. Arsenal, BL 13917^a, incomplet. Privilège de 7 ans, du 12 mai 1670. Donné à Barbin (1). Achievé d'imprimer le 1^{er} octobre 1670.
21. *Les / Amours / des Grands / hommes.* 4 vol. in-12 de 184, 183, 233 et 194 pages. (Dédicace au Roi.) Barbin, 1671. Bibl. Arsenal, BL 14145. Privilège de 7 ans, du 4 décembre 1670. Donné à notre chère et bien-aimée, la dame de Villedieu, veuve de feu sieur de Villedieu. Achievé d'imprimer le 22 novembre 1671.
22. *Les Exilés / par M^{me} de Villedieu.* 6 vol. in-12 de 260, 240, 261, 226, 276 et 297 pages. Barbin, 1672-1673. Bibl. Arsenal, BL 16529. Privilège de 10 ans, du 6 février 1672. Donné à la dame de Villedieu. Achievé d'imprimer : Tomes I et II, le 24 mars 1672 ; tomes III à VI, le 16 février 1673.

(1) L'édition originale est en deux parties distinctes. Les livres 1, 2 et 3 parurent en 1670, 1 et 2 en 267 pages, 3 en 180 pages, formant un seul volume. Les livres 4 en 194 pages, et 5 en 210 pages, ne parurent qu'en 1673, en 2 volumes. L'édition de 1671 Y/2 6884-6885, Bibl. nat., est une réimpression de 1670. L'ouvrage avait trois volumes et est complet dans l'ancien Y/2 409.

23. *Les Galanteries / Grenadines / par M^{me} de Villedieu*. 2 vol. in-12 de 268, 237 pages. Barbin, 1673. Bibl. Arsenal, BL 16568-69. Privilège de 10 ans, du 6 février 1672. Donné à la dame de Villedieu. Achievé d'imprimer, février 1673.
24. *Nouvelles africaines*, s. l. s. d. Bibl. Arsenal, BL 14074. Inconnu.
25. *Mémoires / de la vie / d'Henriette Sylvie / de Molière*. 6 vol. in-12 de 218, 187, 208, 206, 240 et 240 pages. Barbin, 1672-1674. Bibl. Arsenal, BL 16028^a. Privilège de 5 ans, du 29 avril 1671. Donné à Barbin. Achievé d'imprimer : Tomes I à IV, le 16 mai 1672 ; tomes V et VI, le 16 janvier 1674.
26. *Œuvres meslées, de M^{me} de Villedieu, avec les Fables*. 2 vol. in-12 de 243 et 183 pages. Baritel l'aîné, 1681. Bibl. nat., Y² 73379-380. Privilège de 6 ans, du 24 juillet 1681. Donné à N^{***} (1).
27. *Portrait / des / Faiblesses / Humaines*. 1 vol. in-12 de 338 pages. Barbin, 1685. Bibl. nat., Y² 60264. Privilège de 6 ans, du 10 août 1685. Donné à Barbin : livre de feu M^{me} de Villedieu. Achievé d'imprimer le 14 août 1685.
28. *Annales / galantes / de Grèce*. 2 vol. in-12 de 1 à 207 p., et de 208 à 402 pages. Barbin, 1687. Bibl. nat., Y² 6456-57, Y² 14049-50. Bibl. Arsenal, BL 12231. Privilège de 6 ans, du 9 août 1685. Donné à Barbin : livre par feu M^{me} de Villedieu. Achievé d'imprimer le 24 mars 1687.
29. *Œuvres / de Madame / de Villedieu*. 10 vol. in-12. Barbin, 1702. Lyon, n° 345960, tome II manque. British Museum, complet. Privilège de 8 ans, du 19 février 1699. Donné à Marie Cochard, veuve Barbin. Achievé d'imprimer le 23 août 1702.

(1) Il existe à la Bibliothèque de Lyon, n° 345963 : *Œuvres / meslées / de Madame / de Villedieu*. Rouen, Laurens Machuel, 1674, 1 vol. in-12, en trois parties : 1 à 91, 95 à 175, 1 à 151. — ??? Sans privilège !

BIBLIOGRAPHIE DU MAINE

1911

I. ALMANACHS (1)

ALMANACH MANCEAU (le Grand), pour l'année 1911, 46^e année, Le Mans, Monnoyer, 1 vol. in-32 de 254 p. [Contient les articles nécrologiques de MM. P. Vérité, p. 135 ; Docteur Boëteau, p. 137.]

ANNUAIRE DU DÉPARTEMENT DE LA SARTHE pour 1911.

II. BULLETINS ET PÉRIODIQUES

ANNALES FLÉCHOISES (les) et la Vallée du Loir. Revue historique, archéologique, artistique et littéraire, paraissant tous les deux mois, 9^e année, t. XII, 1911, La Flèche, E. Besnier, Paris, H. Champion, in-8 de 402 p. avec gravures hors texte et dans le texte.

BULLETIN MENSUEL de la Commission météorologique du département de la Sarthe, année 1911. Le Mans, imp. Monnoyer, in 8^o.

BULLETIN de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, 2^e série, t. XXVII, 1911. Laval, veuve Goupil, in-8 avec planches et vignettes dans le texte.

BULLETIN MENSUEL de la Chambre de Commerce du Mans, in-8. Le Mans, imp. Guénet, 1911.

BULLETIN de la Pieuse-Union de Saint-Antoine-de-Padoue, sanctuaire d'Évaillé, 10^e année, 1911, in-8^o. Saint-Calais, imp. E. Lefèvre.

(1) Voir notre note de la *Revue du Maine*, t. LXVIII (1910), p. 226.

- BULLETIN** de la Société d'Horticulture de la Sarthe, in-8, Le Mans, Monnoyer, 1911.
- BULLETIN** de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, t. XLII, 1^{er} et 2^e fascicules, 1911, Le Mans, Monnoyer.
- BULLETIN** de l'office forestier, du Centre et de l'Ouest. Le Mans, E. Roulleau, éditeur ; imp. Benderitter, 1 vol. in-8 ; t. II, 1910-1911, 954 p., avec plans.
- LA REVOLUTION DANS LA SARTHE** et les départements voisins, Bulletin du comité départemental de la Sarthe pour la recherche et la publication des documents économiques de la Révolution française, t. VI, 1911.
- PROVINCE DU MAINE** (la), Revue mensuelle de la Société des Archives historiques du Maine, t. XIX, 1911. Le Mans, au siège de la Société ; Laval, veuve Goupil, 1 vol. in-8, 408 p. avec planches et vignettes dans le texte.
- REVUE** historique et archéologique du Maine, organe de la Société historique et archéologique du Maine, 1911, t. LXIX, in-8 de 336 p. ; t. LXX, in-8 de 328 p., avec gravures et planches hors texte.
- SARTA STELLO**, Bulletin mensuel du groupe espérantiste de la Sarthe, 4^e année, 1911, in-8.
- SEMAINE DU FIDÈLE** (la), revue du culte et des bonnes œuvres, publiée sous le patronage de M^{sr} l'Évêque. Année ecclésiastique 1910-1911, 49^e année. Le Mans, Bienaimé, 1 vol. in-8.
- TRAIT-D'UNION** (le), organe diocésain de l'Association catholique de la jeunesse française, mensuel, in-4. Saint-Calais, Lefeuvre, 1911.

III. LIVRES, BROCHURES, TRACTS, ARTICLES, ETC.

Publiés dans le Maine, ou par des Manceaux, ou concernant le Maine

- AJAM (M).** — La nouvelle législation minière. Paris, Dunod et Pinat, 1911, in-8, 275 p.
- ANGLEJAN (J. d')** — Un défenseur de la tradition religieuse

- en France au XIX^e siècle, Dom Guéranger. *Revue catholique des poètes et des livres*, 25 mai 1911.
- ANGOT (l'abbé A.). — Note épigraphique. Invitations à réciter l'Ave Maria. *Les Annales Fléchoises*, t. XII, p. 153.
- ANGOT (l'abbé A.) et l'abbé GAUGAIN. — Dictionnaire de la Mayenne, t. IV (supplément). Laval, Goupil.
- ANTOINE (le R. P.) S. J. du Mans. — Articles dans le *Dictionnaire de théologie catholique*, édité chez Letouzey, 1911.
- ARNOULD (L.). — La France canadienne. La récolte du sucre d'érable. *Canadienne et France canadienne*, avril 1911.
- La Colonisation française en Tunisie à l'occasion du Voyage présidentiel. *Le Correspondant*, 25 avril 1911.
- Enverrons-nous nos fils en Tunisie? *Ibid.*, 10 mai 1911.
- A part, in-8 de 56 p. Paris, Oudin.
- La Tun-Gad Tunisienne, Dougga. Impressions de Voyage. *Le mois littéraire et pittoresque*, décembre 1911.
- AUTOMOBILE-CLUB DE LA SARTHE. — Guide illustré du touriste, avec plan itinéraire du Vieux-Mans, 1911, in-8.
- BARBARA (N.). — Dom Guéranger abbate di Solesme. *Civiltà Cattolica*, 3 juin 1911.
- BEAUCHESNE (le M^{is} de). — Les Musset au Maine. Alfred de Musset à Cogners et au Mans. *Les Annales Fléchoises*, t. XII, passim.
- Alfred de Musset au Maine. Mamers, Fleury, 1911, in-8.
- L'église N.-D. de Mayenne. *Revue du Maine*, t. LXX, p. 221.
- BEAUMONT (le C^{to} Charles de). — Catalogue des artistes angevins, manceaux, tourangeaux, vendômois et blésiens qui ont exposé aux salons de 1911. *Les Annales Fléchoises*, t. XII, p. 297.
- BESNARD (l'abbé). — Le Général Coin de Grandchamp. *Bulletin Paroissial de Beaumont-le-Vicomte*, octobre 1911.
- BESZARD (Alexandre). — Héros obscurs (1797-1801). *Revue du Maine*, t. LXIX, p. 89.
- BLANCHET (abbé). — La Jeanne d'Arc, chant populaire, in-8, 4 p.
- BONFILS (S. G. M^{sr} M.-P.-A. de), évêque du Mans. — Allo-

- cution aux obsèques de M^{me} de Nicolay et de son fils. *Semaine du Fidèle*, t. XLIX, p. 68.
- Allocution aux obsèques de M. l'archiprêtre de Mamers. *Ibid.* p. 50.
- Lettre à un curé de son diocèse sur le denier du culte, 24 février 1911. Le Mans, Bienaimé, 4 p. in-8.
- Lettre pour la Communion première des enfants. *Semaine du Fidèle*, t. XLIX, p. 84.
- Lettre à M. le chanoine Mary sur la nouvelle édition du Rituel. *Ibid.*, p. 89.
- Lettre annonçant la nomination de M^{sr} de Durfort de Civrac de Lorge, protonotaire apostolique, au siège épiscopal de Langres. *Ibid.*, p. 224.
- Lettre sur le Décret *quam singulari* et mandement pour 1911. Le Mans, Bienaimé, 1911, in-4, 28 p.
- Lettre annonçant le pèlerinage diocésain de 1911. *Semaine du Fidèle*, t. XLIX, p. 465.
- Au clergé au sujet de la fête du S.-C. de Jésus. *Ibid.*, p. 585.
- Lettres convoquant le clergé aux retraites pastorales de 1911, in-4 de 20 p. Le Mans, Bienaimé.
- BONTEMPS (l'abbé L.). — Nicolas Denisot du Mans, 1515-1559. *La Province du Maine*, t. XIX, p. 249.
- BOURDEAULT (A.). — Les Malestros d'Oudon et les du Bellay de Liré. Oudon et le livre des Regrets. *Mémoires de la Société d'Agriculture, sciences et arts d'Angers*, t. XIV (1911) p. 9. — A part, in-8 de 84 p. Angers, Grassin.
- BOURASSÉ (abbé J.-J.). — Abbayes et monastères de France (Hist., monuments, souvenirs et ruines). Tours, Mame, 1910, in-4, 224 p. et fig.
- BOURILLY (V.-L.). — Ronsard, sa vie et son œuvre. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, mars 1911.
- BOURILLY (V.-L.) et F. VINDRY. — Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay, publiés par la Société de l'Histoire de France, t. II. Paris, H. Laurens, in-8 de 420 p. [Livres III, IV, V des dits mémoires : 1526-1536].
- BROC (le V^{te} de). — Les femmes auteurs. Paris, Plon-Nourrit, in-16, 272 p.

- BUMPAS (T. Francis). — The cathedrals of Northern France-London. Laurie, 1910, in-8, 404 p.
- BUSSON (le chanoine G.). — Les Gesta Aldrici, S^t-Aldric et S^t-Julien. *La Province du Maine*, t. XIX, pp. 313, 345.
- Notes sur les noms de lieu dans les Gesta Aldrici. *Ibid.*, pp. 281, 392.
- CALENDINI (l'abbé Louis). — Le budget du département en 1791. *Les Annales Fléchoises*, t. XII, p. 27.
- Rétractations de serments au diocèse du Mans, de 1791 à 1801. *Ibid.*, p. 33.
- Visite au collège de la Flèche en 1793. *Ibid.*, p. 121.
- La famille du P. Timothée de la Flèche (J. Pescherard). *Ibid.*, p. 22.
- François de Combes des Morelles, élève du collège royal au XVIII^e siècle. *Ibid.*, p. 369.
- Sur la route de la Flèche au Lude en 1674. *Ibid.*, pp. 176, 244.
- Accident, crime ou suicide à la Flèche en 1775. *Ibid.*, p. 252.
- Placards et affiches du pays fléchois. *Ibid.*, p. 311.
- Inscription d'un cadran solaire au Lude. *Ibid.*, p. 51.
- Judas Iscariote, originaire de la ville de Sablé. *Ibid.*, p. 50.
- Un artiste sarthois à Artins. *Ibid.*, p. 243.
- Revolver ou pistolet. *Ibid.*, p. 321.
- Le dogme de l'Eucharistie dans le Maine, avant le XIII^e siècle. *Revue du Maine*, t. LXIX, p. 105.
- Bibliographie du Maine. *Ibid.*, p. 287.
- Un orage à La Ferté-Bernard, 1777. *La Province du Maine*, t. XIX, p. 289.
- Agnès. *Dictionnaire d'Histoire et de Géographie ecclésiastique*. Paris, Letouzey, fascicule IV, col. 975 (1911).
- S^{te} Agnès. *Ibid.*, col. 995.
- Aiglebert. *Ibid.*, col. 1110.
- Affagart (Greffin). *Ibid.*, 3^e fasc., col. 671.
- Les vicaires ruraux avant la Révolution. *La Croix*, 12 août 1911.
- Le Maine. *Heraldica*, octobre 1911, p. 207.

- Un martyr angevin vicaire dans la Sarthe. *La Semaine du Fidèle*, t. XLIX, p. 752.
- CALENDINI (l'abbé Paul). — Jean-Antoine-Paul d'Agoult. *Dictionnaire d'Histoire et de Géographie ecclésiastique*, fascicule IV (1911), col. 1009.
- Le Serment scolaire en 1792 à la Flèche. *Les Annales Fléchoises*, t. XII, p. 119.
- Henri IV et les Jésuites de 1602 à 1604. *Ibid.*, p. 69.
A part, La Flèche, Besnier, 1908, in-8 de 26 p.
- René de la Varenne descendant de Charles VII. *Les Annales Fléchoises*, t. XII, p. 112.
- CANDÉ (le Dr J.-B.) — Attitude des Fléchois lors des préparatifs de descente en Angleterre d'après un Contemporain. *Les Annales Fléchoises*, t. XII, p. 233.
- Découverte de sarcophages à Aubigné. *Revue du Maine*, t. LXIX, p. 329.
- CARTEREAU (E.). — Le mégalithique de Vouvray-sur-Huisne (Sarthe). Un cas d'antériorité du polissoir sur dolmen (6^e congrès préhistorique de France, session de Tours), 1910, pp. 619-631. A part, Le Mans, Monnoyer, 1911, in-8 de 15 p. et fig.
- CARTIER (l'abbé A.). — Une page d'histoire locale au sujet de la restauration du Plain-Chant. *La Province du Maine*, t. XIX, pp. 29-49.
- Plain-Chant. Note sur les signes rythmiques. *Ibid.*, p. 147.
- CAVAIGNAC (E.). — Les classes soloniennes et la répartition de la richesse à Athènes. *Vierteljahrschrift für Social-und Wirtschaftsgeschichte*, 1-2^e trim. 1911.
- CELIER (Léonce). — Les dataires du XV^e siècle et les origines de la daterie apostolique. Paris, Fontemoing, 1910, in-8, 181 p.
- CHAPPÉE (J.). — A propos d'un projet de loi. *La Province du Maine*, t. XIX, p. 137.
- Le trésor gallo-romain d'Étival-lès-Le Mans. *Ibid.*, p. 205, 224, 268, 299.
- CHARBONNEAU-LASSAY (L.). A propos d'une « sirène » de bronze découverte à Monhoudou. *La Province du Maine*, t. XIX, p. 357.

- CHARREUX (A.). — La poésie aux XVII^e et XVIII^e siècles. Corneille et Rotrou. *Études franciscaines*, mai-juin 1911.
- CHAUVIN (le chanoine), de Laval. — L'Ignorance religieuse. *La Croix*, 30 septembre 1911.
- CLARETIE (Léo). — Ronsard est-il roumain ? *Le Gaulois du dimanche*, 11-12 novembre 1911.
- COLIN (P.). — Le 40^e Anniversaire de l'Apparition de Pontmain. *La Croix*, 17 janvier 1911.
- CONSEILS CANTONAUX DE FIN 1911. — Enquête de 1910, ses résultats. Objets des travaux de 1911-1912, in-4 de 16 p. Le Mans, Bienaimé.
- COUEFFIN (E.). — A propos d'un cadran solaire. *Les Annales Fléchoises*, t. XII, p. 93.
- COURSON (le V^{te} de). — L'insurrection de 1832, en Bretagne et dans le Bas-Maine, 1 vol. in-8, 420 p. Paris, imp. Paul, 1911.
- DELAUNAY (le Dr Paul). — A travers les livres. (Guy Patin, par P. Pic ; Histoire de la Médecine depuis ses origines jusqu'à nos jours, par L. Meunier ; Histoire de la chirurgie à Lille, par E. Leclair ; Supplément au *Dictionnaire historique de la Mayenne*, par l'abbé Angot). — (*France médicale* du 10 mars 1911, p. 93-94.)
- A travers les livres. (Maître Aldebrandin de Sienne, par Landouzy et Pépin ; la Médecine naturiste à travers les siècles par H. Grasset ; le milieu médical et la question médico-sociale, par Grasset de Montpellier.) — *Ibid.*, 10 mai 1911, p. 170-173.)
- Histoire d'un sacristain de Bazas, et de plusieurs courtisanes qui firent pénitence en Avignon, suivie d'un discours sur quelques bons ouvrages. — (*Ibid.*, 25 juin 1911, p. 226-229.)
- Les collections artistiques de la Faculté de médecine de Paris. — (*Ibid.*, 25 juillet 1911, p. 271-272.)
- A propos du chirurgien Levasseur, conventionnel. — (*Ibid.*, 25 octobre 1911, p. 381-383.)
- Marat inconnu. — (*Gazette médicale du Centre*, 1^{er} novembre 1911, p. 254-255.)

- L'Obstétrique dans le Maine au XVIII^e et au XIX^e siècle.
 - Les cours de Sages-Femmes sous l'Ancien Régime. — Le cours départemental d'Obstétrique. — La Maternité de l'Hôpital du Mans. — Documents inédits sur le Conventuel Levasseur. — Le Mans, 1911, viii-198 p. in-8.
- Un médecin pédagogue au XVIII^e siècle : Jean Verdier. — (*Revue du Maine*, 1911, t. LXIX, p. 36-59, 131-165, 243-278, et t. LXX, p. 36-55.)
- Le docteur Verdier-Heurtin. — *Ibid.*, 1911, t. LXX, p. 262-270.)
- La Société de Charité maternelle du Mans et ses origines.
 - (*Bulletin de la Société d'Agriculture, sciences et arts de la Sarthe*, t. XLIII, 1911-12, p. 265-289, et tirage à part, Le Mans, Monnoyer, 1911, 28 p. in-8.)
- DELFOUR (l'abbé). — Voir dom Guéranger.
- DENIS (l'abbé L.-J.) et J. CHAPPÉE. — *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Sauveur de Villeloin. Archives du Cognier*, t. V, série H, art. 97. Le Mans, Benderitter, 1911.
- DENIS (le R. P. dom P.). — Guizot et le différend M^{sr} Bouvier-dom Guéranger. Extr. de la *Revue de Lille*. Arras, Sueur-C. Launay, 1911, in-8, 16 p. [Voir *La Province du Maine*, t. XIX, p. 215.]
- Lettres inédites de Bossuet, Fénelon, Bourdaloue et l'abbé de Rancé. *Revue de l'Histoire de l'Église de France*, 1911.
- DEROME (Capitaine). — M^{me} de Villedieu inconnue. *Revue du Maine*, t. LXX, p. 225.
- DESCAVES (L.). — La vie douloureuse de Marcelline Desbordes-Valmore. Paris, Nelson, 1910, in-16, xiv-283 p.
- DESCHAMP LA RIVIÈRE (R.). — Un oncle d'Alfred de Musset. *La Province du Maine*, t. XIX, p. 14, 62.
- DRAULT (J.). — Les Vengeurs du Roi, 1 vol., in-18 jésus de 450 p. Paris, librairie nationale, 1911.
- La Fiancée de Brumaire, 1 vol. in-f°. Tours, Mame, 1911.
- Le Wagon de 3^e classe. Tours, Mame, 1911, in-16, 209 p. et fig.
- DUBOIS (S. G. M^{sr} E.-L.) archevêque de Bourges. — Lettre pastorale sur la mauvaise presse et mandement pour 1911. Bourges, veuve Tardy, 1911, in-4, 16 p.

- Lettre prescrivant des prières pour le pape à l'occasion de la fête de saint Joseph de l'année 1911. *Ibid.*, 4 p.
- DUBOIS-DELANGE (A.). — Le Conventionnel Levasseur de la Sarthe. *Feuilles d'Histoire du XVII^e au XX^e siècle*, t. V, 1^{er} mai 1911, p. 433-436.
- DUDON (le R. P. C.). — Lettres inédites de Lamennais à dom Guéranger. *Mois littéraire et pittoresque*, juillet 1911, p. 97.
- E. A. — M^{sr} de Durfort. *Union*. Revue mensuelle de l'Union des Associations ouvrières catholiques, mars 1911.
- EGGER (E.). — Lettres de Rancé sur Fénelon. *Revue Fénelon*, mars 1911.
- ESTOURNELLES DE CONSTANT (d'). — Visite au parlement russe. *La Revue*, 15 mars 1911.
- La Californie. *Le Temps*, 26 mai 1911.
- EXCURSION dans le Bocage normand. Flers, Vire, Tinchebray. *Société historique et archéologique de l'Orne*, 32 p., 1911, Alençon, Imprimerie Alençonnaise.
- EXPOSITION de l'Ouest de la France. Album illustré. Le Mans. 1911.
- FAYOLLE (L.). — Dom Guéranger. *Les Débats*, 14 février 1911. *La Province du Maine*, t. XIX, p. 119.
- La langue des formules de Sens. *Ibid.*, p. 151.
- FLEURY (G.). — La ville et le District de Mamers durant la Révolution (1789-1804). Mamers, imp. Fleury, 1909-1911, 3 vol. in-8 grand jésus avec gravures.
- Thomas Toustain est-il un maçon ou un architecte ? *Revue du Maine*, t. LXX, p. 209.
- [Sous le pseudonyme de Georges Lafleur.] Une vieille famille du Maine (La Croix) du XV^e siècle à nos jours. Mamers, Fleury, 1911, in-8^o de 32 p. avec un blason et des tableaux généalogiques.
- Fontevrault (Hist. de l'ordre de) 100-1908. 1^{re} partie. Vie de Robert d'Arbrissel. Auch, imp. Cocharaux, in-8, xxvii-412 p. et planches.
- Fox. — Mary abbess of Schafesburg [fille naturelle de Geoffroy Plantagenet] dans *English Historical Review*, t. XXVI, 1911, pp. 317-326.

- FRAIN. — Vieux faubourgs ; vieilles rues ; vieux logis ; vieux remparts ; vieilles gens. Vitré, imp. Gilles, 1911, 1 vol. in-12 de 216 p.
- Des Chouans (1791-1800). Vitré, *ibid.*, in-8 de 35 p.
- FROGER (le chanoine L.). — Rabelais et les du Bellay. *Les Annales Fléchoises*, t. XII, p. 219.
- Les produits de la terre à Cré-sur-Loir à la fin du XVIII^e siècle. *Ibid.*, p. 145.
- Dom Guéranger et M^{sr} Bouvier. *Ibid.*, p. 65.
- Le prieuré d'Amné, de 1385 à 1590. *Revue du Maine*, t. LXIX, p. 233.
- Les Lépreux à Assé-le-Riboul, au XVI^e siècle. *Ibid.*, t. LXX, p. 121.
- Ancinnes. *Ibid.*, pp. 186, 237.
- GALIBOURG (A.). — Alfred de Musset au Croisic, en 1854. *Les Annales Fléchoises*, t. XII, p. 183.
- GELLÉ (l'abbé F.). — La Vocation. *Revue Catéchistique*, 1^{er} mai 1911.
- GHELLINCK-VAERNEWYCK (le V^{to} de). — Le Mans et ses monuments. Impressions d'un archéologue belge. *Revue du Maine*, t. LXX, p. 81.
- GIRAUD (J.). — L'aviation et la navigation sous-marine en 1633. — Les « questions inouïes » du P. Mersenne. *Revue du Mois*, 10 février 1911.
- GIRAUD (l'abbé M.). — Les revenus du chapitre Saint-Julien du Mans d'après ses déclarations de 1790. *La Révolution dans la Sarthe*, 1911, pp. 97-139.
- GIRAULT (l'abbé Ch.). — Le décret d'admission à la 1^{re} Communion. *Revue Catéchistique*, janvier, février, mars 1911.
- GOUÉ (A. de). — La Croisade mayennaise de 1158. Les premiers seigneurs de Mayenne et de Laval, 1911, in-8 de 136 p.
- GOUVRION (E.). — Terrier de la seigneurie de Loré en Oisseau au XVII^e siècle. Laval, Goupil, 1910, in-8, 63 p. et planches.
- GROSSE-DUPERRON. — L'église N.-D. de Mayenne. *Notes et documents*, t. I. Mayenne, imp. Poirier, 1911, in-8 raisin

- de 401 p. et grav. — Compte rendu par M. de Beauchesne dans la *Revue du Maine*, t. LXX, p. 221.
- GUÉPIN (le R. P. dom R.) O. S. B. — La R. M. Gertrude de Bonneval, prieure de Sainte-Cécile de Solesmes. *Bulletin de Saint-Martin et de Saint-Benoît*, avril 1911.
- GUÉRANGER (le R. P. dom) abbé de Solesmes. — Note de M. l'abbé Delfour dans *Université Catholique*, 15 décembre 1910. — Voir aussi : Anglejan (d') ; Barbera ; Dudon ; dom Guépin ; Lajudie.
- L'Église ou la société de la Louange divine. *Les Oblats séculiers de l'ordre de S. Benoît*, 1 broch. in-16 138-7 p. Paris, Oudin, 1911.
- GUILLOREAU (le R. P. dom L.) O. S. B. — Mémoires du R. P. dom Bernard Audebert étant prieur de Saint-Denis et depuis assistant du R. P. Général [de la Congrégation de Saint-Maur]. Paris, Jouve, 1911, 1 vol in-8, 33 p.
- Relations des de la Jaille avec l'Angleterre. *Revue du Maine*, t. LXX, p. 167.
- H. C. — M^{sr} de Durfort. *La France illustrée*, 4 mars 1911.
- H. R. — En marge : Hortense des Jardins, M^{me} de Villedieu. *Le Temps*, 26 juin 1911.
- HAMARD (Léon). — La tenue des Etats de Bretagne de l'année 1752. Laval, Chailland, in-8, 170 p. 1911.
- HOGU (Louis). — Ronsard, poète lyrique, d'après une thèse récente. *Les Annales Fléchoises*, t. XII, p. 61.
- HORN (le Dr). — Les médecins d'autrefois. René Levasseur (1747-1834) chirurgien-accoucheur au Mans, député de la Sarthe à la Convention Nationale. *Paris médical*, n° 17, 23 mars 1912, p. xv-xvi.
- HUARD-FONTAINE (l'abbé). — Extrait du testament spirituel du prêtre Simplicien, pour servir à l'histoire de son temps (1836-1910), et s'il plaît à Dieu, à un futur concile. Le Mans, Benderitter, 1911, in-8 de 136 p.
- LABELLE (l'abbé Eug.). — [Sous le pseudonyme de André Lucien]. Les témoignages de l'Histoire locale. *La Croix*, 20 juillet 1911.
- En lisant Fustel de Coulanges. *Ibid*, 28 juillet, 7 novembre 1911.

- LAFLEUR (Georges). — Voir G. Fleury.
- LAJUDIE (G. de). — Dom Guéranger. *Université Catholique*, mars, avril, mai, juin 1911.
- LAUDE (le chanoine). — Le nouveau grand jour. *Revue Catéchistique*, 1^{er} juillet 1911.
- Le grand jour approche. *Ibid.* 1^{er} mai 1911.
- Une Réponse à l'*Aurore*, 20 décembre 1911.
- De la formation chrétienne dans les écoles normales. *Bulletin de la Société générale d'éducation et d'enseignement*, 15 juillet 1911.
- [pseudonyme : Un Manceau]. *Le Mans-Guide*. Le Mans, imp. Benderitter, in-16 de 48 p. avec plan de la ville, 1911.
- LAUMONIER (Paul). — La correspondance de Loys de Ronsard [2 lettres inédites]. *Les Annales Fléchoises*, t. XII, p. 261.
- LECURIEUX (L.). — Les anciennes peintures des églises de Laval. *Revue de l'art chrétien*, 1911. *Bulletin historique de la Mayenne*, 1911.
- LEDRU (le chanoine A.). — M^{sr} Bouvier et l'échauffourée légitimiste de 1832. *Les Annales Fléchoises*, t. XII, pp. 253, 312.
- A propos de Dom Guéranger et de M^{sr} Bouvier. *Ibid.* p. 194.
- Répertoire des monuments et objets anciens [préhistoriques, gallo-romains, mérovingiens et carolingiens] existant ou trouvés dans les départements de la Sarthe et de la Mayenne. Table dressée par E. Vallée, in-8 de LXXX-432 p., 140 vignettes et 5 planches.
- La Messe en France avant le XI^e siècle. *La Province du Maine*, t. XIX, p. 78.
- Au pays du Maine. *Ibid.*, pp. 99, 121, 164, 243.
- Note sur le chant grégorien. *Ibid.*, p. 107.
- Un récit de la bataille de la Brossinière, en 1423. *Ibid.*, p. 208.
- Saint Aldric et le culte de saint Julien. *Ibid.*, p. 217, 258.
- Réponse à un article de M. Busson. *Ibid.*, p. 313, 345.
- Le maçon Thomas Toustain. *Ibid.*, p. 334.
- Saint Facile, patron de l'église du Grand-Lucé. *Ibid.*, p. 377.

- A l'Académie Française. *Ibid.*, p. 82.
- Chronique. *Ibid.*, passim.
- Dom Guéranger, abbé de Solesmes et M^{sr} Bouvier, évêque du Mans, in-8, vii-384 p., 3 planches. Paris, Champion, 1910-1911. Le Mans, de Saint-Denis.
- LEGENDRE (M^{sr} A.). — Nombreux articles dans le *Dictionnaire de la Bible*, édité chez Letouzey.
- LE GONIDEC DE TRAISSAN (O.). — Souvenirs des Zouaves Pontificaux publiés par A. Lefas. L'armée de la Loire. *Le Correspondant*, 10 juillet 1911.
- LEGRAND-CHABRIER. — Aspects humains d'Ambroise Paré. *Mercure de France*, 16 septembre 1910, p. 249-272.
- LEGROS (l'abbé H.-M.). — A propos d'un cadran solaire. *Les Annales Fléchoises*, t. XII, p. 188.
- Petits côtés de l'Histoire ou épisodes à Arçonnay et aux environs pendant la Révolution, in-8, 57 p. Alençon, imp. Alençonnaise, 1911, (Extrait du *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*.)
- LE MONNIER (Romain). — Le « Bras de saint Ernier » au Mont-Margantin (Mayenne). *Le Mois littéraire et pittoresque*, 1911, p. 734.
- LHERMITTE (J.). — Les remarques de M^e Launay, vicaire à Loué (1768-1770). Le Mans, imp. Drouin, 1910, in-8, 95 p.
- Le collège de Sillé-le-Guillaume sous la Révolution et l'Empire. *La Révolution dans la Sarthe*, 1911, p. 140.
- LIGUE d'Union du Divin Cœur Eucharistique de prière et de réparation pour les prêtres. Compte rendu. Le Mans, Monnoyer, 1911, in-32 de 28 p.
- LUCIEN (André) pseudonyme de M. l'abbé Labelle [voir ce mot].
- LUZU (Roger). — L'Hérésie dans le Maine à la fin du règne de François I^{er}. *Revue du Maine*, t. LXIX, p. 190.
- MANTENAY (J.). — Un Évêque, Pierre-Simon-Louis de Dreux-Brezé. *L'Univers*, 22 juin 1911.
- MARAGE (le Dr). — Petit manuel de physiologie de la voix à l'usage des chanteurs et des orateurs. Tours, imp. Deslis, 1911, in-8, vii-205 p. et fig.

- MARTELLIÈRE (J.). — Révision critique des biographies du poète Ronsard. *Les Annales Fléchoises*, t. XII, p. 351.
- Qui est-ce ce maistre Théodore de Rabelais. *Ibid.*, p. 231.
- MARTINEAU (Rcné). — Flambert à Chenonceau. *Mercur de Francé*, 1^{er} mars 1911.
- Chabrier en Touraine. *Ibid.*, 1^{er} mai 1911.
- MARY (le chanoine). Voir RITUALE.
- MÉLISSON (S. G. M^{sr} J.), évêque de Blois. — Lettre pastorale sur le pouvoir d'enseignement qui appartient à l'Église et mandement pour l'an de grâce 1911, in-4, 21 p. Blois, imp. Migault.
- MENJOT D'ELBENNE (le V^{te} S.). — Statuette en bronze, découverte à Monhoudou (Sarthe). *La Province du Maine*, t. XIX, p. 78.
- Le Cartulaire de l'abbaye de Saint-Sauveur de Villeloin. *Les Annales Fléchoises*, t. XII, p. 380.
- MONTESSON (le V^{te} de) — Montauban-Castle. Le Mans, Monnoyer 1912, in-12 de 13 p. avec planches.
- Recueil politique de chansons, complaints et fables, composé par Ch. R. C^{te} de M., de 1849 à 1851. Le Mans, Monnoyer, 1911, in-8.
- Comment on créait des généraux en 1870, pl. in-18. Imp. du *Nouvelliste de la Sarthe*.
- MORGAN (J.). — Une journée à Solesmes. *Journal des Demoiselles*, 1^{er} mars 1911.
- ORDO DIVINI OFFICII recitandi sacrique peragendi juxta rubricas breviarii ad usum insignis ecclesiæ ceno-manensis pro anno Domini, 1911, apud A. Bienaimé, 1911, in-12.
- PALLU DU BELLAY (J.). — Mémoire sur la Chouannerie dans l'arrondissement de Château-Gontier. *Revue du Maine*, t. LXIX, pp. 196, 303.
- PECCATE (Louis). — Entre passants et trépassés. *Les Annales Fléchoises*, t. XII, p. 350.
- PELTIER (Paul). — La question Louis XVII et l'affaire Fualdès. *Mercur de France*, 16 juin 1911.
- PETSCHLER (E.). — Scarrons « Typhon » ou la Gigantomachie. Und seine Vorbilder, Berlin, Ebering, 1910, 1911, in-8.

- PEYRE (R.). — Quelques lettres inédites de la duchesse de Choiseul. *Revue des Études historiques*, mai 1911.
- POIX (le Dr). — Anorexie mentale, in-8, 11 p. Angers, Grassin, 1911. Extrait des *Archives médicales d'Angers*.
- R. B. — La Guerre de 1870-71. La première armée de la Loire. *Revue d'Histoire rédigée à l'état-major de l'Armée*, avril, mai 1911.
- RABORY (le R. P. dom) — Histoire de Marmoutier. *Revue du monde ancien et moderne*, janvier 1911
- REEB (l'abbé A.), professeur au collège de Juilly. — Le Collège de l'Oratoire du Mans (1624-1791). *Revue du Maine*, t. LXX, pp. 5, 127.
- RÈGLES et STATUTS du Tiers-Ordre de Saint-Dominique à l'usage de la Fraternité sacerdotale au diocèse du Mans. Le Mans, imp. Monnoyer, 1911, 64 p. in-16.
- RITUALE ROMANUM Pauli V Pont. Max. jussu editum et a Benedicto XIV, cui novissima accedit benedictionum et instructionum appendix ; Cenomani, ex typographia Bien-aimé-Leguicheux, 1911, in-8 de 320 p., plus 250, et un Supplementum rituali Romano ecclesiæ Cenomanensi proprium, de 146 p., plus 2 p. d'errata et 9 p. d'addenda.
- ROBVEILLE (A.). — La Communauté d'habitants de Montfort-le-Rotrou. *La Province du Maine*, t. XIX, passim.
- ROCHEMONTEIX (le R. P. C. de). — Nicolas Caussin, confesseur de Louis XIII et le Cardinal de Richelieu. Documents inédits. Paris, Picard, 1911, in-8, xx-448 p.
- ROQUET (H.). — Le Trésor carolingien de Savigné-sous-le-Lude. *La Province du Maine*, t. XIX, p. 153.
- ROUGÉ (le C^{te} Em. de). — Le Conventionnel André Dumont ; préface d'Etienne Lamy. 1 vol. in-12, Paris, Blond, 1911.
- ROURE DE POULIN (le baron du). — Les diables de Loudun. *Nouveaux horizons de la science et de la pensée*, février 1911.
- SAILLANT (A.). — Au pays du Maine. *La Province du Maine*, t. XIX, p. 210.
- SAVARY (Dr Xavier). — Discours aréopagitiques. Le drapeau. Eloge lyrique. Le Mans, 1910, in-8, 64 p.

- SEVESTRE (l'abbé E.). — L'enquête gouvernementale et l'enquête ecclésiastique sur le clergé de Normandie et du Maine de l'an IX à l'an XIII. *Revue catholique de Normandie*, 1911, passim.
- SIFFLET (le chanoine). — Le Chapitre du Mans depuis le Concordat. *La Semaine du Fidèle*, 1910, 1911, passim.
- TABOURIER (l'abbé L.). — Un petit trésor marial, in-8 de 25 p. Alençon, Lory, 1911.
- TAILLIEZ (Paul). — Les catholiques et l'« Action française ». Association Saint-Rémy à Mont-Notre-Dame (Aisne), 1911, in-8 de 48 p.
- TARLÉ (A. de). — De Metz au Mans. Notes et impressions du Prince Frédéric-Charles de Prusse, d'après une nouvelle publication allemande. *Le Correspondant*, juin 1911.
- TEXIER (A.). — Le baron Auvray. *Feuilles d'Histoire du XVII^e au XX^e siècle*. Paris, 1911.
- THIOLLIER (Marcel). — Les livres-guides de Touraine. La vallée du Loir, pays Chartrain, Dunois, Vendômois. 4^e édit., 1911, in-8, 48 p.
- TRIGER (Robert). — Le vitrail de sainte Madeleine de l'ancienne église de Sablé. *Revue du Maine*, t. LXIX, p. 217.
- Un dernier écho du combat de Changé. Les tombes militaires du cimetière. (Note complémentaire). Le Mans, Monnoyer, 1911, in-8.
- Un sauvetage archéologique. La sainte Madeleine du Vieux Mans. *Revue du Maine*, t. LXX, p. 91.
- Le château de Ballon. *La Sarthe*, 16 octobre 1911 ; *Le Nouvelliste de la Sarthe*, 16 octobre 1911 ; *Revue du Maine*, t. LXX, p. 217.
- Le général de Charrette au Mans et la formation des volontaires de l'Ouest (octobre-novembre 1870), avec reproduction d'un tableau. *Revue du Maine*, t. LXX, p. 287.
- UZUREAU (l'abbé F.). — Le cahier de N.-D. du Pé. *Les Annales Fléchoises*, t. XII, p. 29.
- Les réfugiés d'Angers, 1799. *Ibid.*, p. 115.
- Projet de canal du Loir à l'Eure, 1791. *Ibid.*, p. 343.
- Noël Pinot, curé du Louroux-Beconnais, guillotiné à

Angers le 21 février 1794 (ancien vicaire de Bousse), in-8, 92 p., Angers, Grassin, 1911.

— Le cahier de Saint-Erblon-sur-Araize, 1789. *La Province du Maine*, t. XIX, p. 296.

VACANDARD (l'abbé). — Dom Guéranger et M^{re} Bouvier. *Revue du clergé français*, 1^{er} mars 1911.

VAGANAY (Hugues). — Du nouveau sur Ronsard. Un texte de la Franciade, antérieur à 1572. *Les Annales Fléchoises*, t. XII, p. 133.

— Le texte original de l'épithaphe de Jean Martin, par Pierre de Ronsard, voir *Ibid*, p. 393.

VALLÉE (E.). — Sur la formation et la déformation de quelques noms de lieu. *La Province du Maine*, t. XIX, p. 40.

— Pruillé-le-Gaudin est-il Pruillé-le-Chétif ? *Ibid.*, p. 185.

VAVASSEUR (l'abbé E.). — Contilly féodal. *Revue du Maine*, t. LXIX et LXX, à part. Mamers, imp. Fleury, in-8 de 104 p.

X. — Seconde note sur le chant grégorien. *La Province du Maine*, t. XIX, p. 179.

XX. [l'abbé A. Houtin]. — Notes sur les profès de l'abbaye de Solesmes. *Ibid.*, passim.

XXX. — Hommes du jour. Joseph Caillaux. *Le Correspondant*, 25 juillet 1911.

LOUIS CALENDINI.

CHRONIQUE

C'est avec tristesse que les archéologues, les historiens et les artistes du Maine, sans distinction de croyances, ont appris la réponse faite par une petite majorité, dans la séance de la Chambre du 25 novembre, à l'émouvant appel de M. Barrès en faveur des églises de France. La postérité appréciera, comme il convient, une étroitesse d'esprit et des considérations mesquines qui causent à l'art national des pertes irréparables.

En attendant, que les Membres si dévoués de nos Sociétés archéologiques, que tous les amis des arts ne se découragent pas, qu'ils redoubtent d'efforts et d'énergie dans leurs protestations.

Suivant l'expression très juste d'un député non suspect de « cléricalisme », M. Deloncle, « le temps marche, le monde évolue tous les jours ». Dès aujourd'hui, l'élite de l'opinion se prononce hautement, et, après rectification du pointage, un simple déplacement de *treize* voix suffirait pour lui donner une première satisfaction.

Avec toutes les Sociétés archéologiques de France, la Société archéologique du Maine a le devoir de réclamer, plus obstinément que jamais, la protection *intelligente* des églises. Elle ne faillira pas à ce devoir patriotique, et nous faisons de nouveau appel à tous nos confrères pour continuer à préparer le succès final *avec une indomptable tenacité*.

ROBERT TRIGER.

Le 11 novembre, est décédé au Mans, dans sa 78^e année, M. A. Fouchard, notaire honoraire. Bibliophile et collectionneur, M. Fouchard faisait partie de la Société depuis de longues années, et, malgré le mauvais état de sa santé, il nous a fait l'amitié de lui rester fidèle jusqu'à la dernière heure. Nous lui garderons un reconnaissant souvenir, et nous prions son fils, M. André Fouchard, avocat à la Cour de Paris, d'agréer l'expression de nos très sympathiques condoléances.

Notre jeune confrère, M. Jean de Gastines, vient de subir avec succès les examens d'entrée à l'École nationale des Chartes ; nous lui adressons nos plus cordiales félicitations.

Deux autres membres de notre Société ont donné récemment, au Mans, des conférences très appréciées dans leur genre différent.

M. Echivard, peintre-verrier, ancien collaborateur de M. Hucher, a parlé avec une compétence toute particulière de *l'art du vitrail au Mans, du X^e au XIII^e siècle*, et M. Dominique Mallet, ancien rédacteur en chef de *La Sarthe*, a fait revivre pour les membres de la Société des Amis des Arts, sous une forme des plus attrayantes, la grande œuvre artistique d'*Albert Maignan*.

MM. Mallet et Echivard ayant bien voulu réserver à notre *Revue* le texte de leurs conférences, nous aurons la bonne fortune de les publier dans nos prochaines livraisons.

Le dimanche 10 novembre, la nouvelle association amicale du 33^e Mobiles a célébré solennellement au Mans sa

première fête annuelle, et le 42^e anniversaire de la victoire de Coulmiers.

Après une assemblée générale à l'Hôtel de ville, a eu lieu à la cathédrale, sous la présidence de M^{er} de la Porte, un imposant service funèbre pour les mobiles décédés. M. l'abbé Verlet du Mesnil, l'orateur si aimé des Manceaux, y a prononcé un magnifique discours qui a produit une profonde impression, et les tambours et clairons de la Société de gymnastique *La Liberté* ont salué de la *Marche du 33^e* le glorieux drapeau du régiment qu'un des officiers survivants tenait fièrement déployé en avant du catafalque.

A l'issue de la cérémonie religieuse, les anciens du 33^e, ayant à leur tête le capitaine Tual, président de la nouvelle association, le chanoine Nouet, ex-aumônier du 1^{er} bataillon, vice-président d'honneur, le lieutenant Avice, vice-président, le sergent Erard, secrétaire, huit autres de leurs officiers, de nombreux sous-officiers et l'ex-cantinière, Marie Meslay, ont défilé, pour la première fois, en groupe, dans la rue appelée depuis peu *Rue du 33^e Mobiles* (ancienne rue du Mail).

Tous les habitants de cette rue — *sans exception* — avaient répondu, avec un patriotique empressement, à l'appel spontané du président et d'un des secrétaires de notre Société (M. de Linières), en pavoisant leurs maisons aux couleurs nationales, et une heureuse pensée de M. l'intendant-général Reichert avait fait placer, au-dessous de la plaque portant le nom du 33^e, la médaille commémorative de 1870-71.

A l'entrée de la rue, une gerbe de fleurs a été offerte au capitaine Tual, de la part de plusieurs patriotes, par un jeune gymnaste de la société *L'Avenir*.

Très touchés de ces attentions, les vieux « moblots » sont allés ensuite déposer une couronne au monument de l'armée de la Loire, puis ils se sont réunis dans un déjeuner fraternel, à l'hôtel de Paris. Ils ont dignement terminé la

journée par un pieux pèlerinage au Grand-Cimetière, sur la tombe de leur vaillant colonel, le vicomte de la Touanne.

La presse locale a donné des comptes rendus détaillés de cette fête si réussie, et publié les discours prononcés.

Nous nous bornerons à y ajouter un souvenir *inédit*, l'allocution qu'avait préparée notre confrère, le lieutenant Mallet, et qu'un sentiment de discrétion très méritoire lui a fait supprimer, de peur de trop prolonger la réunion.

Messieurs et Chers Camarades,

Il y a eu 42 ans hier, nous allions recevoir ensemble ce qu'on appelle, d'un si beau mot, si juste et si expressif : le baptême du feu. Je vois encore ce matin sombre, où dans la demi-obscurité du crépuscule, nous faisons en hâte nos préparatifs pour la marche au combat.

L'officier payeur nous faisait émarger sous sa tente, et, pour signer, je pris la plume des mains d'un lieutenant de La Flèche, Alphonse de Lamandé, qui, le soir, était au nombre des morts.

Nous partions ensuite, allègrement, à travers les guérets de la Beauce. Arrivés sur le terrain de la bataille, il nous fallait attendre des heures, sous le feu de l'artillerie, sans pouvoir seulement riposter. Pour des troupes jeunes et encore inexpérimentées, l'apprentissage était rude.

On s'en tira pourtant sans défaillance, le régiment tint ferme, et bientôt, s'avancant en tirailleurs, on put agir enfin et se déployer par la plaine.

Vous vous souvenez tous, j'en suis sûr, de cette première rencontre, où, pendant un jour entier, nous entendîmes, sans trouble, sinon sans quelque émotion, le sifflement des balles et l'éclatement des obus.

Le soir, nos rangs étaient éclaircis ; les trois bataillons avaient perdu 44 tués et 220 blessés.

Partout, autour de nous, des fermes brûlaient, et je me rappelle encore avec angoisse cette veillée tragique, pendant laquelle, avec une équipe de quelques hommes, je dus parcourir le champ de bataille, ramassant ici et là des blessés, des mourants, qui, d'une voix désespérée, imploraient un secours, souvent, hélas, inutile ou impuissant.

Bien vite, malgré tout, la confiance renaissait en nos âmes : la France, cette fois, était victorieuse, et nous étions, — honneur insigne, — mis à l'ordre du jour de l'armée. L'ennemi évacuait Orléans, et dans notre naïf enthousiasme, nous nous flattions alors de marcher gaiement sur Paris.

En attendant, il fallait enterrer les morts. Et vous n'avez pas oublié non plus la cérémonie triste et solennelle, que présida l'un de nos héroïques aumôniers, l'abbé Morancé : les cadavres descendus dans la grande fosse, au milieu d'un morne silence, et ces dernières prières, auxquelles chacun de nous s'associait, ce jour là, d'un cœur pénétré à la fois de douleur et d'espoir.

Orléans nous attendait, disait-on, et nous comptions nous y refaire et trouver au moins quelques instants de repos.

Cette faveur nous fut refusée ; il nous fallut camper à Bricy et à Boulay, dans la boue, pendant près d'un mois, décimés par les maladies, jusqu'au jour où la marche du régiment sonna enfin le 1^{er} décembre...

Mais je ne veux pas aller plus loin.

En cette journée, qui nous réunit sous de plus consolants auspices, ne nous laissons pas amollir au récit des malheurs passés.

L'heure est grave ; tandis que d'autres armées se heurtent en de terribles batailles, il faut songer, avant tout, à relever, à exalter les courages ; car l'avenir peut nous réserver encore de redoutables épreuves.

Heureusement le pays, déprimé naguère par des influences funestes, s'est énergiquement ressaisi. Les jeunes sont prêts ; et nous, que l'âge a sans doute affaiblis, nous récla-

merons encore notre part ; nous revendiquerons, n'est-ce pas, l'honneur de rendre à la Patrie les services qu'elle peut attendre de nous.

C'est une dette, celle-là, la plus sacrée de toutes, qui n'est jamais acquittée et qui ne connaît pas de prescription.

M. L'Hermitte, archiviste de la Sarthe, a bien voulu offrir à la bibliothèque de la Société ses derniers rapports administratifs sur les archives départementales, communales et hospitalières, la conservation des objets d'art et des monuments historiques. Nous y trouvons de fort utiles renseignements relatifs au classement des archives de la Sarthe dans leur nouveau local, et aux propositions de classement des églises.

Nous prions M. L'Hermitte de recevoir nos remerciements pour son intéressant envoi.

Le volume de M. le V^{te} de Noailles, *Le Maréchal de Guébriant (1602-1643)*, dont cette revue a eu le privilège très apprécié de publier un chapitre inédit, vient de paraître à la librairie académique Perrin et C^{ie}. Il termine brillamment les belles études de l'auteur sur la guerre de Trente Ans, surpassant encore en intérêt, par son sujet et l'importance de sa documentation, les ouvrages précédemment consacrés par M. de Noailles au cardinal de la Valette et à Bernard de Saxe-Weimar.

Le maréchal de Guébriant ne fut pas seulement un modèle pour la vaillante jeunesse qui débuta dans la carrière des armes à la fin du règne de Louis XIII et donna tant l'éclat à celui de Louis XIV ; un homme « d'un mérite aussi solide que complet », au dire du duc d'Aumale : il est resté l'une des plus attrayantes figures de la période française de la guerre de Trente Ans, un des grands capitaines du XVII^e siècle.

A tous égards, il méritait que l'érudition contemporaine lui rendit hommage et le fit mieux connaître.

Il n'aura rien perdu, certes, à attendre jusqu'ici son historien ; il ne pouvait en trouver de plus autorisé que le V^{te} de Noailles, dont la compétence technique d'ancien officier, passionné pour les questions militaires, s'allie toujours à l'ardeur infatigable de l'érudit, avide d'inédit.

Grâce à ces qualités spéciales, l'ouvrage présente, cette fois encore, une portée plus haute qu'une biographie d'illustre capitaine, si consciencieusement fouillée qu'elle puisse être. Il contribue à reconstituer, avec de nouvelles descriptions de batailles d'une précision rigoureuse, de multiples anecdotes et des détails caractéristiques sur les évolutions des armées, toute une phase d'histoire militaire, phase héroïque et d'autant plus intéressante qu'elle prépare de grands progrès dans les méthodes de guerre, l'organisation et la discipline des troupes.

Ainsi que l'écrit M. de Noailles, « les gloires du premier Empire ont relégué dans l'ombre celles de nos vieilles armées : l'honneur d'une nation exige cependant qu'on maintienne les anciennes comme les récentes ». Son livre sur le maréchal de Guébriant, accompagné de reproductions d'anciens portraits de famille, de plans et de cartes des opérations, fera revivre plus glorieux le souvenir d'un des meilleurs généraux français du XVII^e siècle et de ses soldats. Historiens et patriotes s'uniront de nouveau pour féliciter M. le V^{te} de Noailles d'avoir mené à si bonne fin d'importants travaux qui demeureront l'une des œuvres capitales relatives à la guerre de Trente Ans.

R. T.

TABLE DES MATIÈRES

DU SOIXANTE-DOUZIÈME VOLUME

	Pages
L'abandon de la Valteline en 1637, par M. le V ^{te} de Noailles.	5
Madame de Villedieu inconnue, par M. le capi- taine Derome	23, 113, 235
La famille de Courtarvel, par M. l'abbé E. Toublet	51, 150
Les mésaventures d'un duelliste malgré lui, par M. Robert Deschamps la Rivière. .	79
Jacques Bellenger, curé d'Amné, par M. le chanoine L. Froger.	97
Bénédictins manceaux décédés à l'abbaye de Saint-Denis (xvii ^e -xviii ^e siècles), par dom Heurtebize	143
Les gardes nationales et les volontaires (1792- 1793), par M. l'abbé H.-M. Legros. . .	173
L'histoire locale et les bulletins paroissiaux, par M. Robert Triger.	194
L'ancien collège de Sablé, par M. le marquis de Beauchesne.	209
Un prix de vertu, à Amné, par M. le chanoine L. Froger	231
Bibliographie du Maine pour l'année 1911, par M. l'abbé Louis Calendini.	278

CHRONIQUES ET LIVRES NOUVEAUX

Note complémentaire sur le général Couin de Grandchamp, par M. Robert Triger. . .	91
Vœu du Congrès archéologique de France, relatif à la Maison dite de la Reine Béren- gère	95
Inauguration, à Poitiers, du monument du R. P. de la Croix.	95
Nécrologie : M. Joseph Morancé.	96
M ^{sr} de la Porte, évêque du Mans.	202
Inauguration à Saint-Evroul (Orne), d'un mo- nument à Orderic Vital.	203
Peintures murales du diocèse du Mans. . .	204
Exposition artistique au Mans.	205
<i>La bataille du Mans</i> , par M. Alvrod. . . .	205
<i>Au pays du Maine</i> , par M. Saillant. . . .	206
Publications récentes.	207
La question des églises.	295
Nécrologie : M. A. Fouchard.	296
M. J. de Gastines, à l'École des Chartes. . .	296
Conférences de MM. Echivard et Mallet. . .	296
Première fête annuelle de l'Association du 33 ^e Mopiles	296
<i>Rapports sur les objets d'art et les monuments historiques</i> , par M. J. L'Hermitte. . . .	300
<i>Le maréchal de Guébriant</i> , par M. le vicomte de Noailles.	300

PLANCHES ET GRAVURES

Le château de Dehault.	23
Expédition de Gigery, en 1664.	123

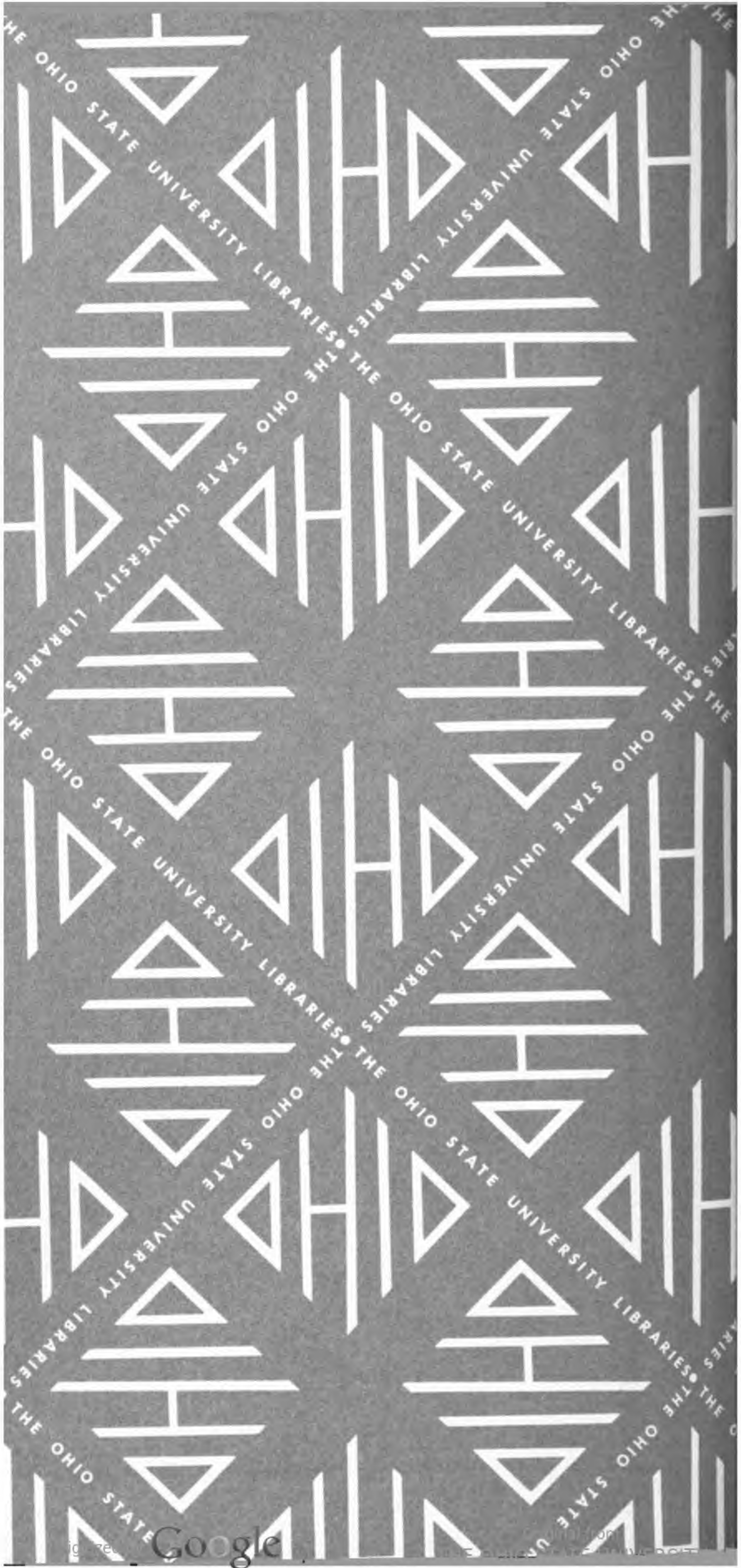
Souvenirs de l'ancien collège de Sablé, vieille tour et vieux bâtiment.	209
Plans de l'ancien collège de Sablé.	217, 227
Siège de Lille en 1667.	237

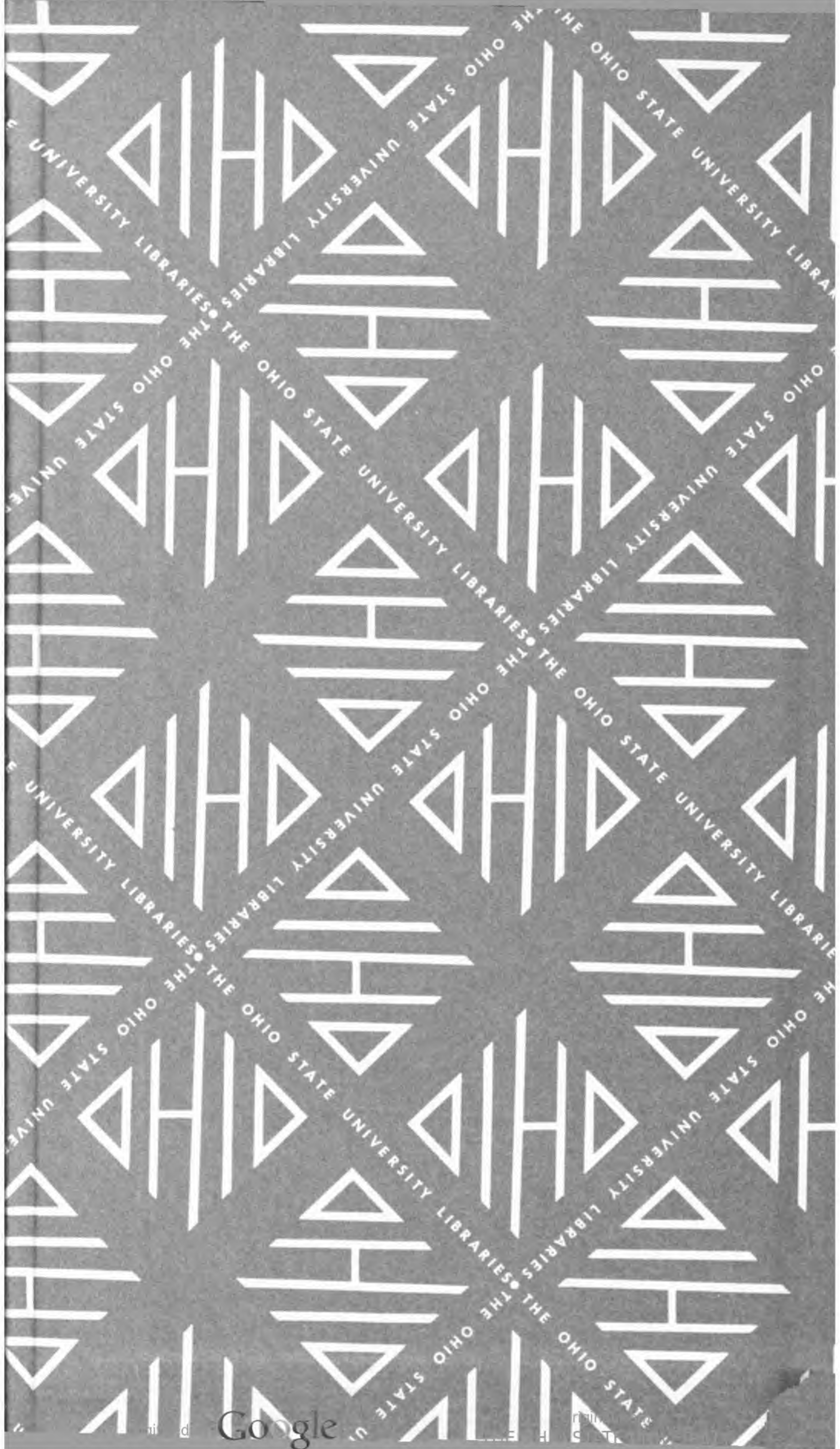
NOMS D'AUTEURS

MM.		MM.	
M ^{is} de Beauchesne.	209	Dom Heurtebize.	143
L. Calendini.	278	H.-M. Legros.	173
Capit. Derome.	23, 113, 235	V ^{te} de Noailles.	5
Deschamps la Rivière.	79	E. Toublet.	51, 150
L. Froger.	97, 231	R. Triger.	91, 194, 202, 295

Le Gerant : G. FLEURY.

MAMERS. — IMPRIMERIE FLEURY. — 1912





The Ohio State University



3 2435 05439410 1

THE OHIO STATE UNIVERSITY BOOK DEPOSITORY



D	AISLE	SECT	SHLF	SIDE	POS	ITEM	C
8	03	36	27	8	05	014	2